

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

---

VOL. XIX.



# JOURNAUX

DE

## L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC,

DEPUIS LE 5 MARS JUSQU'AU 9 MAI 1885,

CES DEUX JOURS INCLUS.

DANS LA QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA QUATRIÈME SESSION DU CINQUIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

---

SESSION DE 1885.

---

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :  
IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

—  
1885

VOL. XIX.







## PROCLAMATIONS.

---

CANADA,  
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATRIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et à chacun de vous.—

SALUT :

### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATRIÈME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec ;  
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE,  
Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, membre de

Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce vingt-deuxième jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt quatre et de Notre Règne la quarante-huitième.

Par ordre,  
L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

CANADA,  
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et à chacun de vous.

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et de Notre Règne la quarante-huitième.

Par ordre,  
L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

CANADA,  
Province de Québec. }

L. R. MASSON.

[L. S.]

*VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil huit cent quatre-vingt-quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIÈME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et de Notre Règne la quarante-huitième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

CANADA,  
Province de Québec. }

L. R. MASSON.

[L. S.]

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite

Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre dite Cité de *Québec*, le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et à chacun de vous,—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DEUXIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre Règne la quarante-huitième.

Par ordre,  
L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

CANADA,  
Province de *Québec*, }

L. R. MASSON,

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER courant.

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain. NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de

---

nouveau à JEUDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS courant, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître dans Notre dite Cité de *Québec*, le dit NEUVIÈME jour de FÉVRIER courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et Soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* :  
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-FRANÇOIS-RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce CINQUIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre Règne la quarante-huitième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

---



JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE  
DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC.

---

SESSION DE 1885.

---

Jedi, 3 Mars 1885.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuyer, Gentilhomme Huissier à la Verge Noire :—

*Monsieur l'Orateur,*

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette Honorable Chambre dans la Salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la Salle des séances du Conseil ;

Et étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que, conformément à la 92ème section de l'acte des Elections contestées de *Québec*, 1875, il a reçu des juges de la Cour Supérieure, siégeant en révision, copies du rapport et du jugement concernant l'élection contestée pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, lesquels sont lus comme suit :

## L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC.

CANADA,  
Province de Québec, }  
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA.

(En Révision..)

OCTAVE DÉCARY,

Demandeur,

vs.

L'honorable J. A. MOUSSEAU,

Défendeur,

A l'honorable ORATEUR

*de l'Assemblée Législative de la dite Province.*

Monsieur,

Conformément à la 92e section de l'acte des élections contestées de Québec, nous avons l'honneur de faire rapport : 1. Que, par la pétition d'élection dans cette cause tendant à annuler l'élection du défendeur, comme député à l'Assemblée Législative de la dite Province, pour le comté de *Jacques-Cartier*, des accusations de manœuvres frauduleuses de la part du défendeur et de ses agents ont été faites.

Que la dite élection fut annulée, sur l'aveu fait par le défendeur, et accepté par le demandeur, que des manœuvres frauduleuses, suffisantes pour annuler l'élection, avaient été faites seulement par les agents du défendeur, sans sa connaissance et son consentement ; en conséquence nous déclarons, qu'à défaut de telle preuve, et il n'y a aucune évidence qu'aucune manœuvre frauduleuse n'a été faite par le défendeur, ou à sa connaissance à la dite élection.

2. Qu'aucune preuve n'étant faite de manœuvres frauduleuses de la part d'aucune personne, nous ne pouvons déclarer si, oui ou non, des manœuvres frauduleuses ont été faites à la dite élection.

Nous avons de plus l'honneur de faire rapport, qu'après l'inscription de cette cause, par le pétitionnaire, il fut aussi déposé une pétition de la part d'un certain *Louis Benoni Daoust* alléguant en substance, collusion entre le pétitionnaire *Décary* et le Défendeur, dans le but d'empêcher la preuve de manœuvres frauduleuses faites par le défendeur, et demandant qu'il lui fut permis d'intervenir et d'être substitué au pétitionnaire afin de produire cette preuve, et qu'en conséquence, la cause fût renvoyée devant un juge de la cour supérieure, et qu'après avoir entendu les parties intéressées, la prière de la pétition du dit *Daoust* fut rejetée.

(Signé)

F. G. JOHNSON, J. C. S.  
G. C. V. BUCHANAN, J. C. S.  
L. O. LORANGER, J. C. S.

Montréal, 31 octobre 1884.



CANADA }  
 PROVINCE DE Québec,  
 District de Montréal.

COUR SUPÉRIEURE.

(En Révision.)

## L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES, 1875.

Election d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*, tenue les dix-neuvième et vingtième jours de septembre, mil huit cent quatre-vingt-trois.

Le trente-unième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-quatre.

PRÉSENTS :

Les Honorables Juges *Johnson*,  
 " " *Buchanan*,  
 " " *Loranger*.

No 2.

*Octave Décary*, de la Ville de *Lachine*, Boucher.

Demandeur,

et

L'Honorable *Joseph Alfred Mousseau*, Premier, et Procureur-Général de la Province de Québec.

Défendeur.

La cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs respectifs, sur le mérite de la pétition d'élection et délibéré ; il est considéré, jugé et décidé que l'élection y mentionnée, et qu'elle cherche à faire rejeter, soit rejetée et annulée avec les frais contre le dit défendeur.

(Vraie copie)

Signé,

HONEY &amp; GENDRON,

P. C. S.

Et il est ordonné que les dits rapports et jugement soient entrés dans les journaux de cette Chambre.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre, que le Greffier avait reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élection suivants :

CANADA }  
 Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Je, soussigné, par le présent certifie qu'un Bref a été émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le vingt-cinquième jour de Juin dernier, pour l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative de la dite

Province pour le District Electoral de *Laval*, en remplacement de *Amédée Gaboury*, Ecuier, dont l'élection a été annulée par la Cour Supérieure, siégeant en Révision, à *Montréal*, sous l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875 ; qu'en vertu du dit bref d'élection, *Pierre Evariste LeBlanc*, Ecuier, a été élu Député à la dite Assemblée Législative pour le dit District Electoral de *Laval*, ainsi qu'il appert par le rapport à moi fait par l'Officier-Rapporteur préposé à cette élection.

Fait à *Québec*, ce cinquième jour de Février 1885.

L. H. HUOT,

*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

L. Delorme, Ecr.,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
*Québec.*

CANADA, }  
Province de *Québec.* }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Je, soussigné, par le présent certifie qu'un bref a été émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, le sixième jour de juin dernier, pour l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative de la dite Province, pour représenter le district électoral de *Vaudreuil*, en remplacement de *F. X. Archambault*, Ecuier, dont l'élection a été annulée par la Cour Supérieure, siégeant en révision à *Montréal*, sous l'autorité de l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875 ; qu'en vertu du dit bref d'élection, *Alfred Lapointe*, Ecuier, a été élu Député à la dite Assemblée Législative pour le dit District Electoral de *Vaudreuil*, ainsi qu'il appert par le rapport à moi fait sur le dit bref par l'officier rapporteur préposé à la dite élection.

Fait à *Québec* ce cinquième jour de février 1885.

L. H. HUOT,

*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

L. Delorme, Ecr.,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
*Québec.*

CANADA }  
Province de *Québec.* }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Je, soussigné, par le présent certifie qu'un bref a été émis le trentième jour d'Octobre dernier par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, pour l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative de la dite Province, pour représenter le District Electoral de *Mégantic* en remplacement de l'Honorable

*Georges Irvine*, qui a résigné son siège de sa place en Chambre, et qu'en vertu du dit bref d'élection, *John Whyte*, Ecuier, a été élu Député à l'Assemblée Législative pour le District Electoral de *Mégantic*, ainsi qu'il appert par le rapport à moi fait sur le dit bref par l'Officier Rapporteur préposé à la dite élection.

Fait à Québec, ce cinquième jour de Février 1885.

L. H. HUOT,

*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

*L. Delorme*, Ecuier,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
Québec.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation du serment d'office.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Alfred Lapointe*, Ecuier, membre pour le District Electoral de *Vaudreuil* et *John Whyte*, Ecuier, membre pour le District Electoral de *Mégantic* ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un Discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, et elle est comme suit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je suis heureux, en vous rencontrant pour la première fois en ma qualité de représentant de Notre Auguste Souveraine, de vous souhaiter cordialement la bienvenue au siège du gouvernement, et je vous remercie de vous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel que je vous ai fait au nom de Sa Majesté.

Vous aurez, pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre Province depuis la Confédération. Le travail de la commission chargée de codifier nos statuts va vous être soumis, et l'examen des sujets multiples qu'il embrasse devra requérir de vous une attention toute particulière.

De nouvelles mesures vous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entr'autres sur la manière de disposer des biens échus à la Province par déshérence ou par confiscation, sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

La condition des classes industrielles a attiré l'attention de mon gouvernement, et une loi vous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

---

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Les comptes publics vous seront soumis, selon l'usage, et des subsides vous seront demandés pour pourvoir aux besoins du service public.

J'ai confiance que les efforts qui ont été faits pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la Province, seront, avant peu, couronnés de succès, et je compte sur vous pour assister mon gouvernement dans la tâche qu'il a entreprise de réduire les dépenses le plus possible sans nuire cependant à la bonne administration des affaires publiques.

C'est l'intention de mon gouvernement de vous demander d'augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l'exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce.

Je verrai à ce que les sommes que vous aurez votées soient dépensées avec la plus stricte économie et de la manière la plus profitable possible.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif :**Messieurs de l'Assemblée Législative :*

La question de la constitutionnalité de la loi des licences passée par le Parlement fédéral, ayant été soumise à la Cour Suprême du *Canada*, mon gouvernement, de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la Confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des Législatures sur cette matière. Je suis heureux de dire que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

Une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente. Mon gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette Commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.

Le Parlement du *Canada* ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de *Québec à Ottawa* constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, a voté au gouvernement de cette Province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre *Ottawa et Montréal*, et de six mille piastres par mille seulement pour la partie comprise entre *Montréal et Québec*. Mon gouvernement a, depuis, adressé au gouvernement du *Canada* un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le Parlement reçoive son entière application, et que le subside de douze mille piastres par mille s'étende à toute la ligne de chemin de fer construit par la Province et autrefois connue sous le nom de chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. Copies de ce mémoire, ainsi que d'un document par lequel on demande le réajustement du subside fédéral basé sur la population vous seront communiquées sans retard.

Les rapports des Départements seront soumis à votre appréciation dès les premiers jours de cette session, et vous feront connaître les opérations des différentes branches du service public.

Je vous engage à discuter avec calme et avec votre patriotisme ordinaire les questions qui intéressent notre Province et nos loyales et laborieuses populations. Je réclame de vous tout le bon vouloir dont vous avez fait preuve sous le gouvernement de mon distingué prédécesseur, et je prie Dieu qu'Il bénisse vos importants et utiles travaux.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*,

**Ordonné,** Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération demain.

**Ordonné,** Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et que M. l'Orateur nomme la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne se permette de les imprimer.

**Résolu,** Que, lorsqu'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un membre, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'en suivent ; et, si deux membres sont élus pour le même collège électoral, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

**Résolu,** Que, s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être, par corruption, et au moyen d'intrigue ou de menées corruptrices, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toutes les personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces menées ou intrigues,

**Résolu,** Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'une ou l'autre Chambre, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend de la Législature ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

**Résolu,** Que des Comités permanents de cette Chambre pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières. 4. Bills privés. 5. Lois expirantes et législation. 6. Comptes publics. 7. Agriculture, immigration et colonisation. 8. Différentes branches d'industrie en cette Province ; lesquels dits comités, seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. l'Orateur communique à la Chambre le Rapport du Bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la Bibliothèque de la Législature, lequel est lu comme suit :

*A l'Honorable Assemblée Législative,*

Le conservateur de la bibliothèque a l'honneur d'exposer ce qui suit :

Pendant la dernière session, votre comité a acquis une collection à peu près complète des journaux et documents parlementaires du *Bas-Canada*, du *Canada Uni* et de la province de *Québec*, collection fort rare aujourd'hui.

Il a complété trois séries de statuts à partir de 1852. Celles qui précèdent cette époque ne sont pas tout à fait complètes, si j'excepte une série anglaise.

Il a acheté, entre autres ouvrages, le *Blackwood's Magazine*, l'Encyclopédie Benier, Lodge portraits, le *National*, etc. Mais, comme la bibliothèque n'est pas encore faite et que l'espace actuellement réservé aux livres est excessivement restreint, il a été décidé que nul achat nouveau, du moins de quelque importance, ne serait fait.

Votre bibliothécaire avait ordre aussi d'attendre les envois de *M. Dansereau*, afin de n'être pas exposé à acheter deux fois inutilement, les mêmes ouvrages.

Les premiers envois de ce Monsieur viennent d'arriver. Ils se composent surtout des ouvrages suivants : *Notes and Queries*, *Banker's Magazine*, *Quarterly review* (incomplet), *Dublin review*, *Cobbett Parliamentary History*, *Rapin*, *Hume*, *Smallett*, *Hughes*, *Henry and Andrews history of England*, *Edinburgh Cyclopaedia*, *National Cyclopaedia*, *Chambers Encyclopaedia*, *Social science Transactions* (incomplet), *Annual Register*, *Howell's State trials*, *Lives of the Lords Chancellors*.

---

Bien peu d'ouvrages, donc, ont été ajoutés à votre bibliothèque depuis la dernière session : quelques publications canadiennes, les journaux et les revues ordinaires, et c'est tout.

Respectueusement soumis

L. P. LEMAY

C. B. L. Q.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 6 Mars 1885.

M. l'Orateur met devant la Chambre un Etat des affaires des institutions suivantes, savoir : de l'Hôpital *St-Patrice*,—du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur,—de l'asile de St-Joseph du Bon Pasteur,—rue Fullum,—et de l'asile de St-Patrice pour les Orphelins, tous de la cité de *Montréal*,—de "*The Knowlton Distributing Home*,"—de l'Hôpital Général, *Pembroke*, tous pour l'année 1884,—du Club de la Garnison de *Québec*, pour l'année 1883 et l'année 1884,—de l'asile des Orphelines de l'Eglise d'*Angleterre*,—et de l'asile Finlay, tous de la cité de *Québec*,—de l'asile des Sœurs de la Charité de *Rimouski*,—de l'asile de St-Joseph, de *Ste-Anne Lapocatière*,—de l'asile de la Providence, de *Ste-Elizabeth*,—de l'asile de la Providence de St-Vincent de Paul,—de la Providence St-Joseph des *Trois-Rivières* et de l'Hôpital des Ursulines, *Trois-Rivières*, tous pour l'année 1884. (Documents de la Session No 9.)

Aussi,—Etat Général des Baptêmes, Mariages et Sépultures, dans le District de *Montréal*, pour l'année 1883. (Documents de la Session, No 10.)

Aussi,—Etat comparé des dépenses de l'Assemblée Législative depuis la Confédération en 1867 jusqu'au 30 Juin 1884. (Documents de la Session No 10½.)

Aussi,—Etat des recettes et des dépenses de l'Assemblée Législative de *Québec*, pour l'année financière expirée le 30 Juin 1884, avec un rapport de l'Auditeur, lesquels sont lus comme suit :

ÉTAT des sommes reçues et déboursées par le Comptable de l'Assemblée Législative, depuis le 1er juillet 1883 au 30 juin 1884.

Dr.

Cr.

1883	CAISSE.	\$ cts.	CONTRA.	\$ cts.	\$ cts.
Juillet, 6.....	Mandat.....	6500 00	Indemnité des membres.....	46847 30	
Do 11.....	Do.....	600 00	Salaires.....	28641 48	
Do 30.....	Do.....	3500 00	Ecrivains surnuméraires.....	6644 50	
Août, 20.....	Do.....	2900 00	Messagers.....	2447 00	
Do 24.....	Do.....	3500 00	Papeterie.....	6484 60	
Septembre, 10.....	Do.....	2000 00	Impressions et reliure.....	25423 92	
Do.....	Do.....	4250 00	Journaux.....	406 43	
Octobre, 18.....	Do.....	2000 00	Divers.....	8390 08	
Do.....	Do.....	4000 00	Codification des lois.....	9940 12	
Novembre, 27.....	Do.....	4000 00	Fonds de pension.....	83 88	135509 01
Do.....	Do.....	500 00			
Décembre, 29.....	Do.....	6500 00	Département du Trésor, remboursement.....		270 53
1884					
Janvier, 12.....	Mandat.....	500 00			
Do 16.....	Do.....	5000 00			
Février, 21.....	Do.....	3833 34			
Mars, 4.....	Do.....	3000 00			
Do 27.....	Do.....	10833 34			
Avril 9.....	Do.....	6000 00			
Do 18.....	Do.....	5600 00			
Do 21.....	Montant remboursé par l'Hon. M. Taillon.....	401 57			
Do 25.....	Mandat.....	7000 00			
Mai, 2.....	Do.....	10000 00			
Do 14.....	Do.....	6000 00			
Do 21.....	Do.....	5000 00			
Do 27.....	Do.....	5861 39			
Do 29.....	Do.....	9500 00			
Juin, 9.....	Do.....	18600 00			
		135779 64			135779 63
		135779 64			

Québec, 6 Août 1884.

L. SIMONEAU,

Comptable de l'Assemblée Législative.

Certifié correct,

N. ARTHUR GIARD,

Auditeur des Comptes de l'Assemblée Législative.

Le soussigné a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les livres et les pièces justificatives s'y rapportant, du comptable de l'Assemblée Législative, pour l'année fiscale commençant le 1er Juillet 1883 et finissant le 30 Juin 1884.

Qu'il a trouvé le tout correct et conforme à l'état ci-joint préparé par le comptable et certifié par l'auditeur, démontrant que les dépenses, pour l'année écoulée, ont été de \$135,509 01.

Que la dépense pour la papeterie a été plus élevée que l'an dernier, et que cela n'a rien d'extraordinaire, car, vu le malheureux incendie qui a dévasté l'ancienne Chambre d'Assemblée, il a fallu renouveler des effets que le feu avait détruit, tels que dictionnaires, encriers, règles, rouleaux, etc., etc., pour tous les bureaux.

Que le soussigné soumet à la considération de l'honorable Commission interne de l'Assemblée Législative, que le Rapport du comité des impressions, en date du 30 Janvier 1868, recommandait qu'il soit imprimé 425 copies anglaises des documents publics. Que par un ordre subséquent de l'honorable président de l'Assemblée Législative, il a été ordonné d'en imprimer 600 et 500 copies, et qu'au lieu de cela il en est imprimé de 1,500 à 2,500 copies; ainsi il a été imprimé 1,575 copies anglaises et 2,500 copies françaises du Rapport des Travaux Publics, 1,500 copies anglaises et 2,500 copies françaises du Rapport de l'Instruction Publique, 1,800 copies anglaises et 2,500 françaises du Rapport des Terres de la Couronne, etc.

Que le soussigné constate que les abonnements aux journaux étrangers, coûtent 20 par cent de moins lorsqu'on s'adresse directement à ces journaux, au lieu de s'adresser à leurs agents.

Qu'en terminant, il certifie avec plaisir que les comptes de l'Assemblée Législative sont tenus dans un ordre parfait et que M. *Simoneau*, le comptable, apporte beaucoup de soins et une grande ponctualité dans l'exécution des devoirs de sa charge.

Le tout humblement soumis.

N. ARTHUR GIARD.

*Auditeur des comptes de  
l'Assemblée Législative de Québec.*

Québec, 11 Septembre 1884.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—La Pétition de *Félix Fournier* et autres, du Canton *Mailloux*, Comté de *Bellechasse*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *The Montreal Young Men's Christian Association*.

Par M. *Leduc*,—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Sorel*.

Par l'Honorable M. *Turcotte*,—La Pétition du Révérend *Chs Ol. Caron* et autres, du Diocèse des *Trois-Rivières*.

L'Ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

M. *Nantel* propose, secondé par M. *Sawyer*, qu'il soit résolu :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la quatrième Session du cinquième Parlement de la Province de *Québec*, des souhaits cordiaux de bienvenue, au siège du Gouvernement, qu'ils nous faits en nous rencontrant pour la première fois en sa qualité de représentant de Notre Auguste Souveraine, et des remerciements qu'il nous adresse de nous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel qu'ils nous a fait au nom de Sa Majesté.



2. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que nous aurons pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre Province depuis la Confédération, et que nous assurons Son Honneur, que le travail de la commission chargée de codifier nos statuts qui va nous être soumis, ainsi que l'examen des sujets multiples qu'il embrasse, recevra de nous une attention toute particulière.

3. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que de nouvelles mesures nous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entre autres sur la manière de disposer des biens échus à la Province par déshérence ou par confiscation, sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

4. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que la condition des classes industrielles a attiré l'attention du gouvernement, et qu'une loi nous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que les comptes publics nous seront soumis, selon l'usage, et que des subsides nous seront demandés pour pourvoir aux besoins du service public.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'il a confiance que les efforts qui ont été faits pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la Province, seront, avant peu, couronnés de succès, et que nous assurons Son Honneur qu'il peut compter sur nous pour assister le gouvernement dans la tâche qu'il a entreprise de réduire les dépenses le plus possible sans nuire cependant à la bonne administration des affaires publiques.

7. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que c'est l'intention du gouvernement de nous demander d'augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l'exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce.

8. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'il verra à ce que les sommes que nous aurons votées soient dépensées avec la plus stricte économie et de la manière la plus profitable possible.

9. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que la question de la constitutionnalité de la loi des licences passée par le parlement fédéral, ayant été soumise à la cour suprême du *Canada*, le gouvernement, de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la Confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des législatures sur cette matière, et que nous nous réjouissons d'apprendre que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

10. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente, et que le gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il aura été communiqué.

11. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que le parlement du *Canada* ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de *Québec à Ottawa* constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, et voté au gouvernement de cette Province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre *Ottawa et Montréal*, et de six mille piastres par mille seulement pour la partie comprise entre *Montréal et Québec*, le gouvernement de cette Province a, depuis, adressé au gouvernement du *Canada*, un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le parlement reçoivent son entière application, et que le subsidé de douze mille piastres par mille s'étende à toute

la ligne du chemin de fer construit par la Province et autrefois connue sous le nom de chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et que nous apprenons avec plaisir, que des copies de ce mémoire, ainsi que d'un document par lequel on demande le réajustement du subside fédéral basé sur la population, nous seront communiquées sans retard.

12. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que les rapports des départements qui nous feront connaître les opérations des différentes branches du service civil, seront soumis à notre appréciation dès les premiers jours de cette session.

13. Que nous pouvons assurer Son Honneur, que nous discuterons avec calme et avec notre patriotisme ordinaire, les questions qui intéressent notre Province et nos loyales et laborieuses populations, et l'assurons de plus, qu'il peut compter que nous appèterons tout le bon vouloir dont nous avons fait preuve sous le gouvernement du distingué précesseur de Son Honneur; et avec Son Honneur, nous prions Dieu qu'Il bénisse nos importants et utiles travaux.

*Ordonné*, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix.

Et le premier paragraphe et les suivants jusqu'au cinquième inclusivement, étant lus de nouveau, sont adoptés.

Les sixième et septième paragraphes, étant lus de nouveau, et mis aux voix séparément; la chambre se divise et la motion est résolue affirmativement.

Les huitième et neuvième paragraphes, étant lus de nouveau, sont adoptés.

Le dixième paragraphe, étant lu de nouveau, et mis aux voix, la Chambre se divise et la motion est résolue affirmativement.

Les onzième, douzième et treizième paragraphes, étant lus de nouveau, sont adoptés.

*Résolu*, Que la dite Résolution soit renvoyée à un Comité Spécial composé de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, *M. Nantel*, *M. Sawyer*, *M. Asselin* et *M. Lavallée*, pour préparer et rapporter le projet d'une Adresse en réponse au Discours de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite Résolution.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité Spécial nommé pour préparer le projet d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur fait rapport que le Comité a préparé cette Adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur

L'Honorable *Louis-François-Rodrigue Masson*,

Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, réunie en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours à l'ouverture de la quatrième Session du cinquième Parlement de la Province de *Québec*, et du bonheur que vous exprimez de nous souhaiter la bienvenue, en nous rencontrant pour la première fois, en votre qualité de représentant de Notre Auguste Souveraine; et des remerciements que vous nous adressez de nous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel que vous nous avez fait au nom de Sa Majesté.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que nous aurons pendant cette Session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre Province, depuis la Confédération, et nous assurons Votre Honneur, que le travail de la Commission chargée de codifier nos statuts qui va nous être soumis, ainsi que l'examen des sujets multiples qu'il embrasse, recevra de nous une attention toute particulière.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que de nouvelles mesures nous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entr'autres sur la manière de disposer des biens échus à la Province par déshérence ou par confiscation ; sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture, par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que la condition des classes industrielles a attiré l'attention du Gouvernement, et qu'une loi nous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que les comptes publics nous seront soumis, selon l'usage, et que des subsides nous seront demandés pour pourvoir aux besoins du service public.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, qu'il a confiance que les efforts qui ont été faits pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la Province, seront, avant peu, couronnés de succès, et nous assurons Votre Honneur, qu'il peut compter sur nous pour assister le Gouvernement dans la tâche qu'il a entreprise, de réduire les dépenses le plus possible, sans nuire cependant à la bonne administration des affaires publiques.

Nous nous réjouissons d'apprendre de Votre Honneur, que c'est l'intention du gouvernement de nous demander d'augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l'exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi, au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'il verra à ce que les sommes que nous aurons votées soient dépensées avec la plus stricte économie et de la manière la plus profitable possible.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que la question de la constitutionnalité de la loi des licences passée par le parlement fédéral, ayant été soumise à la Cour Suprême du *Canada*, le gouvernement, de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des législatures sur cette matière, et nous nous réjouissons d'apprendre que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente, et que le gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.

Nous nous réjouissons d'apprendre de Votre Honneur, que le parlement du *Canada* ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de *Québec* à *Ottawa* constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, et voté au gouvernement de cette Province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre *Ottawa* et *Montréal*, et de six mille piastres seulement pour la partie comprise entre *Montréal* et *Québec*, le gouvernement de cette Province a, depuis, adressé au gouvernement du *Canada* un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le parlement reçoive son entière application, et que le subside de douze mille piastres par mille s'étende à toute la ligne de chemin de fer construit par la Province et autrefois connu sous le nom de chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et nous apprenons avec plaisir, que des copies de ce mémoire, ainsi que d'un document par lequel on demande le réajustement du subside fédéral basé sur la population, nous seront communiquées sans retard.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que les rapports des départements qui nous feront connaître les opérations des différentes branches du service civil, seront soumis à notre appréciation dès les premiers jours de cette session.

Nous pouvons assurer Votre Honneur, que nous discuterons avec calme et avec notre patriotisme ordinaire, les questions qui intéressent notre Province et nos loyales et laborieuses populations, et l'assurons de plus, qu'il peut compter que nous apporterons tout le bon vouloir dont nous avons fait preuve sous le gouvernement du distingué prédécesseur de Votre Honneur ; et avec Votre Honneur, nous prions Dieu qu'Il bénisse nos importants et utiles travaux.

La dite Adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Prvince.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Résolu, Que, Mardi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, Mardi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Voies et Moyens de prélever les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'Honorable Procureur Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial de onze Membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable *M. Mercier*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Marchant*, *M. Nantel*, *M. Sawyer*, *M. Martel*, *M. Lemieux* et *M. Duhamel* composent le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

Lundi, 9 Mars 1885.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapports municipaux de la Province de Québec pour l'année 1884. (Documents de la Session No 11.)

Aussi, extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1884. (Documents de la Session No 12.)

Aussi, état des affaires de l'Hospice St-Charles Borromée de Joliette, pour l'année 1884. (Documents de la Session No 9.)

Aussi, Rapport de la Commission chargée de s'enquérir de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du Palais Législatif, lequel est lu comme suit :

A l'Honorable *J. S. C. Wörtele*,

Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Les Commissaires soussignés, nommés par le Statut 47 *Victoria*, chapitre 3, pour s'enquérir de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du Palais Législatif, ont l'honneur de faire le rapport suivant :

Ils se sont réunis le dix-septième jour de Juin dernier, pour commencer leurs travaux et ils ont accompli tous les devoirs qui leur étaient imposés avec toute la célérité possible.

Ils ont examiné un grand nombre de témoins dont les témoignages sont annexés au présent rapport ainsi que les documents produits à l'enquête.

Il a été établi que, par une convention sous-seing privé, faite à *Montréal*, le septième jour de Décembre, mil huit cent quatre-vingt-deux, entre *A. Charlebois & Cie*, et *Jean de Beaufort*, il fut stipulé, que la somme de dix mille piastres (\$10,000) serait payée au dit *Jean de Beaufort* au moyen de trois billets, de trois mille piastres (\$3,000), de deux mille (\$2,000) et de cinq mille piastres (\$5,000) respectivement, si *Alexander McMillan* ou *A. Charlebois & Cie*, obtenaient le contrat pour la construction du Palais Législatif.

Les Commissaires sont d'avis, d'après la preuve :—

1. Que l'Honorable *J. A. Mousseau*, alors Premier Ministre de la Province de *Québec*, et *J. G. H. Bergeron* n'ont pas eu connaissance de ce contrat sous-seing privé entre *A. Charlebois & Cie*, et *Jean de Beaufort*, à la date où il a été fait ; qu'ils l'ont désapprouvé lorsqu'ils en ont été informés ; que l'Honorable *J. A. Mousseau* en ignorait encore l'existence lorsque le Gouvernement a donné le contrat pour la construction du Palais Législatif à *A. Charlebois & Cie* ; que conséquemment il n'a pas pu vouloir les favoriser en considération du dit marché du septième jour de Décembre mil huit cent quatre-vingt-deux.

2. Que *Jean de Beaufort* et *J. G. H. Bergeron* n'ont exercé aucune influence sur l'Honorable *J. A. Mousseau* ni sur aucun de ses collègues pour les engager à donner le contrat pour la construction du Palais Législatif à *A. Charlebois & Cie*.

3. Que l'Honorable *J. A. Mousseau* n'a reçu ni directement ni indirectement aucun argent sur la somme de dix mille piastres (\$10,000) stipulée au contrat du sept de Décembre mil huit cent quatre-vingt-deux, entre *A. Charlebois & Cie*, et *Jean de Beaufort*, ni aucune valeur appréciable en argent pour l'engager à assurer ou en récompense de ce que le Gouvernement aurait accordé le contrat pour la construction du Palais Législatif à *A. Charlebois & Cie*.

4. Que le contrat pour la construction du Palais Législatif a été régulièrement donné, dans l'intérêt de la Province, par le Gouvernement, sur le rapport de l'honorable Monsieur *Elisée Dionne*, alors commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

5. Que les soumissions de *J. T. Lavallée*, de *Huot & Jobin* et de *Alfred Lortie* n'étaient pas sérieuses, car il a été prouvé qu'elles n'avaient été faites que dans un but de spéculations avec de plus hauts soumissionnaires.

6. Que la substitution d'un dépôt de dix pour cent au cautionnement d'abord demandé et les changements apportés au contrat comparés aux conditions des soumissions n'ont pas été faits dans le but de favoriser indûment *A. Charlebois & Cie*, mais dans l'intérêt de la province.

7. Que le Gouvernement de l'Honorable *J. A. Mousseau* n'a pas favorisé indûment *A. Charlebois & Cie* en les chargeant de pourvoir à l'installation des Chambres temporaires et à leur ameublement. Le Gouvernement actuel est responsable de l'exécution de ces travaux. Les Commissaires sont d'opinion qu'il ne serait pas juste d'apprécier sa responsabilité avant que les travaux ne soient terminés et sans connaître quel sera le règlement final entre le Gouvernement et les entrepreneurs de l'installation des Chambres temporaires.

Le tout humblement soumis.

L. G. DESJARDINS,  
Président.

L. N. ASSELIN,  
Commissaire.

G. A. NANTÉL,  
Commissaire.

Procès-verbal de la séance du 1 Décembre 1884, de la Commission chargée de s'enquérir de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du Palais Législatif.

La Commission se réunit à 10 heures 30, A. M.

Présents :—*MM. Desjardins, Nantel et Asselin.*

Il est proposé et résolu que le Rapport suivant soit adopté :

A l'Honorable *J. S. C. Wurtelle*,

Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Les Commissaires soussignés, nommés par le Statut 47 *Victoria*, chapitre 3, pour s'enquérir de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du Palais Législatif, ont l'honneur de faire le Rapport suivant :

Ils se sont réunis le dix-septième jour de Juin dernier pour commencer leurs travaux et ils ont accompli les devoirs qui leur étaient imposés avec toute la célérité possible.

Ils ont examiné un grand nombre de témoins dont les témoignages sont annexés au présent rapport, ainsi que les documents produits à l'enquête.

Il a été établi que, par une convention sous-seing privé, faite à *Montréal*, le septième jour de Décembre mil huit cent quatre-vingt-deux, entre *A. Charlebois & Cie*, et *Jean de Beaufort*, il fut stipulé que la somme de dix mille piastres (\$10,000) serait payée au dit *Jean de Beaufort* au moyen de trois billets, de trois mille piastres (\$3,000), de deux mille (\$2,000) et de cinq mille piastres (\$5,000) respectivement, si *Alexander McMillan* ou *A. Charlebois & Cie*, obtenaient le contrat pour la construction du Palais Législatif.

Les Commissaires sont d'avis, d'après la preuve :

1. Que l'Honorable *J. A. Mousseau*, alors Premier Ministre de la Province de Québec, et *J. G. H. Bergeron* n'ont pas eu connaissance de ce contrat sous-seing privé entre *A. Charlebois & Cie*, et *Jean de Beaufort*, à la date où il a été fait ; qu'ils l'ont désapprouvé lorsqu'ils en ont été informés ; que l'Honorable *J. A. Mousseau* en ignorait l'existence lorsque Gouvernement a donné le contrat pour la construction du Palais Législatif à *A. Charlebois & Cie* ; que conséquemment il n'a pas pu vouloir les favoriser en considération du dit marché du septième jour de Décembre mil huit cent quatre-vingt-deux.

2. Que *Jean de Beaufort* et *J. G. H. Bergeron* n'ont exercé aucune influence sur l'Honorable *J. A. Mousseau* ni sur aucun de ses collègues pour les engager à donner le contrat pour la construction du Palais Législatif à *A. Charlebois & Cie*.

3. Que l'Honorable *J. A. Mousseau* n'a reçu ni directement ni indirectement aucun argent sur la somme de dix mille piastres (\$10,000) stipulée au contrat du sept de Décembre mil huit cent quatre-vingt-deux entre *A. Charlebois & Cie*, et *Jean de Beaufort*, ni aucune valeur appréciable en argent pour l'engager à assurer le contrat ou en récompense de ce que le Gouvernement aurait accordé le contrat pour la construction du Palais Législatif à *A. Charlebois & Cie*.

4. Que le contrat pour la construction du Palais Législatif a été régulièrement donné, dans l'intérêt de la Province, par le Gouvernement, sur le rapport de l'Honorable Monsieur *Elisée Dionne*, alors Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics.

5. Que les soumissions de *J. T. Lavallée*, de *Huot & Jobin* et de *Alfred Lortie* n'étaient pas sérieuses, car il a été prouvé qu'elles n'avaient été faites que dans un but de spéculation avec de plus hauts soumissionnaires.

6. Que la substitution d'un dépôt de dix pour cent au cautionnement d'abord demandé et les changements apportés au contrat comparés aux conditions des soumissions n'ont pas été faites dans le but de favoriser indûment *A. Charlebois & Cie*, mais dans l'intérêt de la Province.

7. Que le Gouvernement de l'Honorable *J. A. Mousseau* n'a pas favorisé indûment *A. Charlebois & Cie* en les chargeant de pourvoir à l'installation des chambres temporaires et à leur ameublement. Le Gouvernement actuel est responsable de l'exécution de ces travaux. Les Commissaires sont d'opinion qu'il ne serait pas juste d'apprécier sa responsabilité avant que les travaux soient terminés et sans connaître quel sera le règlement final entre le Gouvernement et les entrepreneurs des chambres temporaires.

Le tout humblement soumis.

Et il est ordonné qu'un rapport soit préparé en conséquence.

CHS G. DELAGRAVE,

Greffier de la Commission

Et aussi, Rapport de la Commission chargée de s'enquérir de certaines accusations relatives à la Pétition d'élection faite en 1882, contre l'élection d'un député à L'Assemblée Législative pour le District électoral de *Jacques Cartier*, lequel est lu comme suit :

A l'Honorable J. S. C. WÜRTELE,

Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Les Commissaires soussignés, nommés par le Statut 47 *Victoria*, chapitre 3, pour s'enquérir de certaines accusations portées relativement à la Pétition d'élection faite en 1882, contre l'élection d'un député à l'Assemblée Législative pour le District électoral de *Jacques-Cartier*, ont l'honneur de faire le Rapport suivant :

Ils se sont réunis le dix-septième jour de Juin dernier, pour commencer leurs travaux et ils ont accompli les devoirs qui leur étaient imposés avec toute la célérité possible.

Ils ont examiné un grand nombre de témoins dont les témoignages sont annexés au présent Rapport ainsi que les documents produits à l'enquête.

Au commencement du mois de Mai, mil huit cent quatre-vingt-trois, l'Honorable *Joseph-Alfred Mousseau* était premier ministre de cette Province et représentait le District électoral de *Jacques-Cartier* dans l'Assemblée Législative de Québec.

Son élection était alors contestée devant les tribunaux par des procédures demandant l'annulation de la dite élection et la déqualification du dit *Joseph-Alfred Mousseau*.

Les Commissaires sont d'avis, d'après la preuve :

1. Que la demande en invalidation de l'élection du dit Honorable *J. A. Mousseau* a été instituée à l'instigation principalement de l'Honorable *Honoré Mercier* et de diverses autres personnes, non pour revendiquer le respect des lois, la morale publique et la dignité de cette Législature, mais dans le but de se procurer des avantages personnels, soit politiques ou pécuniaires.

2. Que le nommé *Antoine Bélanger* n'était qu'un prête-nom, ne connaissant lui-même aucun cas de corruption pratiqué pendant la dite élection, contre l'Honorable *M. Mousseau*, et qu'il consentit à se porter pétitionnaire à la demande de certaines personnes, et de *M. Mercier* entre autres, qui lui paya, à cet effet dix piastres (\$10) pour l'indemniser de ses dépenses de voyage et d'hôtellerie ; que le dit *Bélanger* ne fut jamais consulté ensuite au sujet de cette affaire.

3. Que le trois mai mil huit cent quatre-vingt-trois, *M. L. O. David*, avocat de Montréal, dans le but, suivant lui, de sauver l'Honorable *M. Mousseau* de la déqualification et de rendre service à *M. Mercier*, entreprit de régler cette contestation ; et il eut d'abord, pour arriver à ce résultat, une entrevue avec le dit *M. Mercier* qui, après discussion, le chargea de l'affaire, en lui conseillant de voir les amis de *M. Mousseau* à ce sujet et de lui faire rapport. Que *M. David* vit alors *M. C. A. Dansereau* à qui il mentionna la somme de trois mille piastres

(\$3,000) comme chiffre probable devant suffire, dans son opinion, pour arriver au règlement en question ; mais pour s'assurer du montant nécessaire il retourna voir M. Mercier, et dans cette seconde entrevue, la somme fut fixée à cinq mille piastres (\$5,000). Qu'aussitôt après, M. David revit M. Dansereau et lui fit part des résultats de sa seconde entrevue avec M. Mercier et qu'alors M. Dansereau observa que le montant exigé était considérable, mais que cependant, pour sauver l'honorable M. Mousseau, s'il fallait donner cinq mille piastres (\$5,000), on les donnerait.

4. Que le lendemain, le quatrième jour de Mai, M. J. Benjamin Trudel, chef de la police Riveraine de Québec, fut chargé par M. Mercier, d'obtenir le paiement de la dite somme de cinq mille piastres (\$5,000), et en outre les frais taxables, s'il le pouvait. M. Mercier demandait aussi la publication d'un certain article dans la *Minerve* et le règlement d'une réclamation de M. Joseph Doutre, avocat, de Montréal, contre le gouvernement fédéral, mais la preuve ne démontre pas que l'accomplissement de ces deux dernières conditions fût essentiel au règlement de la contestation.

Que dans l'après-midi du même jour, M. Dansereau fit savoir que les cinq mille piastres (\$5,000) seraient prêtes le lendemain ou le sur-lendemain, pourvu que la poursuite en déqualification fut abandonnée, et M. David fut prié d'aller à la Cour à deux heures pour en avertir M. Mercier ; ce qu'il fit en effet, supposant que l'affaire était réglée.

5. Que l'Honorable M. Mercier a alors ajourné l'enquête au lendemain, désirant prendre en considération, disait-il, la déclaration produite par l'honorable M. A. Lacoste de la part de l'honorable M. Mousseau, admettant qu'une preuve suffisante avait été faite pour annuler l'élection.

Le soir, l'Honorable M. Mercier tint une réunion de quelques-uns de ses amis politiques auxquels il représenta, entre autres choses, qu'il était très-intéressé dans la cause pécuniairement, mais que si l'on pouvait trouver la garantie des frais ultérieurs qui résulteraient de la continuation des procédés, il était prêt à continuer. Telle garantie paraît alors avoir été offerte, néanmoins il fut décidé de discontinuer les procédés. De fait, le lendemain matin, mais seulement après que M. J. B. Trudel eût fait connaître que l'argent était prêt à être payé, la dite poursuite en déqualification a été abandonnée par les soins du dit Honorable M. Mercier, qui alors accepta la déclaration faite par les procureurs de l'Honorable J. A. Mousseau.

6. Que le même jour, le cinq Mai mil huit cent quatre-vingt-trois, l'Honorable Honoré Mercier a reçu des mains de M. J. Benjamin Trudel, Chef de la Police Riveraine à Québec, la somme de cinq mille piastres (\$5,000).

Que les frais et déboursés taxables étaient alors d'environ quinze cents piastres (\$1,500), et que l'honoraire du conseil et les dépenses extra judiciaires se montaient tout au plus à la somme de trois cents piastres (\$300).

Que la balance, c'est-à-dire environ trois mille deux cents piastres (\$3,200), a été payée à l'Honorable M. Mercier, à raison de la discontinuation des procédures en déqualification de l'Honorable J. A. Mousseau et qu'à même cette somme, mille piastres (\$1,000) ont été appliquées à des fins étrangères à la contestation de l'élection de Jacques-Cartier, et cela au bénéfice de MM. Abraham Bernard, Député du Comté de Verchères et C. A. Geoffrion, avocat de Montréal.

Le tout humblement soumis.

L. G. DESJARDINS,  
Président.

L. N. ASSELIN,  
Commissaire.

G. A. NANTÉL,  
Commissaire.



Procès verbal de la séance de la Commission chargée de s'enquérir de certaines accusations portées relativement à la pétition d'élection faite en 1882, contre l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative, pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*.

La Commission se réunit le 10 Décembre 1884.

Présents : MM. *Desjardins* (président), *Nantel*, *Asselin* et *Lemieux*.

Le sujet d'un rapport ayant été mis sous la considération de la Commission, M. *Nantel* propose que le rapport suivant soit adopté :

A l'Honorable *J. S. C. Wurtelle*,  
Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Les Commissaires soussignés, nommés par le Statut 47 *Victoria*, chap. 3, pour s'enquérir de certaines accusations portées relativement à la pétition d'élection faite en 1882, contre l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative, pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*, ont l'honneur de faire le rapport suivant :

Ils se sont réunis le dix-septième jour de Juin dernier pour commencer leurs travaux et ils ont accompli les devoirs qui leur étaient imposés avec toute la célérité possible.

Ils ont examiné un grand nombre de témoins dont les témoignages sont annexés au présent rapport ainsi que les documents produits à l'enquête.

Au commencement du mois de mai mil huit cent quatre-vingt-trois, l'Honorable *Joseph-Alfred Mousseau* était Ministre de cette Province et représentait le District Electoral de *Jacques Cartier*, dans l'Assemblée Législative de Québec.

Son élection était alors contestée devant les tribunaux par des procédures demandant l'annulation de la dite élection et la déqualification du dit *Joseph Alfred Mousseau*.

Les Commissaires sont d'avis, d'après la preuve :

1. Que la demande en invalidation de l'élection du dit Honorable *J. A. Mousseau* a été instituée à l'instigation principalement de l'Honorable *Honoré Mercier* et de diverses autres personnes, non pour revendiquer le respect des lois, la morale publique et la dignité de cette Législature, mais dans le but de se procurer des avantages personnels, soit politiques ou pécuniaires.

2. Que le nommé *Antoine Bélanger* n'était qu'un prête-nom, ne connaissant lui-même aucun cas de corruption pratiqué pendant la dite élection, contre l'Honorable *M. Mousseau*, et qu'il consentit à se porter pétitionnaire à la demande de certaines personnes, et de *M. Mercier* entre autres, qui lui paya, à cet effet, dix piastres (\$10) pour l'indemniser de ses dépenses de voyage et d'hôtellerie ; que le dit *Bélanger* ne fut jamais consulté ensuite au sujet de cette affaire.

3. Que le trois mai mil huit cent quatre-vingt-trois, *M. L. O. David*, avocat de Montréal, dans le but, suivant lui, de sauver l'Honorable *M. Mousseau* de la déqualification et de rendre service à *M. Mercier*, entreprit de régler cette contestation ; et il eut d'abord, pour arriver à ce résultat, une entrevue avec le dit *M. Mercier* qui, après discussion, le chargea de l'affaire, en lui conseillant de voir les amis de *M. Mousseau* à ce sujet et de lui faire rapport. Que *M. David* vit alors *M. C. A. Dansereau* à qui il mentionna la somme de trois mille piastres (\$3,000) comme chiffre probable devant suffire, dans son opinion, pour arriver au règlement en question ; mais pour s'assurer du montant nécessaire il retourna voir *M. Mercier*, et dans cette seconde entrevue, la somme fut fixée à cinq mille piastres (\$5,000). Qu'aussitôt après *M. David* revit *M. Dansereau* et lui fit part des résultats de sa seconde entrevue avec *M. Mercier* et qu'alors *M. Dansereau* observa que le montant

exigé était considérable, mais que cependant, pour sauver l'Honorable M. Mousseau s'il fallait donner cinq mille piastres (\$5,000), on les donnerait.

4. Que le lendemain, le quatrième jour de Mai, M. J. Benjamin Trudel, chef de la police riveraine de Québec, fut chargé par M. Mercier d'obtenir le paiement de la dite somme de cinq mille piastres (\$5,000), et en outre les frais taxables, s'il le pouvait. M. Mercier demandait aussi la publication d'un certain article dans la *Minerve* et le règlement d'une réclamation de M. Joseph Doutre, avocat, de Montréal, contre le Gouvernement Fédéral, mais la preuve ne démontre pas que l'accomplissement de ces deux dernières conditions fût essentiel au règlement de la contestation.

Que, dans l'après-midi du même jour, M. Dansereau fit savoir que les cinq mille piastres (\$5,000) seraient prêtes le lendemain ou le sur-lendemain, pourvu que la poursuite en déqualification fut abandonnée, et M. David fut prié d'aller à la Cour à deux heures pour en avertir M. Mercier ; ce qu'il fit en effet, supposant que l'affaire était réglée.

5. Que l'Honorable M. Mercier a alors ajourné l'enquête au lendemain, désirant prendre en considération, disait-il, la déclaration produite par l'Honorable M. A. Lacoste de la part de l'Honorable M. J. A. Mousseau, admettant qu'une preuve suffisante avait été faite pour annuler l'élection.

Le soir, l'Honorable M. Mercier tint une réunion de quelques-uns de ses amis politiques auxquels il représenta, entre autres choses, qu'il était très intéressé dans la cause pécuniairement, mais que si l'on pouvait trouver la garantie des frais ultérieurs qui résulteraient de la continuation des procédés, il était prêt à continuer. Telle garantie paraît alors avoir été offerte, néanmoins il fut décidé de discontinuer les procédés. De fait, le lendemain matin, mais seulement après que M. J. B. Trudel eût fait connaître que l'argent était prêt à être payé, la dite poursuite en déqualification a été abandonnée par les soins du dit Honorable M. Mercier qui alors accepta la déclaration faite par les Procureurs de l'Honorable J. A. Mousseau.

6. Que le même jour, le cinq Mai mil huit cent quatre-vingt trois, l'Honorable Honore Mercier a reçu des mains de M. J. B. Trudel, chef de la police riveraine de Québec, la somme de cinq mille piastres (\$5,000).

Que les frais et déboursés taxables étaient alors d'environ quinze cents piastres (\$1,500), et que l'honoraire du Conseil et les dépenses extra judiciaires se montaient tout au plus à la somme de trois cents piastres (\$300).

Que la balance, c'est-à-dire environ trois mille deux cents piastres (\$3,200), a été payée à l'Honorable M. Mercier, à raison de la discontinuation des procédures en déqualification de l'Honorable J. A. Mousseau, et qu'à même cette somme, mille piastres (\$1,000) ont été appliquées à des fins étrangères à la contestation de l'élection de Jacques-Cartier, et cela au bénéfice de MM. Abraham Bernard, député du Comté de Verchères et C. A. Geoffrion, avocat, de Montréal.

Le tout humblement soumis.

En amendement M. Lemieux fait la motion suivante :

Ne concourant pas dans le Rapport précédent, je propose le rapport suivant :

A l'Honorable J. S. G. WURTELE,

Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Après avoir examiné la preuve et les documents produits devant la commission, elle en est venue aux conclusions suivantes :

Il n'y a aucun doute quelconque, qu'à la suite de l'abandon, par le pétitionnaire, de la demande en déqualification de l'Honorable J. A. Mousseau, l'Honorable M. Mercier a reçu de la part de M. Mousseau une somme de cinq mille piastres (\$5,000). Il l'avait déclaré lui-même en Chambre, lorsque l'accusation du Dr Martel a été portée, et il l'a répété sous serment devant la Commission.

Maintenant pourquoi ces cinq mille piastres (\$5,000) lui ont-elles été payées ? Voilà la question sur laquelle a roulé toute la preuve.

Le Dr Martel a essayé d'établir que cette somme avait été payée à M. Mercier comme considération ou prix de son retrait de la demande de déqualification.

M. Mercier, au contraire, s'est efforcé de prouver que cette somme lui avait été payée simplement pour ses honoraires et déboursés comme Procureur du Pétitionnaire.

Avant d'entrer dans l'examen de la preuve faite de part et d'autre, il n'est pas inutile de rappeler certains faits qui sont de la plus haute importance, dans l'appréciation à en faire, et qui sont admis sans conteste de part et d'autre.

1. Non-seulement M. Mercier était le Procureur du Pétitionnaire, mais c'est lui qui s'est procuré le dépôt et qui a fait tout le travail nécessaire pour la préparation de la Pétition et pour sa présentation ; et c'est aussi lui qui s'est chargé de prendre tous les renseignements nécessaires dans le Comté de Jacques-Cartier et ailleurs pour trouver les témoins capables de prouver les allégations de la Pétition ; il a de plus conduit tout le procès qui a été très long ; et au cas d'insuccès, non-seulement il ne devait avoir aucun remboursement de ses déboursés et aucun honoraire, mais encore il devait payer les frais de la partie adverse à la décharge du Pétitionnaire.

2. Si l'on admet la prétention du Dr Martel, à savoir, que cinq mille piastres (\$5,000) ont été payées à M. Mercier comme prix de sa renonciation à la déqualification de M. Mousseau, on ne peut échapper, à la conclusion que ce dernier, qui a été Membre du Conseil Privé du Canada, Premier Ministre de la Province de Québec, et qui est aujourd'hui un des Juges de la Cour Supérieure de Sa Majesté, s'est rendu coupable du crime déshonorant d'avoir suborné l'avocat qui était chargé de le faire punir et de le déqualifier ; et le haut prix qu'il aurait payé dans cette supposition ne pouvait laisser aucun doute sur l'énormité des offenses qu'il avait commises et aux conséquences desquelles il cherchait ainsi à échapper.

3. Ce n'est pas M. Mercier ni aucun de ses amis qui ont pris l'initiative des démarches qui ont amené le retrait de la demande en déqualification de M. Mousseau, mais cette initiative a été prise par les amis de M. Mousseau lui-même, au nombre desquels figuraient des Membres influents du clergé qui ont fait appel à la pitié de M. Mercier, en disant que si M. Mousseau était déqualifié, son avenir était perdu, lui-même était déshonoré et sa famille ruinée et mise dans le chemin.

4. Le fait reproché à M. Mercier, en le supposant vrai, serait attentatoire à son honneur comme avocat, et mériterait son expulsion du Barreau. Or, bien que cette accusation ait été portée et discutée à satiété publiquement et particulièrement dans une grande assemblée publique à Saint Laurent, il y a plus d'un an, aucune démarche n'a été faite ni par son accusateur actuel ni par qui que ce soit, pour le traduire devant le Conseil du Barreau de Montréal dont il relève ; mais il appert au contraire que le Barreau, bien que connaissant l'accusation, ne s'en est jamais occupé.

5. Un grand nombre d'avocats les plus éminents du Barreau de Montréal, entendus comme témoins, ont été unanimes à dire, que la somme de cinq mille piastres (\$5,000) n'était pas une rémunération trop élevée pour le travail, les démarches, le trouble et les dépenses d'argent de M. Mercier, dans la contestation de l'élection en question.

6. La Chambre actuelle était au courant de cette accusation longtemps avant la dernière session, et elle ne pouvait pas la laisser planer sur un de ses Membres, s'il était convenable qu'elle s'en occupât—de plus, il est à remarquer que l'accusation n'a été portée que dans les derniers jours de la session, et à la suite d'une autre accusation portée par M. Mercier contre M. Mousseau.

Voilà des faits sur lesquels la preuve faite devant la Commission ne permet pas d'avoir deux opinions tant ils sont inébranlablement établis.

On admettra, qu'en présence de ces faits, il faudrait une preuve telle qu'elle ne permit pas l'ombre d'un doute, pour maintenir l'accusation.

Or, voyons qu'elle est la preuve offerte.—Pas un seul témoin n'a prouvé d'une manière légale, que M. *Mercier* eût reçu la somme en question comme prix de la renonciation à la demande de déqualification. Le seul témoin qui ait parlé sur ce sujet, M. *Benjamin Trudel*, déclare lui-même, que toute l'affaire était réglée lorsqu'il est arrivé à *Montréal*, et que M. *Mercier* ne l'avait mandé que pour recevoir l'argent pour lui. Ce qu'il dit de l'objet pour lequel l'argent aurait été payé, il le déclare d'après M. *Sénécal* qu'on n'a pas fait entendre comme témoin et qu'il était du devoir du Dr *Martel* de faire entendre, si M. *Sénécal* était en état de répéter sous serment ce qu'il avait insinué dans un moment de mauvaise humeur et dans une conversation privée.

M. L. O. *David*, le seul témoin qui ait pris part à la transaction et qui en a suivi les détails du commencement à la fin, dit positivement, que la somme payée à M. *Mercier* n'avait absolument rien à faire avec la renonciation à la déqualification.—Il dit que cette renonciation avait été obtenue par les sollicitations pressantes des amis de M. *Mousseau*, en tête desquels il était lui-même. Il ajoute que lorsque M. *Mercier* et ses amis ont décidé de renoncer à la déqualification, il a été unanimement entendu qu'il ne le ferait qu'à la condition, si naturelle et si raisonnable qu'elle allait de soi, que M. *Mousseau* paierait tous les frais de la contestation.

Le montant des frais n'a pas été fixé par M. *Mercier* et ses amis au moment où ils ont pris cette décision, et ils ne pouvaient le fixer non plus, parceque la chose n'était possible qu'à ceux qui, comme M. *Mercier* lui-même et ses associés et quelques amis intimes, savaient tout le trouble qu'il s'était donné, tout le temps qu'il avait perdu, et l'argent dépensé pour la contestation.

Le Dr *Martel* a beaucoup insisté sur le fait que les frais taxables de M. *Mercier* ne s'élevaient qu'à la somme de quinze cents piastres (\$1,500) à peu près—ceci suivant nous n'a rien à faire avec la question devant la Commission.—M. *Mercier* avait-il droit à cinq mille piastres (\$5,000) pour ses honoraires et déboursés ? L'affirmative est tellement bien établie, qu'elle est hors de tout doute ; on n'a pas même essayé d'établir le contraire.

Il a été prouvé devant la Commission, que l'Honorable M. *Lacoste*, un des avocats du Dr *Martel* et l'un des avocats les plus distingués de la Province, a reçu cinq mille piastres (\$5,000.00) du Gouvernement pour l'examen du contrat de vente du chemin de fer du Nord à M. *Sénécal*. Pour prétendre que l'on doit soupçonner que M. *Mercier* n'a pas reçu les \$5,000 seulement pour ses honoraires et déboursés, il faudrait dire également que M. *Lacoste* n'a pas reçu ces cinq milles piastres (\$5,000) simplement pour ses services professionnels, mais comme prix de complaisance pour M. *Sénécal* dont il était l'avocat.

Si, comme cela ne peut pas être contesté, M. *Mercier* avait droit à \$5,000, il n'y avait que trois alternatives possibles ; ou bien qu'il se les fit payer par M. *Mousseau* ; ou bien qu'il les obtint du Pétitionnaire ou de ses amis ; ou bien qu'il les perdit et en fit présent à M. *Mousseau*. Les deux dernières alternatives sont tellement ridicules qu'il suffit de les énoncer pour en faire justice.

Quel est l'homme sensé qui ne serait pas moqué de M. *Mercier*, s'il l'avait vu non-seulement renoncer au droit de priver un adversaire de ces droits politiques, mais encore, le faire au moyen d'un sacrifice pécuniaire pour lui ou son parti ? Ce n'aurait pas été de la générosité, mais, en quelque sorte, de la niaiserie de sa part. Il ne restait donc que la troisième alternative et c'est celle que M. *Mercier* a choisie du consentement de M. *Mousseau* et de ses amis.

Avant de terminer ce Rapport, il n'est pas inutile de faire remarquer, que si la Chambre, contrairement à notre avis, essayait de censurer la conduite de M. *Mercier* en cette affaire, elle commettrait une véritable insulte envers un corps aussi distingué que le barreau de *Montréal*, lequel, comme nous l'avons dit, n'a

n'a pas cru devoir s'occuper de cette accusation, et qui, s'il s'en était occupé, l'aurait évidemment rejetée, puisque tous les avocats entendus devant la Commission et parmi lesquels il y en a qui sont à la tête du Barreau de la Puissance, ont été unanimes à dire qu'ils ne voyaient rien dans la conduite de M. Mercier qui fût dérogatoire à l'honneur professionnel, et que pas un seul avocat n'a été entendu pour exprimer une opinion contraire.

En résumé, la Commission ne peut faire autrement que de déclarer que l'accusation du Dr Martel n'a aucunement été prouvée, et qu'il n'a rien été établi pour le justifier de l'avoir portée.

Le tout humblement soumis.

Cette proposition est perdue sur la division suivante :

Pour : M. Lemieux.

Contre : MM. Nantel et Asselin.

L'amendement est en conséquence rejeté et la motion principale de M. Nantel est adoptée, sur la division suivante :

Pour : MM. Asselin et Nantel.

Contre : M. Lemieux.

Et il est ordonné, qu'un rapport soit préparé en conséquence.

(Signé)

CHS G. DELAGRAVE.

Greffier de la Commission.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Joly,—La Pétition de l'asile des Orphelines Protestantes de Québec ; et la Pétition de l'Evêque du Synode de l'Eglise d'Angleterre du diocèse de Québec.

Par l'Honorable M. Marchand,—La Pétition des Sœurs de la Charité de l'Asile de la ville de St-Jean ; et la Pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de St-Jean, tous du comté de St-Jean.

Par M. Lavallée,—La Pétition de l'Hôpital de la ville de Joliette.

Par M. Brousseau,—La Pétition de John Brooks Young et autres.

Par M. Marion,—La Pétition du Révérend F. Dorval et autres, du comté de l'Assomption.

Par M. Duhamel,—La Pétition de Louis Desrochers et autres de St-Grégoire de Naziance de Buckingham ; la Pétition des Sœurs Grises de l'Académie de N.-D. de Grâce, de la Cité de Hull ; et la Pétition des Sœurs Grises d'Aylmer, Comté d'Ottawa.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Conseil de Ville de la Ville de Sorel ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite Cité.

De The Montreal Young Men's Christian Association ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du Révérend Chs Ol. Caron et autres, du Diocèse des Trois-Rivières ; demandant un acte pour constituer en corporation le Chapitre de la Cathédrale des Trois-Rivières.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général Taillon, secondé par l'Honorable Trésorier Robertson,

Résolu, Qu'un Comité spécial composé de l'Honorable M. Beaubien, l'Honorable M. Joly, l'Honorable M. Marchand, l'Honorable Procureur-Général Taillon, l'Hono-

---

nable Commissaire *Lynch*, l'Honorable M. *Turcotte* et l'Honorable M. *Mercier*, et M. *Desjardins*, M. *Duhamel*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Gagnon*, M. *Nantel* et M. *Watts* soit nommé pour aider M. l'Orateur à reviser et corriger les Règles de la Chambre, avec pouvoir de faire rapport de temps à autre.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—Rapport de la Commission de refonte des Statuts Généraux de la Province de *Québec*, avec la 3e partie du projet de refonte. (Documents de la Session No 6).

Aussi, les deuxième et troisième volumes de la Collection de Manuscrits contenant lettres, mémoires et autres documents historiques relatifs à la *Nouvelle-France*. (Documents de la Session No 7).

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 24 mai 1884, pour la correspondance, avec le Gouvernement, au sujet de la perte de 1600 volumes, éprouvée par M. *Pamphile LeMay*, Bibliothécaire de la Législature de *Québec*, lors de l'incendie du Parlement, et de l'indemnité à lui être payée pour cette perte. (Documents de la Session No 8).

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre du 6 juin 1884, pour copie de la correspondance échangée entre M. le *Baron de Vèrez*, le *Vicomte de Sérizay* et le Gouvernement de la Province de *Québec*, au sujet de certain projet d'émigration et de colonisation française. (Documents de la Session No 13).

Et aussi, réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 24 mai 1884, pour un état montrant :

1. Le nombre d'actes d'accusations soumis au jury, pendant le dernier terme de la Cour Criminelle, dans le District de *Beauharnois* ;
2. Le nombre des prisonniers mis en accusation pendant le dit terme ;
3. Le nombre de jours qu'a duré ce terme ;
4. Les offenses pour lesquelles les prisonniers ont été mis en accusation ;
5. Les sommes payées au substitut du Procureur-Général comme rémunération de ses services, pendant le dit terme ;
6. Les sommes payées aux petits jurés, pendant le même terme ;
7. Les sommes payées par la Couronne, pour pension des petits jurés, pendant le dit terme, et à qui ces sommes ont été payées ;
8. Les sommes payées au grand connétable ou à d'autres, pour signification de subpoenas aux témoins assignés pour le dit terme ;
9. Les sommes payées aux dits témoins pour leur taxe. (Documents de la Session No 14).

---

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Desjardins*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de soumettre à l'approbation de la Chambre, pendant cette Session, un projet de loi pour le règlement définitif des comptes du Fonds d'Emprunt Municipal ?

Réponse par l'Honorable Trésorier *Robertson*.—

Non. Le Gouvernement s'efforce en ce moment de prendre des arrangements d'après la loi telle qu'elle existe, avec les Municipalités arriérées envers le Fonds d'Emprunt Municipal.

---

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées avec le Gouvernement, depuis le 2 Décembre 1881, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le Comté de *Bellechasse*, ainsi que les détails des sommes appliquées aux chemins, le noms des chemins, le nom des conducteurs des travaux, etc, etc.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 10 Mars 1885.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'Etat des affaires des institutions suivantes, savoir : Des Sœurs de la Charité de l'Hôpital de St-Joseph, de *Beauharnois* ; de la Providence St-Ignace, du *Côteau du Lac* ; de l'Hospice de la Providence, de l'*Assomption* ; de l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, de *Lévis* ; de l'Asile Bethléem ; de la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général, (Sœurs Grises) ; du Refuge de la Passion de Jésus ; de l'Hospice de la Maternité Catholique ; de *The Women's Hospital* ; de l'institution des Sourdes-Muettes ; de l'Asile Nazareth pour les aveugles et les petits enfants ; de la Salle d'Asile de Saint-Vincent de Paul ; de l'Asile de la Providence, tous la Cité de *Montréal* ; de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus et du Cercle Catholique, tous de *Québec* ; de l'Hospice St-Louis, *St-Denis*, *Richelieu* ; de l'Hospice de *St-Ferdinand d'Halifax* ; de l'Asile des Aliénés de *St-Ferdinand d'Halifax* ; de l'Hôpital de *St-François du Lac* ; de l'Hôtel-Dieu de *St-Hyacinthe* ; de l'Oratoire de *Ste-Geneviève*, *St-Hyacinthe* ; de l'Hospice Ste-Croix, *Ste-Marie de Monnoir* ; de l'Hôpital de *St-Jean d'Iberville* ; de la Salle d'Asile de *St-Jean d'Iberville* ; de l'Hospice du Sacré-Cœur, de *Sherbrooke*, et de l'Hospice Ste-Elizabeth, *West Farnham*, tous pour l'année 1884. (Documents de la Session, No 9.)

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L. R. MASSON.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province et le Gouvernement de la Puissance, concernant le subside fédéral, par tête, de la population.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR, }  
*Québec*, 9 Mars 1885. }

(Copie)

*Québec*, 19 Février 1885.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, copie d'un arrêté de mon Conseil Exécutif, au sujet de la subvention fédérale, par tête, payable à cette Province ;

je vous prie de la soumettre à la considération de Son Excellence le Gouverneur-Général.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé)

L. R. MASSON,

Lieutenant-Gouverneur.

L'Honorable Secrétaire d'Etat,

Ottawa.

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 11 Février, 1885, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 13 Février, 1885.

No 68.

L'Honorable Premier Ministre, dans un rapport en date du 11 Février courant, (1885), expose, que depuis la date de la Confédération des diverses Provinces du *Canada* (1867), la Province de *Québec* a vu ses dépenses grandir d'année en année, par suite de l'accroissement de sa population et des charges additionnelles qui en découlent, tandis que ce même accroissement de la population a été une source de revenus pour le Gouvernement de la Puissance, à raison de l'augmentation qu'il a créée dans la perception des droits de douane et d'accise ;

Que, par la 64<sup>e</sup> des résolutions adoptées par les délégués chargés d'étudier le projet d'union des Provinces de l'*Amérique Britannique du Nord*, il a été déclaré, que la subvention de 80 centins par tête de la population, d'après le recensement de 1861, était accordée, comme compensation de l'abandon fait par les Provinces, en faveur du gouvernement central, du pouvoir de prélever des droits de douane et d'accise ;

Que les revenus des douanes et de l'accise réunis, furent, en 1868, de \$11,580,998.25 lorsque la population de la Puissance était de 3,090,561 âmes, et que, en 1884, ils furent de \$25,482,699.00, la population, d'après le recensement de 1881, ayant atteint le chiffre de 4,324,810 âmes ;

Que, si le Gouvernement Fédéral eût payé sa subvention par tête de la population, d'après le dernier recensement, il n'eût donné en 1884, que 13.57 pour cent des recettes provenant des douanes et de l'accise, tandis qu'en 1868, il payait 21.40 pour cent ;

Que les dépenses considérables encourues par le gouvernement de cette Province pour favoriser l'agriculture et la colonisation, pour subventionner les compagnies de chemins de fer, etc., etc., ont eu pour résultat un accroissement notable de la population ;

Que l'accroissement de la population, qui comporte nécessairement une augmentation de revenus pour le gouvernement fédéral, est, au contraire, une cause inévitable de dépenses, pour le gouvernement de la Province, en ce qu'il occasionne des frais additionnels pour l'administration de la justice, pour le soutien des asiles et prisons, pour le fonctionnement des lois scolaires, etc., de sorte que le gouvernement de *Québec*, en payant pour développer les ressources de la Province, se crée, par le fait même, de nouvelles charges et travaille au détriment de son trésor, ce qui constitue un état de choses absolument anormal ;

Que le maintien de la subvention fédérale, par tête de la population, au chiffre fixe et invariable basé sur le recensement de 1861, malgré l'augmentation de la population, est de nature à paralyser l'initiative de la Législature provinciale, à gêner celle-ci dans l'accomplissement des devoirs et obligations qui lui sont dévolus par la constitution, et de rendre de plus en plus difficile la position financière du Gouvernement.



L'Honorable Premier Ministre recommande, en conséquence, qu'une dépêche soit envoyée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à Son Excellence le Gouverneur-Général, appelant l'attention du Gouvernement du *Canada* sur l'ordre en Conseil No 54 du 11 février 1884, et exposant que l'état de choses mentionné dans le dit ordre en conseil et dans le présent rapport, commande impérieusement au gouvernement de cette Province de s'adresser au gouvernement fédéral, pour le prier d'adopter telles mesures qu'il jugera convenables pour permettre de fixer la subvention fédérale par tête de la population, payable à cette province, au chiffre demandé par le dit ordre en Conseil, No 54 du 11 février 1884, et de baser cette subvention sur chaque dernier recensement décennal.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Dép. Greffier. Cons. Exé.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L. R. MASSON.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province et le Gouvernement de la Puissance, concernant la demande de porter à douze mille piastres, par mille, l'octroi accordé à la Province de *Québec*, par l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 8, pour cette partie du Chemin de fer de la Rive Nord entre *Québec* et *Montréal*.

BUREAU DU LIEUTENANT GOUVERNEUR, }  
*Québec*, 9 Mars 1885.

(Copie)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

*Québec*, 7 février 1885.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, copie d'un arrêté de mon Conseil Exécutif, demandant au Gouvernement Fédéral de porter à douze mille piastres par mille, l'octroi accordé à la Province de *Québec*, par l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 8, pour cette partie du Chemin de fer de la Rive Nord, entre *Québec* et *Montréal*.

Je vous prie de soumettre cette demande à la favorable considération de Son Excellence le Gouverneur-Général, en Conseil.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé)

L. R. MASSON,  
Lieutenant-Gouverneur.

L'Honorable Secrétaire d'Etat,  
*Ottawa*.

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 6 février 1885, approuvé par le Lieutenant Gouverneur, le 7 février 1885.

No 37.

Sur une demande au Gouvernement Fédéral, de porter à \$12,000 par mille, l'octroi accordé à la Province par l'Acte 47 *Victoria*, chap. 8, pour cette partie du Chemin de fer de la Rive Nord, comprise entre *Québec* et *Montréal*.

L'Honorable Premier Ministre de la Province, dans un rapport en date du 6 février courant (1885) expose ce qui suit :

Par l'acte 47 Vict., chap. 8, le Gouvernement de la Puissance du *Canada* a généreusement voté une subvention en faveur du Gouvernement de la Province de *Québec*, pour l'indemniser partiellement des lourdes charges qu'il s'est imposées en construisant la ligne du chemin de fer du Nord, entre *Ottawa* et *Québec*, laquelle doit servir de raccordement entre les chemins de fer du Pacifique et et de l'Intercolonial, et former un des chaînons de la grande voie interprovinciale communiquant de l'Océan Pacifique à l'Océan Atlantique. Voici le texte même du statut :

" Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du *Canada*, décrète ce qui suit :

" 1. Le Gouverneur en Conseil pourra accorder les subventions ci-dessous mentionnées, à titre d'aide aux personnes, chemins de fer et compagnies de chemins de fer ci-après mentionnés, savoir : au Gouvernement de la province de *Québec* pour avoir construit le chemin de fer de *Québec* à *Ottawa*, formant le raccordement entre les côtes de l'Atlantique et du Pacifique, *viâ* les chemins de fer de l'Intercolonial et du Pacifique Canadien et constituant, comme tel, une entreprise d'utilité nationale et non provinciale seulement, une subvention ne dépassant pas \$6,000 par mille entre *Montréal* et *Québec*, 159 milles, et n'excédant pas en totalité \$954,000 ; et pour la partie entre *Montréal* et *Ottawa*, 120 milles, \$12,000 par mille, et n'excédant pas en totalité \$1,446,000."

Ainsi, par la section première du dit acte 47 *Victoria*, chapitre 8, une subvention de douze mille piastres (\$12,000) par mille a été accordée, sur les 120 milles de chemin de fer compris entre *Ottawa* et *Montréal*, et une subvention de moitié moindre, (\$6,000 par mille), sur les 159 milles compris entre *Montréal* et *Québec*.

Le gouvernement de la province de *Québec*, tout en reconnaissant que cette compensation partielle lui est d'une grande utilité, doit s'adresser au gouvernement du *Canada*, pour lui demander de donner son entière application au principe reconnu l'an dernier, par le parlement fédéral, et de subventionner la portion du chemin de fer comprise entre *Montréal* et *Québec* à l'égal de la portion comprise entre *Ottawa* et *Montréal*.

Aux raisons qui militent en faveur de cette demande et qui ont été exposées dans l'ordre en Conseil No 51 du onze février 1884, l'Honorable Premier Ministre croit devoir ajouter les considérations suivantes :

Le but de la construction du chemin de fer du Pacifique était de relier ensemble les deux Océans, et de créer une ligne de communication facile et non interrompue sur le territoire Canadien entre les ports de mer de la *Colombie* et les ports de mer de l'Est, *Montréal*, *Québec*, *Halifax*, etc. Les ports des provinces maritimes avaient dès lors leur communication avec l'Ouest assurée, au moyen de l'Intercolonial, chemin de fer entièrement construit aux frais de l'Etat.

Lorsque les chemins de fer de la Rive Nord (de *Québec* à *Montréal* et de *Montréal* à *Aylmer*), furent entrepris, leurs promoteurs eurent pour but de créer une ligne qui deviendrait un jour un des chaînons de notre grande ligne transcontinentale. N'ayant pu alors obtenir les secours qu'ils se croyaient en droit d'obtenir, ils durent céder l'entreprise au Gouvernement de la Province, qui, sans aucune aide du Gouvernement Fédéral, la mena lui-même à bonne fin, au prix de très grands sacrifices.

A l'époque où le Gouvernement Provincial assumait la responsabilité de cette entreprise, le Gouvernement Fédéral avait lui-même pris à sa charge la construction du chemin de fer du Pacifique, de sorte que presque toute la ligne, depuis l'Océan Pacifique jusqu'à *Québec*, était alors sous la dépendance, soit du Gouvernement Fédéral, soit du Gouvernement de *Québec*, c'est-à-dire, propriété publique et subventionnée par l'Etat. La ligne de *Québec* à *Halifax* était aussi propriété du Gouvernement, à l'exception du tronçon compris entre *Lévis* et la *Rivière-du-Loup*, qui appartenait au Grand-Tronc.

Ce tronçon, (entre *Lévis* et la *Rivière du Loup*) fut bientôt acquis par le Gouvernement Fédéral, qui, par cet achat, indiquait clairement qu'il voulait que toute la ligne transcontinentale fût sous le contrôle de l'Etat, soit comme propriété nationale, soit en vertu d'actes accordant des subventions. En un mot, le Gouvernement voulait que la ligne entière, d'un océan à l'autre, fût sous son contrôle ou sous sa surveillance.

Le chemin d'*Ottawa* à *Québec* est la seule section de cette grande ligne qui n'ait été ni construite ni subventionnée dès l'origine par le Gouvernement du Canada. Le Gouvernement de la Province de *Québec*, qui n'était nullement tenu de construire, à ses frais, une ligne commerciale, plutôt du domaine du Gouvernement Fédéral, a été obligé de payer seul le coût de cette entreprise et de s'endetter, non seulement pour obtenir les fonds nécessaires à la construction de la voie ferrée, mais aussi pour payer les intérêts dus aux prêteurs, pendant plusieurs années, avant de pouvoir retirer des revenus du chemin.

On a prétendu que le Gouvernement de *Québec*, ayant vendu le chemin de fer du Nord, n'a plus strictement droit au subside de \$12,000 par mille sur cette ligne. On ne pourrait soutenir cependant que, si la Compagnie du Pacifique ou aucune autre compagnie subventionnée venaient à vendre leurs chemins, le Gouvernement devrait s'attendre à être remboursé de ses subventions, à quelque prix que ces chemins seraient vendus. Or, au point de vue où la question est placée maintenant et l'a toujours été, la Province de *Québec* avait droit, dès l'origine, à la subvention fédérale sur toute la ligne de *Québec* à *Ottawa*, et elle y a encore droit, quelques circonstances qui aient pu se produire depuis lors. En outre, on sait que les chemins de fer de la rive Nord ont coûté, au Gouvernement Provincial, beaucoup plus que leur vente n'a réalisé, même, en ajoutant aux prix de vente des deux sections, un octroi de \$12,000 par mille sur la ligne d'*Ottawa* à *Québec*.

Il est très important de rappeler ici, que le Gouvernement de la Province de *Québec* a offert au Gouvernement Fédéral, ainsi qu'à la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique, de leur vendre le dit Chemin de fer dit, *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, avant d'entrer en négociations avec d'autres compagnies privées, et que l'offre du Gouvernement Provincial a été refusée.

L'attention du Gouvernement Fédéral devra aussi être tout spécialement attirée sur les dispositions des actes provinciaux 45 *Victoria*, chap. 19 Appendice A, paragraphes sept, huit, neuf et dix, et 45 *Victoria*, chap. 20, paragraphes du contrat quatre, cinq, six, sept et dix. Par ces dispositions, les privilèges du Pacifique Canadien, pour la circulation de ses chars sur le Chemin de fer de *Montréal* à *Québec*, et autres privilèges, ont été maintenus, nonobstant la vente de cette ligne, (de *Montréal* à *Québec*) à une compagnie privée, et à l'heure présente, ces privilèges du Pacifique Canadien sur la ligne de *Montréal* à *Québec*, existent de droit et sont garantis par la loi.

En résumé, le Gouvernement de la Puissance, par l'organe de ses Ministres, et le Parlement, par l'acte de la dernière Session, 47 *Victoria*, chap. 8, ont déclaré, que le tronçon entier, d'*Ottawa* à *Québec*, était une continuation naturelle de la grande ligne du Pacifique. Le Gouvernement qui l'a construit ne saurait être moins bien traité que les compagnies qui ont construit les autres parties de cette ligne. La Province de *Québec* aurait plutôt le droit de soutenir que ce tronçon aurait dû être construit entièrement au frais du Gouvernement Fédéral, aussi

bien que les parties de cette immense voie du Pacifique Canadien qui se trouve dans la Colombie Anglaise, dans Ontario et dans les Provinces Maritimes.

L'Honorable Premier Ministre recommande en conséquence, qu'une dépêche soit envoyée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à Son Excellence le Gouverneur Général, priant le Gouvernement du Canada, de modifier l'Acte 47 *Victoria*, chap. 8, en accordant au Gouvernement de la Province de Québec, pour les 159 milles de chemin de fer qu'il a fait construire entre Québec et Montréal, un subside égal à celui qui est accordé, par le même acte, pour les 120 milles qu'il a fait construire entre Montréal et Ottawa, soit \$12,000, au lieu de \$6,000 par mille.

Le Comité concourt dans le rapport ci-dessus et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

(Signé)

JOHN J. ROSS,  
Président du Conseil.

Approuvé ce 7 février, 1885,

(Signé) L. R. MASSON,  
Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs Archambault, Champagne, DeBoucherville, Gérin, LaRue, Méthot, Rémillard et Webb pour aider l'Honorable Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme Membres d'un Comité collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Trudel,—La Pétition du Révérend L. E. A. Dupuis et autres, de la Paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel.

Par M. Demers,—La Pétition du Révérend C. Poulin et autres, de St Sébastien d'Iberville.

Par M. Thornton,—La Pétition de The Magog Textile and Print Company.

Par l'Honorable Commissaire Lynch,—La Pétition de l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec.

Par M. Marion,—La Pétition d'Adolphe Robert, de la Cité de Montréal.

Par M. Desjardins,—La Pétition de l'Union St-Joseph de St-Charles Borromée de Charlesbourg.

Par M. Rinfret dit Malouin,—La Pétition de l'Union St-Joseph de St Jean-Baptiste de Québec.

Par M. Stephens,—La Pétition de Henry Archibald et John H. R. Molson, de Montréal.

L'Honorable Procureur-Général Taillon, du Comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé une liste des Membres pour le Comité suivant :

ORDRES PERMANENTS : Messieurs Bernard, Bernatchez, Boyer, Charlebois, Duckett, Martel, Paradis, Robillard et Spencer.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Trésorier Robertson met devant la Chambre,—Un état des Rapports en Conseil et Mandats Spéciaux, en vertu de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 9, clause 47, préparé par l'Auditeur de la Province, tel que requis, lequel est lu comme suit :

SERVICE.	DÉTAILS.	Rapports de Conseil.		Montant du mandat spécial.	Montant dépensé.	Balance non dépensée.
		No	Date.			
				Montant.	\$ cts.	\$ cts.
	Aide aux pêcheurs en détresse, de la Côte du Labrador et des Isles de la Madeleine.....	397	1884	3200 00	3040 56	159 44
	Garde spéciale à l'Assemblée Législative et aux départs publics, à raison de l'explosion du 11 octobre, 1884.....	437	Oct. 14.....	4150 00	2818 50	1331 50
			Nov. 24.....	7350 00	5859 06	1490 94

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 9 Mars, 1885.

GASPARD DROLET,  
Auditeur de la Province.

---

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 14, intitulé : " Acte relatif aux Notifications, Protêts et Significations."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 13, intitulé : " Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 45 *Victoria*, chapitre 33, intitulé : " Acte pour amender l'acte 494 du Code de Procédure Civile."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 11 Mars 1885.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hopital St-Joseph de Chambly,—de la Salle d'asile de Chambly et de *The Women Christian Association of Quebec*, tous pour l'année 1884. (Documents de la Session No 9.)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Gauthier,—La Pétition de la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Par M. Robidoux,—La Pétition de H. A. Germain, assistant-Greffier de la Cour du Recorder de la cité de Montréal.

Par M. Poulin,—La pétition de Léandre Noisieux et autres, de la paroisse de St-Damase, comté de St-Hyacinthe.

Par M. Saint-Hilaire,—La Pétition des Dames Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, de Chicoutimi.

Par M. Stephens,—La Pétition de *The Women's Hospital*, Montréal.

Par l'Honorable Procureur-Général Taillon,—La Pétition de L. E. Beauchamp et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend F. Dorval et autres, du comté de l'Assomption ; demandant des amendements à l'article 1061 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada.

Du Synode de l'Eglise d'Angleterre, du Diocèse de Québec ; demandant un acte d'incorporation.

De Louis DesRochers et autres, de St-Grégoire de Nazianze, de Buckingham ; demandant la passation d'un acte pour l'érection civile de la dite paroisse.

De John Brooks Young et autres ; demandant la passation d'un acte pour incorporer la compagnie de papier de la Nouvelle-Angleterre.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 1323 à 1337, inclusivement, du Code Civil, aux fins d'abolir la continuation de communauté.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill pour modifier la loi 32 Vict. Chap. 23, concernant les magistrats de district en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Pierre Evariste LeBlanc*, écuyer, Député du District Electoral de *Laval*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente—la réponse à un Ordre de la Chambre du 10 juin 1884, pour un état de toutes les sommes d'argent payées à *L. A. Robitaille*, depuis le 1er juillet 1882, avec la date et l'autorité de chaque paiement. (Documents de la Session No 16).

Et aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre du 10 juin 1884, pour un état détaillé des dépenses d'entretien et de réparation de *Spencer Wood*, indiquées à la page 67 des comptes publics de 1882-83, et dans l'état des recettes et dépenses de la Province, depuis le 1er juillet 1883 au 31 mars dernier. (Documents de la Session No 17).

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de prendre les mesures nécessaires pour faire déterminer, d'une manière claire et définitive, la limite Nord de la Province de *Québec* ?

Réponse par l'Honorable Commissaire *Lynch* :

Oui.—Le Gouvernement a cet important sujet sous considération ; il prend tous les renseignements possibles et espère obtenir des informations précieuses de l'expédition actuellement au *Lac Mistassini*.

Par M. *Saint-Hilaire*.—Comment se fait-il que les Percepteurs du Revenu pour le Comté de *Chicoutimi* fassent payer licence à tous ceux qui y tiennent maison de pension, lors même qu'ils ne débitent ni liqueurs spiritueuses ni liqueurs de tempérance ?

Est-ce l'intention du Gouvernement de considérer telles maisons de pension comme obligées à prendre licence pour loger les voyageurs ?

Réponse par l'Honorable Trésorier *Robertson* :

Le Gouvernement n'a pas été informé que le Percepteur du Revenu de la Province oblige les personnes qui tiennent des maisons de pension privée à *Chicoutimi*, à prendre licence.

Ce n'est pas l'intention du Gouvernement de considérer les maisons de pension privée comme étant comprises sous le titre d'hôtel de tempérance, les maisons d'entretien public, telles que définies dans la 1re section de l'Acte des Licences de *Québec*, sont tenues de prendre licence.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

*Résolu*, Qu'un Message soit envoyé à l'Honorable Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un Comité conjoint des deux Chambres, pour examiner les divers rapports de la Commission de la refonte et de la codification des Statuts Généraux, en force en cette Province, ainsi que le projet de refonte et de codification ; et informant Leurs Honneurs que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, l'Honorable Commissaire *Flynn*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, M. *Asselin*, M. *Lemieux*, M. *Nantel* et M. *Robidoux*, agiront comme membres du dit Comité conjoint de la part de cette Chambre.

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* porte le dit Message au Conseil Législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 12 Mars 1885.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires du dispensaire de Québec, et de la *Providence de St-Joseph, Lanoraie*, comté de *Berthier* ; tous pour l'année 1884. (Documents de la Session, No 9.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition de l'Union des Abattoirs de *Montréal*.

Par M. *Whyte*,—La Pétition de J. *Rousseau* et autres, du comté de *Mégantic*.

Par l'Honorable Commissaire *Lynch*,—La Pétition de la compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford* et *Chambly*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de la corporation du village de la *Côte Ste-Antoine*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Henry Archibald* et de *John H. R. Molson*, de *Montréal*, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu *George H. Frothingham* ; demandant un acte pour définir et étendre leurs pouvoirs.

De *Adolphe Robert*, de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à vendre certain bien substitué et dont il est le grevé de substitution.

De l'Union *St-Joseph*, de *St-Jean-Baptiste* de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation.

De l'Union *St-Joseph*, de *St-Charles Borromée*, de *Charlesbourg* ; demandant un acte pour amender et refondre son acte d'incorporation.

De *The Magog Textile and Print Company* ; demandant un acte l'autorisant à émettre des bons pour un montant n'excédant pas \$200,000, et pour d'autres fins.

M. *Martel*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :



Votre Comité, après avoir élu, comme son président, *Dosithée Martel*, Ecuier, a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas, savoir :

Du conseil de la ville de *Sorel*; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville ;

De *The Young Men's Christian Association* de *Montréal*; demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

Du Révérend *Chs Ol. Caron* et autres, du Diocèse des *Trois-Rivières*; demandant un acte pour constituer en corporation le Chapitre de la Cathédrale des *Trois-Rivières* ;

De *Louis DesRochers* et autres, de *St-Grégoire de Nazianze* de *Buckingham*; demandant la passation d'un acte pour l'érection civile de la dite Paroisse ;

Et de *John Brooks Young* et autres; demandant un acte pour incorporer la *New England Paper Company*.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé des listes des Membres pour les Comités suivants :

1. PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—L'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Lynch*, l'Honorable *M. Mercier* et Messieurs *Désaulniers*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Lapointe*, *Lavallée*, *Sawyer* et *Watts*.—(9).

2. CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC :—L'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Flynn*, l'Honorable *M. Garneau*, l'Honorable *M. Robertson*, l'Honorable *M. Turcotte* et Messieurs *Audet*, *Boyer*, *Cameron*, *Carbray*, *Demers*, *Desjardins*, *Martin*, *Rinfret dit Malouin*, *Robillard*, *Shehyn* et *Stephens*.—(16).

3. BILLS PRIVÉS :—L'Honorable *M. Beaubien*, l'Honorable *M. Blanchet*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Mercier* et Messieurs *Beauchamp*, *Duhamel*, *LeBlanc*, *Marion*, *Martel*, *McShane*, *Poulin*, *Shehyn*, *Stephens*, *Thornton*, *Trudel* et *Watts*.—(16).

4. LOIS EXPIRANTES ET LÉGISLATION :—L'Honorable *M. Turcotte* et Messieurs *Gagnon*, *LeBlanc*, *Marion*, *Stephens* et *Trudel*.—(6).

5. COMPTES PUBLICS :—L'Honorable *M. Garneau*, l'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Mercier*, l'Honorable *M. Robertson* et Messieurs *Boyer*, *Brousseau*, *Carbray*, *Charlebois*, *Desjardins*, *Duckett*, *Marcotte*, *Owens*, *Picard*, *Shehyn*, *Stephens* et *Whyte*.—(16).

6. AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—L'Honorable *M. Joly*, l'Honorable *M. Marchand* et Messieurs *Audet*, *Beauchamp*, *Bergevin*, *Bernard*, *Bernatchez*, *Boyer*, *Cameron*, *Caron*, *Casavant*, *Demers*, *Deschênes*, *Dorais*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Frégeau*, *Gagnon*, *Gauthier*, *Lapointe*, *Leduc*, *Martin*, *Paradis*, *Poulin*, *Poupore*, *Richard*, *Robidoux*, *Sawyer*, *St-Hilaire*, *Spencer* et *Whyte*.—(30).

7. INDUSTRIES :—Messieurs *Bernatchez*, *Bernard*, *Cameron*, *Caron*, *Casavant*, *Carbray*, *Demers*, *Deschênes*, *Desjardins*, *Dorais*, *Frégeau*, *Leduc*, *Marcotte*, *McShane*, *Picard* et *Rinfret dit Malouin*.—(16).

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*Ordonné*, Que *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acticle 1218 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Trudel* ait la permission de présenter un Bill pour valider certains actes de vente notariés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill pour ériger civilement la Paroisse de *St-Grégoire de Nazianze de Buckingham*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Leduc* ait la permission de présenter un Bill amendant les divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la ville de *Sorel*.

Il présente en, conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill incorporant le chapitre de la Cathédrale des *Trois-Rivières*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Stephens* aient la permission de présenter un Bill amendant l'acte 34 *Victoria*, chap. 59, intitulé : "Acte incorporant " *The Montreal Young Men's Christian Association*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable Trésorier *Robertson* met devant la Chambre,—Un état détaillé de tous les droits, péages, confiscations, pénalités (en rapport avec la perception du revenu,) remis par le Lieutenant-Gouverneur, depuis le 18 Février 1884, (date du dernier rapport) au 30 juin 1884, lequel est lu comme suit :

NOM.	RÉSIDENT.	NATURE DE LA REMISE.	Montant remis.	Date de l'Ordre en Conseil.	REMARQUES.
Thomson & Gowdey.....	Montréal.....	Réduction des droits Licence d'Encanteur.....	\$ 56 67	28 Fév. 1884.	Licence pour 2 mois seulement.
J. P. Cinq-Mars.....	Batiscan.....	do do Colporteur.....	10 00	do	do
Samuel Chase.....	Kippewa.....	do do Hotel.....	10 00	do	do
Thomas Burns.....	Burn's Lake.....	do do do.....	10 00	do	do
G. W. Porter.....	Rivière Noire.....	do do do.....	10 00	do	do
M. Shannon.....	do.....	do do do.....	10 00	do	do
Jos. Fowler.....	Kippewa.....	do do do.....	10 00	do	do
Albert Hansen.....	do.....	do do do.....	10 00	do	do
H. Charon.....	Côte des Erables.....	do do do.....	10 00	do	do
F. Retty.....	Pointe des Moines.....	do do do.....	10 00	do	do
J. England.....	Pointe Verte.....	do do do.....	10 00	do	do
J. Hanlan.....	Lac Beauclère.....	do do do.....	10 00	do	do
Napoléon Binet.....	Québec.....	do do Magasin vente de Liqueurs en Détail.....	112 50	3 Mars.	do
J. P. Withers.....	Montréal.....	Réduction droits licences d'Encanteur.....	63 75	do	do
Michel Paquet.....	Québec.....	Dettes au Fonds Prêt aux Inc. de Québec.....	480 00	do	do
M. H. Poliquin.....	Ste-Claire.....	Part du Gov. de l'amende pour vente de boissons sans licence.....	37 50	do	do
Frs Bolduc.....	St-Etienne.....	Part du Gov. de l'amende pour vente de boissons sans licence.....	37 50	26 Mars, '84.	do
C. St-Onge.....	Montréal.....	Part du Gov. de l'amende pour vente de boissons sans licence.....	65 00	29 Avril, '84.	do
Compagnie de navig., Laprairie.....	Laprairie.....	Réduction, droits de bar pour bateaux à vapeur.....	75 00	4 Juin, '84.	do
V. Berardo.....	Montréal.....	Part de Gov. pour colportage sans licence.....	10 00	do	do
Jos. Lapière.....	Armagh.....	Part du Gov. de l'amende pour vente de boissons sans licence.....	56 25	7 Juin, '84.	do
Jos. Marcolte.....	St-Augustin.....	Amende pour avoir son siège illég., comme Cons. Mun.	50 00	do	do
Alph. Biron.....	Weedon.....	Part de Gov. de l'amende pour vente de boissons sans licence.....	37 50	9 Juin,	do
Jos. Juliette.....	Yamachiche.....	Part du Gov. de l'amende pour vente de boissons sans licence.....	37 50	do	do

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 6 Mars, 1885.

H. T. MACHIN,

Assistant-Trésorier Provincial.

---

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par M. *Stephens*,

*Ordonné*, Que le nom de M. *Gagnon* soit substitué à celui de l'Honorable M. *Mercier*, sur la liste des membre du comité conjoint des deux Chambres, nommés pour examiner les différents rapports de la commission chargée de la consolidation et de la codification des différents Statuts en force en cette Province, et que les noms de MM. *Watts* et *Marion* soient ajoutés à ce comité.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes sommes d'argent dépensées, dans chaque département, pour impressions, annonces et papeterie pour les années 1882, 1883 et 1884. Le rapport donnant un état séparé et par année, pour chaque département.

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Deschênes*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un rapport indiquant le nombre de ventes de terres (permis d'occupation) en cette Province, annulés par le département des Terres de la Couronne, depuis la Confédération : indiquant le nombre d'annulations chaque année, dans chaque comté, et donnant brièvement la raison de cette annulation.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 13 Mars 1885.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

*L. R. Masson.*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je reçois avec grande satisfaction la loyale Adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie de l'assurance que vous me donnez de votre bon vouloir et cordiale assistance.

Hôtel du Gouvernement, }  
Québec, 13 mars 1885. }

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative, qu'il acquiesce à la demande de l'Assemblée Législative, contenue dans son message, concernant la nomination d'un comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des Statuts généraux en force en cette Province, ainsi que le projet de la refonte et de codification, et que le Conseil Législatif a nommé les Honorables MM. *Archambault*, *Champagne* et *Gérin* pour agir de la part du Conseil comme membres de ce comité.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'Etat des affaires de l'Asile de la Providence de *St-Henri de Mascouche* ; de l'Hôpital Général de *Sorel* et de l'Hospice Lajemmerais de *Varenes*, tous pour l'année 1884. (Documents de la Session No 9).

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *St-Hyacinthe* et autres.

Par M. *McShane*,—La Pétition du *Victoria Skating Club* de *Montréal*.

Par M. *Leduc*,—La Pétition de l'Hôpital-Général de *Sorel*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De H. A. *Germain*, Assistant Greffier de la Cour du Recorder de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *Léandre Noisieux* et autres, de la Paroisse de *St-Damase* ; demandant qu'une certaine partie de territoire soit détachée de la Municipalité de *St-Damase*, Comté de *St-Hyacinthe*, pour être annexée à la Paroisse de *St-Jean-Baptiste* de *Rouville*, pour toutes les fins civiles, judiciaires et autres.

Des Dames Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, de *Chicoutimi* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de Communauté de l'Hôtel-Dieu *St-Valier*, de *Chicoutimi*.

De L. E. *Beauchamp* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Société des Marchands Détailliers de Nouveautés de la Province de *Québec*.

De la Compagnie du Chemin de fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix* ; demandant un acte conférant certains pouvoirs à la dite Compagnie.

M. *Martel*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité, a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis, avaient été donnés dans chaque cas :

Du Synode de l'Eglise d'Angleterre, dans le Diocèse de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation.

De *Henry Archibald* et *John H. R. Molson*, de *Montréal*, exécuteurs testamentaires de feu *George H. Frothingham*, de *Montréal*, Ecuier ; demandant un acte pour définir et étendre leurs pouvoirs.

De *Adolphe Robert*, de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre une propriété substituée.

De l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec* ; demandant un acte pour amender et refondre les actes concernant la dite Association et pour régulariser la vente des drogues et des poisons.

De *The Magog Textile and Print Company* ; demandant un acte l'autorisant à emprunter de l'argent et à émettre des débetures.

Ordonné, Que M. *Brousseau* ait la permission de présenter un Bill incorporant la *New England Paper Company*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Thornton* ait la permission de présenter un Bill autorisant *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des débetures.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill amendant et refondant les actes concernant l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*, et régularisant la vente des drogues et des poisons.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Joly* ait la permission de présenter un Bill incorporant le Synode l'Eglise d'Angleterre, dans le Diocèse de *Québec*, et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette Eglise.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu *George H. Frothingham*, Ecuier, et concernant d'autres fins s'y rattachant.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, Que le Bill pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas Canada*, relativement aux divisions Ouest et Centre de la Cité de *Montréal*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative, soit maintenant lu la première fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender certains articles du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en Comité, pour prendre en considération les Résolutions suivantes :

*Résolu*, 1. Que le Commissaire nommé pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du Chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit Chemin de fer, et qui ont suivi la vente et la livraison, ainsi que le Secrétaire du dit Commissaire, pourront recevoir, pour faire cette enquête, toute indemnité qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer.

*Résolu*, 2. Que les frais de voyage de la Commission, l'assignation et la taxe des témoins, y compris les frais taxés d'un Sténographe et autres dépenses incidentes que le Commissaire jugera nécessaires, seront payés par le Trésorier de la Province, sur le certificat du Commissaire des Chemins de fer.

L'Honorable M. *Taillon* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de ces Résolutions les recommande à la considération de cette Chambre.

---

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les dites Résolutions.

---

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire, sur les cartes régionales pour les seigneuries, la même désignation de propriétés que celles qu'il fait pour les Cantons (Townships) ?

Réponse par l'Honorable Commissaire *Lynch* :

Je ne crois pas la chose praticable ; l'échelle sur laquelle sont dressées les cartes régionales étant très petite (4 milles au pouce) il serait impossible d'y faire figurer des propriétés qui, en général, n'ont pas un arpent de front.

---

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la plainte, de la preuve à l'enquête préliminaire, du *commitment*, de l'indictement, de l'allocution du juge, du verdict et de la sentence, *in re, Regina vs Joseph Tassé*, Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle, à *Montréal*, terme de Mars 1885.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la requête de *J. Bte Peloquin* et autres, au sujet des poursuites prises par *Wm Lamb*, ès-qualité, contre les pétitionnaires, pour vente de boissons sans licence, de tous ordres et correspondances donnés à l'égard de ces poursuites et relativement à la dite requête et généralement de tous documents se rattachant à cette affaire.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable Trésorier *Robertson*, met devant la Chambre,—Etat des cautionnements donnés par les Officiers Publics du Gouvernement de la Province de *Québec*, du 27 mars, 1884, au 14 mars 1885, sous l'autorité de l'Acte 32 *Victoria*, chap. 9, section 17, tel qu'amendé, lequel est lu comme suit :

---

Nom de l'Officier.	Nature du Service.	Résidence.	Nature du cautionnement.	Montant du cautionnement.	Non de la Caution.	REMARQUES.
Alley et Piquet.	Shérif.	Québec.	Hypothèque.	\$ 8,000	E. T. Piquet.	
P. H. Climon.	do	Malbale.	Cautionnement.	2,000	Cie. Cautionnement de l'Amérique du Nord.	Remplaçant le caut. personnel.
L. Z. Jones.	do	Percé.	do	2,000	do	do
S. W. Foster.	do	Sweetsburg.	do	2,000	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	do do
J. D. Lépine.	do	Montmagny.	Hypothèque.	2,000	Lui-même.	Remplaçant l'ancien caut. personnel.
A. Quesnel.	do	Arthabaskaville.	Hypothèque.	2,000	do	Remplaçant le caut. personnel.
O. Bossé.	do	Chicoutimi.	Hypothèque.	2,000	Lui-même.	Remplaçant l'ancien cautionnement.
Barwis et Thérault.	Protonotaire.	Arthabaskaville.	Cautionnement.	2,000	Cie. Cautionnement de l'Amérique du Nord.	do do
do	Greffier de la Cour de Circuit.	do	do	1,000	do	do
C. de Montigny.	Protonotaire.	Ste-Scholastique.	do	2,000	do	
do	Greffier de la Cour de Circuit.	do	do	500	do	
A. N. Guin.	Protonotaire.	Sorel.	do	2,000	do	Remplaçant l'ancien cautionnement.
do	Greffier de la Cour de Circuit.	do	do	600	do	do
P. C. Darnecan.	Protonotaire.	Beauharnois.	do	2,000	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	
do	Greffier de la Cour de Circuit.	do	do	600	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	
E. de S. Bastien.	do	Vaudreuil.	do	600	Cie. Cautionnement de l'Amérique du Nord.	Remplaçant l'ancien caut. personnel.
L. Z. Duval.	do	St-Jean Port Joly.	Hypothèque.	600	Par lui-même.	do do
T. Leet.	do	Danville.	Cautionnement.	600	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	do do
J. Z. Martel.	do	L'Assomption.	do	600	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	Remplaçant le caut. hypothécaire.
J. P. Langlais.	do	Fraserville.	do	600	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	Remplaçant l'ancien caut. personnel.
L. A. Gladu.	do	Côteau Landing.	do	600	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	do do
C. M. Lebrun.	do	Ste-Martine.	Hypothèque.	600	Lui-même.	do do
J. B. A. Rousseau.	do	Nicolet.	do	1,000	do	do
J. Gough.	do	Bedford.	do	600	De John H. Gough & Jas. Gough.	
C. J. Rimer.	do	Portage du Fort.	Cautionnement.	600	Cie. de Caution et contre les acc. de Londres.	
L. L. Gauvreau.	do	Ile Verte.	Hypothèque.	600	Lui-même.	Remplaçant l'ancien caut. hypoth.
W. H. Rylan.	Régistrateur.	Montréal.	Cautionnement.	10,000	Cie. Cautionnement de l'Amérique du Nord.	



A. Geoffron.....	Régistrateur.....	Verchers.....	Cautionnement.	4,000	Cie. Caut. de l'Amérique du Nord.	Remplaçant l'ancien caut. personnel.
Levalloir et Filiault.	do	Montréal.....	do	10,000	Cie. de Caut. et contre les acc. de Londres	
F. de S. Bastien.....	do	Vaudreuil.....	do	4,000	Cie. Caut. de l'Amérique du Nord.	Remplaçant le caut. personnel.
W. H. Lambly.....	do	Inverness.....	do	4,000	do	do
C. J. Beaudoin.....	do	Joliette.....	do	4,000	Cie. de Caut. et contre les acc. de Londres	do
E. S. Orr.....	do	Cookshire.....	do	4,000	Cie. Caut. de l'Amérique du Nord.	do
L. M. Blondin.....	do	St-François du Lac.....	do	4,000	Cie. de Caut. et contre les acc. de Londres	do
G. Dick.....	do	Château Richer.....	do	4,000	Cie. Caut. de l'Amérique du Nord.	Remplaçant le caut. hypothécaire.
O. Bossé.....	do	Chicoutimi.....	Hypothèque.....	4,000	Luit-méme	Remplaçant le caut. personnel.
J. H. Lefebvre.....	do	Waterloo.....	Cautionnement.	4,000	Cie. de Caut. et contre les acc. de Londres	do
H. S. Foster.....	do	Knowlton.....	do	4,000	Cie. de Caut. et contre les acc. de Londres	
Jos. Thibault.....	Régistrateur.....	Ste Anne des Monts.	Hypothèque.....	4,000	Luit-méme, F. J. Roy et F. Lepage.	
Wm. Maguire.....	Agent des Terres de la Couronne.....	New Carlisle.....	Cautionnement.	2,000	Cie. Caut. de l'Amérique du Nord.	
J. E. Cayouette.....	Agent des Terres de la Couronne.....	Ste-Claire.....	do	2,000	Cie. de Caut. et contre les acc. de Londres	Remplaçant l'ancien cautionnement.
J. A. J. Kane.....	Agent des Terres de la Couronne.....	Murray Bay.....	do	2,000	Cie. Caut. de l'Amérique du Nord.	
C. H. Du Berger.....	Agent des Terres de la Couronne.....	Tadoussac.....	do	2,500	do	do
C. J. Marchand.....	Agent des Terres de la Couronne.....	Ste-Agathe des Mts.....	do	600	do	do
A. B. Fillion.....	Agent des Terres de la Couronne.....	Grenville.....	Dépôt.....	2,500		Remplaçant le cautionnement.
D. Tassé.....	Agent des Bois.....	Montréal.....	Hypothèque.....	4,000	Luit-méme	
C. E. Graham.....	Coroner.....	Hull.....	do	600	do	Cautionnement donné comme pro-shérif.....

## DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 14 Mars, 1885.

H. T. MACHIN,

Assistant-Trésorier P. Q.

---

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Mercier*, M. *Asselin*, M. *Désaulniers* et M. *Faucher de Saint-Maurice*, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du Comité mixte des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* porte le dit Message au Conseil Législatif.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, M. *Brousseau*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Gauthier*, M. *Poupore* et M. *Watts* pour agir de la part de cette Chambre comme membres du Comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* porte le dit Message au Conseil Législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 16 Mars 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Spencer*,—La Pétition de la Société St-Jean-Baptiste, de *Farnham*.

Par M. *Cuens*,—La Pétition de *Thomas Barron* et autres, de *Lachute*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—La Pétition de *The Women's Christian Association*, de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—La Pétition des l'Asile des Dames Protestantes, de *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie du Chemin de fer de *Stanstead*, *Shefford* et *Chambly* ; demandant que le délai pour compléter le dit chemin soit prolongé.

De l'Union des Abattoirs de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Corporation du Village de la *Côte Saint-Antoine* ; demandant des amendements à l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43.

Du *Victoria Skating Club*, de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité conjoint des deux Chambres, pour examiner les divers rapports de la Commission de la refonte et de la codification des Statuts Généraux de cette Province, ainsi que le projet de refonte et codification, présente à la Chambre le premier rapport de ce Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport à Votre Honorable Chambre, qu'il a choisi l'Honorable *Louis Olivier Taillon* comme son président.

Votre Comité recommande que son Quorum soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour étendre certaines dispositions de l'acte 38 *Victoria*, chap. 15, concernant le cadastre.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill relatif aux biens en déshérence et autres biens confisqués au profit de la Couronne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Commissaire *Lynch* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de *Québec*, pour les douze mois finissant le 30 juin 1884. (Documents de la Session, No 4.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, pour l'année 1883-84. (Documents de la Session, No 5.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 10 juin 1884, demandant copie de tous rapports et ordres en conseil, correspondances, rapports d'ingénieurs, opinions légales et généralement de tous documents quelconques, se rapportant au paiement des \$30,960, au Québec Central, fait le 4 décembre 1883. (Documents de la Session, No 18.)

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill incorporant le chapitre de la Cathédrale des *Trois-Rivières*.

Bill amendant l'acte 48 *Victoria*, chapitre 59, intitulé : "Acte incorporant "*The Montreal Young Men's Christian Association*."

Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu *George H. Frothingham*, écuyer, et concernant d'autres fins s'y rattachant.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des divers industries en cette Province :

Bill incorporant la *New England Paper Company*.

Bill autorisant *The Magog Textile and Print Company*, à emprunter de l'argent et à émettre des débetures.

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Quel est le montant déposé entre les mains du Trésorier de la Province de *Québec*, par l'Association Mutuelle de Prévoyance du *Canada*, incorporée d'après les Statuts Consolidés du *Canada*, chapitre 71, et soumis, chaque année, à l'inspection du Gouvernement Provincial ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson* :

Quinze mille piastres en obligations de la Puissance du *Canada* et de la Province de *Québec*.

M. *Saint-Hilaire* propose secondé par M. *Gauthier*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Un état des revenus du Gouvernement provenant de la vente des limites à bois, des droits de coupe, rentes, licences, ventes de terres, contributions municipales, timbres judiciaires et d'enregistrement et de toutes autres sources, dans le District Electoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*, depuis 1867 jusqu'à 1885.

2. Un état des dépenses du Gouvernement, pour travaux de colonisation, arpentages, cadastres, prêts, employés publics et pour toutes autres fins, dans le dit District pendant la même période de temps.

Et des débats s'ensuivant, la dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de la décision de la Cour Supérieure, au sujet de la constitutionnalité de l'Acte Fédéral des licences, 1883.

2. Des instructions données aux avocats de la Province et des plaidoyers et *factums* de ceux-ci.

3. De la correspondance échangée au sujet de cet acte, entre les autorités des autres Provinces et d'*Ottawa* et celles de la Province de *Québec*.

4. Du compte des dépenses se rattachant à ce sujet, faisant voir les dates et les montants des paiements, les réclamations non soldées et les noms des personnes payées ou réclamant.

5. Des instructions données aux Officiers du Revenu de la Province, depuis le 1er février 1884, concernant l'octroi des licences et généralement la vente des boissons.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre

1. Copies des jugements rendus, tant au Conseil Privé, que devant les autres cours du pays, *in re* Procureur-Général *vs Reid*, au sujet de la taxe de dix centins, concernant les *exhibits* produits devant les cours.

2. Des instructions données aux avocats, aux protonotaires et greffiers, de la Province à l'égard de cette taxe.

3. Des Ordres en Conseil pris à ce sujet.

4. Du compte des dépenses se rattachant à ce sujet, faisant voir les dates et les montants des paiements, les réclamations non soldées et les noms des personnes payées ou réclamant.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

---

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de tous jugements rendus sur poursuites prises pour la perception des taxes imposées par l'acte de cette Législature, 45 *Victoria*, chapitre 22, avec les instructions données à qui que ce soit, au sujet de telles poursuites ou de l'exécution de tel acte ;

2. L'état des recettes perçues chaque année, sous l'empire de cet acte ; cet état faisant voir les montants payés par chaque corporation ou compagnie, le nom de la principale place d'affaires d'icelles et la date de chaque paiement ;

3. L'état des dépenses de quelque nature qu'elles soient, faites chaque année, ainsi que les réclamations encore pendantes, se rattachant à la mise en opération de cet acte, donnant la date de chaque paiement ou réclamation, le nom de la personne payée ou réclamante et la nature des services rendus.

Le Bill pour amender les articles 1323 à 1337, inclusivement, du Code Civil, aux fins d'abolir la continuation de communauté, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Lois expirantes et de Législation.

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 17 Mars 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition du Club de Raquettes "Le Canadien," de *Montréal*.

M. *Mariel*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés, dans chaque cas :

De l'Union St-Joseph de *St-Jean-Baptiste de Québec* et de l'Union St-Joseph de *St-Charles Borromée de Charlesbourg*, demandant un acte d'incorporation.

De H. A. *Germain*, de *Montréal*, demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De L. E. *Beauchamp* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant à être incorporés sous le nom de " l'Association des marchands détailliers de nouveautés de la Province de *Québec*."

Des Dames Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, de *Chicoutimi*, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " Communauté de l'Hôtel-Dieu St-Valier, de *Chicoutimi*."

De la Corporation du Village de la *Côte St-Antoine*, demandant un acte amendant l'acte 42-43 *Victoria*, chapitre 43.

*Ordonné*, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Hôtel-Dieu St-Valier, à *Chicoutimi*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill incorporant la société des Marchands détailliers de nouveautés de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Desjardins* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Union St-Joseph de *St-Charles Borromée*, de *Charlesbourg*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—Le Second Rapport de l'Inspecteur des Assurances pour la Province de *Québec*, pour l'année 1884. (Documents de la Session No 19).

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat financier du Surintendant de l'Instruction Publique pour la Province de *Québec*, donnant un état des mandats de paiements reçus et des dépenses faites pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1884. (Documents de la Session No 5).

L'Honorable Trésorier *Robertson* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des Comptes Publics de la Province de *Québec*, pour l'année financière expirant le 30 juin 1884. (Documents de la Session No 3).

*Ordonné*, Que l'Honorable *M. Beaubien* ait la permission de présenter un Bill amendant l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 43, accordant de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte St-Antoine*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Rinfret dit Malouin* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Union St-Joseph de *St-Jean-Baptiste*, de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Robidoux* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Henri Arsène Germain* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill pour amender l'Acte 47 *Victoria*, chap. 14, intitulé : "Acte relatif aux notifications, protêts et significations," est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Alors, sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 18 Mars 1885.

L'Honorable Procureur Général *Taillon* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur (tous les Membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

*L. R. Masson.*

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, le Rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des Actes de la dernière Session qu'il a imprimés et distribués, les Départements, Corps Administratifs, Officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des Actes de chaque Session qui lui restent en mains ; avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Documents de la Session No 20)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }  
*Québec*, 18 Mars 1885. }

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable Trésorier *Robertson*,—la Pétition de l'Honorable *John Henry Pope* et autres.

Par M. *Poulin*,—la Pétition de l'Union St-Jean-Baptiste, de *St-Césaire*.

Par M. *Cameron*,—la Pétition du Révérend *J. Gagnon* et autres.

Par M. *Stephens*,—la Pétition de la Compagnie des Moulins à Coton de *V. Hudon*, *Hochelaga* et de la Compagnie de Filature *Ste Anne*, *Hochelaga*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—la Pétition de *Tancrède Rodolphe Barbeau*, de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Thomas Barron* et autres de *Lachute* ; demandant que cette partie de la paroisse de *Saint-Jérusalem d'Argenteuil*, connue sous le nom de *Lachute*, soit incorporée sous le nom de " corporation de la ville de *Lachute*."

De la Société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham* ; demandant un acte d'incorporation.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi l'Honorable M. *Beaubien* pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Votre comité recommande de plus, que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit étendu au 30 Mars courant, et que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé au 6 Avril prochain, et que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit aussi prolongé au 13 Avril prochain.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Commissaire *Lynch*, du Comité permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Lynch* pour son président.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour faciliter en cette Province la formation de *clubs* pour la protection du poisson et du gibier.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la juridiction des cours de commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état indiquant : 1. La date de la nomination de la Commission nommée pour faire une enquête sur la vente et l'administration du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

2. Le nom du Commissaire.
3. Le nom du Secrétaire.
4. La date de leur nomination.
5. Copie des instructions données au Commissaire.
6. Montant du salaire du Commissaire et du Secrétaire.
7. Etat détaillé des sommes payées jusqu'à ce jour, pour dépenses de la Commission.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Une liste détaillée des livres achetés pour la Bibliothèque du Parlement par C. A. *Dansereau*, donnant :

1. Le nom de l'ouvrage.
2. Le nombre de volumes.
3. Le prix payé pour chaque volume.
4. L'envoi original des volumes.
5. Copie des inscriptions de douane et de l'évaluation des livres inscrits par C. A. *Dansereau*, durant l'année 1883 et 1884.

6. L'état de compte, jusqu'à cette date, entre le Gouvernement et C. A. *Dansereau*, montrant l'emploi des \$15,000 à lui confiées, pour acheter des livres.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.



*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état faisant connaître les détails et les noms des personnes auxquelles les montants suivants ont été payés par C. L. DeBellefeuille, Ecuier, pour l'acquisition de terrain pour le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental :

1881 Sept. 9.....	\$ 15,000
“ “ 19.....	15,000
“ Oct. 26.....	12,000
“ “ 26.....	25,000
“ Nov. 18.....	19,800

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état faisant connaître les détails et les noms des parties auxquelles les montants suivants ont été payés par L. A. Sénécal, à compte de la construction du Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental :

1881 juin 16.....	\$ 60,600 00
“ août 10.....	55,432 00
“ “ 10.....	34,661 00
“ sept. 2.....	37,680 00
“ oct. 14.....	40,780 00
“ nov. 18.....	30,025 00
“ “ 18.....	25,000 00
1882 janv. 10.....	22,500 00
“ “ 10.....	25,000 00
“ “ 19 (pour déc. 81).....	30,496 66
“ fév. 1.....	20,000 00
“ “ 15.....	20,200 00
“ mars 16.....	26,000 00
“ avril 3.....	36,000 00
“ août 2.....	19,000 00
“ “ 2.....	37,000 00
“ “ 2.....	31,500 00
“ sept. 30.....	100,000 00
“ “ 30.....	31,875 00
“ oct. 12.....	50,000 00

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état faisant connaître le montant total payé par le Gouvernement pour les Embranchements de Berthier et de Joliette, du Chemin de fer de Q. M. O. et O.

Aussi, les comptes des rails et traverses ou autres articles d'équipement et matériaux fournis ou prêtés pour la constructions des Embranchements de Ste-Thérèse, Berthier et Joliette. La valeur de ces objets et les dates de leur remboursement à la Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Toute correspondance et documents concernant le paiement de \$16,800 à Messieurs Bourgouin et Lamontagne, pour droit de passage, le ou vers le 18 Novembre 1881.

M. Stephens propose, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Qu'il soit mit devant cette Chambre,—Un état des montants payés pour pierre pour être cassée par les détenus de la prison de Montréal, pendant les dix années, finissant en 1885.

Les noms des entrepreneurs et le prix par toise, et la liste des soumissionnaires pour les trois dernières années.

Et des débats s'ensuivant, la dite proposition est retirée du consentement de la Chambre.

M. *Stephens*, du Comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir choisi l'Honorable M. *Blanchet* pour son président, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que son quorum soit réduit à cinq membres.

Votre comité est aussi convenu de recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au trente de ce mois, que celui pour la présentation des bills privés et pour la réception des rapports sur ces bills soit étendu au sixième jour du mois d'Avril prochain.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chap. 14, intitulé : " Acte relatif au notification, protêts et signications " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des divers Bills Privés :

Bill érigeant civilement la paroisse de *St-Grégoire de Naziance de Buckingham*.

Bill autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*.

Bill incorporant l'Hôtel-Dieu *St-Valier*, à *Chicoutimi*.

Bill incorporant la Société des marchands détailliers de nouveautés de la Province de *Québec*.

Bill incorporant l'Union *St-Joseph de St-Charles Borromée*, de *Charlesbourg*.

Bill amendant l'acte 42-43 *Victoria*, chap. 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Ste-Antoine*.

Bill incorporant l'Union *St-Joseph de St-Jean-Baptiste*, de *Québec*.

Et Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Henri Arsène Germain* au nombre de ses membres.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,—Que la Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que le Commissaire nommé pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit chemin de fer, et qui ont suivi la vente et la livraison, ainsi que le secrétaire du dit commissaire, pourront recevoir pour faire cette enquête, toute indemnité qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer ; pourvu toujours que le traitement accordé au commissaire

n'excède pas, annuellement, trois mille piastres et celui du secrétaire du commissaire, dix-huit cents piastres.

2. *Résolu*, Que les frais de voyage de la commission, l'assignation et la taxe des témoins, y compris les frais taxés d'un sténographe et autres dépenses incidentes, que le commissaire jugera nécessaires, seront payés par le Trésorier de la Province, sur le certificat du Commissaire des chemins de fer.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fautenil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé deux Résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Desjardins* fait, en conséquence, rapport des Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que le Commissaire nommé pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit Chemin de fer, et qui ont suivi la vente et la livraison, ainsi que le Secrétaire du dit Commissaire, pourront recevoir pour faire cette enquête, toute indemnité qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer ; pourvu toujours que le traitement accordé au Commissaire n'excède pas, annuellement, trois mille piastres et celui du Secrétaire du Commissaire, dix-huit cents piastres.

*Résolu*, 2. Que les frais de voyage de la Commission, l'assignation et la taxe des témoins, y compris les frais taxés d'un sténographe et autres dépenses incidentes, que le Commissaire, jugera nécessaires, seront payés par le Trésorier de la Province, sur le certificat du Commissaire des chemins de fer.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites Résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites Résolutions, sont en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites Résolutions, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit lu la seconde fois, demain ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, relativement aux divisions Ouest et Centre de la Cité de *Montréal*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative ;

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 19 Mars 1885.

M. l'Orateur met devant la Chambre, —Etat des affaires de l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*, pour l'année 1884. (Documents de la Session No 9).

Conformément à l'Ordre du jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

Du Club de Raquettes "Le Canadien" de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation.

M. *Trudel*, du Comité permanent des Lois Expirantes et de Législation, présente à la Chambre le premier Rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Trudel* pour son président.

L'Honorable M. *Mercier*, du Comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Garneau* pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Martel*, du Comité permanent des Ordres permanents présente à la Chambre, le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De l'Union des Abattoirs de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation.

De *Thomas Barron* et autres, de *Lachute* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Ville de *Lachute*."

De la Société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham* ; demandant un acte d'incorporation.

*Ordonné*, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill incorporant la société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Owens ait la permission de présenter un Bill incorporant la ville de *Lachute*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Union des Abattoirs de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Trudel ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 793 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente à la Chambre,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 13 Mars 1885, demandant copie de la requête de *J. Bte Pélouquin* et autres, au sujet des poursuites prises par *Wm. Lamb*, *ès-qualité*, contre les pétitionnaires, pour ventes de boissons sans licence, de tous ordres et correspondances donnés à l'égard de ces poursuites et relativement à la dite requête et généralement de tous documents se rattachant à cette affaire. (Documents de la Session No 21.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le quinzième rapport des Inspecteurs de Prisons, Asiles, etc., de la Province de *Québec*, pour l'année 1884. (Documents de la Session No 15.)

Et aussi, rapports municipaux pour l'année 1883. (Documents de la Session No 11.)

M. Asselin propose, secondé par M. Owens,—1. Qu'attendu que le Parlement du Canada, par l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 8, a voté un subside en faveur du Gouvernement de *Québec*, pour les frais de construction de la ligne du chemin de fer entre *Ottawa* et *Québec*, formant un chaînon entre la côte de l'Atlantique et celle du Pacifique, par les chemins de fer Intercolonial et Pacifique, étant comme tel une entreprise nationale et non pas seulement d'une utilité provinciale ;

2. Attendu que, pour cette partie du dit chemin, entre la jonction de *Saint-Martin*, (près de *Montréal*) et *Québec*, 159 milles, le montant du dit subside voté, n'était seulement qu'au taux de six mille piastres par mille, au lieu de \$12,000 accordées pour le reste du dit chemin, bien que cette partie du chemin entre *Saint-Martin* et *Québec* forme également, avec celui qui s'étend depuis *Montréal* à *Ottawa*, partie de ce chaînon entre la côte de l'Atlantique et celle du Pacifique, et que comme telle, elle ait droit également à un montant semblable à celui de l'autre partie du dit chemin ; qu'il soit

*Résolu*, Que la Chambre concoure pleinement dans la juste demande faite par le Gouvernement Provincial, dans le mémoire du 6 Février dernier, au Gouvernement du Canada, réclamant le paiement de la somme de \$6,000 pour cette partie du dit chemin entre *Saint-Martin* et *Québec*, retenue à cette Province par le dit acte de la dernière session.

Qu'en vue des sacrifices faits par cette Province, dans la construction de ce chemin, si important pour la Puissance, la Chambre ne fait qu'exprimer et représenter les vues de la population entière de cette Province, en demandant que justice lui soit rendue par le Gouvernement du Canada, par le paiement d'une somme additionnelle de \$6,000 par mille, pour toute la jonction de *Saint-Martin* et *Québec*.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Et M. l'Orateur ayant déclaré la motion adoptée, l'Honorable député de *Huntington* a demandé qu'elle fût inscrite au journal comme "adoptée sur division," et là-dessus, cinq députés ont demandé que les voix affirmatives et les voix négatives fussent prises.

Et M. *Gagnon* ayant objecté qu'il était irrégulier de prendre les voix affirmatives et négatives, vu que l'Orateur avait déclaré la motion adoptée, mais que cette motion devait être inscrite comme adoptée sur division, vu qu'il avait été fait une demande à cet effet.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Dans le présent cas, il n'a été fait pendant le débat aucune opposition à la motion qui était devant la Chambre et je me pensais justifiable de la regarder comme "ne rencontrant aucune opposition." C'est pourquoi je n'ai pas mis la question aux voix, pour permettre à ceux qui étaient pour ou contre la motion d'exprimer leur sentiment, par "oui" et par "non", et j'ai tout simplement demandé si c'était le plaisir de la Chambre de l'adopter. Il n'a alors été exprimé aucun dissentiment et, comme c'est l'usage lorsque les questions ne rencontrent pas d'opposition, j'ai déclaré la motion adoptée. On dira peut-être que j'ai agi d'une manière un peu précipitée, mais je crois que les circonstances justifient la ligne de conduite que j'ai suivie.

Lorsqu'une question est soumise à la Chambre, les députés qui sont opposés à la motion, mais qui ne désirent pas que le vote soit pris, demandent que la motion soit inscrite comme "adoptée sur division"; et quand la Chambre accède à cette demande, l'inscription au Journal est faite en conséquence. Mais cette demande doit être faite avant que l'Orateur ait déclaré la décision de la Chambre et quand il n'est pas accédé à cette demande, l'Orateur est tenu de prendre les "oui et non." Après qu'il a donné son opinion sur le côté qui l'emporte, cinq députés, qu'ils se soient exprimés dans l'affirmative ou la négative, peuvent demander le vote et l'inscription des noms au Journal.

Je suis d'opinion que, dans le présent cas, la demande d'une inscription au Journal constatant que la motion a été "adoptée sur division" a été faite trop tard, attendu que l'Orateur avait déclaré le jugement de la Chambre avant que cette demande fut faite; et je décide qu'une division ne peut être maintenant ni demandée ni prise et qu'il ne doit pas être fait au Journal une inscription constatant que la motion a été "adoptée sur division."

"Règle 84, Bourinot, page 390. Cushing, *Law and Practice of Legislative Assemblies*, numéros 384. 387, 1,611, 1,793."

Sur motion de M. *Asselin*, secondé par M. *Owens*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général, une copie des Résolutions précédentes.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par l'Honorable Orateur de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *DeBoucherville, Beaudry, Champagne, Dorion, Ferrier, Gingras, Laviolette, Méthot, Webb et Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le Comité de l'Assemblée Législative, comme Membres d'un Comité conjoint des Impressions, tel que demandé par l'Assemblée Législative, dans son Message.

Le Bill amendant les divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la Ville de *Sorel* est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, relativement aux divisions Ouest et Centre de la Cité de *Montréal*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 20 Mars 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Spencer*,—La Pétitions de *P. Alex. Peterson* et autres.

Par M. *Watts*,—La Pétition de *J. E. Hemming* et autres, du Comté de *Drummond*.

Par M. *Lapointe*,—La Pétition de *Joseph Mauffette*, et autres.

Par M. *LeBlanc*,—La Pétition des Dames Directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, de *Montréal*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—La Pétition de la Compagnie des Mines d'Or *DeLéry*.

Par M. *Robidoux*,—La Pétition de *Robert Félix Antoine Bruyère* et *Jean Ernest Alexandre Bruyère*, ci-devant de *Montréal* et maintenant de *France*.

Par M. *Marion*,—La Pétition du Révérend *Jean Catulle* et autres.

Par M. *Robillard*,—La Pétition du Couvent de la Providence, de *St-Joseph*, de *Lonoraie*.

Par M. *Sawyer*,—La Pétition du Conseil Municipal du Comté de *Compton*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Union *St-Jean-Baptiste* de *St-Césaire* ; demandant un acte d'incorporation.

Du Révérend *J. Gagnon* et autres ; demandant la passation d'un acte pour définir les bornes de la Paroisse de *Ste-Barbe*, Comté de *Huntingdon*.

De *Tancrède Rodolphe Barbeau* ; demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à vendre un certain immeuble substitué.

De la Compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga* et de la Compagnie de filature de *Ste-Anne, Hochelaga* ; demandant la passation d'un acte, à l'effet d'amalgamer, en une seule, les dites compagnies, sous le nom de " La Compagnie Manufacturière de coton d'*Hochelaga*."

De l'Honorable *John Henry Pope* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Association agricole des Cantons de l'Est."

*M. Dorais*, du Comité permanent des différentes branches d'Industrie en cette Province, présente à la Chambre le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *M. Dorais* pour son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières, présente à la Chambre le Second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant et le soumet à Votre Honorable Chambre avec un amendement :

Bill autorisant *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

*M. Duckett*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la Pétition du Club de Raquettes " Le Canadien," de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

*Ordonné*, Que *M. Poulin* ait la permission de présenter un Bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Saint-Damase*, dans le comté de *St-Hyacinthe*, à la municipalité de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*, dans le comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Mercier* ait la permission de de présenter un Bill incorporant le Club de raquettes " le Canadien " de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, relativement aux divisions Ouest et Centre de la cité de *Montréal*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix que le Bill passe, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.



Le Bill pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général pour Lundi prochain.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la nomination de certains officiers chargés de veiller à la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

Considérant qu'il est à propos de prendre des mesures pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures, et que, pour cette fin, il est nécessaire de nommer des inspecteurs, dont les devoirs seront de veiller à l'exécution des dispositions de l'Acte qui doit être passé à cet effet, dans la présente session, en conséquence, il est :

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur pourra, par Ordre en Conseil, nommer un ou plusieurs inspecteurs, dont les devoirs seront de veiller à l'exécution des dispositions de l'Acte qui sera passé dans la présente session, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures.

*Résolu*, 2. Que le salaire des dits inspecteurs sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé deux Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Desjardins* fait, en conséquence, rapport des dites Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Considérant qu'il est à propos de prendre des mesures pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures, et que, pour cette fin, il est nécessaire de nommer des inspecteurs, dont les devoirs seront de veiller à l'exécution des dispositions de l'Acte qui doit être passé à cet effet, dans la présente session, en conséquence, il est :

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur pourra, par Ordre en Conseil, nommer un ou plusieurs inspecteurs, dont les devoirs seront de veiller à l'exécution des dispositions de l'Acte qui sera passé dans la présente session, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures.

*Résolu*, 2. Que le salaire des dits inspecteurs sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient renvoyées au Comité général sur le Bill pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Le Bill pour faciliter, en cette Province, la formation de *clubs* pour la protection du poisson et du gibier est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

---

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des divers Bills Privés :

Bill amendant et refondant les actes concernant l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et régularisant la vente des drogues et des poisons.

Bill incorporant le Synode de l'Eglise d'Angleterre, dans le diocèse de *Québec*, et pour d'autres fins concernant les biens temporels de la dite Eglise.

Et Bill incorporant la Société St Jean-Baptiste de *Farnham*.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée, aujourd'hui, Que le Bill relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de *Quebec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes correspondances entre le gouvernement et les compagnies du chemin de fer du Pacifique et de la Rive Nord, sur l'exécution des conditions de l'acte de vente de la section Est, pour ce qui a rapport à l'échange des passagers et du trafic.

L'Honorable Commissaire *Flynn* présente la réponse à un ordre de la Chambre du 20 Mars 1885, pour copie de toutes correspondances entre le gouvernement et les compagnies du Pacifique et de la Rive Nord, sur l'exécution des conditions de l'acte de vente de la section Est, pour ce qui a rapport à l'échange des passagers et du trafic. (Documents de la Session No 22.)

Le Bill pour amender l'article 1218 du Code Civil est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des Lois expirantes et Législation.

---

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Quand le gouvernement se propose-t-il de publier et de faire distribuer la carte régionale des comtés de *Témiscouata*, *Kamouraska*, *l'Islet*, *Montmagny*, *Bellechasse*, *Dorchester*, *Lévis*, *Beauce* et *Lotbinière* ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*.—Je crois qu'on est à préparer une carte de ces comtés ; et quand elle sera complétée le gouvernement décidera s'il est désirable de la publier et de la faire distribuer.

Sur motion de M. *Sawyer*, secondé par M. *Audet*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copies de toutes pétitions et autres correspondances des habitants des Cantons de *Ditton*, *Chesham* et *Emberton*, soit par l'entremise des Conseils Municipaux ou autrement ;

2. Copie de tous les rapports des officiers publics, relatifs au remboursement des sommes prêtées aux colons, en vertu du projet de repatriement pour coloniser ces cantons ; avec un état indiquant quelles sommes ont été remboursées par les colons.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 23 Mars 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*.—La Pétition des Dames Religieuses Hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Alexander Paterson* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Philipsburg Marble Company*.

Du Révérend *Jean Frs. Catulle* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Congrégation du Très-Saint-Rédempteur."

Du Conseil Municipal du Comté de *Compton* ; demandant des amendements à l'article 1061, du Code de Procédure Civile.

De la Compagnie des Mines d'Or *DeLéry* ; demandant un acte d'incorporation.

De *Robert F. A. Bruyère* et *Jean E. A. Bruyère* ; demandant la passation d'un acte pour déclarer valable une vente de biens substitués, faite par autorité de justice et pour d'autres fins.

De *J. E. Hemming* et autres, du Comté de *Drummond* ; demandant des amendements, aux lois de chasse à l'effet d'autoriser les conseils municipaux à protéger le gibier d'une manière plus efficace.

M. *Audet*, du Comité permanent d'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre, le Premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Audet*, écuyer, pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

---

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. Martel, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De la Société St-Jean-Baptiste, de *St Césaire* ; demandant un acte d'incorporation.

De la Compagnie des moulins à coton de V. Hudon, *Hochelaga* ; demandant un acte pour amalgamer la dite Compagnie et la Compagnie de filature de *Ste-Anne d'Hochelaga*, sous le nom de " La Compagnie manufacturière de coton d'*Hochelaga*."

De *Tancrède Rodolphe Barbeau*, de *Montréal* ; demandant un acte l'autorisant à vendre un certain immeuble substitué.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission de présenter un Bill autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre certains biens substitués.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill amalgamant la Compagnie des moulins à coton de V. Hudon, *Hochelaga*, et la Compagnie de filature de *Ste-Anne, Hochelaga*, sous le nom de " Compagnie manufacturière de coton d'*Hochelaga*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Poulin* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Société St-Jean-Baptiste, de *St-Césaire*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill concernant les charges de Shérif, Protonotaire de la Cour Supérieure et Régistrateur en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Watts* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi concernant la preuve en matière civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Watts* ait la permission de présenter un Bill pour diviser le District Electoral de *Drummond* et *Arthabaska* en deux districts électoraux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill autorisant *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de s'entendre avec la Société Littéraire et Historique de *Québec*, pour faire publier les manuscrits originaux suivants, déposés par feu *George B. Faribault*, dans la bibliothèque de la société, et qui sont de la plus haute importance pour notre histoire :

1. *Matières Criminelles*, 1er volume 1682-1730 ; 2ème volume 1738 à 1746.
2. *Matières de Police et de Voierie*, (1683-1756).
3. *Police* (1699-1855).
4. *Matières Civiles*, 1er volume 1665 à 1696 ; 2ème volume 1701 à 1705 ; 3ème volume 1706 à 1730 ; 4ème volume 1730 à 1751 ; 5ème volume 1752 à 1753 ; 6ème volume 1753 à 1759.
5. *Régistre des Edits, Arrêts et Déclarations*. (*Québec*) 1er volume, de 1663 à 1700, avec l'index ; 2ème volume, de 1704 à 1736.

Réponse par l'Honorable *M. Blanchet*,—La question est sous considération.

Par *M. Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire le relevé des lignes du canton de *Daaquam*, comté de *Bellechasse* ?

Réponse par l'Honorable *M. Lynch*,—C'est l'intention du Gouvernement de tenir une enquête pour établir s'il est nécessaire de faire le relevé de ces lignes, en entier ou en partie ; et s'il en est jugé ainsi, tous les travaux seront commencés aussitôt.

Par *M. Gagnon*,—A quelle date le dépôt fait entre les mains du trésorier, par l'Association Mutuelle de Prévoyante du *Canada*, a-t-il été porté à \$15,000 ?

Réponse par l'Honorable *M. Robertson*,—Voici les dates auxquelles les dépôts ont été faits par l'Association Mutuelle de Prévoyance du *Canada* :

Novembre 20, 1883.....	\$ 5,000 00
Juillet 18, 1884.....	5,000 00
Novembre 28, 1884.....	4,000 00
Décembre 6, 1884.....	1,000 00
	<hr/>
	\$15,000 00

Par *M. Gagnon*,—A quelle date les sommes suivantes ont-elles été payées, savoir : \$2,200.25 à *Louis Tellier*, \$2,757.00 à *A. A. Stevenson*, et \$300.00 à *Gaspard Drolet* ?

Est-ce pour leurs services comme Membres de la Commission dite du Service Civil ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—Les montants suivants ont été payés à leurs dates respectives, à *Louis Tellier*, *A. A. Stevenson* et *Gaspard Drolet*, pour services et déboursés relatifs au Service Civil.

A <i>Louis Tellier</i> , Commissaire, 1883, Juillet 28.....	\$ 400 00
“ “ “ Oct. 2.....	500 00
“ “ “ Nov. 20.....	700 25
“ “ “ Déc. 12.....	300 00
“ “ 1884, Janv. 15.....	300 00
	<hr/>
	\$2,200 25

A <i>A. A. Stevenson</i> , Commissaire, 1883, Juillet 27.....	\$ 400 00
“ “ “ Oct. 26.....	300 00
“ “ “ Nov. 5.....	715 00
“ “ “ Déc. 1.....	790 00
“ “ 1884, Janv. 7.....	552 00
	<hr/>
	\$3,757 00

A <i>Gaspard Drolet</i> , Commissaire, 1883, Juillet 27.....	\$ 400 00
“ “ “ Oct. 3.....	250 00
“ “ “ Nov. 24.....	150 00
	<hr/>
	\$ 800 00

Par M. *Gagnon*,—Le Département du Trésor s'est-il conformé, l'année dernière (1883-1884), à la suggestion suivante de l'auditeur, qui se trouve à la page iv des comptes publics :

“Tous les crédits votés par la Législature, s'ils ne sont pas dépensés dans le cours de l'exercice pour lequel ils ont été votés, devraient revenir au trésor, le 30 juin de chaque année, tel que prescrit par l'acte 31 *Victoria*, chap. 9, sect. 29.”

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—Tout crédit voté par la Législature et qui n'est pas dépensé, revient au trésor, le 30 Juin de chaque année, autant que je sache.

Par M. *Gagnon* :—Pourquoi MM. *W. Clarke*, *E. Heath*, *R. Farley*, *J. A. Cameron*, *A. B. Fillion*, *Edwin Kemp*, *Chs. Patton*, *Antoine Gagnon*, *J. F. Létourneau*, *J. E. Cayouette*, *Eug. Renaud*, *F. F. Gagnon*, *Geo. Sylvain*, *W. H. Annett*, *E. Flynn*, *Louis Roy*, *W. Maguire*, *C. H. Duberger*, *J. A. J. Kane*, *J. O. Tremblay*, *J. E. Boily*, *L. A. Dubord*, *J. B. Delfausse*, *C. Massiah*, *J. P. Landry*, *C. J. Marchand*, *W. J. Macdonald*, *Joseph Comeau*, tous agents du Département des Terres de la Couronne et *O. B. Kemp*, Inspecteur des Agences, n'ont-ils reçu leur salaire que jusqu'au 31 Mars 1884, c'est-à-dire pour neuf mois, au lieu de le recevoir pour toute l'année fiscale, 1883-84 ? Si la raison n'est pas générale, quelle raison pour chacun d'eux ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch* :—Les salaires de ces Agents sont payés par l'item *Dépenses générales*,—et comme le crédit ordinaire fut insuffisant, leurs salaires pour les mois mentionnés ne furent payés que le 2 Juillet suivant.

Par M. *Martel*,—Quel montant a été payé au conseil de comté du comté de *Chambly*, pour l'aider à construire son bureau d'enregistrement ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson :

Allocation.....	\$1,200 00
Intérêts à 6 o/o pour 26 ans.....	1,872 00
	<hr/> \$3,072 00

Sur motion de l'Honorable M. Garneau, secondé par l'Honorable M. Beaubien,  
*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances entre le Gouvernement et le Syndicat du Chemin de fer de la Rive Nord, touchant l'exécution de toutes les conditions que le dit syndicat s'est chargé d'exécuter en vertu du contrat de vente de la section Est du dit chemin de fer, par le Gouvernement au dit Syndicat.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du Catalogue des documents, livres, manuscrits, etc, déposés au Département du Régistrare de la Province de Québec.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Watts.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste de tous les Régistrateurs de la Province, par ordre alphabétique des Comtés ou divisions d'enregistrement, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu de chaque bureau, pendant chacune des cinq dernières années.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité de Lois expirantes et Législation :

Bill pour amender l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 13, intitulé : " Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains Articles du Code Civil. "

Bill pour amender le Code de Procédure Civile, en ce qui concerne la juridiction des Commissaires.

Et Bill pour étendre certaines dispositions de l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 15, concernant le Cadastre.

Le Bill pour amender l'Article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*,—est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 24 Mars 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Isle de *Montréal*.

M. *Martel*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Septième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford et Chambly* ; demandant que le délai pour compléter le dit chemin soit prolongé.

De l'Association Agricole des Cantons de l'Est ; demandant un Acte d'incorporation.

Du Révérend *Jean Frs. Catulle* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de “ *La Congrégation du Très-Saint-Rédempteur*.”

De la Compagnie de Mines d'Or de *DeLéry* ; demandant un Acte d'incorporation.

De *Robert F. A. Bruyère* et *Jean E. A. Bruyère* ; demandant un Acte pour ratifier certaines ventes de propriétés immobilières substituées et pour d'autres fins.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant l'Acte 34 *Victoria*, chapitre 59, intitulé : “ Acte pour incorporer “ *The Montreal Young Men's Christian Association*.”

Bill érigeant civilement la Paroisse de *Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham*.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Association Agricole des Cantons de l'Est.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford et Chambly*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill concernant la substitution créée par le testament de feu *Jean-Baptiste Bruyère*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill amendant l'article 1061 du Code de Procédure Civile.

Ordonné, Que M. *Sawyer* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.



*Ordonné*, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill incorporant la Congrégation du Très-Saint-Rédempteur.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Casavant,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de M. Trudel, M. Demers, M. Picard, M. Sawyer, M. Martel, M. Owens, M. Bernatchez, M. Gagnon, M. Whyte, M. Desjardins et M. Marion, pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre et de présenter un Bill contenant tous les amendements adoptés par ce Comité.

*Ordonné*, Que M. Rinfret dit Malouin ait la permission de présenter un Bill incorporant la compagnie des Mines d'Or de DeLéry.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

L'Honorable Trésorier Robertson remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L. R. MASSON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, transmet à l'Assemblée Législative un état indiquant les détails de certains services pour l'année financière expirant le 30 juin 1885, contenus dans le budget des dépenses supplémentaires pour l'exercice courant et le budget des dépenses pour l'exercice expirant le 30 juin 1886 ; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ces budgets à l'Assemblée Législative. (Documents de la Session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }  
Québec, le 24 Mars 1885. }

*Ordonné*, Que le dit Message, et les budgets qui l'accompagnent soient renvoyés au Comité des Subsidés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent deux piastres et quarante centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'administration de la dette publique, savoir : Commission  $\frac{1}{2}$  par cent sur neuf cent vingt mille quatre cent quatre-vingt piastres et soixante et quinze centins,— quatre mille six cent deux piastres et quarante centins ; annonces, timbres, etc., deux mille cinq cents piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent soixante et neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait Rapport que le Comité a passé deux Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu jeudi prochain.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, jeudi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Le Bill pour amender l'Article 793 du Code Municipal est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi prochain.

---

Jeudi, 26 Mars 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Bergevin*,—La Pétition de l'Hôpital de *Saint-Joseph de Beauharnois*.

Par M. *McShane*,—La Pétition du Recteur de l'Eglise *St-Etienne*, dans la Paroisse de *St-Etienne*, District de *Montréal*.

Par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,—La Pétition de *G. Lapierre* et autres de la Cité de *Montréal*; et la Pétition de *Alfred Masson*, *Adolphe Masson* et *Damase Masson*, tous négociants de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Desjardins*,—La Pétition de *Julien Guérin* et autres, de la Paroisse de *St-Tite des Caps*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, et la Pétition des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, tous de *Montréal*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition du Recteur et des Marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangéliste*, *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De la Compagnie du Chemin de fer du Parc et de l'Ile de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation.

*Ordonné*, Que la Pétition de *Alfred Masson*, *Adolphe Masson* et *Damase Masson*, tous négociants de la Cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués.

*Ordonné*, Que la Pétition du Recteur et des Marguilliers de l'Eglise de *St-Jean l'Evangéliste*, *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant que les dispositions de l'acte 38 *Victoria*, chap. 65 et de l'acte 47 *Victoria*, chap. 45 s'appliquent au lot subdivision No 1 du lot No 168 du cadastre du Quartier *Saint-Laurent*, de la Cité de *Montréal*.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Troisième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender les divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la ville de *Sorel*.

Bill autorisant la vente d'une propriété substituée, en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender la section 96 de la loi des licences de *Québec*, de 1878.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Trudel* ait la permission de présenter un Bill déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de Notaire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Marion* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 25 et 231 du Code du Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable *M. Robertson* met devant la Chambre,—Etat des recettes et des dépenses de la Province de *Québec*, provenant de toutes sources, du 1er Juillet 1884, au 28 Février 1885, inclusivement. (Documents de la Session No 22½).

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Stephens*,—La commission du Service Civil a-t-elle fait un rapport final ?

Si, non, est-ce l'intention du Gouvernement de prendre quelques moyens pour obliger les Commissaires à rembourser l'argent qu'ils ont reçu à compte de leurs services ?

Réponse par l'Honorable *M. Taillon*,—La Commission n'a pas encore fait de rapport final. Quant à prendre des moyens pour obliger les Commissaires à rembourser ce qu'ils ont reçu pour leurs services, c'est une question qui est sous considération.

Par *M. Gagnon*,—Le Gouvernement a-t-il disposé de quelque manière du terrain où était érigé l'ancien Palais Législatif ; et si, oui, de quelle manière ?

Jusqu'à quelle date la rente de ce terrain a-t-elle été payée par le Gouvernement ?

Réponse par l'Honorable *M. Taillon*,—Le Gouvernement n'a pas encore disposé du terrain ; il s'occupe de la question.

La rente a été payée jusqu'à Janvier dernier.

Par *M. Saint-Hilaire*,—Quand le Gouvernement se propose-t-il de mettre à exécution les Ordres en Conseil du mois d'Octobre 1883, promettant une loi pour

garantir le paiement des rails pour tout le chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*, jusqu'à un montant de \$3000 par mille, gardant les terres de la Compagnie du dit chemin de fer comme sûreté de l'argent fourni ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*,—L'Acte de la dernière Session, 47*Victoria*, chapitre 70, renferme les dispositions nécessaires pour mettre à effet l'intention du Gouvernement à l'égard de cette Compagnie.

Par M. *Cameron*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de poursuivre toutes les personnes qui, après le premier de mai prochain, vendront des liqueurs enivrantes, sans avoir obtenu une licence du Gouvernement Provincial, bien que ces personnes aient une licence du Gouvernement Fédéral ?

Réponse par l'Honorable M. *Rebertson*,—Le Gouvernement a la question sous considération et elle sera résolue, en temps opportun.

Par M. *Cameron*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire compléter le cadastre du Comté de *Huntingdon* ; si, oui, quand ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*,—Oui, l'ouvrage est presque complété. Il ne reste que le canton de *Dundee* (qu'on est à compléter), le canton de *Hevelock*, et le village de *Huntingdon* ; qui seront complétés aussitôt que possible.

Par M. *Robidoux*,—Est-il à la connaissance du Gouvernement, que certains de ses employés s'occupent activement de l'élection fédérale, dans le Comté de *Lévis* ; et si, oui, est-ce d'après les ordres du Gouvernement ? Et si, non, va-t-il leur donner l'ordre de cesser de s'en occuper ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Il n'est pas à la connaissance du Gouvernement que certains employés s'occupent de l'élection fédérale dans le Comté de *Lévis*.

Par M. *Stephens*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire une enquête sur l'administration de l'Asile de *Beauport* et sur sa construction ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Le Gouvernement a obtenu des inspecteurs d'asiles et prisons, tous les renseignements nécessaires et ne croit pas qu'il soit utile de faire une enquête sur ce sujet.

Par M. *Bernard*,—L'Ecole du village de *Belœil*, dans le Comté de *Verchères*, est-elle considérée et traitée par le Gouvernement et par le Département de l'Instruction Publique comme école élémentaire ou école modèle ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—L'école en question est une école élémentaire.

---

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—Statistiques municipales ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1883. (Documents de la Session No 11).

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état du revenu provenant de toutes sources, perçu par la Province, des Cités de *Québec*, *Montréal*, *Trois-Rivières*, *Sherbrooke*, *Hull*, *St-Henri*, le village de *St-Jean-Baptiste*, *Sorel* et *St-Jean*. La source

d'où ces revenus sont tirés, pour chaque cité séparément, durant l'année financière finissant le 30 juin 1884.

M. *Stephens* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,—Qu'il soit mis devant la Chambre,—Un état détaillé de toutes sommes d'argent payées à compte de la Commission nommée par l'acte 47 *Victoria*, chap. 3, pour s'enquérir de certaines accusations portées au sujet de l'octroi du contrat des édifices du Parlement ; et aussi au sujet de la Commission nommée en vertu du même Statut, pour s'enquérir de certaines accusations portées relativement à la pétition d'élection, présentée en 1882, contre l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative, pour le District Electoral de *Jacques-Cartier* ; avec les noms et les montants payés à chaque personne. Aussi une liste des réclamations non réglées, s'il y en a.

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose comme amendement, secondé par M. *Martel*, que les mots suivants soient ajoutés à la dite motion : “ Le dit état détaillé devant indiquer le nombre de jours que la dite Commission s'est réunie, le nombre de séances auxquelles chaque Commissaire a assisté, ainsi que le nombre et l'endroit de ses différents ajournements, ”—et la question étant mise aux voix : elle est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes sommes d'argent payées à compte de la Commission nommé par l'acte 47 *Victoria*, chap. 3, pour s'enquérir de certaines accusations portées au sujet de l'octroi du contrat des édifices du Parlement ; et aussi, au sujet de la Commission nommée en vertu du même Statut, pour s'enquérir de certaines accusations portées relativement à la pétition d'élection, présentée en 1882, contre l'élection d'un Député de l'Assemblée Législative, pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*, avec les noms et les montants payés à chaque personne. Aussi une liste des réclamations non réglées, s'il y en a. Le dit état détaillé, devant indiquer le nombre de jours que la dite Commission s'est réunie, le nombre de séances auxquelles chaque Commissaire a assisté, ainsi que le nombre et l'endroit de ses différents ajournements.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant : Le montant du subside en terre et en argent promis à la compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St-Jean*, jusqu'à ce jour.

A.—Par cette Province.

B.—Par le Gouvernement fédéral.

Quand ce chemin a été commencé.

Combien de milles de ce chemin sont complétés et en état d'exploitation.

Combien de milles ont été complétés durant la saison de 1884.

Combien a-t-il été payé, à compte du subside et de l'octroi de terre.

Copie de la réclamation de *W. Baby*, écuier, pour services rendus à la compagnie.

M. *Cameron* propose, secondé par M. *Shehyn*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Une liste des chemins de fer situés dans cette Province qui échappent à l'effet de la section 6 du chap. 24 de la 46e *Victoria*, passé par le Parlement Fédéral, en 1883 et intitulé : “ Acte à l'effet de modifier de nouveau l'acte refondu des chemins de fer, 1879, et de déclarer que certaines lignes de chemin de fer sont des travaux pour l'avantage général du *Canada*. ”

2. La longueur de tels chemins de fer.

Et des débats s'en suivant :

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill érigeant civilement la paroisse de *Saint-Grégoire de Nazianze*, de *Buckingham*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte 34 *Victoria*, chapitre 59, intitulé : " Acte incorporant " *The Montreal Young Men's Christian Association* "; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Thornton* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Thornton* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills Privés :

Bill incorporant la Ville de *Lachute*.

Bill incorporant le Club de Raquettes " *Le Canadien*," de *Montréal*.

Bill autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué.

Bill incorporant l'Association Agricole des *Cantons de l'Est*.

Bill incorporant la La Congrégation du Très Saint-Rédempteur.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et corporations minières et manufacturières :

Bill pour amalgamer la Compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, à la Compagnie de filature *Ste-Anne, Hochelaga*, sous le nom de " La Compagnie manufacturière de coton d'*Hochelaga*."

Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford et Chambly*.

X La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui, qu'il soit mis devant cette Chambre.—1. Une liste des chemins de fer situés dans cette Province, qui échappent à l'effet de la section 6 du chap. 24 de la 46e *Victoria*, passé par le Parlement Fédéral, en 1883 et intitulé : " Acte à l'effet de modifier de nouveau l'acte refondu des chemins de fer, 1879, et de déclarer que certaines lignes de chemin de fer sont des travaux pour l'avantage général du Canada."

2. La longueur de tels chemins de fer.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Maluin,</i>	<i>Stephens.—13.</i>
<i>Cameron,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—40.</i>
<i>Désaulniers,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des élèves qui ont suivi les cours de l'Ecole de Navigation de *Québec*, depuis sa création, et combien ont obtenu des certificats de compétence, comme capitaines au long cours ou comme seconds de navire.

Etat des dépenses de l'Ecole de Navigation de *Québec*.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernard*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des Shérifs de la Province, par ordre alphabétique des Districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu fixe ou permanent de leur office, pour chacune des cinq dernières années.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre certains Maires et certains Conseillers Municipaux de la Province de *Québec*, et l'Honorable Secrétaire-Provincial, demandant la distribution, à qui de droit, en français et en anglais, d'un certain nombre d'exemplaires du Code Municipal.

Aussi, copie de la correspondance échangée entre certains Juges de Paix de la Province de *Québec* et l'Honorable Secrétaire-Provincial, demandant à être mis en possession d'un Code ou Manuel du Juge de Paix, pour les guider et leur permettre d'accomplir les devoirs de leur charge.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernard*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des Protonotaires de la Cour Supérieure, par ordre alphabétique des Districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu permanent ou fixe de leur office pour chacune des cinq dernières années.

---

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des dépôts judiciaires et autres au montant, de \$330,023.28, au 30 juin 1884, en donnant le nom des déposants, la nature et le montant de leur dépôts.

Sur motion de *M. Stephens*, secondé par *M. Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un rapport indiquant l'état du fonds de pension des Instituteurs montrant :

1. L'accumulation de ce fonds, au 1er janvier 1885.
2. Le montant ajouté à ce fonds, depuis le 1er janvier 1884 au 1er janvier 1885, distinguant particulièrement les montants :
  - a. Retenus pour ce fonds de l'octroi accordé aux écoles communes.
  - b. Des octrois de l'Education Supérieure.
  - c. Du salaire des Instituteurs.
  - d. Les montants des arrérages payés par les Instituteurs à mêmes les retenus sur les subventions.
3. Le nombre d'instituteurs qui ont payé des arrérages, depuis la passation de l'acte de 1880.
  - a. Le montant total de ces arrérages.
  - b. Le nombre moyen d'années pendant lesquelles ces instituteurs ont enseigné.
4. Le nombre d'instituteurs qui se sont rapportés, comme ayant droit à la mise à la retraite, au titre de l'acte des pensions, aussitôt qu'il deviendra en force, au mois de juillet prochain.
  - a. La moyenne de la pension auxquels ils auront droit ; en donnant les noms de toutes les personnes dont le montant de la pension égalera ou excèdera \$500 par année.

Avec copies de toutes correspondances se rapportant à l'opération de cette loi.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Bernard*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de toutes les municipalités tenues au paiement de l'entretien des aliénés pendant l'année fiscale 1883-84. La dite liste donnant, dans la première partie, les municipalités qui ont contribué à former la somme de \$1,858.85 entrée aux comptes publics et le montant payé par chacune d'elles ; et, dans la seconde partie, les municipalités qui n'ont pas encore payé et le montant dû par chacune d'elles.

Le Bill pour rendre valides certains actes de vente notariés est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des Lois expirantes et Législation.

Le Bill pour amender certains articles du Code Municipal est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Le Bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *St-Damase*, dans le comté de *St-Hyacinthe*, à la municipalité de la paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---



Vendredi, 27 Mars 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Boyer*,—La Pétition du Conseil de Ville de la ville de *Lachine*.

Par M. *Robidoux*,—La Pétition de *Ludger Plessis Bélair* et autres.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *The Church Home, Montréal*.

Par l'Honorable Commissaire *Flynn*,—La Pétition de la compagnie des chars Urbains de la rue St-Jean, *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour la Pétition suivante est lue et reçue :

Des Dames Religieuses Sœurs Hospitalières de St-Joseph de l'Hotel Dieu d'*Arthabaskaville* ; demandant un Acte d'incorporation.

M. *Faucher de Saint-Maurice*, du Comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le Premier rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit.

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi M. *Faucher de Saint-Maurice* pour son Président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum de ce Comité soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre a réduit à sept membres le quorum du Comité conjoint sur les Impressions de la Législature et demandant leur concours.

M. *Martel*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Huitième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix* ; demandant un Acte conférant certains pouvoirs à la dite Compagnie.

Du *Victoria Skating Club* de *Montréal* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition du Recteur et des Marguilliers de l'Eglise de St Jean l'Evangéliste, *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte appliquant les dispositions de l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 65 et de l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 45, au lot subdivision No 7 du lot No 163 du cadastre du quartier St-Laurent, en la Cité de *Montréal*, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été publiés pendant le temps voulu par la règle 51 ; mais comme il a été trouvé que les parties intéressées connaissaient la nature de la requête, votre Comité est convenu de recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la dite 51<sup>e</sup> règle.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de *Alfred Masson, Adolphe Masson et Damase Masson*, de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à vendre certains biens substitués, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés ; mais comme toutes les parties intéressées ont signé la dite Pétition, votre Comité est convenu de recommander la suspension de la 51<sup>e</sup> règle de cette Chambre.

M. *Trudel*, du Comité permanent des Lois expirantes et Législation, présente à la Chambre le Second rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a examiné le Bill amendant le Code de Procédure Civile, en ce qui concerne la juridiction des Cours de Commissaires.

Qu'il n'approuve pas les amendements proposés, et qu'il est d'opinion qu'il n'est pas à propos de légiférer dans le sens indiqué dans le dit Bill.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quatrième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill incorporant le chapitre de la Cathédrale des *Trois-Rivières*.

Bill incorporant la Société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham*.

Bill incorporant l'Hôtel-Dieu St-Valier, à *Chicoutimi*.

M. *Marion*, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Marion* pour son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que M. *Gauthier* ait la permission de présenter un Bill conférant certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *McShane* ait la permission de présenter un Bill autorisant le *Victoria Skating Club* à augmenter son capital-actions.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le Huitième rapport du Comité permanent des Ordres permanents.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill suppléant à une omission dans les statuts relatifs à l'église de Saint-Jean l'Évangéliste, *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill autorisant la vente de certaines propriétés substituées dépendant de la succession de feu *Damase Masson* et son épouse.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* et M. *Boyer* soient ajoutés au Comité permanent des divers Bills Privés.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Ordonné, Que le télégramme de félicitations envoyé par tous les Députés de l'Assemblée Législative à Monseigneur *Joseph Larocque*, Evêque de *Germanicopolis*, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa prêtrise, et la réponse de Sa Grandeur à ce télégramme, que M. l'Orateur a communiquée à cette Chambre, soient publiés tant dans le procès-verbal de la séance de ce jour, que dans le Journal de cette Chambre, comme Appendice No 1.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 47 *Victoria*, chap. 14, intitulé : " Acte relatif aux notifications, protêts et significations," sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les divers actes concernant l'incorporation de la Ville de *Sorel* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendant les divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la ville de *Sorel*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dits amendements soient maintenant lus deux fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les amendements sont, en conséquence, lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de *The Church Home*, de *Montréal*, pour l'année 1884. (Documents de la Session No 9).

La Chambre reprend la considération ultérieure de la question proposée aujourd'hui, portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.  
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille sept cent quatre vingt quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc., y compris aussi \$12,000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, Samedi matin ;

*Samedi, 28 Mars 1885.*

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements des employés de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en Chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu lundi prochain.

M. Desjardins informe aussi la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 30 Mars 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Poulin,—La Pétition des Sœurs de la Charité de l'Hospice Ste-Elizabeth de Farnham.

Par M. Duhamel,—La Pétition de la Corporation de la Cité de Hull.

Par M. Frégeau,—La Pétition de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Missisquoi.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Conseil de Ville de la ville de *Lachine* ; demandant la refonte des divers Actes concernant la Corporation de la dite ville et pour d'autres fins.

De *Ludger Plessis Bélair* et autres ; demandant la passation d'un Acte pour faire résilier et mettre à néant certaine substitution créée par la donation de Demoiselle *Catherine Poitras* à *Ludger Bélair* et autres, en date du 8 Août, 1868.

De la Compagnie des chars urbains de la rue St-Jean, *Québec* ; demandant la passation d'un Acte pour réduire le fonds social de la dite Compagnie et pour d'autres fins.

De la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus Marie, *Montréal* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte amendant leur Acte d'incorporation, de manière à mieux définir et à étendre leurs pouvoirs et notamment celui d'hypothéquer leurs immeubles et pour d'autres fins.

De *Julien Guérin* et autres, de la paroisse de *St-Tite des Caps* ; demandant la passation d'un Acte pour amender l'Acte qui érige *St-Tite des Caps* en municipalité.

De *S. Lapierre* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant le rappel de la loi de corvée.

Du Recteur de l'Eglise Saint-Etienne, dans la paroisse Saint-Etienne, diocèse de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte pour l'autoriser à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est construit, ainsi que le dit presbytère et ses dépendances.

L'Honorable Secrétaire Provincial M. *Blanchet*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Cinquième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill amendant et refondant les Statuts relatifs à l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec* et réglémentant la vente des drogues et des poisons.

Bill incorporant l'Association connue sous le nom de Le Club de Raquettes " *Le Canadien* " de *Montréal*.

Bill incorporant la Congrégation du Très Saint Rédempteur.

Bill incorporant l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de *Québec*.

Votre Comité a aussi examiné le Bill incorporant l' " Union St-Joseph de Saint-Charles Borromée, de *Charlesbourg* " et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 299 du Code Civil et l'article 925 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant le chapitre de la Cathédrale des *Trois-Rivières* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Société Saint-Jean-Baptiste, de *Farnham* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, à *Chicoutimi* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill incorporant la compagnie de l'Union des Abattoirs de *Montréal*.

Bill incorporant la Société Saint-Jean-Baptiste, de *St-Césaire*.

Et Bill supplémentant à une omission dans les Statuts relatifs à l'Eglise de Saint-Jean l'Evangéliste.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, sur division, et renvoyés au Comité Permanent des divers Bills privés :

Bill concernant la substitution créée par le testament de feu *Jean-Baptiste Bruyère*.

Bill autorisant le *Victoria Skating Club* à augmenter son capital-actions.

Et Bill autorisant la vente de certaines propriétés substituées dépendant des successions de feu *Damase Masson* et son épouse.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill incorporant la Compagnie des Mines d'or de DeLéry.

Et Bill conférant certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*.

M. l'Orateur attire l'attention de la Chambre sur le Bill, dont le Comité des Bills Privés vient de faire rapport, amendant et refondant les statuts relatifs à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec*, et règlementant la vente des drogues et des poisons, puis s'exprime comme suit :

" J'ai examiné ce Bill avec soin et je trouve qu'il a été introduit et considéré dans toutes ses phases, d'une manière irrégulière, comme un Bill Privé.

" Un Bill Privé a pour objet l'intérêt ou l'avantage particulier d'un individu ou d'un certain nombre d'individus, ou d'une corporation privée ou publique, au lieu qu'un Bill public a pour objet quelque matière ou mesure d'ordre public, intéressant toute la société. Le premier a trait à des classes ou des personnes en particulier, l'autre au pays en général.

" Ordinairement un acte d'incorporation est à l'avantage des personnes constituées en corporation et il règle l'administration des affaires de l'association ainsi que son économie intérieure. Le Bill en question, tout en constituant en corporation les personnes qui préparent et vendent des drogues et des poisons dans la Province, règlemente leurs rapports avec la société en général, ainsi que la vente des drogues et des poisons, non pas au point de vue de l'intérêt de ces personnes, mais comme matière d'ordre public.

" Ce Bill entre dans la catégorie des Bills concernant le barreau, le notariat, la médecine, l'association des dentistes et celle des arpenteurs. Les Bills de cette nature ont toujours été considérés comme Bills publics, et traités en conséquence.

" Et les statuts même que le Bill dont la Chambre est saisie, a pour but de refondre et d'amender, ont été, par le savant commissaire chargé de la refonte de nos statuts, rangés dans la catégorie des lois générales d'intérêt public et insérés comme tels dans la troisième partie du projet de refonte des statuts généraux.

" Je suis d'opinion qu'il serait irrégulier de procéder à l'égard de ce Bill comme Bill Privé. La ligne de conduite qu'il convient de suivre, c'est de le retirer, avec permission de le présenter de nouveau comme Bill public. Eu égard aux circonstances, je suis convaincu que la Chambre consentira à ce qu'il soit dérogé à la règle 42, pour permettre que ce Bill subisse aujourd'hui ses deux premières lectures et soit renvoyé en comité général pour être examiné demain.

" Les Bills du genre de celui qui nous occupe, sont ordinairement renvoyés à un comité spécial afin de permettre d'entendre les personnes dont les intérêts peuvent être directement affectés. Dans le présent cas, cependant, cette partie de la procédure n'est pas nécessaire, vu que le Bill a déjà subi cette épreuve devant le Comité des Bills Privés."

Sur motion de l'Honorable Commissaire *Lynch*, secondé par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,

*Ordonné*, Que le Bill amendant et refondant les statuts relatifs à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et règlementant la vente des drogues et des poisons, soit retiré et qu'il soit permis de présenter un autre Bill sur le même sujet.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill amendant et refondant les statuts relatifs à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et règlementant la vente des drogues et des poisons.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances et informations se rapportant à la disposition du terrain connu sous le nom de " l'emplacement des casernes des Jésuites, " situé dans la cité de Québec.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie des rapports spéciaux de *Walton Smith*, en date du 5 janvier 1884, au sujet du meurtre de *Frs X. Thouin* par *E. Murphy*.

2. De *Walton Smith* et de *A. L. de Martigny*, écuers, en date du 6 octobre 1884, au sujet de leur visite à l'Asile de *Beauport*; aussi copie de la réponse des propriétaires de l'Asile de *Beauport*, faite au rapport susdit, du 5 janvier 1884.

Et des débats s'en suivant;

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative, en réponse à son message de ce jour, que le Conseil Législatif a réduit le quorum du Comité conjoint des Impressions à sept membres.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des instructions précises promises par l'Assistant-Trésorier, dans deux lettres, l'une en date du 10 avril 1884, adressée à *C. A. Boivin*, Percepteur du Revenu à *Saint-Hyacinthe*, et l'autre à *John Griffith*, Percepteur du Revenu à *Sherbrooke*, au sujet des licences.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la circulaire du 28 mars 1884, mentionnée, dans la lettre du 2 avril 1884, de l'Assistant-Trésorier, à *J. B. Mercier*, Percepteur du Revenu, *Beauce*, au sujet des licences.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du tableau transmis par le Percepteur du Revenu, pour le District de *Kamouraska*, en obéissance à la circulaire du 19 avril 1884, de l'Assistant Trésorier, au sujet des licences.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Une liste de tous les cautionnements hypothécaires donnés par les fonctionnaires publics, depuis la dernière session, avec les raisons qui, dans chaque cas, ont engagé l'exécutif à accepter un cautionnement hypothécaire au lieu d'une police de garantie.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste de tous les officiers publics qui ont contribué à fournir la somme de \$5,143.40, par pourcentage sur leurs émoluments, d'après la 43-44 *Victoria*, chapitre XIX, pendant l'année fiscale 1883-1884, avec leur emploi, le District où ils remplissent leur office, les montants



de leurs émoluments et le montant payé par chacun d'eux. La dite liste donnant séparément, ceux des officiers publics tenus à la dite contribution et qui ne l'ont pas acquittée, avec le montant dû par chacun d'eux.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état, par ordre alphabétique des Districts, des termes de la Cour du Banc de la Reine, en donnant pour chaque District, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état, par ordre alphabétique des Districts, des termes de la Cour Supérieure, en donnant pour chaque District, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état, par ordre alphabétique des Districts, des termes de la Cour de Circuit, en donnant pour chaque District, les lieux où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un échantillon de la papeterie distribuée au Conseil Législatif, à l'Assemblée Législative, à chaque département de la Province de Québec, et portant le sceau respectif des Chambres et des Ministères ou départements.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour annexer certaine partie de la Municipalité de la Paroisse de *St-Damase*, dans le comté de *St-Hyacinthe*, à la Municipalité de la Paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivant sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des Lois expirantes et Législation :

Bill pour modifier, la loi 32 *Victoria*, chapitre 23, concernant les magistrats de district en cette Province.

Bill amendant la loi concernant la preuve en matière civile.

Sur motion de l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,

*Résolu*, Que cette Chambre se formera en Comité, demain, pour prendre en considération, certaines résolutions concernant les Asiles d'aliénés, subventionnés par la Province.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du bureau du Greffier en Loi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris un employé surnuméraire pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature, par M. *Alphonse Desjardins* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du Service Civil, 39 *Victoria*, Cap. 15, 40 *Victoria*, Cap. 9, 45 *Victoria*, Cap. 2 et 40 *Victoria*, Cap. 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Service Civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu demain.

M. *Duhamel* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

## Mardi, 31 Mars 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. *Stephens*,—La Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St-Joseph de St-Roch, *Québec*, pour l'année 1884, et aussi l'Etat des affaires de l'Union St-Joseph de Lachine, du premier Avril 1884 au 24 Mars 1885. (Documents de la Session No 9.)

L'Honorable Commissaire *Flynn* présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 18 Mars 1885, demandant les noms des personnes auxquelles les montants suivants ont été payés par C. L. *DeBellefeuille* pour l'acquisition de terrain, pour le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :

1881	Sept.	9.....	\$15,000
"	"	19.....	15,000
"	Oct.	26.....	12,000
"	"	26.....	25,000
"	Nov	18.....	16,800

(Documents de la Session No 23.)

Aussi par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des chemins de fer, pour la période s'étendant depuis le 1er Juillet, 1883, à venir au 1er Mars, 1885. (Documents de la Session No 24.)

L'Honorable Secrétaire Provincial M. *Blanchet* présente.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 26 Mars, 1885, demandant une liste des élèves qui ont suivi les cours de l'école de navigation de *Québec*, depuis sa création, et combien ont obtenu des certificats de compétence comme capitaines au long cours ou comme seconds de marine. (Documents de la Session No 25.)

Aussi, la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 12 mars 1885, demandant un rapport indiquant le nombre de ventes de terres (permis d'occupation) en cette Province, annulés par le Département des Terres de la Couronne, depuis la Confédération : indiquant le nombre d'annulations chaque année, dans chaque comté, et donnant brièvement la raison de cette annulation. (Documents de la Session No 26).

M. *Martel*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Neuvième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants, dans chaque cas :

Des Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'*Arthabaskaville* ; demandant un acte d'incorporation.

Du Conseil de Ville, de la Ville de *Lachine* ; demandant la refonte des divers actes concernant la Corporation de la dite ville et pour d'autres fins.

De la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Des Sœurs de la Congrégation Notre-Dame, de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte amendant leur acte d'incorporation de manière à mieux définir et à étendre leurs pouvoirs.

Du Recteur de l'Eglise de Saint-Etienne, dans les Diocèse et Cité de *Montréal* ; demandant un acte l'autorisant à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé, ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de la Compagnie du Chemin de fer du Parc et de l'Isle de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation, et a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés pendant tout le temps requis, mais comme les trente jours de publication des avis seront expirés lorsque le Comité des Bills Privés prendra le Bill en considération, votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51e Règle.

Votre Comité a aussi examiné la pétition de *Julien Guérin* et autres ; demandant la passation d'un acte pour amender l'acte qui érige la paroisse de *St-Tite des Caps* en municipalité locale et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés et ne peut pas recommander la suspension de la 51e règle de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable Secrétaire-Provincial M. *Blanchet*, du Comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le Sixième rapport du dit Comité,—lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter à votre honorable Chambre, sans amendement :

Bill incorporant la Société des Marchands détailliers de nouveautés de la Province de *Québec*.

Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Henri Arsène Germain*, au nombre de ses membres.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Troisième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

---

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la *New England Paper Company*.

Et Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford et Chambly*.

Ordonné, Que M. *McShane* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Recteur de l'Eglise de Saint-Etienne, dans la Paroisse de *Saint-Etienne* et le Diocèse de *Montréal*, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer du Parc et de l'Isle de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un Bill amendant et refondant l'acte d'incorporation de la Ville de *Lachine* et les divers actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* ait la permission de présenter un Bill incorporant les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité de Subsidés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative qu'il a adopté le rapport du Comité conjoint des deux Chambres, chargé d'examiner les divers rapports de la Commission de la refonte et de la codification des Statuts généraux en force dans cette Province, ainsi que le projet de refonte et de codification, annonçant, qu'il a choisi l'Honorable *Louis Olivier Taillon* comme son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé au Conseil Législatif, informant Leurs Honneurs, que cette Chambre concourt dans la recommandation, contenue dans le rapport du Comité conjoint des deux Chambres chargé d'examiner les divers rapports de la Commission de la refonte et de la codification des divers Statuts en force en cette Province, ainsi que le projet de refonte et de codification, que le *Quorum* soit réduit à cinq Membres.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant le Club de Raquettes "Le Canadien," de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Congrégation du Très Saint Rédempteur; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Casavant* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Union St-Joseph de *Saint-Jean-Baptiste*, de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Union St-Joseph de *St-Charles Borromée*, de *Charlesbourg*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des subsides.

---

(EN COMITÉ)

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 1 avril 1885.*

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante neuf mille quatre cent quarante-six piastres et quarante-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Administration de la Justice, 32 *Victoria*, Cap. 23 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

*Mercredi, 1 Avril 1885.*

*Ordonné*, Que la Règle 49 de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la pétition des Sœurs de la Charité de l'hospice Ste-Elisabeth de *Farnham*, présentée lundi dernier, soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Orphélinat de *Farnham*."

*Ordonné*, Que la Règle 49 de cette Chambre soit suspendue à l'effet de permettre que la pétition de la corporation de la cité de *Hull*, et la pétition de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Missisquoi*, présentées lundi dernier, soient maintenant lues et reçues ;

Et les dites pétitions sont lues et reçues ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

M. *Boyer*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Dixième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la pétition de la compagnie des chars urbains de la rue Saint-Jean, *Québec*, demandant la passation d'un acte pour réduire son fonds social et pour d'autres fins, et a trouvé que les avis requis ont été donnés.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Septième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué, et a l'honneur de rapporter ce Bill sans amendement.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 32 *Victoria*, chapitre 23, section 16, paragraphe 1, tel qu'amendé par l'acte 35 *Victoria*, chapitre 9, section 1.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer urbain *Saint-Jean*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

M. l'Orateur se lève et parle dans les termes suivants :

"Je dois informer la Chambre que le 13 mars, M. *Watts* m'a remis un mémoire ou rapport de la minorité exprimant ses vues sur les accusations, renvoyées le 6 juin dernier, à un comité spécial, au sujet de la pétition d'élection présentée en 1882, contre l'élection d'un député pour le collège électoral de *Jacques-Cartier* ; et que le 28 Mars, l'Honorable M. *Joly* et M. *Robidoux* m'ont aussi remis un mémoire ou rapport de la minorité exprimant leurs vues sur les accusations, renvoyées le 3 juin dernier, à un comité spécial, au sujet de la concession du contrat pour la construction de l'hôtel du parlement, et qu'ils m'ont respectivement requis de soumettre ces documents à la Chambre.

Il est du devoir de tout Comité de faire à la Chambre un rapport de ses procédures et de ses opinions. Ces rapports, ou restent sur le bureau de la Chambre ou sont autrement expédiés, selon que la Chambre l'ordonne. Le rapport d'un Comité, c'est la conclusion acceptée par la majorité des Membres de ce Comité. Le rapport doit être adopté par le Comité dans une réunion régulière et un rapport préparé sans l'autorité du Comité ne peut être présenté à la Chambre ni reçu par elle. (*Cushing, Legislative Law and Practice*, Numéros 1930, 1935. *Burke, Precedents*, page 111.)

Comme la conclusion adoptée par la minorité des Membres d'un Comité n'est pas la décision de ce Comité, conformément à la loi parlementaire, la minorité ne peut pas faire un rapport et la pratique en *Angleterre* n'offre aucun exemple d'un semblable rapport. Il est aussi contraire à la coutume suivie en *Angleterre* de permettre qu'un rapport soit accompagné d'une contre-déclaration ou d'un protêt de la part de la minorité. (*Bourinot*, page 446 ; *Palgrave*, édition de 1884, page 87 ; *Johnson*, Appendice, page 21.)

Quelquefois, cependant, les Membres dissidents d'un Comité désirent enregistrer et présenter leur manière de voir et leur opinion dans un document écrit qui est ordinairement, mais d'une manière impropre, appelé *Rapport de la minorité* et conformément à l'usage suivi de nos jours, cela est permis dans les Assemblées Législatives aux *Etats-Unis*. (*Cushing, Legislative Law and Practice*, Numéro 1968 ; *Johnson*, Appendice, page 21.)

Au *Canada*, la règle stricte de la loi parlementaire anglaise, qui défend la présentation d'un rapport de la minorité a été fréquemment ignorée ; et aujourd'hui, dans la pratique, elle est modifiée au point que par courtoisie, il est quelquefois permis à la minorité de présenter par écrit sa manière de voir. Cependant la présentation d'un rapport de la minorité n'est pas une affaire de droit acquis ; il faut que ce rapport soit soumis avec le rapport du Comité en vertu d'une résolution passée par ce dernier, ou qu'il soit reçu en vertu d'un vote de la Chambre. En 1874, le Comité des comptes publics de la Chambre des Communes a ordonné qu'un rapport de la minorité soumis par l'Honorable M. *Mitchell* fût annexé au rapport du Comité, et en 1878 le même Comité décida par résolution d'inclure dans son rapport un Procès-Verbal qui faisait voir les vues

et les opinions de la minorité. Cette année, les Commissaires nommés pour s'enquérir des accusations de tentatives de corruption auprès de certains Députés à l'Assemblée Législative d'Ontario ont transmis un mémoire exposant l'opinion dissidente du Juge *Scott*. (*Bourinot*, page 447 ; *Cushing, Legislative Law and Practice*, Numéro 1968 ; *Johnson*, Appendice, page 21 ; *Wilson's Digest*, Numéro 446 ; *Cushing Manual*, Numéro 288 ; *Journal de la Chambre des Communes*, 1874 et 1878.)

Dans le sens parlementaire, le rapport d'une minorité n'est pas du tout un rapport et par conséquent il ne doit pas être inséré dans le Procès-Verbal non plus que dans le Journal. Cependant, il peut être inséré dans l'annexe. (*Bourinot*, page 447 ; *Cushing, Legislative Law and Practice*, Numéro 1,968.)

On ne peut pas agir sur un rapport de la minorité comme sur le rapport du Comité et il ne peut pas servir de base à une procédure originale. Le seul effet que puisse avoir un rapport de la minorité, c'est d'agir comme argument sur l'esprit des Députés et de servir de thème à des amendements à la motion demandant l'adoption du rapport du Comité ou des résolutions que propose le rapport du Comité. (*Cushing, Legislative Law and Practice*, Numéro 1,968 ; *Cushing's Manual*, Numéro 288 ; *Wilson Digest*, Numéro 1,232.)

On objectera peut-être que ces règles ne s'appliquent pas au cas qui nous occupe en ce moment, qu'il ne s'agit pas de Comités spéciaux, mais de Commissions nommées par la Législature.

Je ne puis pas me ranger à cette opinion.

Durant la dernière session, il a été nommé des Comités spéciaux chargés de s'enquérir de certaines accusations, avec pouvoir de siéger après la prorogation. Subséquentement, on reconnut que ce pouvoir ne pouvait pas être confié à un Comité par la Chambre, qui l'avait nommé, mais que cela ne pouvait se faire qu'avec le consentement des deux autres branches de la Législature, au moyen d'un Bill constituant les Membres du Comité Commissaires pour les fins particulières pour lesquelles le Comité avait été nommé ; et là-dessus il fut passé et sanctionné un Bill pour permettre aux deux Comités Spéciaux en question de continuer leurs enquêtes. Je suis d'avis que les deux Commissions instituées par ce Statut ne sont que la continuation des Comités après la prorogation, et que toutes les règles ordinaires, en tant qu'elles sont compatibles, doivent être appliquées. (*Jefferson's Manual*, page 103.)

En appliquant les règles que je viens de mentionner aux deux Rapports soumis par la minorité et qui nous occupent en ce moment, je suis d'opinion que je ne puis pas, de mon propre chef, les déposer sur le bureau de la Chambre, mais que la procédure qu'il convient de suivre, c'est de m'autoriser, par une motion à cet effet, à les déposer sur le bureau. Il me semble que la faveur de permettre la présentation d'un rapport de la minorité, ce qui n'est pas une affaire de droit, ne devrait être demandée et accordée qu'en des circonstances exceptionnelles.

Je laisse à la Chambre le soin de faire à cet égard ce qu'elle jugera à propos."

L'Honorable M. Joly propose, secondé par M. Robidoux,

Que M. l'Orateur soit prié de déposer sur le bureau de la Chambre le mémoire contenant les vues de Messieurs Joly et Robidoux, deux des Commissaires nommés en vertu de l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 3, pour faire l'enquête au sujet de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du Palais Législatif, lequel mémoire a été déposé par eux entre les mains de M. l'Orateur le 28 Mars dernier.

Et la proposition étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

M. l'Orateur met en conséquence, ce mémoire sur le bureau de la Chambre. —(*Appendice No 2*.)

M. Watts propose, secondé par M. Gagnon,

Que M. l'Orateur soit prié de mettre sur le bureau de la Chambre le mémoire contenant les vues de M. Watts l'un des Commissaires nommés en vertu de l'acte



47 *Victoria*, chapitre 3, pour faire l'enquête au sujet de certaines accusations portées relativement à une pétition d'élection faite en 1882, contre l'élection d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, lequel mémoire a été déposé entre les mains de M. l'Orateur par M. *Watts*, le 13 Mars dernier.

Et la proposition étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

M. l'Orateur met, en conséquence, ce mémoire sur le bureau de la Chambre. (*Appendice No 3.*)

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. *Watts*,  
Ordonné, Que les mémoires déposés ce jour par M. l'Orateur sur le bureau de la Chambre, soient imprimés comme appendices au procès-verbal de ce jour et aux journaux de la présente session.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de contribuer à la construction d'une Cour de Circuit pour le comté de *Kamouraska*? Et, si oui, pour quel montant?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—La question est sous considération.

Par M. *Gagnon*,—Les deux inscriptions de dépenses à la page 115 des comptes publics pour 1883-1884, l'une sous la rubrique "Frais de Justice." *E. E. Taché*, montant non dépensé et déposé en banque, \$2512.08; l'autre sous la rubrique: "Reboisement et conservation des forêts et Fête des arbres." *E. E. Taché*: montant déposé en banque pour couvrir les frais de la célébration de la fête des arbres, année prochaine, \$72.81, signifient-elles que ces deux sommes ont été versées au Trésor, le 30 juin 1884, tel que prescrit par la 31 *Victoria*, chapitre 9, section 26?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*,—Ces sommes n'ont point été versées au Trésor, le 1er Juillet dernier; elles forment partie des montants votés pour des objets divers, dans les estimations supplémentaires de la dernière session, qui ont été mises à la disposition du département des Terres de la Couronne, peu de jours seulement avant la fin du dernier exercice budgétaire. On pensait à cette époque qu'elles pourraient être requises de suite pour payer les réclamations pour lesquelles elles avaient été expressément votées.

Ces sommes n'ont cependant pas encore été payées et sont placées comme dépôt dans la banque de *Montréal*.

Par M. *Lapointe*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire faire une refonte et une réimpression du Code Municipal?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Non.

Par M. *Gagnon*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de rembourser la taxe de dix centius sur les *exhibits*, prélevée en vertu d'un statut déclaré inconstitutionnel par le Conseil Privé de Sa Majesté?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—Le Gouvernement n'est venu à aucune détermination sur la question proposée; elle est maintenant sous considération.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Dans le but de mettre en garde l'élément canadien contre l'immigration canadienne aux *Etats-Unis*, le Gouvernement se

propose-t-il d'attirer l'attention de la Province de *Québec* sur la loi sévère passée par le Sénat des *Etats-Unis* contre l'emploi du travail étranger, loi qui semble frapper tout particulièrement les Canadiens de cette Province ?

La dépêche mentionnant cette loi si arbitraire pour nos compatriotes émigrés se lit comme suit et a été adressée au *Star* de *Montréal* :

### BILL CONTRE L'EMPLOI DU TRAVAIL ETRANGER.

#### LOI SÉVÈRE PASSÉE PAR LE SÉNAT DES ETATS-UNIS.

*Washington*, 18 février.—Dans la chambre du Sénat, aujourd'hui, l'ordre du jour a appelé la discussion sur le bill prescrivant l'emploi, par contrat ou engagement, de la main d'œuvre étrangère.

M. *Butler* a proposé un amendement décrétant, "que tout aubain ou étranger venant aux *Etats-Unis* pour y travailler, en vertu d'une convention préalable, sera passible d'une amende n'excédant pas \$1000, ou d'un emprisonnement n'excédant pas douze mois, et que toute personne qui emploiera ainsi les services de cet aubain ou étranger sera passible d'une amende n'excédant pas \$2000, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans." M. *Butler* offrit de substituer son amendement au bill même et déclara qu'il ferait autant que lui que ce soit pour protéger le travail de ses compatriotes : "Mon amendement, ajouta-t-il, atteindra le but désiré, tandis que le bill du comité n'y parviendra pas." M. *Blair* dit que certaines personnes n'ont pas examiné soigneusement le bill, qui atteindra l'objet voulu. M. *Saulsbury* propose un amendement à l'amendement de M. *Butler*, décrétant que toute personne ou corporation qui donne de l'emploi à un aubain ou étranger venu aux *Etats-Unis*, sans le dessein arrêté de devenir citoyen des *Etats-Unis* et d'y établir son domicile permanent, se rend coupable de délit. M. *Saulsbury*, fit allusion au grand nombre de Canadiens qui viennent travailler dans les fabriques de la *Nouvelle-Angleterre*, au détriment des ouvriers américains. M. *Butler* accepte l'amendement de M. *Saulsbury*. L'amendement de M. *Butler* est alors rejeté par un vote de 36 contre 14. M. *Lapham* propose d'amender le bill de façon à ce que ses dispositions s'appliquent aux chanteurs de profession ; sa proposition est écartée. On accepte un amendement de M. *Plumb* soustrayant les artistes de profession aux effets de la loi.

M. *Morgan* désire qu'on exclue aussi les "artisans," mais le Sénat rejette sa proposition. Un amendement, décrétant que tout le montant de l'amende perçue sera payé au trésor des *Etats Unis*, au lieu d'appartenir à la personne qui aura la première intenté la poursuite, est voté, malgré les efforts énergiques que fait M. *Blair* pour démontrer que cet amendement va entraver considérablement les bons effets du bill. Le comité fait alors son rapport au Sénat.

M. *Hawley* propose que le bill soit renvoyé au Comité judiciaire, avec instructions de présenter à la Chambre, d'ici au 20 du courant, un bill susceptible d'atteindre mieux le but réellement désiré, mais cette motion est rejetée, et le bill passe par un vote de 59 contre 9.

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement est d'opinion que l'interpellation de l'Honorable Député et la presse de cette Province donneront assez de publicité à cette affaire ; il ne croit pas devoir intervenir.

Sur motion de M. *Whyte*, secondé par M. *McShane*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste faisant voir les noms, la résidence et l'occupation des personnes qui ont obtenu, depuis la dernière session, sous l'autorité de la section 3 du chap. 25 de la 45 *Victoria*, un permis de tuer plus de deux caribous ou trois chevreuils.

2. Les noms, résidences et occupations des personnes qui ont demandé un permis semblable et qui ont été refusées, avec copies de toutes correspondances relatives à ces demandes ou à ces refus, ainsi que de tout rapport fait par les porteurs de ces permis.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant le nom des municipalités endettées au Fonds d'Emprunt Municipal et le montant respectif dû par ces municipalités.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance et autres documents relatifs au règlement de la réclamation de Pamphile Lemay, Bibliothécaire de la Législature, contre le Gouvernement de cette Province, pour perte de livres, lors de l'incendie des bâties du Parlement de Québec, en avril 1883.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Gagnon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des rapports des Gardes-Chasse, pour l'année dernière, et de toutes correspondances et autres documents concernant le fonctionnement de la loi de chasse de 1884.

M. Gagnon propose, secondé par M. Shehyn,

Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes reçues des municipalités endettées au Fonds d'Emprunt Municipal (à part la Cité de Montréal) depuis la création de la charge de Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal, avec le montant payé pour salaire à ce Commissaire, depuis sa nomination jusqu'à ce jour, et le montant qui lui a été payé pour frais et dépenses de voyage.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Boyer,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Le Bill pour amender la section 96 de la loi des Licences de Québec, de 1878, est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un Comité général pour mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Société des Marchands détailliers de nouveautés de la Province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Trudel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre, après examen, Henri Arsène Germain au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant la Charte de la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford* et *Chambly*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité permanent des divers Bills privés :

Bill autorisant le Recteur de l'Eglise de Saint-Etienne, dans la Paroisse de *Saint-Etienne* et le Diocèse de *Montréal*, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé, ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

Bill amendant et refondant l'acte d'incorporation de la Ville de *Lachine* et les diverses acte qui l'amendent.

Et Bill incorporant les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel Dieu, d'*Arthabaskaville*.

Le Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Isle de *Montréal*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

Sur motion de l'Honorable Procureur-Général *Taillon*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à huit heures P. M. mardi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne à 8 heures, P. M., mardi prochain.

Mardi, 7 Avril 1885.

8 heures P. M.

M. l'Orateur, se tenant debout sur le gradin supérieur du trône, compte les députés présents, et comme il n'y en a pas vingt, les noms de ceux qui sont présents sont enregistrés comme suit :

M. l'Orateur, l'honorable M. *Blanchet*, M. *Brousseau*, M. *Casavant*, M. *Desjardins*, M. *Dorais*, M. *Duhamel*, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Frégeau*, M. *Gagnon*, M. *Gauthier*, M. *LeBlanc*, M. *Poupore*, l'honorable M. *Robertson*, M. *Saint-Hilaire*, l'honorable M. *Taillon*, M. *Thornton* et M. *Whyte*.

Et à huit heures et demie P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans que la question soit mise aux voix.

Mercredi, 8 Avril 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Robertson*,—La Pétition de la Corporation de la Cité de *Sherbrooke*.

Par l'Honorable M. *Marchand*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *St-Jean* et *Sorel*.

Par M. *Robidoux*,—La Pétition de MM. *McIntyre*, *Fils* et autres, marchands de gros et banquiers, de *Montréal*.

Par M. *Bernard*,—La Pétition de Révérendes Sœurs des Saints noms de Jésus et de Marie, de la Paroisse de *Belœil*, comté de *Verchères*.

Ordonné, Que la Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*, présentée Mardi, le 31 Mars dernier, soit maintenant lue et reçue et que la 49<sup>me</sup> Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette Pétition.

Et la dite Pétition est lue et reçue ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que la Pétition de la Corporation de la Cité de *Sherbrooke*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue et que la 49<sup>ème</sup> Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette Pétition.

Et la dite Pétition est lue et reçue ; demandant un acte amendant les statuts relatifs à l'incorporation de la Cité de *Sherbrooke*.

Ordonné, Que la Pétition de la Compagnie du chemin de fer de *St-Jean* et *Sorel*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue ; et que la 49<sup>ème</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant des amendements à sa charte.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Huitième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill autorisant le *Victoria Skating Club* à augmenter son capital-actions ;

Bill incorporant la Société *St-Jean-Baptiste*, de *St-Césaire* ;

Bill incorporant les Religieuses Sœurs Hospitalières de *St-Joseph* de l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville* ;

Bill autorisant la vente de certaines propriétés substituées dépendant des successions de feu *Damase Masson* et son épouse.

M. *Duckett*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Onzième rapport du Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De *Ludger Plessis Bélair* et autres ; demandant la passation d'un acte pour faire résilier une certaine substitution créée par la donation de Demoiselle *Catherine Poitras* à *Ludger Plessis Bélair et al*, en date du 8 août 1868.

Des Sœurs de la Charité à l'Hospice " Sainte-Elisabeth de *Farnham*" ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " l'Orphelinat de *Farnham*."

---

De la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de *Missisquoi* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill autorisant la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de Demoiselle *Catherine Poitras* en faveur des enfants de *Ludger Plessis Bélair et al.*

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Orphelinat de *Farnham*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Frégeau* ait la permission de présenter un Bill amendant les actes concernant la Compagnie du Chemin de fer de la Vallée de *Missisquoi*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Martin* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 38 *Victoria*, chap. 7, intitulé : “l'Acte électoral de *Québec*.”

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 573 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Deschênes* propose, secondé par M. *Duhamel*,—Qu'il lui soit permis de présenter un Bill pour amender le chapitre 27 du Statut 46 *Victoria*, intitulé : “Acte concernant la Pétition de Droit.”

Et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—Le Gouvernement a-t-il l'intention de soumettre à la Législature, durant la présente session, un projet de loi mettant le Gouvernement en position de pouvoir, d'une manière effective et sommaire, exiger des Compagnies des Chemins de la Rive Nord et du Pacifique Canadien, l'exécution immédiate des conditions de l'Acte de vente de la Section Ouest du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* : entre autres, de la clause 8ème du dit acte de vente, laquelle exécution ferait de la Station du Chemin de la Rive Nord, à *Québec*, le terminus virtuel du Pacifique ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*,—Le Gouvernement s'occupe sérieusement de cette question.

Par M. Gagnon,—Quel est le montant des dommages causés par les deux explosions du 11 octobre dernier ?

Qui doit supporter les dommages ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Le Gouvernement ne connaît pas le montant de ces dommages.

Le Gouvernement considère que, d'après la loi, la perte est pour l'entrepreneur.

Par l'Honorable M. Marchand,—Le Gouvernement a-t-il l'intention d'adopter les moyens requis pour s'assurer que la Salle du Palais Législatif, destinée à l'Assemblée Législative, soit construite dans des conditions d'acoustique aussi parfaites que possible ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Oui.

---

Sur motion de M. Duhamel, secondé par M. Poupore,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de M. Asselin, l'Honorable M. Beaubien, l'Honorable M. Blanchet, M. Boyer, M. Cameron, M. Deschênes, M. Desjardins, M. Duhamel, M. Faucher de Saint-Maurice, M. Gagnon, M. Gauthier, l'Honorable M. Joly, l'Honorable M. Lynch, l'Honorable M. Marchand, M. Marion, l'Honorable M. Mercier, M. Nantel, M. Owens, M. Poupore, M. St-Hilaire et M. Stephens, pour prendre en considération la question des limites Nord et Nord Ouest de la Province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit, en constatant et définissant ces droits; avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes papiers et records, et de faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'Ordre en Conseil, No 87, du 10 Mars 1874, accordant une gratification à M. L. A. Robitaille, résignataire, en Novembre, 1873, de l'emploi de surintendant des bois et forêts, avec indication des Membres du Comité sur la recommandation desquels le dit Ordre en Conseil a été arrêté.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 242, du 15 Juin 1881, accordant un salaire de deux mille piastres à L. A. Robitaille, comme payeur sur la ligne du Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 481, du 25 Novembre 1882 et No 482 de la même date et année, fixant le traitement annuel de M. L. A. Robitaille à \$2720, et le deuxième, mettant le dit L. A. Robitaille à la retraite, à compter du 1er Février 1883, et lui accordant une pension calculée sur le dit traitement de \$2720, et vingt quatre ans de service, en par le dit Robitaille, payant au fonds de retraite ses arrérages de contribution.

Etat détaillé des sommes payées ou remboursées par le dit L. A. Robitaille au fonds de pension, à quel département payées, à quelles dates, pour combien et quelles années de service, sur quel taux du traitement du dit Robitaille, et dans quelles parties des comptes publics ce paiement est-il noté ou entré.

Copie de la lettre du 15 Novembre 1882 de M. L. A. Robitaille, demandant congé d'absence de six mois, avec indication à qui elle fut adressée, si elle fut notée et enregistrée dans aucun des départements du service public, quel département, le numéro de telle entrée et dans quel registre cette entrée fut faite et quelle action a eu lieu sur cette lettre d'après le dit registre.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soient présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Shehyn*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes perçues par le Gouvernement au moyen des timbres d'assurance, et le montant remboursé jusqu'ici ; avec un état détaillé de toutes les sommes payées par la Province, pour voir l'acte imposant cette taxe déclaré inconstitutionnel par la Conseil Privé ; distinguant ce qui a été payé à chaque Avocat ou Société d'Avocats, avec en outre, les frais de gravure et d'impression de timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la Province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et les frais judiciaires résultant de l'inconstitutionnalité du statut, la décrétant.

Sept heures et demie P. M.

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, relativement aux divisions Ouest et Centre, de la Cité de *Montréal*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative," sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant *The New England Paper Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par *M. Gagnon*,—La Pétition du Révérend *Jos. Nap. Héroux* et autres, du Comté d'*Arthabaska*.

*Ordonné*, Que la Pétition du Révérend *Jos. Nap. Héroux* et autres, du Comté d'*Arthabaska*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue et que la 49ème Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette Pétition.

Et la dite Pétition est lue et reçue ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Ligue de Tempérance d'*Arthabaska*."

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Shehyn*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des sociétés de colonisation qui ont reçu les \$5,000 entrées en dépenses, à la page 73 des comptes publics pour 1883-84.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de l'emploi



---

des \$70,000 entrées à la page 72 des comptes publics pour 1883-84, pour chemins de colonisation ; le dit état distinguant ce qui a été payé pour les travaux proprement dits, de ce qui a été payé aux inspecteurs, et au surintendant général, de ce qui a été payé à chacun d'eux, pour frais et dépenses de voyage.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Joly,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copies de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement de cette Province, ou aucun de ses membres, et les autorités de la cité de *Sherbrooke*, au sujet de la dette due au fonds d'emprunt municipal ; ainsi que copies de tous rapports et documents se rapportant à cette question.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par l'Honorable M. Mercier,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie du règlement fait entre le Gouvernement et le Conseil Municipal de la paroisse de *Ste-Hélène de Kamouraska*, au sujet de la dette de cette municipalité au fonds d'emprunt municipal, avec copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et le dit conseil, au sujet de cette question.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Joly,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le Procureur-Général, ses substituts à *Montréal* et Messieurs *Mercier*, *Beausoleil* et *Martineau*, avocats, relativement à l'accusation de parjure portée contre *George Howland*, ainsi que copie de tous documents se rattachant à cette affaire.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender le section 96 de la loi des Licences de *Québec*, de 1878 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 9 Avril 1885.

M. *Spencer*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Douzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants, dans chaque cas :

De la Corporation de la Cité de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Corporation de la Cité de *Sherbrooke* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition du Révérend *Joseph Nap. Héroux* et autres, du Comté d'*Arthabaska* ; demandant la passation d'un bill pour les incorporer sous le nom de la "Ligue de Tempérance d'*Arthabaska*," et a trouvé qu'elle était de la nature de celles qui ne requièrent pas d'avis.

L'Honorable Secrétaire Provincial M. *Blanchet*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Neuvième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu *George H. Frothingham*, écuyer, et pour d'autres fins en rapport avec ce testament.

Bill concernant la substitution créée par le testament de feu *Jean-Baptiste Bruyère*.

Votre Comité a examiné le Bill amendant les Statuts relatifs à l'Eglise de Saint-Jean l'Evangeliste, *Montréal*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Ordonné, Que M. *Watts* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Ligue de Tempérance d'*Arthabaskaville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. *Blanchet* met devant la Chambre,—Réponse à une adresse du 18 Mars, 1885, demandant un état indiquant : 1. La date de la nomination de la commission nommée pour faire une enquête sur la vente et l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

2. Le nom du commissaire.

3. Le nom du secrétaire.

4. La date de leur nomination.

5. Copie des instructions données au commissaire.

6. Montant du salaire du commissaire et du secrétaire.

7. Etat détaillé des sommes payées jusqu'à ce jour, pour dépenses de la commission. (Documents de la Session No 27).

Aussi, Réponse à un ordre de la Chambre du 30 Mars 1885, pour : 1. Copie des rapports spéciaux de *Walton Smith*, en date du 5 Janvier 1884, au sujet du meurtre de *Fr's X. Thouin*, par *E. Murphy*.

2. De *Walton Smith* et *A. L. D. de Martigny*, écuers, en date du 6 octobre 1884, au sujet de leur visite à l'Asile de *Beauport* : aussi, copie de la réponse des propriétaires de l'Asile de *Beauport* faite au rapport susdit, du 5 Janvier 1884. (Documents de la Session No 28.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 30 Mars 1885, demandant : copie de toutes correspondances et informations se rapportant à la disposition du terrain connu sous le nom de "l'emplacement des casernes des Jésuites," situé dans la cité de *Québec*. (Documents de la Session No 29).

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1885, demandant copie des instructions précises promises par l'assistant-Trésorier, dans deux lettres, l'une en date du 10 Avril 1884 adressée à *C. A. Boivin*, Percepteur du Revenu à *Saint-Hyacinthe*, et l'autre à *John Griffith*, Percepteur du Revenu à *Sherbrooke*, au sujet des licences. (Documents de la Session No 30).

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 1er avril, 1885, demandant copie de toute correspondance et autres documents relatifs au règle-

ment de la réclamation de *Pamphile Lemay*, Bibliothécaire de l'Assemblée Législative, contre le Gouvernement de cette Province, pour pertes de livres, lors de l'incendie des bâties du Parlement de *Québec*, en Avril 1883. (Documents de la Session No 31.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 30 mars, 1885, demandant copie de la circulaire du 28 Mars 1884, mentionnée dans la lettre du 2 Avril 1884, de l'assistant-Trésorier à *J. B. Mercier*, Percepteur du Revenu, *Beauce*, au sujet des licences. (Documents de la session No 32).

Et aussi, réponse à un ordre de la Chambre, du 26 mai, 1884, demandant copie de toute correspondance et documents relatifs à la composition et publication de "La Collection de Manuscrits," dont le premier volume a été distribué aux Députés. (Documents de la Session No 33).

*Ordonné*, Que l'Honorable *M. Robertson* ait la permission de présenter un Bill amendant les actes relatifs à l'incorporation de la cité de *Sherbrooke*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill amendant la Charte de la Cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Poulin* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 46 *Victoria*, chap. 32. (Code du Notariat).

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les balances d'appropriation, pour l'année fiscale 1883-84, restées le 30 juin 1884, entre les mains des employés du Gouvernement ou déposées en banque, à tout autre crédit qu'à celui de la Province, contrairement à la 31 *Victoria*, chap. 9 et la 39 *Victoria*, chapitre 12, section 7.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en Comité général au Bill amendant la section 96 de l'acte des Licences de *Québec*, de 1878; et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

*M. Demers* propose comme amendement à la motion, secondé par *M. Beauchamp*, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans trois mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Fréreau,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Whyte.—31.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Sawyer,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>St-Hilaire.—24.</i>
<i>Désaulniers,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois dans trois mois à dater d'aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 34 *Victoria*, chapitre 59, intitulé : Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association*."

Bill intitulé : "Acte autorisant *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations."

Et Bill intitulé : "Acte érigeant civilement la Paroisse de *Saint-Grégoire de Nazianze*, de *Buckingham*."

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour autoriser le *Victoria Skating Club* à augmenter son capital actions ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Whyte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Société St-Jean-Baptiste, de *St-Césaire* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant les Religieuses Sœurs Hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des divers Bills privés :

Bill autorisant la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de Demoiselle *Catherine Poitras*, en faveur des enfants de *Ludger Plessis Bélair* et autres.

Bill incorporant l'Orphelinat de *Farnham*.

Le Bill pour amender l'article 1061 du Code de procédure civile est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Lois expirantes et Législation.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée, mercredi, le premier avril courant,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes reçues des municipalités endettées au fond d'emprunt municipal, (à part la cité de *Montréal*), depuis la création de la charge de commissaire du fonds d'emprunt municipal, avec le montant payé pour salaire au dit Commissaire depuis sa nomination jusqu'à ce jour, et le montant qui lui a été payé pour frais et dépenses de voyage.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour faciliter en cette Province la formation de *clubs* pour la protection du poisson et du gibier ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération. Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

---

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé au Comité permanent des Lois expirantes et Législation.

Le Bill relatif aux biens en déshérence et aux autres biens confisqués par la Couronne est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Le Bill pour amender le Code Municipal est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Vendredi, 10 Avril 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition du Révérend P. *Fleurance* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour la Pétition suivante est lue et reçue :

De Messieurs *McIntyre Fils et Cie.*, et autres, marchands de gros et banquiers, de *Montréal* ; demandant des amendements à l'Article 1543 du Code Civil.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* met devant la Chambre le 4ème volume de la Collection de Manuscrits, contenant lettres, mémoires et autres documents historiques, ayant rapport à la *Nouvelle France*. (Documents de la Session No 7.)

*Ordonné*, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1543 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la cession de biens.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Flynn* soit ajouté au Comité permanent des Comptes Publics, au lieu et place de l'Honorable M. *Garneau*.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité de Subsidés.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu *George Frothingham*, Ecuier, et pour autres fins, en rapport avec ce testament, étant lu;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que ce Bill soit renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant les Statuts relatifs à l'Eglise de Saint-Jean l'Evangéliste, *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender les Statuts relatifs à l'incorporation de la Cité de *Sherbrooke* est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

Le Comité des Subsidés siège de nouveau.

(EN COMITÉ)

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme pour les garçons, à *Montréal*, à *Sherbrooke* et à *Lévis*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, *Québec* et *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions Catholiques Romaines pour l'octroi accordé aux *High Schools*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt neuf mille six cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des Ecoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, Samedi matin ;

*Samedi, 11 Avril 1885*

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles pour les Sourds-Muets, comprenant \$200,00 pour l'institution de *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Sourds-Muets, au *Mile-End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des journaux de l'Instruction Publique en français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des journaux de l'Instruction Publique en anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du Collège de *Rimouski*, (étant le quatrième et dernier versement annuel) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du Collège de *Sainte-Thérèse*, (étant le quatrième et dernier versement annuel) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St-Roch de l'Achigan*, (3ème paiement sur quatre égaux) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.



---

Lundi, 13 Avril 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition de l'Honorable M. *Garneau, Fils et Cie* et autres, marchands de gros de la Cité de *Québec*.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, savoir ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de *Québec* ; de l'Union Saint-Joseph de *Saint-Sauveur*, de *Québec* ; et de l'Association des Dames Charitables, de *Québec*, tous pour l'année 1884. (Documents de la Session No 9.)

M. *Desjardins*, du Comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le Second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Louis Georges Desjardins*, Ecr., pour son Président au lieu et place de l'Honorable M. *Garneau*, qui a cessé d'être membre de ce comité.

M. *Duckett*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis étaient suffisants, dans chaque cas : de la Compagnie du chemin de fer *St-Jean et Sorel*, demandant des amendements à sa charte ; de la corporation de la Cité de *Hull*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission de présenter un Bill amendant les statuts concernant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Jean et Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 15 des statuts refondus du *Bas-Canada* ; aussi l'acte 31 *Victoria*, chapitre 22, et l'acte 40 *Victoria*, chapitre 22, étant des actes concernant l'instruction publique en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte pour incorporer la cité de *Hull*, 38 *Victoria*, chapitre 79, et les actes 39 *Victoria*, chapitre 49 et 42 43 *Victoria*, chapitre 56, amendant le dit acte.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour empêcher les registrateurs, leurs députés, leurs commis et assistants de passer et exécuter, moyennant paiement, aucun acte sous seing privé qui doit être enregistré dans leurs bureaux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Spencer* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 40 *Victoria*, chapitre 29, intitulé : " Acte des clauses générales des corporations de ville."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable *M. Blanchet* présente à la Chambre,—Réponse à un Ordre de la Chambre du 8 Avril 1885, pour une liste des sociétés de colonisation qui ont reçu les \$5,000 entrées en dépenses, à la page 73 des comptes publics, pour 1883-84. (Documents de la Session, No 34).

Aussi, Réponse à un ordre de la Chambre du 8 Avril 1885, pour un état détaillé de l'emploi des \$70,000 entrées à la page 74 des comptes publics, pour chemins de colonisation ; le dit état distinguant ce qui a été payé pour les travaux proprement dits, de ce qui a été payé aux inspecteurs, et au surintendant général, de ce qui a été payé à chacun d'eux, pour frais et dépenses de voyage. (Documents de la Session No 35).

Et aussi, Réponse à un ordre de la Chambre du 30 Mars 1885, pour qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un échantillon de la papeterie distribuée au Conseil Législatif, à l'Assemblée Législative, à chaque département de la province de *Québec*, et portant le sceau respectif des Chambres et des ministères ou départements. (Documents de la Session No 36).

L'Honorable Commissaire *Flynn* présente à la Chambre,—Réponse à un ordre de la Chambre du 26 Mars 1885, pour un état indiquant le montant du subside en terre et en argent promis à la Compagnie du Chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*, jusqu'à ce jour.

a.—Par cette Province.

b.—Par le Gouvernement Fédéral.

Quand ce chemin a-t-il été commencé.

Combien de milles de ce chemin sont complétés et en état d'exploitation.

Combien de milles ont été complétés durant la saison de 1884.

Combien a-t-il été payé, à compte du subside et de l'octroi de terre

Copie de la réclamation de *W. Baby*, écuyer, pour services rendus à la compagnie. (Documents de la Session No 37).

*M. Duhamel*, du Comité spécial nommé pour prendre en considération la question des limites Nord et Nord-ouest de la Province de *Québec*, et les mesures nécessaires pour que ces dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit ; présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Louis Duhamel*, écuyer, pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

*Ordonné*. Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à sept membres.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant la vente de certaines propriétés substituées dépendant des successions de feu *Damase Masson* et son épouse ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et l'Honorable *M. Marchand* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte à l'effet de substituer la licitation volontaire à la licitation forcée, quant à certains biens dépendant des successions de feu *Damase Masson* et son épouse."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la deuxième fois, et renvoyés au Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières :

Bill amendant l'Acte intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer urbain St-Jean."

Et Bill amendant les actes concernant la Compagnie du Chemin de fer de la Vallée de *Missisquoi*.

*Ordonné*, Que la 58ème Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill pour incorporer la Ligue de Tempérance d'*Arthabaska*.

Le dit Bill est alors lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. McShane*.—Quelle indemnité le Gouvernement se propose-t-il d'accorder aux Commissaires nommés, en vertu de l'acte de la dernière session, 47 *Victoria*, chapitre 4 ?

Le Gouvernement a-t-il l'intention de soumettre une mesure à cet effet ?

Quel est le montant des réclamations actuellement pendantes pour frais de cette commission ?

Y a-t-il eu des paiements faits depuis le dernier état soumis à cette Chambre ?

Réponse par l'Honorable *M. Taillon*.—Le Gouvernement n'a pas encore déterminé le montant de l'indemnité, la question est sous considération ; le Gouvernement soumettra prochainement à cette Chambre des résolutions à ce sujet.

Le Gouvernement n'a pas encore de renseignements assez complets pour répondre aux autres parties de cette interpellation. Les documents qui seront bientôt mis devant la Chambre, en réponse à une adresse déjà votée, contiendront ces renseignements.

Par *M. McShane*.—Le Gouvernement a-t-il pris des mesures pour faire rembourser par *M. C. A. Dansereau*, la balance qu'il doit sur les \$15,000 qu'il a reçues pour l'achat de livres destinés à la bibliothèque ?

Quelle est la valeur et quelle est la quantité des livres déjà reçus ?

Réponse par l'Honorable *M. Taillon*.—Les experts nommés pour examiner ces livres ont fait un rapport préliminaire par lequel il appert, que les livres qu'ils ont examinés valent \$10,918.72, savoir :

Livres maintenant transportés à <i>Québec</i> .....	\$6,668 72
Encore à <i>Montréal</i> .....	4,250 00
	<hr/>
	\$10,918.72

Sur les \$14,471.50 dont M. *Dansereau* doit rendre compte, il y a encore des livres à examiner ; les experts s'en occupent. On ne sait pas encore s'il y aura une balance.

Par M. *McShane*.—Quels montants ont été payés à M. *Edouard Guilbault*, de *Joliette*, sur sa réclamation de trente six mille piastres ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*.—Aucun montant n'a été payé.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Quels moyens le Gouvernement a-t-il pris pour connaître les causes de l'explosion qui eut lieu l'an dernier aux bâtisses destinées à servir de Palais Législatif ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement a fait faire une enquête. Dans l'intérêt public, il vaut mieux que les renseignements obtenus jusqu'ici restent secrets.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Y a-t-il eu quelques montants de payés, et si, oui, quels montants et à qui, pour les dépenses de la Commission du service Civil, depuis le 30 Juin 1884 ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Rien n'a été payé.

Par M. *Bernatchez*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de laisser inachevés les chemins de colonisation dans le Comté de *Montmagny* ? Si, non, se propose-t-il de continuer l'exécution de ces travaux dans la présente année ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement a l'intention de pousser vigoureusement les travaux de colonisation partout où le besoin de tels travaux se fera sentir.

Par M. *Bernatchez*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de mettre M. *Joseph Bureau*, qui est à son service comme explorateur depuis vingt-cinq ans, au nombre et sur le même pied que les autres employés permanents ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*.—M. *Joseph Bureau*, explorateur et garde-forestier, est employé par le Département des Terres de la Couronne, en sa dite qualité, chaque fois que les circonstances l'exigent, et ce, depuis l'année 1870.

Les services de ce Monsieur sont rémunérés comme ceux des gardes-forestiers et explorateurs, et le Gouvernement n'a pas l'intention de changer la nature de l'emploi ni celle des émoluments des dits employés.

---

Sur motion de M. *McShane*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant quelles sont les réclamations relativement à la construction et à l'administration du Chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* qui ont été payées, depuis le 1er Janvier 1884.

Quand et à qui des paiements ont été faits et quelles sont les causes des dommages réclamés.

M. Trudel propose, secondé par M. Picard,—Qu'il soit émis un Ordre de la Chambre pour un état indiquant le nombre des élèves des Ecoles Normales, de Québec et de Montréal, qui ont terminé leurs cours durant les trois dernières années scolaires et qui se sont livrés à l'enseignement, suivant les fins pour lesquelles les Ecoles Normales ont été fondées.

M. Faucher de Saint-Maurice, propose comme amendement, secondé par M. Asselin.

Que les mots suivants soient ajoutés à la dite motion :

"Et aussi, un extrait du Procès Verbal des délibérations du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique des 12 et 13 Novembre dernier, au sujet des Ecoles Normales, contenant les procédures du sous-Comité des Ecoles Normales, les déclarations des témoins entendus par ce sous-Comité, les documents produits, le rapport du sous-Comité et celui du Comité catholique."

M. Gagnon, tout en étant en faveur de l'amendement proposé, et afin d'en atteindre le but, soulève, comme question d'ordre, "que si cet amendement est adopté, il faudra amender d'avantage la motion principale, de manière à la convertir, de motion pour un Ordre de la Chambre, en motion pour une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; attendu que les documents demandés par l'amendement devraient l'être par Adresse. Les Comités du Conseil de l'Instruction publique, par la position exceptionnelle que nos lois leur ont faite, n'étant pas sous le contrôle assez immédiat de la Chambre ou d'un département public, pour être atteints par un simple Ordre de la Chambre."

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision ultérieurement.

M. Faucher de Saint-Maurice propose, secondé par M. Nantel,—Qu'il soit émis un Ordre de la Chambre, pour une liste des ouvrages d'auteurs Canadiens Français et Anglais qui, depuis la Confédération, ont été achetés pour être donnés dans les écoles de la Province de Québec, par ordre du Département de l'Instruction publique. Le nom des auteurs, le prix, le nombre de chaque volume, les sommes payées, à qui et par qui, les titres des livres et les mentions de leur enregistrement au bureau d'Agriculture à Ottawa.

M. Gagnon propose en amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier,—Que la motion soit amendée en y ajoutant : "l'année de l'achat de chaque ouvrage," après le mot "publique," dans la quatrième ligne ;

Et l'amendement étant mis aux voix ; il est résolu affirmativement.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, une liste des ouvrages d'auteurs Canadiens Français et Anglais qui, depuis la Confédération, ont été achetés pour être donnés dans les écoles de la Province de Québec, par ordre du Département de l'Instruction Publique. L'année de l'achat de chaque ouvrage, le nom des auteurs, le prix, le nombre de chaque volume, les sommes payées, à qui et par qui, les titres des livres et les mentions de leur enregistrement au bureau d'Agriculture à Ottawa.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'Honorable M. Joly,—Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, demandant copie de l'enquête faite au sujet de l'explosion qui eut lieu, l'an dernier, aux bâtisses destinées au Palais Législatif ; ainsi que tous rapports, correspondances, l'état des dépenses de telle enquête, et toutes recherches faites à ce sujet, et généralement de tous les documents s'y rattachant.

Sur demande de l'Honorable M. Mercier et du consentement unanime de la Chambre, il est permis de consigner dans les Procès-Verbaux et les Journaux de cette Chambre, la déclaration suivante de l'Honorable Procureur-Général : "Dans l'intérêt public il vaut mieux que les renseignements demandés par cette motion ne soient pas publiés," et en conséquence l'Honorable M. Mercier consent à retirer la motion.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Asselin*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— Copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses membres et le Président de la Société d'Horticulture, de *Montréal*, relativement à l'établissement d'un jardin botanique.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant le chapitre de la Cathédrale des *Trois-Rivières*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 92, du 17 mars, 1882, accordant une addition de salaire à *Félix Fortier*, greffier du Conseil Exécutif, à compter du 1er mai 1879, en conformité de la 40 *Victoria*, chapitre 9, avec indication des ministres qui ont concouru dans cet ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 94 du 17 mars, 1882, ordonnant la mise à retraite de *Félix Fortier*, greffier du Conseil Exécutif, à compter du 1er mai suivant, avec une pension annuelle de \$1,680, calculée sur son traitement de \$2,400, pour les trois dernières années précédant l'époque de sa mise à retraite, avec indication des Membres du Conseil Exécutif qui ont concouru dans cet ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 115, du 21 avril, 1882, prorogeant la mise à retraite du dit *Félix Fortier*, au premier juin suivant, vu la nécessité de la continuation de ses services durant la session, avec indication des ministres concourant dans cet ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 95 du 21 avril, 1882, déclarant que les Ordres en Conseil No 386, du 3 décembre, 1877 et 394 du 7 décembre, même année, étaient conformes au statut 40 *Victoria*, chapitre 9, en fixant le salaire des sous-chefs à \$2,400 par année, ne devaient pas être révoqués, réintégrant ces sous-chefs dans ce salaire, révoquant l'Ordre en Conseil du 25 juillet, 1878, qui avait réduit ce salaire à \$2,000. Avec indication des ministres concourant dans cet ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 247, du 28 juin, 1883, déclarant en autres choses, que M. *Fortier* n'avait pas été 35 ans dans le service civil, mais seulement 28 ans, que son traitement pour les trois années précédant le 1er juin 1882 n'avait été que \$2,000, et fixant en conséquence, la pension de M. *Fortier* à \$1,120.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour diviser le district électoral de *Drummond* et *Arthabaska* en deux districts électoraux.

M. *Watts* propose, secondé par M. *Demers*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Whyte.—10.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Mercier,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire et</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—34.</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender les articles 25 et 231 du Code du Notariat.

M. *Marion* propose, secondé par M. *Casavant*,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

*Mardi, 14 Avril, 1885.*

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

**Mardi, 14 Avril 1885.**

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *St-Damase*, dans le comté de *St-Hyacinthe*, à la municipalité de la paroisse de *St-Jean-Baptiste*, dans le comté de *Rouville*,

pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enrégistrement," sans amendement.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Poupore,—la Pétition de D. R. Barry et autres, du comté de Pontiac.

L'Honorable M. Beaubien, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le Quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal ;

Bill incorporant la compagnie des Mines d'Or de DeLéry.

Votre Comité recommande de plus que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit étendu au 21 avril courant.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet, du Comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le Dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill incorporant la ville de Lachute.

Bill incorporant le Synode de l'Eglise d'Angleterre du Diocèse de Québec, et pour d'autres fins en rapport avec les revenus temporels de la dite église.

Votre Comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapport sur les Bills privés soit étendu jusqu'au vingt et unième jour de ce mois.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet présente,—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 20 Mars 1885, pour 1 : Copies de toutes pétitions et autres correspondances des habitants des cantons de Dilton, Chesham et Emberton, soit par l'entremise des conseils municipaux ou autrement.

2. Copie de tous les rapports des officiers publics, relatifs au remboursement des sommes prêtées aux colons, en vertu du projet de rapatriement pour coloniser ces cantons, avec un état indiquant quelles sommes ont été remboursées par les colons. (Documents de la Session No 38.)

M. Martel, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Quatorzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition du Rév. J. Gagnon et autres ; demandant la passation d'un acte définissant les bornes de la Paroisse de Ste-Barbe, dans le Comté de Huntingdon, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été publiés dans la *Gazette Officielle*, mais comme il a été prouvé, que les parties intéressées avaient été suffisamment informées de cette demande, votre Comité est convenu de recommander la suspension de la 51e Règle de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. Cameron ait la permission de présenter un Bill définissant les limites de la Paroisse de Ste-Barbe et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable Procureur-Général *Taillon*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Le Bill amendant les Statuts concernant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de fer de *St-Jean* et *Sorel* est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

L'Honorable Commissaire *Flynn*, présente à la Chambre,—Réponse à un Ordre de la Chambre, du 13 avril 1885, pour un état indiquant quelles sont les réclamations relativement à la construction et à l'administration du Chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* qui ont été payées, depuis le 1er janvier 1884.

Quand et à qui des paiements ont été faits et quelles sont les causes des dommages réclamés. (Documents de la Session No 39).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant les divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la Ville de *Sorel*."

Bill intitulé : " Acte incorporant la Société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham*," lesquels sont lus comme suit :

Dans la clause 1, ligue 1—Effacer le nom "*Séguin*" et le remplacer par "*Léquin*." Même clause, ligue 7—faire le même changement.

Clause 5, ligue 1—Après le mot " Corporation " ajouter le mot " présents. "

Clause 6, ligue 5—Effacer le mot " officiers " et le remplacer par le mot " affaires " dans la version Française.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant les divers Actes qui pourvoient à l'incorporation de la ville de *Sorel*," lequel est lu comme suit :

Dans la version Anglaise : Clause 2, ligue 5, effacer les mots " present currency."

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés.)

Et la question étant proposée de nouveau,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

*M. Shehyn* propose en amendement, secondé par l'Honorable *M. Mercier*, Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais regrette :

Que le Gouvernement n'ait pas rempli ses promesses, en préparant, avec soin et soumettant, au commencement de cette Session, des mesures pratiques et énergiques, propres à mettre fin aux déficits annuels qui augmentent si gravement les embarras de notre situation financière.

Que le Gouvernement actuel n'a obtenu la direction des affaires, que sur la foi de cet engagement solennel et, qu'en n'exécutant pas loyalement cet engagement, les Ministres perdent tout droit à la confiance publique.

Que les hommes d'affaires et les contribuables de cette Province sont justement alarmés de la politique d'expédients et d'emprunts du Gouvernement; politique qui n'offre aucun remède aux maux actuels et les laisse se perpétuer et s'aggraver avec une coupable insouciance."

Et des débats s'en suivant.

Et la Chambre continue à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 15 Avril 1885.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR :

##### Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—15.</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	

#### CONTRE :

##### Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—43.</i>

---

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses déjà encourues pour la transcription, l'impressions et la publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Hygiène, *Montréal*, pour la vaccine ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mercredi, 15 Avril 1885.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte incorporant l'Union St-Joseph de *St-Charles Borromée*, de *Charlesbourg*," sans amendement.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *LeBlanc*,—La Pétition du Révérend J. G. *Watier* et autres, du comté de *Laval*.

Par l'Honorable M. *Taillon*,—La Pétition de *Alex. Hutchinson* et autres, de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De P. *Garneau, Fils & Cie* et autres, marchands de gros de *Québec* ; demandant des amendements à l'article 1543 du Code Civil.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le Cinquième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill fusionnant la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, et la compagnie de filature de *Sainte-Anne, Hochelaga*, sous le nom de " La Compagnie de filature de coton, d'*Hochelaga*."

Bill conférant certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer de *Québec, Montmorency, et Charlevoix*.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour annexer une certaine partie du canton de *Tring*, dans les comté et district de *Beauce*, à la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus, Broughton*, dans le même comté.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 116 du Code du Notariat (46 *Victoria*, chapitre 32.)

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 26 mars 1885, pour un rapport indiquant l'état du fonds de pension des instituteurs, montrant :

1. L'accumulation de ce fonds, au 1er de janvier 1885.
2. Le montant ajouté à ce fonds, depuis le 1er janvier 1884 au 1er février 1885, distinguant particulièrement les montants.
  - a. Retenus pour ce fonds de l'octroi accordé aux écoles communes.
  - b. Des octrois de l'éducation supérieure.
  - c. Du salaire des instituteurs.
  - d. Les montants des arrérages payés par les instituteurs à même les retenues sur les subventions.
3. Le nombre d'instituteurs qui ont payé des arrérages, depuis la passation de l'acte de 1880.
  - a. Le montant total de ces arrérages.
  - b. Le nombre moyen d'années pendant lesquelles ces instituteurs ont enseigné.
4. Le nombre d'instituteurs qui se sont rapportés, comme ayant droit à la mise à la retraite, au titre de l'acte des pensions, aussitôt qu'il deviendra en force, au mois de juillet prochain.
  - a. La moyenne de la pension à laquelle ils auront droit ; en donnant les noms de toutes les personnes, dont le montant de la pension égalera ou excèdera \$500 par année.

Avec copie de toutes correspondances se rattachant à l'opération de cette loi. (Documents de la Session No 40.)

Aussi, Réponse à un Ordre de la Chambre, du 1er Avril 1885, pour, 1. une liste faisant voir les noms, la résidence et l'occupation des personnes qui ont obtenu, depuis la dernière Session, sous l'autorité de la section 3 du chapitre 25 de la 45<sup>e</sup> *Victoria*, un permis de tuer plus de deux cariboux ou trois chevreuils.

2. Les noms, résidences et occupations des personnes qui ont demandé un permis semblable et qui ont été refusées, avec copie de toutes correspondances relatives à ces demandes ou à ces refus, ainsi que de tout rapport fait par les porteurs de ces permis. (Documents de la Session No 41.)

Et aussi, Réponse à un Ordre de la Chambre, du 1er Avril 1885, pour copie des rapports des gardes-chasse, pour l'année dernière, et de toutes correspondances et autres documents concernant le fonctionnement de la loi de chasse, de 1884. (Documents de la Session No 42.)

L'Honorable Procureur Général *Taillon*, présente la Réponse à un Ordre de la Chambre, du 8 Avril 1885, pour copie de toute correspondance échangée entre le Procureur-Général, ses substituts à *Montréal* et Messieurs *Mercier*, *Beausoleil* et *Martineau*, avocats, relativement à l'accusation de parjure portée contre *George Howland*, ainsi que copie de tous documents se rattachant à cette affaire. (Documents de la Session No 43.)

L'Honorable Commissaire *Flynn*, présente la Réponse à une Adresse du 8 Avril 1885, demandant copie de l'Ordre en Conseil, No 87, du 10 Mars 1874, accordant une gratification à *M. L. A. Robitaille*, résignataire, en Novembre 1873, de l'emploi de surintendant des bois et forêts, avec indication des membres du Comité sur la recommandation desquels le dit Ordre en Conseil a été arrêté.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 242, du 15 Juin 1881, accordant un salaire de deux mille piastres à *L. A. Robitaille*, comme payeur sur la ligne du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 481, du 25 Novembre 1882 et No 482 de la même date et année, fixant le traitement annuel de *M. L. A. Robitaille* à \$2,720, et le deuxième mettant le dit *L. A. Robitaille* à la retraite, à compter du 1er Février 1883, et lui accordant une pension calculée sur le dit traitement de \$2,720 et vingt cinq ans de service, en, par le dit *Robitaille*, payant au fonds de retraite ses arrérages de contribution.

Etat détaillé des sommes payées ou remboursées par le dit *L. A. Robitaille* au fonds de pension, à quel département payées, à quelles dates, pour combien et quelles années de service, sur quel taux du traitement du dit *Robitaille*, et dans quelles parties des comptes publics ce paiement est noté ou entré.

Copie de la lettre du 15 Novembre 1882 de *M. L. A. Robitaille*, demandant congé d'absence de six mois, avec indication à qui elle fut adressée, si elle fut notée et enregistrée dans aucun des départements du service public, quel département, le numéro de telle entrée et dans quel registre cette entrée fut faite et quelle action a eu lieu sur cette lettre d'après le dit registre. (Document de la Session No 44.)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable *M. Mercier*.—1. Le Gouvernement a-t-il révoqué les ordres en conseil No 482 du 25 Novembre 1882, et 248, du 28 juin 1883, ayant rapport à la pension de *M. L. A. Robitaille*, comme payeur du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ?

2. Si la révocation de ces deux ordres en conseil n'a pas eu lieu, est-ce l'intention du gouvernement de révoquer et annuler prochainement ces deux ordres en conseil ?

Réponse par l'Honorable M. Flynn :—A la première partie de l'interpellation :

Ces arrêtés en conseil n'ont pas été révoqués, mais celui du 25 Novembre 1882, (No 482,) a été modifié par celui du 28 Juin 1883, de manière à réduire la pension à la somme de \$880, moins la retenue ordinaire de trois par cent.

A la seconde partie,—la question a été référée à l'Honorable Procureur-Général pour avis.

M. McShane ayant fait l'interpellation suivante :—Le Gouvernement se propose-t-il d'exécuter la promesse faite, l'an dernier, par les Honorable Trésorier et Procureur-Général, (Hansard 1884, page 1602), à l'effet qu'une loi serait soumise, durant la présente session, pour fixer définitivement et d'une manière permanente l'indemnité des députés et conseillers à six cents piastres ?

Si, oui, quand cette mesure sera-t-elle soumise ?

Si, non, quelle est la raison pour ne pas remplir cette promesse ?

Et objection étant faite que cette interpellation n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle énonce certains faits, contrairement à la règle 29.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il fera connaître sa décision ultérieurement.

Par l'Honorable M. Mercier,—Le Gouvernement a-t-il permis à M. Whelan, entrepreneur du Palais de Justice à Québec, de retirer son dépôt de garantie ?

Si, oui, quand cette permission a-t-elle été donnée ?

Quand le dépôt a-t-il été retiré ?

Comment et quand a-t-il été remplacé ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Le Gouvernement, après que la Banque d'Echange eût fermé ses comptoirs, a jugé avantageux d'accepter, en échange du reçu du dépôt que M. Whelan lui avait donné comme garantie de l'exécution de son contrat, le même sur lequel la Banque d'Echange avait émis le reçu de dépôt en question. Ce billet est pour la somme de \$13,500 payable à demande, à l'ordre de John P. Whelan, signé par John P. Whelan et endossé par John P. Whelan.

La Banque d'Echange a remis ce billet au Trésorier-Provincial le 2 août 1884, sur réception du reçu de dépôt. Le billet est encore entre les mains du Trésorier-Provincial.

Par l'Honorable M. Mercier,—Les six cent mille piastres reçues en à compte du prix de vente du Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental sont-elles comprises dans la balance portée, le 1er Juillet chaque année, dans les comptes publics ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson,—Oui.

Par M. Boyer,—Les services rendus par S. Pagnuolo, écr. C. R., devant la cour criminelle à Montréal, relativement aux actes d'accusations portées contre MM. Corneillier et LeBlanc sont-ils à la charge du Gouvernement. Et si, oui, quel est le montant payé ou à être payé pour ces services ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Cette cause étant d'une nature purement publique, les frais doivent en être à la charge du Gouvernement.

Rien n'a été payé à M. Pagnuolo. Le montant des frais n'est pas encore déterminé.

M. Watts propose, secondé par M. Gagnon,

Qu'il soit mis devant cette Chambre, un rapport faisant voir les noms des municipalités (avec indication des comtés) qui sont actuellement et ont été en aucun temps, durant les cinq dernières années, arriérées dans le paiement des sommes dues au fonds de bâtisses et de jurés ; et faisant voir dans quel cas il a été fait remise d'une partie de ces dettes et le montant des remises, et combien il a été déduit ; et donnant copie de toutes correspondances au sujet de ces remises, dans les cas où elles ont été refusées.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Compagnie du Chemin de fer du Parc et de l'Isle de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Compagnie des Mines d'or de DeLéry ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Trudel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité permanent des divers Bills privés :

Bill définissant les bornes de la Paroisse de *Sainte Barbe* et pour d'autres fins.

Bill amendant la Charte de la Cité de *Montréal*.

Et Bill pour amender l'Acte pour incorporer la Cité de *Hull*, 38 *Victoria*, ch. 79 et les actes 39 *Victoria*, chap. 49 et 42-43 *Victoria*, chap. 56, amendant le dit acte.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte incorporant la Société des Marchands détailliers de nouveautés de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Hôtel Dieu St-Valier, à *Chicoutimi*."

Et Bill intitulé : “ Acte incorporant l'Union St-Joseph de *St-Jean-Baptiste*, de *Québec*.”

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant le Synode de l'Eglise d'Angleterre, dans le Diocèse de *Québec*, et pour d'autres fins concernant les biens temporels de la dite Eglise ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Ville de *Lachute* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Sur motion de M. *Owens*, secondé par M. *Sawyer*,

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé de nouveau au Comité permanent des divers Bills privés.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui, qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un rapport faisant voir les noms des municipalités (avec indication des comtés) qui sont actuellement et ont été en aucun temps, durant les cinq dernières années, arriérées dans le paiement des sommes dues au fonds de bâtisses et de jurés ; et faisant voir dans quel cas il a été fait remise d'une partie de ces dettes et les montant des remises, et combien il a été déduit ; et donnant copie de toutes correspondances au sujet de ces remises, dans les cas où elles ont été accordées et ceux où elles ont été refusées.

L'Honorable M. *Flynn* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,—Que les mots “ Qu'il soit mis devant cette Chambre ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre ” et que la dite motion soit de plus amendée en insérant après le mot “ correspondances ” les mots “ et Ordres en Conseil.”

Et l'amendement étant mis aux voix ; il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un rapport faisant voir les noms des municipalités (avec indication des comtés) qui sont actuellement et ont été en aucun temps, durant les cinq dernières années, arriérées dans le paiement des sommes dues au fonds de bâtisses et de jurés ; et faisant voir dans quel cas il a été fait remise d'une partie de ces dettes et les montant des remises, et combien il a été déduit ; et donnant copie de toutes correspondances et Ordres en Conseil au sujet de ces remises, dans les cas où elles ont été accordées et ceux où elles ont été refusées.

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Picard*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Tous Ordres en Conseil, correspondance et documents, entre les compagnies de chemins de fer *Ottawa* et la *Vallée de la Gatineau* et de Colonisation d'*Ottawa* et le Gouvernement, ou quelqu'un de ses Membres, touchant la concession des



terres faites aux dites compagnies et le choix et désignation de ces terres par le Gouvernement ; aussi tous documents ou instruments ou négociations des dites compagnies avec des capitalistes, démontrant au Gouvernement que les dites compagnies sont en état de construire les dits chemins.

Sur motion de M. *Désaulniers*, secondé par M. *Deschênes*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— copie des réponses des membres catholiques du Conseil de l'Instruction Publique à la lettre de l'Honorable J. A. *Mousseau*, en date du 23 décembre 1884, à l'honorable M. G. *Ouimet*, à eux communiquée par M. le Surintendant.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Turcotte* propose, secondé par M. *Demers*, qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, exposant :

Que l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* désire protester solennellement de sa loyauté envers la personne de Sa Majesté la Reine ;

Que cette Assemblée a appris avec un profond regret les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest* du *Dominion*, et fait la première occasion qui lui est offerte pour déclarer qu'elle ne peut pas approuver les sujets de Sa Majesté qui cherchent à régler par les armes et l'effusion du sang, des difficultés purement administratives ;

Que cette Assemblée a été fière de voir, l'autre jour, les soldats volontaires de la Province de *Québec* se ranger sous les drapeaux et marcher au combat, pour défendre l'intégrité du territoire et défendre les autorités constituées ;

Que cette Assemblée, tout en désapprouvant, comme elle vient de le faire, le soulèvement qui a éclaté au *Nord-Ouest*, ne peut s'empêcher de croire qu'il a été provoqué par l'incurie et la négligence apportées au règlement de certaines réclamations parfaitement justes et pendantes, depuis un certain nombre d'années, et aime à penser que ce soulèvement, considérant le caractère des Métis, résulte plutôt du désespoir, que de la déloyauté.

Que cette assemblée est convaincue que, sans la négligence et l'impéritie évidente des autorités fédérales, cette insurrection n'aurait pas eu lieu et que notre Province n'aurait pas été obligée d'envoyer ses enfants combattre des concitoyens poussés à bout par une série trop longues de vexations et de dénis de justice ;

Que cette Assemblée représente constitutionnellement la Province de *Québec* et a le droit incontestable d'exprimer son opinion, lorsque ses fils sont appelés à aller verser leur sang pour une cause dont la justice est pour le moins discutable ;

Que cette Assemblée croit aussi devoir se plaindre, au nom des familles dont les enfants sont sous les drapeaux, de l'insuffisance de l'équipement et de l'armement des soldats et officiers et du peu de précautions qui ont été prises pour assurer leur confort et protéger leur vie, tant durant le voyage que sur le théâtre de la lutte ;

Que sans vouloir aucunement empiéter sur les attributions du Parlement Fédéral, cette Assemblée, tout en affirmant de nouveau sa loyauté envers la Couronne, regrette profondément les troubles du *Nord-Ouest* et que ses Membres, comme citoyens, protestent solennellement contre le Gouvernement Fédéral, qu'ils tiennent responsable du sang versé et en particulier de la négligence coupable du Ministre de l'Intérieur, qui a, pour ainsi dire, forcé les Métis à prendre les armes, et contre l'impéritie du Ministre de la Milice qui expose gravement la vie de nos soldats volontaires.

Que cette Assemblée prie Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vouloir bien considérer l'opportunité de recommander le vote d'un crédit pour secourir les familles de nos soldats volontaires appelés sous les armes et de faire transmettre copie de la présente adresse à l'Honorable Secrétaire d'Etat de la Puissance.

M. *Gauthier* propose comme amendement secondé par M. *Owens*, que tous les mots après "que" dans le premier paragraphe soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest*, mais admire le courage et la loyauté des officiers et soldats volontaires de cette Province, qui, n'écoulant que la voix du patriotisme et du devoir, ont, sans hésitation, abandonné leurs occupations et leurs familles pour se rendre sur le théâtre de l'insurrection.

" Que, pour des motifs de loyauté, de patriotisme et de prudence, cette Chambre ne saurait discuter en ce moment les faits qui ont pu engager une partie des habitants du *Nord-Ouest* dans la voie de la sédition et de l'oubli de leurs devoirs envers l'autorité constituée ; mais qu'elle croit devoir exprimer la confiance que le Gouvernement du *Canada* ne négligera aucun moyen légitime pour épargner autant que possible, l'effusion du sang et ramener promptement la tranquillité et la paix."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 16 Avril, 1885.

M. *Poupore* propose, secondé par M. *Sawyer*, Que les mots suivants soient ajoutés au dit amendement : " et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli."

Et cette motion en sous-amendement étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant proposé de nouveau.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Gagnon*, que le second paragraphe, excepté les mots " et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Tout en faisant des vœux pour le rétablissement de la paix dans le *Nord-Ouest*, cette Chambre espère que des mesures seront prises immédiatement pour faire disparaître les causes des troubles, et assurer aux habitants du *Nord-Ouest*, sans distinction de races et de croyances, les droits et les libertés qu'ils réclament avec raison depuis longtemps.

" Que les troubles du *Nord-Ouest* ont été en grande partie causés par le manque de prévoyance et l'absence d'une politique prudente et énergique et par une politique ambiguë, remplie de tâtonnement, et de retards et d'irrésolutions de la part des autorités fédérales, à l'égard des habitants du *Nord-Ouest*.

" Que cette Chambre espère, que le Gouvernement de cette Province prendra les moyens constitutionnels pour mettre à la disposition des familles de nos braves volontaires un montant suffisant pour les secourir durant l'absence de leurs chefs et de leurs soutiens naturels."

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Taillon*, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

L'objection soulevée par l'Honorable Procureur-Général, c'est que le sous-amendement est contraire à l'ordre, parce qu'il répète, sous une autre forme, l'idée de la motion principale.

---

Les règles générales de la procédure parlementaire applicables à ce cas, sont que tous les amendements et les sous-amendements doivent être essentiellement analogues à la motion originale et que tout ce qui a été admis ne peut être, ensuite, ni altéré ni amendé, et que tout ce qui a été rejeté ne peut pas ensuite faire le sujet d'une autre motion. (*Bourke's, Precedents*, 31. *Cushing Manual*, numéros 98 et 100. *Wurtele, Usages*, 12 et 12).

Dans l'espèce qui nous occupe, rien n'a été ni admis ni rejeté. Il a été fait un amendement substituant quelque chose à la motion principale et le sous-amendement propose de conserver une partie de la motion originale, mais en d'autres termes. Par conséquent le sous amendement est analogue à la motion qui fait le sujet du débat ; il est semblable, quant à ses effets, mais sous d'autres rapports et jusqu'à un certain point il est différent. Tant qu'elle n'aura pas pris une décision, la Chambre est libre de choisir les mots ou la forme qu'elle veut adopter pour rendre son jugement et par conséquent il est dans l'ordre de reproduire une idée sous des mots différents.

C'est pourquoi je décide que l'objection n'est pas bien fondée.

Et le sous-amendement à l'amendement tel qu'amendé, étant proposé de nouveau.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. Beaubien, secondé par M. Desjardins, Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Jeudi, 16 Avril 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Watts,—La Pétition de James Brown et autres, de la Paroisse de *St-Anicet*.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de la Société d'Horticulture de *Montréal*.

Ordonné, Que la pétition de la Société d'Horticulture de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue et que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant un acte incorporant le Jardin Botanique de *Montréal*.

L'Honorable M. Blanchet, du Comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre, le Onzième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill incorporant la Compagnie de "*L'Union des Abattoirs de Montréal*" et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre Comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bil autorisant le Recteur de l'Eglise *St-Etienne*, dans la paroisse de *St-Etienne*, dans le diocèse de *Montréal*, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé, ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances ;

Bill incorporant l'Association Agricole des *Cantons de l'Est* ;

Bill amendant les Statuts relatifs à l'incorporation de la Cité de *Sherbrooke*.

*Ordonné*, Que M. *Cameron* ait la permission de présenter un Bill amendant le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec un amendement à chacun, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : “ Acte incorporant la Congrégation du Très Saint Rédempteur.”

Bill intitulé : “ Acte incorporant le Club de Raquettes “ Le Canadien de *Montréal*.”

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte incorporant le Club de Raquettes “ Le Canadien de *Montréal*,” lequel est lu comme suit :

Clause 1, ligne 6, dans la version anglaise effacer le mot “ *Ervard* ” et le remplacer par le mot “ *Emard*.”

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait au Bill intitulé : “ Acte incorporant la Congrégation du Très Saint Rédempteur,” lequel est lu comme suit :

Clause 2, ligne 8, effacer les mots “ mille vingt ” et les remplacer par les mots “ vingt mille.”

Les dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—Quelle réponse le Gouvernement a-t-il reçue en rapport avec l'adresse de cette Chambre, sur l'autonomie de la Province, votée le 1er mai 1884 ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Aucune réponse à cette adresse n'a été communiquée au département du Secrétaire.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—Le Gouvernement a-t-il reçu une réponse à l'adresse de la Chambre, votée le 2 Juin 1884, sur proposition de l'Honorable M. *Garneau*, appuyée par M. *Shehyn*, au sujet du tracé du chemin de fer du Pacifique ; et si, oui, quelle est la nature de cette réponse ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Aucune réponse à cette adresse n'a été communiquée au département du Secrétaire.

Par M. Gagnon, —Quand le Gouvernement se propose-t-il de soumettre le budget supplémentaire pour l'année fiscale courante, 1884-1885 et celui pour l'année fiscale 1885-86 ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson, —Dans quelques jours.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Gagnon,

*Ordonné*, Qu'ordre soit donné aux officiers de cette Chambre de transmettre, aussitôt qu'imprimés, tous projets de loi sur des matières publiques, aux juges, aux secrétaires des différentes sections du barreau de la Province, aux bibliothécaires du barreau, aux protonotaires de la cour supérieure, aux magistrats de district et aux greffiers des cours de circuit et de comté.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente, —la Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 18 mars 1885, demandant une liste détaillée des livres achetés par la bibliothèque du Parlement par C. A. Dansereau, donnant :

- a. Le nom de l'ouvrage.
- b. Le nombre de volumes.
- c. Le prix payé pour chaque volume.
- d. L'envoi original des volumes.
- e. Copie des inscriptions de douane et l'évaluation des livres inscrits par C. A. Dansereau, durant l'année 1883 et 1884.
- f. L'état de compte, jusqu'à cette date, entre le Gouvernement et C. A. Dansereau, montrant l'emploi des \$15,000 à lui confiées, pour acheter des livres. (Documents de la Session No 45)

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Gagnon,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie de la requête, présentée en 1879, de la part de certaines personnes de la paroisse de *St-Frédéric*, dans le comté de *Beauce*, se plaignant de M. *Augustin Danjou*, *Augustin Jacques* et *George Perron*, Commissaires de la cour de la dite paroisse, pour la décision sommaire des petites causes et demandant que leurs noms soient rayés de la Commission.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Boyer secondé par M. Bernatchez,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Copie de la correspondance entre l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et les Commissaires d'école de la ville de *Lachine*, en 1875 et 1876, au sujet de la construction de toutes maisons d'école dans la dite ville.

2. Copie de la correspondance autorisant les Commissaires à emprunter une somme de \$8,500.00 pour payer la construction des dites maisons d'école.

3. Copie de la correspondance au sujet du prélèvement d'une taxe spéciale, pendant 13 ans, pour payer l'emprunt de \$8,500.00.

4. Etat montrant les sommes perçues, année par année, sur cette taxe, depuis son imposition, jusqu'au 1er avril 1885, le montant d'arrérages, le montant employé chaque année à la réduction de la dette de \$8,500.00.

5. Le montant de la dette au 1er avril, 1885.

M. *Faucher de St-Maurice* propose, secondé par M. *Martel*, —Qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des clerks sessionnels et des messagers sessionnels

qui ont été nommés au service de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, depuis le 2 décembre 1881. Leurs noms, leurs traitements, par qui recommandés.

Liste de ceux qui, depuis le 2 décembre 1881, ont été recommandés et qui n'ont pu obtenir de situation. Noms de ceux qui les ont recommandés.

Liste de ceux qui ont été employés, depuis le 2 décembre 1881, et puis remerciés de leurs services. Pourquoi ont-ils quitté leur service, et sur la recommandation de qui avaient-ils été nommés.

La dite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

Sur motion de M. Poulin, secondé par M. Richard,—

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant : 1. Comment ont été réparties entre les diverses écoles de réforme de Montréal, Sherbrooke et Lévis, les sommes votées, l'an dernier, suivantes :

\$45,000 votées le 20 Mai 1884.

6,500	"	29	"	"	Ecoles de Réforme.
11,500	"	"	"	"	Ecoles d'Industrie.
6,500	"	6	Juin	"	"

2. Un état indiquant pour chaque école :

a. Pour Montréal ;

b. Pour Sherbrooke ;

c. Pour Lévis ;

d. Pour Ecoles Industrielles ;

Le coût par élève, le nom, le sexe, la résidence et l'âge lorsqu'il est entré dans l'école et le nombre d'années pendant lesquelles il doit y être interné ; ce dernier état devant être en tableau, par chaque comté.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer " *The Montreal Young Men's Christian Association*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant les Statuts relatifs à l'Eglise Saint-Jean l'Evangéliste, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour ériger civilement la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'association connue sous le nom de " Le Club de Raquettes " *Le Canadien*," de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Sawyer, secondé par M. Thornton,

Ordonné, Que la Réponse à un Ordre de la Chambre du 20 Mars, 1885, pour 1. Copies de toutes pétitions et autres correspondances des habitants des cantons de Ditton, Chesham et Emberton, soit par l'entremise des conseils municipaux ou autrement.

2. Copie de tous les rapports des officiers publics, relatifs au remboursement des sommes prêtées aux colons, en vertu du projet de rapatriement pour coloniser ces cantons, avec un état, indiquant quelles sommes ont été remboursées par les colons, soit renvoyée au Comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre pour demain :

Bill pour amender l'Acte 38 *Victoria*, chapitre VII intitulé ; " L'Acte Electoral de *Québec*."

Et Bill pour amender l'Article 573 du Code de Procédure Civile.

La Chambre reprend les débats ajournés sur le sous amendement proposé mercredi dernier, à la question portant,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, exposant :

Que l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* désire protester solennellement de sa loyauté envers la personne de Sa Majesté la Reine ;

Que cette Assemblée a appris avec un profond regret les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest* du *Dominion*, et saisit la première occasion qui lui est offerte pour déclarer, qu'elle ne peut pas approuver les sujets de Sa Majesté qui cherchent à régler par les armes et l'effusion du sang, des difficultés purement administratives ;

Que cette Assemblée a été fière de voir, l'autre jour, les soldats volontaires de la Province de *Québec* se ranger sous les drapeaux et marcher au combat, pour défendre l'intégrité du territoire et défendre les autorités constituées ;

Que cette Assemblée, tout en désapprouvant, comme elle vient de le faire, le soulèvement qui a éclaté au *Nord-Ouest*, ne peut s'empêcher de croire qu'il a été provoqué par l'incurie et la négligence apportées au règlement de certaines réclamations parfaitement justes et pendantes, depuis un certain nombre d'années, et aime à penser que ce soulèvement, considérant le caractère des *Métis*, résulte plutôt du désespoir, que de la déloyauté.

Que cette Assemblée est convaincue que, sans la négligence et l'impéritie évidentes des autorités fédérales, cette insurrection n'aurait pas eu lieu et que notre Province n'aurait pas été obligée d'envoyer ses enfants combattre des concitoyens poussés à bout par une série trop longue de vexations et de dénis de justice ;

Que cette Assemblée représente constitutionnellement la Province de *Québec* et a le droit incontestable d'exprimer son opinion, lorsque ses fils sont appelés à aller verser leur sang pour une cause dont la justice est pour le moins discutable ;

Que cette Assemblée croit aussi devoir se plaindre, au nom des familles dont les enfants sont sous les drapeaux, de l'insuffisance de l'équipement et de l'armement des soldats et officiers et du peu de précautions qui ont été prises pour assurer le confort et protéger leur vie, tant durant le voyage que sur le théâtre de la lutte ;

Que, sans vouloir aucunement empiéter sur les attributions du Parlement Fédéral, cette Assemblée, tout en affirmant de nouveau sa loyauté envers la Couronne, regrette profondément les troubles du *Nord-Ouest* et que ses membres, comme citoyens, protestent solennellement contre le Gouvernement Fédéral, qu'ils tiennent responsable du sang versé et en particulier de la négligence coupable du ministre de l'Intérieur, qui a, pour ainsi dire, forcé les *Métis* à prendre les armes, et contre l'impéritie du ministre de la Milice qui expose gravement la vie de nos soldats volontaires.

Que cette Assemblée prie Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vouloir bien considérer l'opportunité de recommander le vote d'un crédit pour secourir les familles de nos soldats volontaires appelés sous les armes et de faire transmettre copie de la présente adresse à l'Honorable Secrétaire d'Etat de la Puissance.

Lequel amendement était : " Que tous les mots après " que " dans le premier paragraphe soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest*, mais admire le courage et la loyauté des officiers et " soldats volontaires de cette Province, qui, n'écoutant que la voix du patriotisme

“ et du devoir, ont, sans hésitation, abandonné leurs occupations et leurs familles pour se rendre sur le théâtre de l'insurrection.

“ Que, pour des motifs de loyauté de patriotisme et de prudence, cette Chambre ne saurait discuter en ce moment les faits qui ont pu engager une partie des habitants du *Nord-Ouest* dans la voie de la sédition et de l'oubli de leurs devoirs envers l'autorité constituée ; mais qu'elle croit devoir exprimer la confiance que le Gouvernement du *Canada* ne négligera aucun moyen légitime pour épargner, autant que possible, l'effusion du sang et ramener promptement la tranquillité et la paix, et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli.”

Et lequel sous-amendement était que le second paragraphe excepté les mots “ et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli ” soient retranchés et qu'il soient remplacés par les mots suivants :

“ tout en faisant des vœux pour le rétablissement de la paix dans le *Nord-Ouest*, cette Chambre espère que des mesures seront prises immédiatement, pour faire disparaître les causes des troubles et assurer aux habitants du *Nord-Ouest*, sans distinction de races et de croyances, les droits et les libertés qu'ils réclament avec raison depuis longtemps.

“ Que les troubles du *Nord-Ouest* ont été en grande partie causés par le manque de prévoyance et l'absence d'une politique prudente et énergique et par une politique ambiguë, remplie de tâtonnements, de retards et d'irrésolutions de la part des autorités fédérales, à l'égard des habitants du *Nord-Ouest* ;

“ Que cette Chambre espère, que le Gouvernement de cette Province prendra les moyens constitutionnels pour mettre à la disposition des familles de nos braves volontaires un montant suffisant pour les secourir durant l'absence de leurs chefs et de leurs soutiens naturels.”

Et des Débats se continuant :

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amalgamer la Compagnie de moulins à coton, de *V. Hudon, Hochelaga*, à la Compagnie de Filature *Ste Anne, Hochelaga*, sous le nom de “ La Compagnie manufacturière de coton d'*Hochelaga* ” ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill conférant certains pouvoirs à la Compagnie du Chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.



*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats sur le sous-amendement proposé, mercredi dernier, à la question portant,—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, exposant :

Que l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* désire protester solennellement de sa loyauté envers la personne de Sa Majesté la Reine ;

Que cette Assemblée a appris avec un profond regret les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest du Dominion*, et saisit la première occasion qui lui est offerte pour déclarer qu'elle ne peut pas approuver les sujets de Sa Majesté qui cherchent à régler par les armes et l'effusion du sang, des difficultés purement administratives ;

Que cette Assemblée a été fière de voir, l'autre jour, les soldats volontaires de la Province de *Québec* se ranger sous les drapeaux et marcher au combat, pour défendre l'intégrité du territoire et défendre les autorités constituées ;

Que cette Assemblée, tout en désapprouvant, comme elle vient de le faire, le soulèvement qui a éclaté au *Nord-Ouest*, ne peut s'empêcher de croire qu'il a été provoqué par l'incurie et la négligence apportées au règlement de certaines réclamations parfaitement justes et pendantes, depuis un certain nombre d'années, et aime à penser que ce soulèvement, considérant le caractère des Métis, résulte plutôt du désespoir, que de la déloyauté ;

Que cette Assemblée est convaincue que, sans la négligence et l'impéritie évidente des autorités fédérales, cette insurrection n'aurait pas eu lieu et que notre Province n'aurait pas été obligée d'envoyer ses enfants combattre des concitoyens poussés à bout par une série trop longues de vexations et de dénis de justice ;

Que cette Assemblée représente constitutionnellement la Province de *Québec* et a le droit incontestable d'exprimer son opinion, lorsque ses fils sont appelés à aller verser leur sang pour une cause dont la justice est pour le moins discutable ;

Que cette Assemblée croit aussi devoir se plaindre, au nom des familles dont les enfants sont sous les drapeaux, de l'insuffisance de l'équipement et de l'armement des soldats et officiers et du peu de précautions qui ont été prises pour assurer leur confort et protéger leur vie, tant durant le voyage que sur le théâtre de la lutte ;

Que sans vouloir aucunement empiéter sur les attributions du Parlement Fédéral, cette Assemblée, tout en affirmant de nouveau sa loyauté envers la Couronne, regrette profondément les troubles du *Nord-Ouest* et que ses Membres, comme citoyens, protestent solennellement contre le Gouvernement Fédéral, qu'ils tiennent responsable du sang versé et en particulier de la négligence coupable du Ministre de l'Intérieur, qui a, pour ainsi dire, forcé les Métis à prendre les armes, et contre l'impéritie du Ministre de la Milice qui expose gravement la vie de nos soldats volontaires ;

Que cette Assemblée prie Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vouloir bien considérer l'opportunité de recommander le vote d'un crédit pour secourir les familles de nos soldats volontaires appelés sous les armes et de faire transmettre copie de la présente adresse à l'Honorable Secrétaire d'Etat de la Puissance.

Lequel amendement était : Que tous les mots après "que" dans le premier paragraphe soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest*, mais admire le courage et la loyauté des officiers et soldats volontaires de cette Province, qui, n'écoutant que la voix du patriotisme et du

“ devoir, ont, sans hésitation, abandonné leurs occupations et leurs familles pour se rendre sur le théâtre de l'insurrection.

“ Que, pour des motifs de loyauté, de patriotisme et de prudence, cette Chambre ne saurait discuter en ce moment les faits qui ont pu engager une partie des habitants du *Nord-Ouest* dans la voix de la sédition et de l'oubli de leurs devoirs envers l'autorité constituée ; mais qu'elle croit devoir exprimer la confiance que le Gouvernement du *Canada* ne négligera aucun moyen légitime pour épargner autant que possible, l'effusion du sang et ramener promptement la tranquillité et la paix et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli.”

Et lequel sous-amendement était que le second paragraphe, excepté les mots “ et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ tout en faisant des vœux pour le rétablissement de la paix dans le *Nord-Ouest*, cette Chambre espère que des mesures seront prises immédiatement, pour faire disparaître les causes de troubles et assurer aux habitants du *Nord-Ouest*, sans distinction de races et de croyances, les droits et les libertés qu'ils réclament avec raison depuis longtemps.

“ Que les troubles du *Nord-Ouest* ont été en grande partie causés par le manque de prévoyance et l'absence d'une politique prudente et énergique et par une politique ambigüe, remplie de tâtonnement et de retards et d'irrésolutions de la part des autorités fédérales, à l'égard des habitants du *Nord-Ouest*.

“ Que cette Chambre espère, que le Gouvernement de cette Province prendra les moyens constitutionnels pour mettre à la disposition des familles de nos braves volontaires un montant suffisant pour les secourir durant l'absence de leurs chefs et de leurs soutiens naturels.”

Et les débats se continuant :

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par l'Honorable M. *Flynn*, Ordonné, Que les débats soient ajournés.

L'Honorable Commissaire *Flynn* présente,—la Réponse à un ordre de la Chambre, du 18 mars 1885, pour correspondance et documents, concernant le paiement de \$16,800 à Messieurs *Bourgouin* et *Lamontagne*, pour droit de passage le ou vers le 18 novembre, 1881. (Documents de la Session No 46).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 17 Avril 1885.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Messieurs *J. G. Watier* et autres, du Comté de *Laval*; demandant le rappel, quant au comté de *Laval*, de la section 3 de la 47 *Victoria*, chapitre 83.

L'Honorable M. *Blanchet*, du Comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le Douzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender les divers actes relatifs à la ville de *Lachine* et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville.

Bill incorporant l'Orphelinat de *Farnham*.

Votre Comité a aussi examiné le Bill incorporant la ville de *Lachute*, lequel Bill lui avait été de nouveau référé par Votre Honorable Chambre, et a l'honneur de le rapporter avec quelques amendements.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le Sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill amendant le statut 40 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer urbain *St-Jean* ; "

Bill amendant les statuts concernant la Compagnie du chemin de la vallée de *Missisquoi* ;

Bill amendant les statuts concernant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *St-Jean* et *Sorel*.

M. l'Orateur met devant la Chambre le premier rapport du Comité conjoint de la Bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le Comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de soumettre le rapport suivant, le premier de la Session.

L'Honorable M. *Boucher de la Bruère* a été appelé à présider, selon la coutume qui veut que les Orateurs du Conseil et de l'Assemblée soient tour à tour présidents du Comité.

Afin de dépêcher la besogne plus efficacement le *Quorum* a été réduit à cinq Membres.

Un Sous-Comité a été nommé pour faire l'audition des comptes, et s'est mis à l'œuvre sans retard.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Résolu*, Qu'un Message soit envoyé au Conseil Législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté le dit rapport et demande leur concours.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* propose, secondé par l'Honorable Procureur Général *Taillon*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec* ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que, pour chacun des asiles de la *Longue Pointe* et de *Beauport*, il soit nommé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil :

1. Un surintendant médical avec un salaire ne devant pas excéder le montant de \$1,800 par année, payable par la Province ;

2. Un médecin interne avec un salaire ne devant pas excéder le montant de \$1,800 par année, payable par la Province ;

3. Et un médecin-assistant-interne, avec un salaire ne devant pas excéder le montant de \$1,200 par année, payable aussi par la Province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé une Résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait, en conséquence, rapport de la Résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que, pour chacun des asiles de la *Longue Pointe* et de *Beauport*, il soit nommé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil :

1. Un surintendant médical avec un salaire ne devant pas excéder le montant de \$1,800 par année, payable par la Province ;

2. Un médecin interne avec un salaire ne devant pas excéder le montant de \$1,800 par année, payable par la Province ;

3. Et un médecin-assistant-interne, avec un salaire ne devant pas excéder le montant de \$1,200 par année, payable aussi par la Province.

Et la Question étant mise aux voix, Que la dite Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

*Ordonné*, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gauthier fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Bernard propose, secondé par M. Demers, que le dit Ordre soit déchargé et que le Bill soit référé de nouveau à un Comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en y insérant la clause suivante, entre les sections 2 et 3.

3. L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non* que la dite Commission soit chargée d'office, de s'enquérir et que de fait elle s'enquiert de l'exactitude de l'accusation :

“ Que le Gouvernement aurait aussi contribué pour un montant considérable, tant en argent qu'en matériaux, à terminer les embranchements de *Joliette* et de *Berthier*, et les aurait achetés subséquemment leur pleine valeur. ”

M. Martel propose, comme amendement, secondé par M. Asselin,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Il soit résolu que : vu que la commission adressée à l’Honorable juge Routhier, porte, entre autres choses (1).....

“ Vu que les limites assignées par la commission sont aussi étendues que possible, il convient de laisser au jugement du Commissaire de décider sur “quelles choses doit porter cette enquête.”

Et objection étant faite, que cette motion n’est pas dans l’ordre, en autant qu’elle n’est pas conforme à la règle 33.

M. l’Orateur décide comme suit :

Aussitôt que j’eus proposé la question, l’honorable député de *Kamouraska* a soulevé la question d’ordre, que la motion est irrégulière, vu qu’elle n’est pas toute contenue dans le papier remis à l’Orateur et que, par conséquent, elle n’est pas conforme à la règle 33.

Il a surgi un débat sur la question d’ordre soulevée, et durant ce débat, un honorable député a attiré mon attention sur la règle 37 et il m’a prié d’appliquer cette règle au cas que l’on discutait. Cette règle exige que l’Orateur, chaque fois qu’il est d’opinion qu’une motion proposée à la Chambre est contraire aux règles parlementaires, doit en informer la Chambre immédiatement, avant de mettre la question aux voix, et citer la règle qui s’applique à l’espèce. Dans le présent cas, il ne m’était pas nécessaire de faire cela, vu que la question d’ordre a été soulevée immédiatement par l’honorable député de *Kamouraska*.

Lorsque l’honorable député de *Chambly* a fait la motion qui nous occupe, au vu et au su de la Chambre, il a lu un extrait, qu’il avait l’intention de faire entrer dans sa motion, de la copie qui avait été déposée sur le bureau de la Chambre, de la commission qui a nommé l’Honorable Juge *Routhier*, commissaire; et en conséquence, je me croyais justifiable de proposer la question de la même manière, et j’ai ouvertement lu l’extrait en question sur la copie de la commission, croyant qu’on lui permettrait de suite, soit d’insérer lui-même l’extrait dans la motion, soit de l’y faire insérer par le Greffier.

Cependant, la question d’ordre ayant été soulevée, je suis obligé de déclarer que la motion, n’étant pas complète d’elle-même, est irrégulière quant à la forme; et de décider conformément à la règle 33, qu’elle ne peut pas être mise aux voix par l’Orateur.

Et la question à la motion originale étant de nouveau proposée ;

Et des débats s’en suivant.

Et étant six heures P. M., M. l’Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*A sept heures et demie P. M.*

*L’Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l’article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l’Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Compagnie de l’Union des Abattoirs de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. *McShane* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d’en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant le Recteur de l'Eglise de Saint-Etienne, dans la Paroisse de *Saint-Etienne* et le Diocèse de *Montréal*, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant les Statuts relatifs à l'incorporation de la Cité de *Sherbrooke*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Association Agricole des *Cantons de l'Est*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Whyte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Henri Arsène Germain*, au nombre de ses membres."

Bill intitulé : " Acte incorporant la Société St-Jean-Baptiste de *St-Césaire*."

Bill intitulé : " Acte incorporant les Religieuses Sœurs Hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville*."

Bill intitulé : " Acte amendant les Statuts relatifs à l'Eglise de St-Jean l'Evangéliste, *Montréal*."

Et Bill intitulé : " Acte pour faciliter, en cette Province, la formation de Clubs pour la protection du poison et du gibier."

Et aussi, le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative qu'il a passé le Bill intitulé : " Acte incorporant le Chapitre de la Cathédrale de *Trois-Rivières*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant le chapitre de la Cathédrale de *Trois-Rivières*," lesquels sont lus comme suit :

Dans le titre, remplacer le mot " de " par le mot " des. " Dans le préambule, ligne 2, effacer les mots " et officiel prévôt " et les remplacer par les mots " général officiel et prévôt. " Dans le préambule, ligne 7, retrancher le mot " de " et le remplacer par le mot " des. "

Lignes 12 et 20, faire le même changement.

Ligne 22, effacer les mots " de *Trois-Rivières* " et les remplacer par les mots " dans le but d'aider l'ordinaire. "

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente à la Chambre,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 13 avril 1885, demandant copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres et le Président de la Société d'Horticulture, de *Montréal*, relativement à l'établissement d'un Jardin Botanique. (Documents de la Session No 47).

Et aussi,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 8 avril 1885, pour un état de toutes les sommes perçues par le Gouvernement, au moyen des timbres d'assurance, et le montant remboursé jusqu'ici, avec un état détaillé de toutes les sommes payées par la Province, pour voir l'acte imposant cette taxe déclaré inconstitutionnel par le Conseil Privé ; distinguant ce qui a été payé à chaque avocat ou société d'avocats, avec en outre les frais de gravure et d'impression des timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la Province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et les frais judiciaires résultant de l'inconstitutionnalité du Statut la décrétant. (Documents de la Session No 48).

Ordonné, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau la loi concernant l'Instruction Publique en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui,—Que l'ordre pour la troisième lecture du Bill concernant les dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, soit déchargé et que le Bill soit référé de nouveau à un Comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante, entre les sections 2 et 3.

" 3. L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non* que la dite Commission soit chargée d'office de s'enquérir, et que de fait elle s'enquière de l'exactitude de l'accusation :

" Que le Gouvernement aurait aussi contribué pour un montant considérable, tant en argent, qu'en matériaux, à terminer les embranchements de *Joliette* et de *Berthier*, et les aurait achetés subséquemment leur pleine valeur. "

*M. Nantel* propose en amendement, secondé par *M. Asselin*, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " l'ordre pour la troisième lecture du Bill ne soit pas déchargé ; mais qu'il soit résolu que, vu que l'enquête en question doit se faire sous l'autorité d'une Commission Royale ;

“ Vu que cette Commission porte entre autres choses ce qui suit :

“ Nous constituons et nommons l'Honorable *Adolphe Basile Routhier*, un des juges de la Cour supérieure pour notre dite Province, Commissaire pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du dit chemin de fer, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit chemin de fer et qui en ont suivi la vente et la livraison.

“ Et par les présentes requérons le dit Commissaire de faire rapport de temps à autre ou en une seule fois, du résultat de son investigation et spécialement de ses conclusions sur la question de savoir si il y a eu faute grave, négligence coupable, malversation ou abus de pouvoir de la part des officiers du Gouvernement ou autres personnes, en ce qui a rapport aux diverses matières ci-dessus mentionnées.”

Vu que les limites assignées à cette enquête sont aussi étendues que possible, —il ne convient pas que cette Chambre indique au Commissaire l'interprétation à donner à sa Commission et lui dise sur quelle chose il doit faire une enquête, mais on doit lui laisser le soin de décider toutes telles questions.”

M. *Boyer* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Bernard*, que les mots “ l'ordre pour la troisième lecture du Bill ne soit pas déchargé ; mais qu'il soit résolu que, vu que l'enquête en question doit se faire sous l'autorité d'une Commission Royale ;

“ Vu que cette Commission porte entre autres choses ce qui suit :

“ Nous constituons et nommons l'Honorable *Adolphe Basile Routhier*, un des juge de la Cour supérieure pour notre dite Province, Commissaire pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du dit chemin de fer, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit chemin de fer et qui en ont suivi la vente et la livraison.

“ Et par les présentes requérons le dit Commissaire de faire rapport de temps à autre ou en une seule fois, du résultat de son investigation et spécialement de ses conclusions sur la question de savoir si il y a eu faute grave, négligence coupable, malversation ou abus de pouvoir de la part des officiers du Gouvernement ou autres personnes, en ce qui a rapport aux diverses matières ci-dessus mentionnées.”

“ Vu que les limites assignées à cette enquête sont aussi étendues que possible, —il ne convient pas que cette Chambre indique au Commissaire l'interprétation à donner à sa Commission et lui dise sur quelle chose il doit faire une enquête, mais on doit lui laisser le soin de décider toutes telles questions, ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ cette Chambre ne pouvant renoncer à ses droits de donner des instructions spéciales au Commissaire nommé pour faire cette enquête, et de voir à ce que les dépenses dont on demande l'autorisation soient faites d'une manière utile au pays, il soit résolu :

“ Que l'Ordre du Jour pour la troisième lecture soit déchargé et que le Bill soit référé de nouveau à un Comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

“ 3. L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non* que la dite Commission soit chargée d'office de s'enquérir et que de fait elle s'enquière de l'exactitude de l'accusation : “ Que *Louis Adélard Sénécal* lorsqu'il était surintendant du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, l'aurait administré de manière à en cacher les recettes et les dépenses réelles, dissimulant par là les revenus exacts, dans le but de payer le dit chemin moins cher.”



Et des débats s'ensuivant ;

L'Honorable M. *Mercier*, membre pour le district électoral de *St-Hyacinthe*, se lève de son siège et demande que les mots qui viennent d'être prononcés par l'Honorable membre pour *Chambly* soient insérés dans le journal de cette Chambre.

Et ces mots furent alors pris comme suit : " Il a trouvé cela sur un petit morceau de papier aussi calomnieux que lui-même. "

Et les mots pris ayant été lus et l'honorable député de *Chambly*, ayant nié que ces mots fussent ceux qu'il avait prononcés, les mots suivants furent alors inscrits comme étant ceux prononcés par l'honorable député, savoir :

" Il a trouvé cela sur un petit morceau de papier aussi calomnieux qu'il l'avait été lui-même à mon égard. "

Et alors l'honorable député de *Chambly* se retire.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*, qu'il soit résolu, que ces mots ne sont pas parlementaires et que l'Honorable député pour *Chambly*, soit requis de les retirer.

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin

*Samedi, 18 Avril 1885.*

Et question étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Boyer,*  
*Cameron,*

*Demers,*  
*Gagnon,*  
*Joly,*  
*Lemieux,*

*Marchand,*  
*McShane,*  
*Rinfret dit Malouin,*  
*Robidoux,*

*Shehyn,*  
*Stephens,*  
*Watts et*  
*Whyte.*—16.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Carbray,*  
*Caron,*

*Casavant,*  
*Désaulniers,*  
*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Duckett,*  
*Flynn,*  
*Frégeau,*  
*Gauthier,*

*LeBlanc,*  
*Leduc,*  
*Lynah,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martin,*  
*Nantel,*  
*Picard,*

*Poulin,*  
*Richard,*  
*Robertson,*  
*Spencer,*  
*Taillon,*  
*Thornton et*  
*Trudel.*—31.

Ainsi, il est résolu négativement.

Es le sous-amendement étant mis aux voix,—La Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,*

*Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,*

*McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,*

*Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,*

*Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,  
Leduc,*

*Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,  
Poulin,*

*Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.*

Ainsi, il est résolu négativement.

X Et l'amendement à la question originale étant de nouveau proposé ;  
M. Watts propose en sous-amendement, secondé par M. Boyer,—Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants : "cette Chambre ne peut, sans compromettre une de ses plus importantes prérogatives, se départir du privilège qui lui appartient de contrôler les dépenses publiques et d'indiquer les conditions sous lesquelles elle consent à les autoriser et qu'il soit résolu :

Que l'ordre du jour pour la troisième lecture du dit Bill concernant les dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer Q. M. O. et O., soit déchargé et que le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de l'amender en insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

"3. L'Assemblée Législative en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite commission ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non*, que la dite commission, sans limiter les pouvoirs qui lui ont déjà été conférés, soit de plus autorisée à s'enquérir et que de fait elle s'enquière de la vérité de l'accusation que Louis Adélard Sénécal, lorsqu'il était surintendant du chemin de fer Q. M. O. et O., retira un salaire plus élevé que celui auquel il avait droit par sa commission."

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin.  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,

Casavant,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion originale étant proposé de nouveau ;

L'Honorable M. *Marchand* propose en sous-amendement, secondé par M. *Watts* que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants : "cette Chambre ne peut, sans compromettre une de ses plus importantes prérogatives, se départir du privilège qui lui appartient de contrôler les dépenses publiques et d'indiquer les conditions sous lesquelles elle consent à les autoriser, et qu'il soit résolu :

"Que l'ordre du jour pour la 3e lecture du dit Bill soit déchargé et que le Bill soit de nouveau référé à un comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante, entre les 2e et 3e sections :

"3. L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non*, que la dite commission, sans que ses pouvoirs soient en cela restreints, ait d'office, la charge de s'enquérir de l'exactitude de l'accusation, "que le Gouvernement aurait imposé au Syndicat du Pacifique l'achat des embranchements de *St-Lin* et de *St-Eustache*, pour faire toucher trois cent cinquante mille piastres aux propriétaires des dits embranchements, lorsque le dit Syndicat était prêt à payer le même prix pour la ligne principale seule, faisant par là, perdre \$350,000 à la Province.

Et le sous amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
Le Blanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;  
L'Honorable M. Joly propose en sous-amendement, secondé par M. Watts,

Que tous les mots après "Que" dans l'amendement soient retranchés et remplacés par les suivants : cette Chambre ne pouvant renoncer à ses droits de donner des instructions spéciales au Commissaire nommé pour faire cette enquête et de voir à ce que les sommes dont on demande l'octroi soient dépensées utilement pour la Province, il soit résolu :

Que l'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit déchargé et que le dit Bill soit de nouveau référé à un Comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

"3. L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine quâ non*, que la dite Commission soit chargée d'office de s'enquérir et que de fait elle s'enquière de l'exactitude de l'accusation :

"Que le Gouvernement a complètement sacrifié les intérêts de la Province de Québec, en subdivisant le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, en deux sections, et en vendant la Section Est au Syndicat du Chemin de fer du Nord, au lieu d'accepter les offres du Pacifique Canadien et de lui vendre la totalité du dit chemin de fer, depuis Ottawa jusqu'à Québec."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,*

*Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,*

*McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,*

*Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,*

*Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,*

*Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,*

*Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
Saint-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;

M. Bernatchez propose en sous-amendement, secondé par M. Boyer, que tous les mots après "Que" dans l'amendement soient biffés et remplacés par les suivants :

"Cette Chambre ne pouvant renoncer au droit qu'elle possède d'imposer les conditions qu'elle juge à propos quant à l'emploi des deniers qu'elle vote, il soit résolu :

"Que l'ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit déchargé, et que le Bill soit référé de nouveau à un Comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

"3. L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non*, que la dite Commission, sans limiter ses pouvoirs, soit spécialement chargée d'office de s'enquérir et que de fait elle s'enquière de l'exactitude de l'accusation : Que le Révérend M. Labelle aurait été chargé de la part de Sir Hugh Allan, d'offrir neuf millions de piastres au Gouvernement pour le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que l'a déclaré, au Conseil Législatif, le 19 avril 1882, l'Honorable J. G. Ross, Conseiller Législatif pour la Division *Chaouini-gane* et Premier Ministre actuel de la Province de Québec."

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Roberts<sup>on</sup>,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

X Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;  
M. Whyte propose en sous amendement, secondé par M. McShane, Que tous les mois après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants : "cette Chambre ne peut pas, sans perdre une de ses prérogatives les plus importantes, renoncer au privilège qu'elle a de contrôler les dépenses publiques et de rencontrer les fins et les conditions des octrois d'argent, et qu'en conséquence il soit résolu :

"Que l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental soit déchargé et que le dit Bill soit renvoyé de nouveau en Comité général avec instructions de l'amender comme suit :

"L'Assemblée Législative, en pourvoyant aux dépenses de la dite Commission le fait à la condition expresse et *sine qua non*, que la dite Commission soit chargée de s'enquérir et que de fait elle s'enquière actuellement de la vérité de l'accusation :

"Que Louis Adélard Sénécal, Président de la Compagnie du chemin de fer du Nord a récompensé le parti conservateur de lui avoir vendu la section Est du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à des conditions ruineuses pour la Province, et qu'il donna à Sir Hector Langevin \$100,000, ainsi que d'autres sommes dont les montants furent dépensés en faveur des candidats du parti conservateur, dans les élections générales pour la Chambre des Communes du Canada, dans le mois de Juin 1882."

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Bransseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau :

M. *Shehyn* propose en sous-amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, Que tous les mots après " Que " dans l'amendement soient biffés et remplacés par les suivants : " cette Chambre ne pouvant renoncer au droit qu'elle possède d'imposer les conditions qu'elle juge à propos quant à l'emploi des deniers quelle vote, il soit résolu :

Que l'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* soit déchargé ; et que ce Bill soit référé de nouveau à un Comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

" L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non*, " que la dite Commission, sans limiter ses pouvoirs, soit spécialement chargée de s'enquérir et que de fait elle s'enquière de l'accusation :

" Que, dans la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, les intérêts de la Province de *Québec* ont été méconnus et complètement " sacrifiés."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Désautniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
Saint-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

X Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;  
M. Cameron propose en sous-amendement, secondé par l'Honorable M. Joly,  
que tous les mots après " Que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" cette Chambre ne peut, sans sacrifier une de ses plus importantes prérogatives, renoncer au droit qu'elle a de contrôler les dépenses publiques et de et de régler les fins et les conditions des octrois d'argent, et qu'en conséquence, il soit résolu :

" Que l'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit déchargé et que le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité général pour être amendé, en insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

" 3. L'Assemblée Législative, en pourvoyant aux dépenses de la dite Commission ne le fait qu'à la condition expresse, et *sine qua non*, que la dite Commission, sans limiter les pouvoirs qui lui sont conférés, soit de plus chargée de s'enquérir et que, de fait, elle s'enquière de la vérité de l'accusation :

" Que vingt membres de cette Chambre, qui ont voté pour la vente du Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ont été élus, au moyen de l'argent ou autres valeurs que L. A. Sénécal, alors Surintendant du dit chemin, ou le Syndicat dont il était membre, leur procura soit directement, soit indirectement."

Et le sous-amendement était mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :



POUR :

Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,*

*Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,*

*McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,*

*Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,*

*Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,*

*Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,*

*Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;

M. Demers propose en sous-amendement, secondé par M. Bernard, que tous les mots après "Que" dans l'amendement soient biffés et remplacés par les suivants : "cette Chambre ne pouvant renoncer au droit qu'elle possède d'imposer les conditions qu'elle juge à propos, quant à l'emploi des deniers qu'elle vote, il soit résolu :

"Que l'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit déchargé et que ce Bill soit référé de nouveau à un Comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

"L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non*, que la dite Commission, sans limiter ses pouvoirs, soit spécialement chargée de s'enquérir et que de fait, elle s'enquière de l'exactitude de l'accusation :

"Que, dans les élections générales de décembre 1881, L. A. Sénécal, alors Surintendant du Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, aurait souscrit certaines sommes pour favoriser les élections des candidats ministériels dans différents comtés de la Province, ainsi qu'admis par lui dans sa déposition sous serment, dans une cause devant la Cour Supérieure, District de Montréal, sous le numéro 293, entre François Côté, Demandeur et le dit L. A. Sénécal, Défendeur."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin.  
Robidoux.

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

X Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;  
M. McShane propose en sous-amendement, secondé par M. Whyte, que tous les mots après " Que " soient effacés et remplacés par les suivants : " cette Chambre ne peut pas, sans perdre une de ses plus importantes prérogatives renoncer au privilège qu'elle a de contrôler les dépenses publiques et de rencontrer les fins et les conditions des octrois d'argent, et qu'en conséquence il soit résolu :

" Que l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit déchargé et que le dit Bill soit renvoyé de nouveau en Comité de toute la Chambre pour y être amendé en y insérant la clause suivante :

" Que l'Assemblée Législative, en pourvoyant aux dépenses de la dite Commission, le fait, à la condition expresse, et *sine qua non*, que la dite Commission recevra ordre de s'enquérir et que, de fait, elle s'enquière actuellement de la vérité de l'accusation :

" Qu'en réglant avec la cité de Québec la souscription de cette même cité au dit chemin, la Province a perdu une somme d'argent considérable. "

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;

M. *Stephens* propose en sous-amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après " Que " soient retranchés et remplacés par les suivants : " cette Chambre ne peut pas, sans sacrifier une de ses plus importantes prérogatives, renoncer au privilège qu'elle a de contrôler les dépenses publiques et de décréter les fins et les conditions des octrois d'argent, et qu'en conséquence il soit résolu :

" Que l'Ordre du jour pour la 3e lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental soit déchargé, et que le dit Bill soit renvoyé de nouveau en Comité de toute la Chambre avec instructions de l'amender en y insérant la section suivante, comme clause séparée, entre les sections 2 et 3 :

" Il sera du devoir du Commissaire nommé en vertu de cet acte, de s'enquérir de la question de savoir si la somme de \$1,477,261, payée par la Province, en à compte du trafic et de la construction, pour la Section Est du Chemin de fer, de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis la vente du dit Chemin de fer, était justifiée par les termes du contrat de vente fait entre le Gouvernement et les acheteurs ; et si toutes, ou aucune partie, des sommes d'argent ainsi payées, depuis la date de la dite vente, auraient dû l'être par les acheteurs."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Désaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—33

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;

**X** M. Robidoux propose, en sous-amendement, secondé par M. Boyer, que tous les mots après "Que" dans l'amendement soient retranchés et remplacés par les suivants : "L'Ordre du jour pour la 3e lecture du Bill soit déchargé et qu'il soit référé à un Comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante entre les sections 2 et 3 :

"L'Assemblée Législative, en votant les deniers nécessaires au fonctionnement de la dite Commission, ne le fait qu'à la condition expresse et *sine qua non* : "Qu'une personne compétente soit nommée par le Gouvernement pour assigner et interroger les témoins à être entendus devant le dit Commissaire."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,

Shehyn,  
Stephens,  
Watts et  
Whyte.—17.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Caron,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>Casavant,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant proposé de nouveau ;

M. *Rinfret dit Malouin* propose en sous-amendement, secondé par M. *Boyer*, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " l'ordre du jour pour la troisième lecture du dit Bill soit déchargé et qu'il soit référé de nouveau à un Comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en y insérant la clause suivante :

" Que, s'il est fait devant le dit Commissaire une preuve incriminant quelques députés actuels ou anciens députés de cette Chambre, il sera du devoir du dit Commissaire d'en donner avis par écrit aux dits députés ainsi accusés afin que ces derniers puissent comparaître par eux-mêmes ou par procureur et assigner les témoins qu'ils jugeront nécessaires à leur justification, lesquels témoins et procureurs seront payés à même les deniers de la Province, si telle justification a lieu."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Whyte.—17.</i>
<i>Demers,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Caron,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>Casavant,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Caron,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin.</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux.</i>	<i>Whyte.—18.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée,—qu'il soit résolu, Que, vu que l'enquête en question doit se faire sous l'autorité d'une Commission Royale ;

Vu que cette Commission porte entre autres choses ce qui suit :

“ Nous constituons et nommons l'Honorable *Adolphe Basile Routhier*, un des juges de la Cour Supérieure pour notre dite Province, Commissaire pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du dit chemin de fer, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit chemin de fer et qui en ont suivi la vente et la livraison.

“ Et par les présentes requérons le dit Commissaire de faire rapport de temps à autre ou en une seule fois, du résultat de son investigation et spécialement de ses conclusions sur la question de savoir si il y a eu faute grave, négligence coupable, malversation ou abus de pouvoir de la part des officiers du Gouvernement ou autres personnes, en ce qui a rapport aux diverses matières ci-dessus mentionnées.”

Vu que les limites assignées à cette enquête sont aussi étendues que possible, il ne convient pas que cette Chambre indique au Commissaire l'interprétation à donner à sa Commission et lui dise sur quelle chose il doit faire une enquête, mais on doit lui laisser le soin de décider toutes telles questions,—étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Gagnon, propose sous forme d'amendement, secondé par l'Honorable M. Joly, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu :

Que, par la section 8 du chapitre 78 des statuts refondus du *Bas-Canada*, il est décrété qu'aucun des Juges de la Cour Supérieure ne pourra occuper d'autre emploi rétribué sous la Couronne, tant qu'il sera ainsi juge ; et par les sections 96 et 100 de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* 1867, il est aussi décrété que ces juges sont nommés par le Gouverneur-Général et payés par le Parlement du *Canada*.

Que, le 23 Janvier 1870, sur la recommandation du très Honorable Sir John A. McDonald (alors Ministre de la justice) et d'après l'opinion écrite du Procureur Général et du Solliciteur Général d'*Angleterre*, le Gouverneur Général a désavoué l'Acte des Subsidés passé par la Législature d'*Ontario*, le 23 Janvier 1869, savoir : le chapitre 1er de la 32<sup>me</sup> *Victoria*, dont la section six autorisait le paiement d'une somme de mille piastres à certains Juges des Cours Supérieures de la Province, comme honoraires additionnels pour les raisons y mentionnées.

Que ce désaveu a été fait sur le principe que les lois des Législatures locales accordant tels salaires, émoluments ou récompenses à des Juges des Cours Supérieures, étaient inconstitutionnelles et *ultra vires*.

Qu'il a été décrété dans la circonstance plus haut rapportée, par les plus hautes autorités légales, que les Juges des Cours Supérieures ne pouvaient recevoir des honoraires d'aucune sorte, de la part de n'importe quel pouvoir, autre que celui qui les nomme et leur paye le salaire attaché à leur position.

" Que, vu ce précédent et, dans le but d'éviter le désaveu d'une loi évidemment inconstitutionnelle, cette Chambre, tout en se déclarant favorable à une enquête sévère et complète sur toutes les circonstances se rattachant à la vente, à l'administration et à la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* et de ses embranchements, ne croit pas opportun d'autoriser les dépenses de la dite Commission, le commissaire chargé de s'enquérir des choses mentionnées dans le Bill actuel étant un des juges de la Cour Supérieure de cette Province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

Bernard,	Gagnon,	McShane,	Shehyn,
Bernatchez,	Joly,	Mercier,	Stephens,
Boyer,	Lemieux,	Rinfret dit Malouin,	Watts et
Cameron,	Marchand,	Robidoux,	Whyte.—17.
Demers,			

## CONTRE :

## Messieurs

Asselin,	Casavant,	Le Blanc,	Picard,
Audet,	Désautniers,	Leduc,	Poulin,
Beauchamp,	Desjardins,	Lynch,	Poupore,
Bergevin,	Dorais,	Marcotte,	Richard,
Blanchet,	Duckett,	Marion,	Robertson,
Brousseau,	Duhamel,	Martel,	St. Hilaire,
Carbray,	Flynn,	Martin,	Taillon et
Caron,	Frégeau,	Nantel,	Trudel.—32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant proposée de nouveau,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'Honorable M. *Mercier*, propose sous forme d'amendement, secondé par M. *Lemieux*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants, il soit résolu :

Vu que des accusations très graves affectant la réputation de nos hommes publics, ont été portées durant les dernières années, en rapport avec la construction, l'administration, et la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ;

Vu que ces accusations ont été portées dans cette Chambre, sur les hustings et par la presse, quelque fois par les deux partis, et qu'elles ont profondément ému l'opinion publique de cette Province ;

Vu qu'il était de toute nécessité de s'enquérir de ces accusation afin l'en constater la vérité ou la fausseté, et que cette constatation devait être le but principal de l'enquête proposée ;

Vu que le seul moyen de s'assurer que le commissaire s'enquerrait de ces accusations dans le but de venger les hommes publics attaqués ou la morale publique offensée, était de lui donner des instructions spéciales et non pas vagues, à cet égard ;

Vu le refus du Gouvernement et de ses amis de consentir à donner telles instructions ;

Cette Chambre est d'opinion que, vu ce refus et dans telles circonstances, l'enquête proposée serait illusoire et inutile, et ne croit pas opportun d'autoriser les dépenses considérables qu'elle devra nécessairement entraîner."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Boyer,*  
*Cameron,*

*Demers,*  
*Gagnon,*  
*Joly,*  
*Lemieux,*

*Marchand,*  
*McShane,*  
*Mercier,*  
*Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,*  
*Shehyn,*  
*Watts et*  
*Whyte.*—16.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Carbray,*  
*Caron,*

*Casavant,*  
*Désaulniers,*  
*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Duckett,*  
*Flynn,*  
*Frégeau,*  
*LeBlanc,*

*Leduc,*  
*Lynch,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Nantel,*  
*Picard,*

*Poulin,*  
*Poupore,*  
*Richard,*  
*Robertson,*  
*St-Hilaire,*  
*Taillon et*  
*Trudel.*—31.

Ainsi il est résolu négativement.



Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement. Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ” ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 20 Avril 1885.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *James Brown* et autres, de la paroisse de *Saint-Anicet* ; demandant que le Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe*, et pour d'autres fins ne devienne pas loi.

*Ordonné*, Que cette pétition soit renvoyée au Comité permanent des Ordres permanents.

*M. Martel*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la société d'horticulture de *Montréal*, demandant un acte incorporant le “ Jardin Botanique de *Montréal*,” et a trouvé qu'elle était de nature de celles qui ne requièrent pas d'avis.”

L'Honorable *Blanchet*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Treizième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer la Ligue de Tempérance du comté d'*Arthabaska* et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre Comité a, de plus, examiné le Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins. Mais attendu que la requête en opposition au dit Bill n'a été présentée à votre honorable Chambre que depuis que le rapport du Comité des ordres permanents a été fait, et attendu que les pétitionnaires qui s'opposent au Bill n'ont pas eu l'occasion d'être entendus devant le Comité des ordres permanents, votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre de renvoyer de nouveau les dites pétitions au dit comité des ordres permanents avec instructions d'examiner les dites pétitions et de faire rapport de nouveau.

Votre Comité a aussi examiné le Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu *George H. Frothingham*, Ecuyer, et pour d'autres fins en rapport avec ce testament, lequel bill lui avait été de nouveau référé par votre honorable Chambre, et a l'honneur de le rapporter avec différents amendements.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill incorporant l'Association du Jardin Botanique de *Montréal*.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

*Ordonné*, Que M. *Gauthier* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant au recouvrement par voie sommaire, des rentes constituées.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill relatif au serment et à l'administration du serment.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 1<sup>er</sup> avril 1885, pour la production d'un état de toutes les sommes reçues des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal (à part la Cité de *Montréal*), depuis la création de la charge de commissaire du fonds d'emprunt municipal, avec le montant payé pour salaire à ce commissaire, depuis sa nomination jusqu'à ce jour, et le montant qui lui a été payé pour frais et dépenses de voyage. (Documents de la Session No 49).

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1885, demandant une liste de tous les cautionnements hypothécaires donnés par les fonctionnaires publics, depuis la dernière session; avec les raisons qui, dans chaque cas, ont engagé l'exécutif à accepter un cautionnement hypothécaire au lieu d'une police de garantie. (Documents de la Session No 50).

Et aussi,—réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 avril 1885, demandant : copie officielle de l'Ordre en Conseil No 93, du 17 mars 1882, accordant une addition de salaire, à *Félix Fortier*, Greffier du Conseil Exécutif, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1879, en conformité de la 40<sup>me</sup> *Vict.*, chapitre 9, avec indication des Ministres qui ont concouru dans cet ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 94, du 17 mars, 1882, ordonnant la mise à retraite de *Félix Fortier*, Greffier du Conseil Exécutif, à compter du 1<sup>er</sup> mai suivant, avec une pension annuelle de \$1680, calculée sur son traitement de \$2,400, pour les trois dernières années précédant l'époque de sa mise à retraite, avec indication des Membres du Conseil Exécutif qui ont concouru dans cet ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 115, du 21 avril 1882, prorogeant la mise à retraite du dit *Félix Fortier*, au premier juin suivant, vu la nécessité de la continuation de ses services durant la session, avec indication des Ministres concourant dans cet ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 95 du 21 Avril, 1882, déclarant que les Ordres en Conseil No 386, du 3 Décembre, 1877 et 394 du 7 Décembre, même année, étaient conformes au Statut 40 *Victoria*, chapitre 9, en fixant le salaire des

sous-chefs à \$2,400 par année, ne devaient pas être révoqués, réintégrant ces sous-chefs dans ce salaire, révoquant l'Ordre en Conseil du 25 Juillet, 1878, qui avait réduit ce salaire à \$2,000 ; avec indication des Ministres concourant dans cet Ordre.

Copie officielle de l'Ordre en Conseil No 247, du 28 Juin 1883, déclarant entre autres choses, que M. *Fortier* n'avait pas été 35 ans dans le service civil, mais seulement 28 ans, que son traitement pour les trois années précédant le 1er Juin 1882, n'avait été que \$2,000, et fixant en conséquence la pension de M. *Fortier* à \$1,120. (Documents de la Session No 51.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Orphelinat de *Farnham* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'Acte intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain *Saint-Jean* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendant le Statut 40 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain *Saint-Jean*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant les Actes concernant la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de *Missisquoi* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *St-Hilaire* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les Actes relatifs à l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer *St. Jean* et *Sorel* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Demers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—Est-ce l'intention du Gouvernement d'exiger que le Palais de Justice de *Québec*, soit parachevé promptement ?

Pour quelle raison l'entrepreneur ne procède-t-il pas à la construction actuellement ? A quelle date l'édifice doit-il être achevé ? Y a-t-il quelques pénalités si l'édifice n'est pas parachevé à une date fixée ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—C'est l'intention du Gouvernement d'exiger que le Palais de Justice de *Québec* soit terminé promptement.

L'entrepreneur pousse activement la préparation de la pierre, afin de pouvoir recommencer ses travaux de construction aussitôt que la saison le permettra.

L'édifice devra être entièrement terminé à la date du 1<sup>er</sup> Novembre 1885, à peine de dépens, dommages et intérêts, etc, tel que pourvu par le marché.

Par M. *Gagnon*,—En quoi consiste le dépôt de \$15,000 fait par l'Association Mutuelle de Prévoyance du *Canada* ?

A quel endroit des comptes publics les \$5,000, déposées le 20 Novembre 1883, se trouvent-elles entrées ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—La Chambre a déjà reçu la réponse à la première partie de la question, savoir, que le dépôt consistait en obligations de la Puissance et de la Province de *Québec*.

Pour la deuxième partie, rien n'a été donné, mais le premier dépôt de \$5,000 fut fait par un reçu de dépôt de la Banque *Jacques-Cartier*, lequel en juillet 1884 fut retiré et remplacé par cinq obligations de la Puissance de \$1000 chacune, et qui constituent une partie des \$15,000 actuellement déposées au Département du Trésor.

Par M. *Watts*,—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder quelque somme d'argent à la Municipalité de *St-Albert de Warwick*, dans le Comté d'*Arthabaska*, pour l'aider à construire un pont sur la rivière *Nicolet*, à l'endroit où plusieurs personnes se sont noyées en la traversant l'année dernière ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Cette question est sous considération.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Quelles sont les mesures que le Gouvernement de *Québec* a prises pour prendre part à l'Exposition Internationale d'*Anvers* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Le Gouvernement attend l'action du Gouvernement Fédéral.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant :

1. Une liste, par comtés, des municipalités qui sont arriérées dans le paiement des sommes dues au fonds de bâtisses et des jurés.
2. Le montant des arrérages.
3. Le nom des municipalités qui ont été poursuivies.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Watts*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie des mandats autorisant le paiement des sommes suivantes payées à A. *Charlebois*, et entrées aux pages suivantes des comptes publics pour l'exercice 1883-84 :

Page 76, A. *Charlebois*, pour ameublement \$1,581.45.

Page 83, A. *Charlebois*, pour ameublement \$3,538.00.

2. Copie des chèques émanés en vertu de ces mandats.
3. Copie des reçus donnés par les personnes en faveur desquelles ces mandats ont été émis, et par les personnes auxquelles ces chèques ont été payés.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Shehyn,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des remises d'amendes, confiscations, taxes, droits, etc., du 30 mars 1884, au 13 avril 1885, tel que requis par la 61e section de l'Acte du Trésor.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Watts,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes payées à L. N. Fortin, comme surintendant général des travaux de colonisation, depuis sa nomination ; distinguant ce qui lui a été payé pour salaire de ce qui lui a été payé pour dépenses de voyage ; et copie de tous les rapports du dit L. N. Fortin en sa capacité de surintendant général des travaux de colonisation.

L'Honorable M. Beaubien propose, secondé par M. Desjardins, que l'honoraire de \$100 payé, durant la dernière Session, sur le Bill intitulé : " Acte concernant les Commissaires d'école d'Hochelaga, 47 Victoria, chapitre 30," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur s'exprime comme suit :

En vertu de la règle 37, je suis obligé d'informer la Chambre, que la motion de l'Honorable Député d'Hochelaga, demandant la remise de l'honoraire de \$100 payé pour le Bill passé à la dernière Session, relativement aux Commissaires d'écoles d'Hochelaga, 47 Victoria, chapitre 30, est contraire à une disposition de la constitution et par conséquent hors d'ordre.

La 54e section de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord décrète qu'il ne sera pas loisible à la Chambre d'adopter un vote ou une résolution pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public à un objet qui n'aura pas, au préalable, été recommandé par un message du Lieutenant Gouverneur ; et par là même, réserve à la couronne l'initiative des votes d'argent.

La Chambre, par l'une des règles adoptées pour sa propre gouverne et son économie intérieure, impose un honoraire pour la présentation de tous Bills privés ; mais dans certains cas il est d'habitude de faire la remise de cet honoraire. Cependant, quand la Chambre fait cette remise, l'argent est entre les mains de ses propres officiers et n'est pas encore versé au trésor ; il ne forme pas encore partie du fonds consolidé du revenu, et est encore sous le contrôle immédiat de la Chambre. La remise qui est faite est une dérogation à la règle exigeant le paiement de l'honoraire et n'est pas une appropriation ou un vote du montant de cet honoraire comme vote d'un crédit.

Dans le présent cas, l'argent a été versé dans le trésor et fait partie du fonds consolidé du revenu, de sorte qu'il tombe sous le coup de la disposition que j'ai citée. J'ai trouvé dans les procédures de la Chambre des Communes du Canada deux cas de remise d'honoraires payés à une session précédente ; mais je pense que cela doit s'être fait par inadvertance et par conséquent ces deux cas ne doivent pas être acceptés comme précédents.

Je déclare cette motion contraire à l'une des dispositions de la constitution qui régit nos procédures et en conséquence je décline de mettre la question aux voix.

M. Stephens propose, secondé par l'Honorable M. Marchand, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de

vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la réclamation de M. *Baby*, Ecr. pour services rendus, par lui, à la Compagnie du chemin de fer du *Lac St-Jean* ; laquelle copie est actuellement en la possession de la Compagnie du chemin de fer.

M. *Whyte* propose comme amendement, secondé par M. *Lemieux*, Que les mots suivants soient ajoutés à la dite adresse : “ Copie de la décision du bureau des directeurs de la dite Compagnie quant à la dite réclamation.”

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,  
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Sur motion de M. *Rinfret dit Malouin*, secondé par M. *Lemieux*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant le nombre de gardiens des bâties du Parlement, nommés depuis l'explosion en Octobre dernier, leurs nom, salaire et le nom et salaire des chefs. Et, si quelqu'un des chefs ou gardiens occupent déjà d'autres emplois sous le contrôle du Gouvernement, quel est cet emploi et quel est le salaire ou traitement qui y est attaché.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Watts*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—La liste ou le catalogue de tous les livres et brochures publiés ou achetés par les différents départements publics depuis le 1er Novembre 1879, non compris le département de l'Instruction Publique ; la dite liste donnant, par chaque département et dans autant de colonnes, l'année de l'achat, le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur, le nombre de copie, et le coût.

Sur motion de M. *Spencer*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer “ La Société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham*,” soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *St-Hilaire*, secondé par M. *Frégeau*,

Ordonnée, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Hôtel-Dieu St-Valier de *Chicoutimi*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Desjardins*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant “ L'Union Saint-Joseph de Saint-Charles-Borromée, de *Charlesbourg*,” soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant “ les Religieuses Sœurs Hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'*Arthabaskaville*,” soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Marion*, secondé par M. *Martin*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant “ la Congrégation du Très-Saint-Rédempteur,” soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre reprend les débats ajournés sur le sous-amendement proposé, mercredi le 15 du courant à l'amendement, tel qu'amendé, à la motion portant : "Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, exposant :

Que l'Assemblée Législative de la province de *Québec* désire protester solennellement de sa loyauté envers la personne de Sa Majesté la Reine ;

Que cette Assemblée a appris avec un profond regret les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest* du *Dominion*, et saisit la première occasion qui lui est offerte pour déclarer qu'elle ne peut approuver les sujets de Sa Majesté qui cherchent à régler par les armes et l'effusion du sang, des difficultés purement administratives ;

Que cette Assemblée a été fière de voir, l'autre jour, les soldats volontaires de la province de *Québec* se ranger sous les drapeaux et marcher au combat, pour défendre l'intégrité du territoire et défendre les autorités constituées ;

Que cette Assemblée, tout en désapprouvant, comme elle vient de le faire, le soulèvement qui a éclaté au *Nord-Ouest*, ne peut s'empêcher de croire qu'il a été provoqué par l'incurie et la négligence apportées au règlement de certaines réclamations parfaitement justes et pendants, depuis un certain nombre d'années, et aime à penser que ce soulèvement, considérant le caractère des Métis, résulte plutôt du désespoir que de la déloyauté ;

Que cette Assemblée est convaincue que, sans la négligence et l'impéritie évidentes des autorités fédérales, cette insurrection n'aurait pas eu lieu et que notre Province n'aurait été obligée d'envoyer ses enfants combattre des concitoyens poussés à bout par une série trop longue de vexations et de dénis de Justice ;

Que cette Assemblée représente constitutionnellement la Province de *Québec* et a le droit incontestable d'exprimer son opinion, lorsque ses fils sont appelés à aller verser leur sang pour une cause dont la justice est pour le moins discutable ;

Que cette Assemblée croit aussi devoir se plaindre, au nom des familles dont les enfants sont sous les drapeaux, de l'insuffisance de l'équipement et de l'armement des soldats et officiers et du peu de précautions qui ont été prises pour assurer leur confort et protéger leur vie, tant durant le voyage que sur le théâtre de la lutte ;

Que, sans vouloir aucunement empiéter sur les attributions du Parlement fédéral, cette Assemblée tout en affirmant de nouveau sa loyauté envers la couronne, regrette profondément les troubles du *Nord-Ouest* et que ses membres, comme citoyens, protestent solennellement contre le Gouvernement Fédéral, qu'ils tiennent responsable du sang versé et en particulier de la négligence coupable du Ministre de l'Intérieur, qui a, pour ainsi dire, forcé les Métis à prendre les armes, et contre l'impéritie du Ministre de la Milice qui expose gravement la vie de nos soldats volontaires.

Que cette Assemblée prie Son Honneur Lieutenant-Gouverneur de vouloir bien considérer l'opportunité de recommander le vote d'un crédit pour secourir les familles de nos soldats volontaires appelés sous les armes et de faire transmettre copie de la présente adresse à l'Honorable secrétaire d'Etat de la Puissance.

Et lequel amendement, tel qu'amendé, comporte que tous les mots après "Que" dans le premier paragraphe soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest*, mais admire le courage et la loyauté des officiers et soldats volontaires de cette province, qui, n'écoutant que la voix du patriotisme et du devoir, ont, sans hésitation, abandonné leurs occupations et leurs familles pour se rendre sur le théâtre de l'insurrection.

" Que, pour des motifs de loyauté, de patriotisme et de prudence, cette Chambre ne saurait discuter en ce moment les faits qui ont pu engager une partie des habitants du *Nord-Ouest* dans la voie de la sédition et de l'oubli de

leurs devoirs envers l'autorité constituée ; mais qu'elle croit devoir exprimer la confiance que le Gouvernement du Canada ne négligera aucun moyen légitime pour épargner autant que possible, l'effusion du sang et ramener promptement la tranquillité et la paix, et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli," et lequel sous-amendement était que le second paragraphe, excepté les mots " et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" tout en faisant des vœux pour le rétablissement de la paix dans le *Nord-Ouest*, cette Chambre espère que des mesures seront prises immédiatement, pour faire disparaître les causes des troubles et assurer aux habitants du *Nord-Ouest*, sans distinction de races et de croyances, les droits et les libertés qu'ils réclament avec raison depuis si longtemps.

" Que les troubles du *Nord-Ouest* ont été en grande partie causés par le manque de prévoyance et l'absence d'une politique prudente et énergique et par une politique ambiguë, remplie de tâtonnement, de retards et d'irrésolutions de la part des autorités fédérales, à l'égard des habitants du *Nord-Ouest*.

" Que cette Chambre espère que le Gouvernement de cette Province prendra les moyens constitutionnels pour mettre à la disposition des familles de nos braves volontaires un montant suffisant pour les secourir durant l'absence de leurs chefs et de leurs soutiens naturels."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit Mardi matin ;

Mardi, 21 Avril 1885

Et le sous amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR .

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Demers,

Gagnon,  
Lemieux,  
Marchand,  
McShane,

Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robidoux,  
Shehyn,

Turcotte,  
Watts et  
Whyte.—15.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Cameron,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,

Désaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de Saint-  
Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gauthier,

Joly,  
Lapointe,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,

Nantel,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
St-Hilaire,  
Stephens,  
Taillon,  
Thornton et  
Trudel.—41.

Ainsi, il est résolu négativement.



Et l'amendement tel qu'amendé, à la motion originale, étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Saint Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Trudel.—38.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Fréreau,</i>	<i>Martin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Whyte.—18.</i>
<i>Demers,</i>	<i>McShane,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée,—Que cette Chambre regrette les tristes événements qui se produisent actuellement dans le *Nord-Ouest*, mais admire le courage et la loyauté des officiers et soldats volontaires de cette Province, qui, n'écoulant que la voix du patriotisme et du devoir, ont, sans hésitation, abandonné leurs occupations et leurs familles pour se rendre sur le théâtre de l'insurrection.

Que, pour des motifs de loyauté, de patriotisme et de prudence, cette Chambre ne saurait discuter en ce moment les faits qui ont pu engager une partie des habitants du *Nord-Ouest* dans la voie de la sédition et de l'oubli de leurs devoirs envers l'autorité constituée ; mais qu'elle croit devoir exprimer la confiance que le Gouvernement du *Canada* ne négligera aucun moyen légitime pour épargner autant que possible, l'effusion du sang et ramener promptement la tranquillité et la paix, et qu'elle espère que l'ordre sera bientôt rétabli,—étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

*Ordonné*, Que la Pétition de la municipalité du village de *Huntingdon*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue, et que la 49<sup>ème</sup> et la 87<sup>ème</sup> règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à cette Pétition.

Et la dite Pétition est lue et reçue ; demandant que le Bill définissant les bornes de la Paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins, ne devienne pas loi.

*Ordonné*, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité permanent des Ordres permanents.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 Avril 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Richard*,—La Pétition de *F. Dugas* et autres, du Comté de *Montcalm*.

L'Honorable M. *Blanchet*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Quatorzième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les Bills Privés soit étendu jusqu'à samedi prochain, le 25 courant.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières, présente à la Chambre le Septième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : Que le délai pour la réception des rapports sur les Bills Privés soit étendu au 25 avril courant.

Sur motion de l'Honorable M. *Blanchet*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,

Ordonné, Que le délai pour la réception des rapports sur les Bills Privés soit étendu au vingt-cinq avril courant, conformément à la recommandation des Comités des Bills Privés et des Chemins de fer.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 15 avril 1885, demandant copie des réponses des membres catholiques du Conseil de l'Instruction Publique à la lettre de l'Honorable *J. A. Mousseau*, en date du 23 décembre 1884, à l'Honorable M. *G. Ouimet*, à eux communiquée par M. le Surintendant. (Documents de la Session No 52).

Aussi, réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 16 avril 1885, pour :

1. Copie de la correspondance entre l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et les commissaires d'école de la ville de *Lachine*, en 1875 et 1876, au sujet de la construction de toutes maisons d'école dans la dite ville.

2. Copie de la correspondance autorisant les Commissaires à emprunter une somme de \$8,500.00 pour payer la construction des dites maisons d'école.

3. Copie de la correspondance au sujet du prélèvement d'une taxe spéciale, pendant 13 ans, pour payer l'emprunt de \$8,500.00.

4. Etat montrant les sommes perçues, année par année, sur cette taxe, depuis son imposition, jusqu'au 1er avril 1885, le montant d'arrérages, le montant employé chaque année à la réduction de la dette de \$8,500.00.

5. Le montant de la dette au 1er avril 1885. (Documents de la Session No 53.)

Et aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1885, demandant copie du tableau transmis par le Percepteur du Revenu pour le district de *Kamouraska*, en obéissance à la circulaire, du 19 avril 1884, de l'assistant trésorier, au sujet des licences. (Documents de la Session No 54.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,—

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" tout en étant prêt à voter les subsides à Sa Majesté,

Vu que, d'après les statistiques officielles, les recettes et les dépenses générales du fonds consolidé du revenu, durant la 1<sup>ère</sup> année de la Confédération et l'année dernière (1883-84), ont été respectivement comme suit :

Dépenses 1883-84.....	\$3,269,391 61
" 1868-69.....	1,183,238 44
Augmentation.....	\$2,086,153 17
Recettes 1883-84 .....	\$2,894,147 42
" 1868-69.....	\$1,386,837 29
Augmentation.....	\$1,507,310 13

Vu que, durant cette période, les dépenses ont augmenté de 177.15 par cent et les recettes de 108.68 par cent seulement ;

Vu que cette différence considérable dans l'augmentation des recettes et des dépenses a déjà produit les déficits qui suivent :

1. Déficits apparents de 1875 à 1883, suivant le document No 84, de l'an dernier.....	\$1,841,362 50
2. Montants reçus sur le capital en 1879, 1880 et 1882, et entrés comme recettes ordinaires, d'après le même document, savoir :	
a. 1878-79, reçu du <i>Dominion</i> , à compte de règlement.....	\$500,000
b. 1879-80, reçu du <i>Dominion</i> , à compte de règlement.....	125,000
c. 1881-82, reçu de la Cité de <i>Montréal</i> et du Fonds d'Emprunt Municipal.....	554,146 83
	1,179,146 83
3. Plus, déficit de l'année 1883-84.....	500,000
Total des déficits accumulés.....	\$3,520,509 33

Vu que, sur le produit des sept millions et demi d'emprunt faits depuis 1880, il ne reste à l'heure qu'il est, que neuf cent mille piastres en banque, tandis que nous avons à faire face à au-delà de deux millions de réclamations encore pendantes, auxquelles il faudra ajouter les déficits qui vont se découvrir chaque année ; et qu'il est évident qu'un nouvel emprunt deviendra nécessaire afin d'acquitter cette nouvelle dette flottante s'accroissant avec une rapidité inquiétante.

Vu qu'il est impossible de continuer un tel état de choses sans exposer la Province à un désastre financier et la conduire à la taxe directe ou à la banqueroute.

Cette Chambre prie les Ministres de ne plus retarder à remédier à cette situation inquiétante et croit devoir les informer qu'il mériteront le blâme sévère de la Province, si, persévérant dans l'inaction coupable qui a caractérisé leur politique depuis leur accession au pouvoir, ils ne soumettent pas bientôt et surtout avant les prochaines élections générales, quelques mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits et à empêcher de nouveaux emprunts.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant et refondant l'acte d'incorporation de la Ville de *Lachine* et les divers actes qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender les divers statuts relatifs à la ville de *Lachine* et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Ville de *Lachute* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Ligue de Tempérance d'*Arthabaska* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte incorporant la ligue de tempérance du Comté d'*Arthabaska*. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu *George Frothingham*, Ecuier, et pour autres fins en rapport avec ce testament ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte autorisant le Club *Victoria* des patineurs de *Montréal* à augmenter son capital-actions," sans amendement.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, aujourd'hui à la question portant, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité de subsides), lequel amendement était que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants, " tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté ;

" Vu que, d'après les statistiques officielles, les recettes et les dépenses générales du fonds consolidé du revenu, durant la 1ère année de la Confédération et l'année dernière (1883-84) ont été respectivement comme suit :

Dépenses 1883-84.....	\$3,269,391.61
" 1868-69.....	1,183,238.44
Augmentation.....	\$2,086,153.17
Recettes 1883-84.....	\$2,894,147.42
" 1868-69.....	1,386,837.29
Augmentation.....	\$1,507,310.13

" Vu que, durant cette période, les dépenses ont augmenté de 177.15 par cent et les recettes de 108.68 par cent seulement ;

" Vu que cette différence considérable dans l'augmentation des recettes et des dépenses a déjà produit les déficits qui suivent :

1. Déficits apparents de 1875 à 1883, suivant le document No 84, de l'an dernier.....	\$1,841,362.50
2. Montants reçus sur le capital, en 1879, 1880 et 1882 et entrés comme recettes ordinaires, d'après le même document, savoir :	
a. 1878-79, reçu du Dominion à compte de règlement.....	\$500,000.00
b. 1879-80, " " " ".....	125,000.00
c. reçu de la cité de <i>Montréal</i> et du fonds d'emprunt municipal.....	554,146.83
	1,179,146.83
3. Plus, déficit de l'année 1883-84.....	500,000.00
Total des déficits accumulés.....	\$3,520,509.33

" Vu que, sur le produit des sept millions et demi d'emprunts faits depuis 1880, il ne reste, à l'heure qu'il est, que neuf cent mille piastres en banque, tandis que nous avons à faire face à au-delà de deux millions de réclamations encore pendantes, auxquelles il faudra ajouter les déficits qui vont se découvrir chaque année ;

qu'il est évident qu'un nouvel emprunt deviendra nécessaire afin d'acquitter cette nouvelle dette flottante, s'accroissant avec une rapidité inquiétante ;

"Vu qu'il est impossible de continuer un tel état de choses sans exposer la Province à un désastre financier et la conduire à la taxe directe ou à la banqueroute ;

"Cette Chambre prie les Ministres de ne plus retarder à remédier à cette situation inquiétante et croit devoir les informer qu'ils mériteront le blâme sévère de la Province, si, persévérant dans l'inaction coupable qui a caractérisé leur politique depuis leur accession au pouvoir, ils ne soumettent pas bientôt et surtout avant les prochaines élections générales, quelques mesures pratiques et propres à faire cesser les déficits et à empêcher de nouveaux emprunts."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 22 Avril 1885.

Et l'amendement étant mis aux voix, —la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Cameron,

Demers,  
Gagnon,  
Joly,  
Lemieux,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,  
Robidoux,

Shehyn,  
Turcotte,  
Watts et  
Whyte.—16.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Désaulniers,

Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de Saint-  
Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gauthier,  
Lapointe,

Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,  
Owens,

Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
Sawyer,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Taillon et  
Trudel.—41.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

---

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le Fanteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mercredi, 22 Avril 1885.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Gagnon*,—La Pétition de *Félix Fortier*, de la Cité de *Québec*.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Quinzième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la Cité de *Montréal*.

Bill amendant l'acte 42-43 *Victoria*, chapitre 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la Corporation du village de la *Côte St-Antoine*.

Et Bill incorporant l'Association du Jardin Botanique de *Montréal*.

M. *Martel*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Seizième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité, après avoir examiné la pétition du Rév. J. *Gagnon* et autres, demandant la passation d'un acte définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe*, dans le Comté de *Huntingdon*, laquelle pétition lui a été référée de nouveau par votre honorable Chambre ; et après avoir examiné les deux pétitions contre le Bill définissant les bornes de la paroisse *Sainte-Barbe*, est d'opinion, vu que les avis requis n'ont pas été publiés dans la *Gazette Officielle*, que les pétitionnaires ne se sont pas conformés à la 51<sup>e</sup> règle de cette Chambre et que les dits avis sont insuffisants.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Que, demain, jeudi, et tous les jeudis, d'ici à la fin de la Session, les Ordres du Gouvernement aient la priorité sur le feuillet des Ordres du Jour.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1835, pour un état, par ordre alphabétique

des districts, des termes de la Cour Supérieure, en donnant, pour chaque district les lieux où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés. (Documents de la Session, No 55).

Aussi,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1885, pour un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour de Circuit, en donnant pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés. (Documents de la Session, No 56).

Et aussi,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1885, pour un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour du Banc de la Reine, en donnant, pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés. (Documents de la Session, No 57).

M. Duhamel propose secondé par M. Deschênes, qu'il lui soit permis de présenter un Bill, intitulé : "Acte pour protéger la santé publique dans la Province de Québec."

Et des débats s'ensuivant ;

La dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 94 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, concernant les Cours des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

M. l'Orateur (sur l'objection faite à l'interpellation de M. *McShane*, le 15 avril courant : "Le Gouvernement se propose-t-il d'exécuter la promesse, faite l'an dernier, par les Honorables Trésorier et Procureur-Général, (*Hansard* 1884, page 1602,) à l'effet qu'une loi serait soumise, durant la présente session, pour fixer définitivement et d'une manière permanente l'indemnité des Députés et Conseillers à six cents piastres. Si, oui, quand cette mesure sera-t-elle soumise ? Si, non, quelle est la raison pour ne pas remplir cette promesse ;" qu'elle n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle énonce certains faits, contrairement à la règle 29,)

Décide comme suit :

Comme partie des affaires qui doivent être amenées devant la Chambre, la règle 29 permet de poser aux Ministres des questions sur des matières se rattachant aux affaires publiques, et la règle 19, qui pourvoit à la distribution des affaires régulières de chaque jour, fixe le temps auquel ces questions doivent être faites. La règle 29 prescrit, qu'en posant ces questions, on se borne à exposer les faits nécessaires pour les expliquer, et qu'en y répondant un député ne doit pas discuter les affaires auxquelles elles se rapportent. La même règle exige, de plus, que toute question posée à un Ministre de la Couronne et la réponse à cette question soient consignées au journal.



Ces questions et ces réponses forment partie des affaires régulières de la Chambre, elles sont inscrites au journal par voie d'acquis, sans une motion ou un vote à cet effet, puis entrent dans les actes de la Chambre. Elles sont soumises aux règles et à la pratique parlementaires comme toute autre procédure.

Notre règle 29 est tirée des règles 153, 154 et 155 des règles de procédure de la Chambre des Communes d'Angleterre, de sorte que les ouvrages et les précédents anglais s'appliquent directement à la décision à donner sur la question d'ordre soulevée.

Je dois constater, en premier lieu, quelles sont les matières qui peuvent faire le sujet des questions posées aux ministres ; en second lieu, dans quel but ces questions sont faites, et en dernier lieu, comment elles doivent être formulées.

Quant aux *matières* qui peuvent être le sujet d'une question, *Cox*, page 137, nous dit qu'on peut faire des questions aux Ministres de la Couronne "sur la manière dont ils conduisent les affaires publiques." *Todd*, vol. II, page 340, dit qu'on peut faire aux Ministres de la Couronne des questions "sur toutes les affaires d'intérêt public." *May*, page 354, dit que ces questions peuvent être faites "au sujet des mesures dont le Parlement est saisi ou au sujet d'affaires publiques ou de matières d'administration" et aussi "au sujet des intentions du Gouvernement à l'égard des affaires de législation ou d'administration." Et *Cushing*, numéro 1568, dit, que ces questions peuvent être faites aux Ministres "sur la politique du Gouvernement."

Quant à leur *but*, ces questions ont surtout pour objet de procurer à la Chambre des renseignements qui lui permettent de se former une opinion sur la politique du Gouvernement ou qui puissent l'aider à se guider pour juger de ce qu'elle devra faire ultérieurement à l'égard d'une affaire dont elle est saisie. De plus, elles fournissent un moyen sommaire d'obtenir promptement des renseignements sur des affaires d'administration que, sans cela, la Chambre ne pourrait obtenir que par une motion demandant la production des documents, et dans beaucoup de cas ces questions remplacent les motions. Le but des questions aux Ministres est strictement et essentiellement de mettre au jour des affaires d'intérêt public, ainsi que la conduite du Gouvernement à l'égard de ces affaires, et non pas de scruter les actes personnels et la conduite individuelle des Ministres. Ces actes personnels et la conduite individuelle des Ministres peuvent faire le sujet d'une question, à l'égard de laquelle tout débat est interdit. (*Todd*, vol. II, page 340. *Cushing*, numéro 1571. *Bourinot*, pages 321 et 325. *May*, page 355.)

Quant à la *forme*, en faisant une question, un député n'a pas le droit de faire un exposé, ni d'énoncer des faits plus qu'il n'est absolument nécessaire pour expliquer la question, puis la rendre claire et intelligible.

De plus, il est irrégulier de faire une question dans une forme susceptible de provoquer une discussion ou d'y conduire. Comme tout débat est défendu à propos d'une question, une question de cette nature serait un empiètement sur le droit et la liberté de la discussion. (*Cushing*, numéro 1573. *May*, page 355. *Todd*, vol. II, page 342. *Bourke*, pages 308 et 310. *Brand's Décisions*, page 170.)

Le but de la question à laquelle il est objecté, c'est de constater si le Gouvernement a l'intention d'introduire un Bill pour fixer l'indemnité des députés et des conseillers législatifs à \$600 ; mais cette question affirme une promesse qu'on allègue avoir été faite l'année dernière à cet effet, par l'Honorable Trésorier et l'Honorable Procureur-Général, et réfère aux *Débats de la Législature* pour 1884, page 1602, puis demande si le Gouvernement a l'intention de donner suite à cette promesse.

Appliquant à cette question les règles que j'ai citées, je suis d'opinion qu'elle est sujette à objection. Elle est sujette à objection au point de vue de la matière, parce que le fait d'avoir fait une promesse, telle que celle qui est alléguée, est une affaire personnelle, et non pas une affaire d'intérêt public ; et parce que cette promesse n'est pas un acte du Gouvernement, mais le fait personnel et individuel de deux des Ministres. Elle est sujette à objection au point de vue de la forme, parce que la référence à la promesse mentionnée dans les *Débats de la Législature*,

n'est pas nécessaire pour expliquer la question, et parce que les circonstances auxquelles il est fait allusion sont de nature à donner lieu à un débat.

Je décide donc, que, dans sa forme actuelle, cette question est contraire aux règles comme à la pratique parlementaires, par conséquent irrégulière, et il est de mon devoir d'ordonner ou de la changer ou de la retirer. (*Brand's Decisions*, page 177. *Todd*, vol. II, page 342.) L'Honorable Député pour *Montréal-Ouest* peut, s'il le désire, mettre sa question dans les termes suivants : " Le Gouvernement se propose-t-il de présenter, durant la présente Session, un Bill fixant d'une manière permanente à \$600, l'indemnité des Députés et des Conseillers Législatifs ? S'il se propose de le faire, quand ce Bill sera-t-il soumis à la Chambre ? S'il ne se propose pas de le faire, pour quelle raison ? "

Il m'en coûte d'autant moins de déclarer hors d'ordre la partie de la question qui a trait à la promesse alléguée, que les règles et la pratique parlementaires fournissent à l'Honorable Député toute la facilité voulue de faire verbalement une question et d'obtenir une réponse verbale. Il peut le faire en profitant de l'opportunité que peuvent lui fournir soit une motion originale demandant l'ajournement de la Chambre, soit une motion demandant que la Chambre se forme en Comité des Subsides. Il obtiendra de cette façon, sans violer les règles de la Chambre, le renseignement qu'il désire et en même temps on aura de part et d'autre l'occasion de faire les déclarations que l'on jugera à propos.

Par M. *McShane*.—Le Gouvernement se propose-t-il, durant la présente session, de présenter un Bill fixant d'une manière permanente à \$600, l'indemnité des Députés et des Conseillers Législatifs ? S'il se propose de le faire, quand ce Bill serait-il soumis à la Chambre ? S'il ne se propose pas de le faire, pour quelle raison ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—La question est sous considération.

Par M. *McShane*.—Le Commissaire des chemins de fer a-t-il envoyé l'ingénieur du département visiter le pont sur la rivière *Yamaska* ; et si, oui, la Compagnie du chemin de fer s'est-elle soumise à l'autorité du Gouvernement Provincial ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*.—Oui, l'ingénieur a été envoyé au mois de juillet dernier et a fait rapport que l'ouvrage de la reconstruction se faisait alors avec progrès. La Compagnie n'a pas, à ma connaissance, refusé de reconnaître l'autorité du Comité des chemins de fer du Conseil Exécutif.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—L'Honorable Trésorier se propose-t-il de soumettre, durant la présente session, un projet de loi modifiant la condition du fonds de retraite des Instituteurs ?

Si, oui, quand cette mesure sera-t-elle soumise ; si, non, pour quelle raison ne le sera-t-elle pas ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Un projet de loi sur cette matière sera soumis à la Chambre dans quelques jours.

Par M. *Watts*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de nommer des juges de paix pour la Paroisse de *St-Germain de Grantham*, dans le District d'*Arthabaska*, conformément aux résolutions du Conseil Municipal de cette municipalité et à la promesse verbale faite à ce sujet, l'année dernière ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le Gouvernement nommera sans délai des juges de paix, pour la Paroisse de *St Germain de Grantham*, dans le District d'*Arthabaska*.

Par M. *Bernatchez*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention d'acquiescer à la demande d'enquête de M. *Godfroi Talbot* et autres, contre le Régistrateur du Comté de *Montmagny*, et si, oui, quand ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Si, après avoir examiné le dossier et s'être autrement renseigné sur cette affaire, le Gouvernement juge utile qu'il y ait une enquête, il en accordera une.

Par M. Gagnon.—Le Gouvernement se propose-t-il de demander l'adoption des rapports de la majorité des commissions statutaires nommées pour s'enquérir, l'une : "de certaines accusations portées relativement à la pétition d'élection faite en 1882, contre l'élection d'un Député à l'Assemblée Législative pour le District Electoral de *Jacques-Cartier*," et spécifiées dans la résolution adoptée par l'Assemblée Législative le 6 juin 1884; l'autre "chargée de s'enquérir de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du Palais Législatif," et spécifiées dans la résolution adoptée par l'Assemblée Législative le 3 juin 1884 ?

2. Si oui, quand ?

3. Et dans ce cas, quelle action ultérieure se propose-t-il de prendre ?

4. Et si l'adoption de ce rapport n'est pas demandée par le Gouvernement, mais par un Membre de cette Chambre, quelle position le Gouvernement se propose-t-il de prendre sur cette demande ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Ces enquêtes ont été ordonnées par la Chambre ; les rapports lui ont été soumis et elle devra prendre sur iceux telle action qu'elle jugera à propos.

Par M. Nantel.—Le Gouvernement a-t-il eu connaissance d'un certain document ou requête adressée à Sir *Hector Langevin*, C. B. K. C. M. G., ministre des Travaux Publics à *Ottawa*, et publiée dans l'*Etendard*, journal de *Montréal*, demandant que le Gouvernement Fédéral n'achète pas le chemin de la Rive Nord pour en faire la continuation du Pacifique, jusqu'à *Québec*, mais qu'il revienne au plan de la dernière session du Parlement fédéral, de bâtir une seconde ligne de chemin de fer au pied des *Laurentides* ; la dite requête étant signée par vingt membres de cette Chambre ? Si oui, le Gouvernement a-t-il examiné si telle demande ne met pas en danger la réclamation de la Province pour la somme de \$6,000.00 par mille pour l'indemniser de la construction de notre ci-devant chemin de fer provincial, entre *St-Martin* et *Québec* ?

Réponse par l'Honorable M. Flynn.—Non, le Gouvernement n'en a pas eu connaissance.

Par M. Nantel.—Le Gouvernement se propose-t-il de favoriser la demande faite à Sir *Hector Langevin*, l'engageant à revenir au plan de la dernière session du Parlement Fédéral, à bâtir une seconde ligne de chemin, au pied des *Laurentides*, et d'employer à cet objet les \$6,000 par mille demandées par la Province comme compensation de la construction de cette partie de notre chemin de fer de *St-Martin* à *Québec* ?

Réponse par l'Honorable M. Flynn.—Le Gouvernement de cette Province s'entient aux mémoires qu'il a soumis au Gouvernement Fédéral et il persiste dans sa réclamation.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Watts,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état faisant connaître, en sus du contrôle exercé en vertu de la 46<sup>me</sup> *Victoria*, chapitre 4, par l'Auditeur de la Province sur les crédits votés par la Législature, s'il y a un système régulier et effectif d'audition des comptes :

Du comptable du Conseil Législatif ;  
Du comptable de l'Assemblée Législative ;  
Des dépenses de chaque département ;  
Du comptable de chaque département.

Si, oui, quel est le système et quelles sont les personnes qui font l'audition des comptes ci-dessus énumérés.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente la Réponse à un Ordre de ce jour de l'Assemblée Législative, pour un état faisant connaître, en sus du contrôle exercé en vertu de la 46 *Victoria*, chapitre 4, par l'Auditeur de la Province sur les crédits votés par la Législature, s'il y a un système régulier et effectif d'audition des comptes :

Du comptable du Conseil Législatif ;  
Du comptable de l'Assemblée Législative ;  
Des dépenses de chaque département ;  
Du comptable de chaque département.

Si, oui, quel est le système et quelles sont les personnes qui font l'audition des comptes ci-dessus énumérés. (Documents de la Session, No. 58.)

M. *Nantel* propose, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute requête adressée au Gouvernement de cette Province ou à aucun de ses membres demandant une aide pour la construction du chemin de fer de *Montréal* et *Ouest*, se dirigeant de *St Jérôme* à *Notre-Dame du Désert*.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

M. *LeBlanc* propose, secondé par M. *Richard*, que son nom soit substitué à celui de M. *Cameron*, comme promoteur du Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe*, et pour d'autres fins.

Et objection étant faite, qu'aucun avis n'a été donné.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

Le Bill autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant la substitution créée par le testament de feu *Jean-Baptiste Bruyère* ; après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées dépendant des successions de feu *Damase Masson* et son épouse."

Bill intitulé : "Acte pour amender la section 96 de la loi des licences de *Québec*, de 1878."

Et aussi, le Conseil Législatif informe la Chambre qu'il a passé le Bill intitulé : "Acte pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la Communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de *Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la Communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de *Montréal*" soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et renvoyé au Comité permanent des Ordres permanents.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute requête adressée au Gouvernement de cette Province, ou à aucun de ses membres, demandant une aide pour la construction du chemin de fer de *Montréal* et *Ouest*, se dirigeant de *St-Jérôme* à *Notre-Dame du Désert*."

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Poulin*, secondé par M. *Richard*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances, rapports et autres documents relatifs aux difficultés qui ont eu lieu, concernant la ligne de division entre le Canton de *Farnham* et la seigneurie de *St Hyacinthe*.

Sur motion de M. *Martin*, secondé par M. *Cusavant*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état montrant les prix réalisés l'année dernière, par la vente des droits de pêche dans les rivières de la Province, comparés aux mises à prix fixées par le Gouvernement, et les noms de ceux qui les ont achetées.

Aussi, un état des prix obtenus, par le louage des droits de pêche, sur les lacs de la Province et le nom des locataires, avec toutes les correspondances, papiers, etc., concernant cette affaire.

L'Honorable M. *Taillon* propose, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,—Que les 49ième et 87ième Règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent à la Pétition de MM. *Alexander O. Hutchison* et autres demandant la passation d'un Bill intitulé : "Acte pour incorporer " *The Mount Royal and Island Railway Company*."

Et la dite question étant mise aux voix, que la dite pétition soit maintenant lue et reçue ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la dite Pétition est lue et reçue ; demandant un acte incorporant " *The Mount Royal and Island Railway Company*."

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Gagnon*,

*Résolu*, Que les documents de la session No 41 et 42, mis devant la Chambre, contenant les rapports des Gardes-Chasse, soient renvoyés à un Comité spécial

---

composé de l'Honorable M. Lynch, MM. Gauthier, Faucher de Saint-Maurice, Nantel, Boyer, Robidoux et Watts, avec pouvoir de faire rapport par Bill ou autrement.

Sur motion de M. Shehyn, secondé par l'Honorable M. Mercier,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— copie de toute correspondance, mémoire etc, entre le Gouvernement de la Province et la Compagnie du Pacifique Canadien, relativement à la perception de deux versements de cent mille piâtres chacun, dus sur le prix d'achat de la partie ouest du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ; le premier, le 1er mars 1884, le second, le 1er mars 1885. Ainsi que copie de tous Ordres en Conseil ou autres documents, au sujet des procédés pris par le Gouvernement pour le recouvrement de ces deux versements.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Boyer, secondé par M. Lemieux,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport des auditeurs chargés d'examiner les comptes, et de constater les défalcatons de *Marien*, secrétaire-trésorier des écoles du village de *St-Jean-Baptiste*.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Richard,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province, l'Honorable M. Loranger, ex-procureur-général, les employés de l'ex-administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et *Léon Dugas, Léandre Labelle* et autres intéressés de *St-François de Sales*, dans le Comté *Laval*, à propos d'un cours d'eau qui a été barré par la construction du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à cet endroit, et des dommages causés par les inondations périodiques qui s'en sont suivies.

2. Copie de tous rapports fait sur ces questions, par les employés susdits, soit aux bureaux de l'ex-administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ou au Gouvernement.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Mercier,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le " Bill incorporant le Synode de l'Eglise d'Angleterre, dans le diocèse de *Québec*, et pour d'autres fins concernant les biens temporels de la dite Eglise, " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jendi, 23 Avril 1885.

M. Duhamel, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre la Seizième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill autorisant la résiliation et la mise à néant

de la substitution créée par un acte de donation de Demoiselle *Catherine Poitras*, en faveur des enfants de *Ludger Plessis Bélair et al*, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1,054 du Code de Procédure Civile, tel qu'amendé par la section 3 de l'acte 34 *Victoria*, chapitre 4, et la section 3 de l'acte 35 *Victoria*, chap. 6, et la section 9 de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Désaulniers* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau les lois de la Chasse en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour ajouter à l'acte concernant les Sociétés, chapitre 65, des Statuts Refondus du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Marion* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser les Protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession, quand l'autre double aura été détruit par l'incendie ou autrement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite par l'Honorable M. *Mercier*, à la motion de M. *LeBlanc*, que son nom soit substitué à celui de M. *Cameron*, comme promoteur du Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe*, et pour d'autres fins, qu'aucun n'avis n'a été donné,)

Décide comme suit :

“ Quand M. *LeBlanc* a fait motion, hier, demandant que son nom fût substitué à celui de M. *Cameron* comme promoteur du Bill définissant les limites de la paroisse de *Sainte-Barbe*, on a objecté qu'il n'a pas été donné avis de cette motion.

La règle 31 prescrit que les motions doivent être précédées d'un avis ; mais elle excepte les motions qui sont faites au sujet des bills, après leur présentation. J'ai d'abord hésité à décider que cette exception couvre la motion qui nous occupe, car si elle a trait au bill, cette motion regarde principalement le promoteur. J'ai trouvé depuis, un précédent. L'année dernière, à la Chambre des Communes du *Canada*, dont la règle concernant les avis est identique à la nôtre, M. l'Orateur *Kirkpatrick* a décidé que l'exception s'applique à une motion demandant la substitution d'un promoteur. (Journal des Communes, 1884, page 238.) Je suis cette décision et par conséquent j'écarte l'objection.”

M. *LeBlanc* propose de nouveau secondé par M. *Casavant*, que son nom soit substitué à celui de M. *Cameron*, comme promoteur du bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe*, et pour d'autres fins.

Et objection étant faite,—que comme il n'y a point de bill sous ce titre devant la Chambre, cette substitution d'un nom à un autre, ne peut pas avoir lieu.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision ce soir.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte incorporant *The New England Paper Company* " avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant *The New England Paper Company* " lequel est lu comme suit :

Clause 5, Ligne 1, retrancher le mot " cinquante " et le remplacer par le mot " cent. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec* étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 8 Avril, 1885, demandant : copies de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement de cette Province, ou aucun de ses Membres, et les autorités de la Cité de *Sherbrooke*, au sujet de la dette due au fonds d'emprunt municipal ; ainsi que copies de tous rapports et autres documents se rapportant à cette question. (Documents de la Session, No 59.)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fautueil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le le Bill amendant la Charte de la Cité de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération. Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'Acte 42 43 *Victoria*, chapitre 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la corporation du Village de la Côte *St Antoine* ; et après avoir ainsi siégé



quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de de demander la permission de siéger de de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite, aujourd'hui, à la motion que le nom de M. LeBlanc soit substitué à celui de M. Cameron, comme promoteur du Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins,—“ que, comme il n'y a point de Bill sous ce titre devant la Chambre, cette substitution d'un nom à un autre ne peut pas avoir lieu,”) décide comme suit :

“ La question soulevée par cette objection, c'est que le Bill mentionné dans la motion n'est plus devant la Chambre,—qu'en conséquence du rapport fait hier par le comité des ordres permanents, la Chambre n'est plus saisie de ce Bill.

Voici les faits :

Le 14 Avril, le comité des ordres permanents a fait rapport que l'avis relatif au Bill définissant les limites de la paroisse de *Sainte-Barbe* n'a pas été publié dans la *Gazette Officielle*, mais qu'il a été établi que toutes les parties intéressées ont été suffisamment informées de la demande de ce Bill, et pour cette raison, le comité a recommandé de suspendre la règle 51. La règle a été suspendue et le Bill a été présenté. Après sa deuxième lecture, ce Bill a été régulièrement renvoyé au comité des Bills privés. Subséquemment il fut présenté deux pétitions, ne demandant pas que le Bill fut rejeté pour informalité, mais qu'il fût ou rejeté ou amendé en le prenant pour ce qu'il vaut. Ces pétitions ont été renvoyées au comité des ordres permanents. Lundi dernier, le comité des Bills privés a jugé à propos de recommander que la pétition pour le Bill fût renvoyée de nouveau au comité des ordres permanents avec instruction d'examiner les pétitions et de faire rapport de nouveau, et ce rapport fut adopté. Hier le comité des ordres permanents a fait rapport que les pétitionnaires ne se sont pas conformés à la règle 51, en tant que l'avis n'a pas été publié dans la *Gazette Officielle* et que les avis sont insuffisants.

Abordons maintenant le point d'ordre soulevé.

L'objet du comité des ordres permanents, c'est de constater si les avis voulus ont été donnés et si les pétitions sont conformes à ces avis ; mais ce comité n'a pas le pouvoir de s'enquérir du mérite des pétitions. Au cas d'irrégularité ou d'insuffisance des avis, lorsque le comité est convaincu que les parties intéressées connaissent parfaitement la législation proposée, il peut recommander de déroger à la règle qui prescrit la manière dont les avis doivent être donnés.

Ceci a été fait dans le cas qui nous occupe ; le Bill a été régulièrement introduit et la Chambre en a été régulièrement saisie.

Le deuxième rapport du comité des ordres permanents ne recommande ni de retirer ni de rejeter le Bill, ce qui serait d'ailleurs au delà de sa compétence ; mais il réitère la déclaration, que les avis n'ont pas été publiés dans la *Gazette Officielle* et constate que ces avis ne sont pas conformes à la règle, et, par conséquent, qu'ils sont insuffisants.

Lorsqu'un Bill est reçu, il est déposé sur le bureau et les mesures qui sont prises aux différentes phases de la procédure, sont prises au moyen de motions

faites régulièrement. En attendant qu'on procède à son égard, le Bill reste sur le bureau, sujet à la décision de la Chambre. (*Cushing, Legislative Law and Practice*, numéro 2134.) Les Bills ne cessent d'être soumis à l'action de la Chambre, que lorsqu'ils sont rejetés ou retirés, ce qui, dans l'un ou l'autre cas, doit se faire au moyen d'une motion. Si l'on ne fait pas la motion voulue pour procéder avec un Bill, on dit que ce Bill est laissé en suspens ; mais dans ce cas il reste sur le bureau et il peut être repris en faisant motion à cet effet.

Or, dans le cas qui nous occupe, le deuxième rapport du comité des ordres permanents n'a certainement pas eu pour effet de supprimer ou de soustraire le Bill à l'action de la Chambre et de remettre les choses dans la même position qu'elles étaient avant que le Bill fût présenté. Pour la Chambre, ce deuxième rapport du comité des ordres permanents peut être une bonne raison de refuser de procéder davantage avec le Bill ; mais je n'ai rien à voir à cela. Je n'ai qu'à décider, dans quelle position le Bill se trouve actuellement. Il n'a été ni rejeté ni retiré, et par conséquent la Chambre en est saisie et il est soumis à son action. C'est pourquoi je décide que l'objection n'est pas bien fondée."

Et la question étant mise aux voix,—Que le nom de M. *LeBlanc* soit substitué à celui de M. *Cameron*, comme promoteur du Bill définissant les limites de la paroisse de *Ste-Barbe*, et pour d'autres fins ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *LeBlanc* propose, secondé par M. *Marion*, que le Bill définissant les limites de la paroisse de *Sainte-Barbe*, et pour d'autres fins, soit de nouveau référé au Comité permanent des Bills privés ;

Et objection étant faite que " maintenant n'est pas le temps pour faire cette motion."

M. l'Orateur décide comme suit :

La règle 19 ordonne et prescrit l'ordre journalier des affaires et fixe le temps auquel les motions doivent être faites. Quoique l'Honorable Député ne soit pas tenu de donner avis de cette motion, il n'en est pas moins tenu de se conformer à la règle 19 et de faire sa motion au temps voulu dans l'ordre des affaires journalières. Je ne puis pas mettre maintenant cette motion aux voix, sans que la Chambre y consente à l'unanimité.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Watts*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes correspondances, mémoires et autres documents, échangés entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres et toutes personnes quelconques, au sujet de la construction d'une Cour de Circuit, dans le Comté de *Kamouraska*.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Faucher de SaintMaurice*,

*Résolu*. Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, mémoire, etc, échangés entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Provincial, au sujet du paiement de \$6,000.00 par mille demandé au Gouvernement Fédéral, comme compensation à la Province, pour cette partie de notre ci-devant Chemin de fer provincial, s'étendant de *Saint-Martin à Québec* ; paiement retenu à cette Province par l'Acte du *Canada*, 47 *Victoria*, chapitre 83.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

---

Sur motion de M. McShane, secondé par M. Whyte,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant le Recteur de l'Eglise de Saint-Etienne, dans la Paroisse de *Saint-Etienne* et le Diocèse de *Montréal*, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé aussi que la bâtisse du presbytère et les dépendances, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Cameron,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie de toute correspondance et ordres en Conseil, ayant rapport à la nomination des juges de paix résidant dans la municipalité de *St-Germain de Grantham*, pour les trois dernières années.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. McShane propose, secondé par M. Whyte, — que l'honoraire de \$100 payé sur le " Bill autorisant le *Victoria Skating Club* de *Montréal* à augmenter son capital-actions, " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et cette motion échap mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Cameron, —

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant " La ligue de Tempérance du Comté d'*Arthabaska*, " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre reprend repred les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui, — Que le Bill relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec*, soit maintenant lu la seconde fois.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de l'Honorable M. Beaubien, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 24 Avril 1885.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de l'Union Saint-Joseph, de *Lévis*. (Documents de la Session No 9.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics. "

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Lynch,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender

les lois concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics, " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Audet.—La Pétition de J. B. Cadrin et autres, du Comté de *Dorchester*.

Par M. Lapointe.—La Pétition de G. Charlebois et autres, du Comté de *Vaudreuil*.

Par M. Watts.—La Pétition du Conseil Municipal du Comté de *Drummond*.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De Félix Fortier, de la Cité de *Québec* ; demandant que la question du montant de sa pension soit référée à un Comité spécial.

L'Honorable M. Blanchet, du Comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-septième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le " Bill amendant l'acte pour incorporer la Cité de *Hull*, 38 *Victoria*, chapitre 79, et les actes 39 *Victoria*, chapitre 49 et 42-43 *Victoria*, chapitre 56, amendant le dit acte, " auquel il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Martel, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le Dix-septième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill du Conseil Législatif, " Acte pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la Communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de *Montréal*, " et a trouvé qu'il est conforme à la pétition sur laquelle le dit Bill est basé, laquelle pétition a été rapportée favorablement, le 3e jour de Mars dernier, par ce Comité, à votre honorable Chambre.

M. Marion, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a pris en considération tous les projets de loi tendant à amender le Code Municipal qui lui ont été soumis, et qui sont au nombre de quarante.

Qu'il a adopté les projets de loi tendant à amender les articles 23, 40, 42, 46, 82, 293, 301, 307, 312, 476, 488, 515, 582, 712, 767, 793, 795, 926, 1061 et 1081.

Qu'il a rejeté les suivants tendant à amender les articles 6, 166, 173, 176, 207, 200, 291, 296, 414, 488, 521, 535, 762a, 767, 782, 825, 828, 846, 963, 1002.

Qu'il a préparé un Bill contenant les amendements adoptés, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre, avec le présent rapport.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill pour amender certains articles du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. LeBlanc propose, secondé par M. Poulin, que le Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins, soit référé de nouveau au Comité permanent des divers Bills privés.

Et des débats s'élevant, du consentement unanime de la Chambre, la dite motion est retirée.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Poulin,

*Ordonné, Nemine contra dicente*, que les règles 59, 66, 68 et 70 de cette Chambre, soient suspendues en autant qu'elles se rapportent au Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Watts fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Poulin,

*Ordonné, Nemine contra dicente*, qu'il lui soit permis de retirer le dit Bill.

Sur motion de M. Cameron, secondé par M. Gagnon,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill définissant les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 20 avril 1885, pour un état des remises d'amendes, confiscations, taxes, droits, etc, du 30 mars 1884, au 13 avril 1885, tel que requis par la 61e section de l'Acte du Trésor. (Documents de la Session, No 60.)

Et aussi,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 30 mars 1885, pour une liste de tous les officiers publics qui ont contribué à fournir la somme de \$5,143.40, par pourcentage sur leurs émoluments, d'après la 43-44 *Victoria*, chapitre XIX, pendant l'année fiscale 1883-84, avec leur emploi, le district où ils remplissent leur office, les montants de leurs émoluments et le montant payé par chacun d'eux. La dite liste donnant séparément, ceux des officiers publics tenus à la dite contribution et qui ne l'ont pas acquittée, avec le montant dû par chacun d'eux. (Documents de la Session, No 61.)

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion, proposée hier, que le Bill relatif aux Asiles d'Aliénés subventionnés par la Province de *Québec*, soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

*Résolu, Nemine contra dicente*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué ;

et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant la substitution créée par le testament de feu *Jean-Baptiste Bruyère*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Association du Jardin Botanique de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de Demoiselle *Catherine Poitras* en faveur des enfants de *Ludger Plessis Bélair* et autres; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Asselin*,

*Ordonné*, *Nemine contra dicente*, que vu le cas de nécessité urgente et absolue, la règle 66 soit suspendue relativement au Bill pour amender l'acte pour incorporer la cité de *Hull*, 38 *Victoria*, ch 79 et les actes 39 *Victoria*, chapitre 49 et 42-43 *Victoria*, chap. 56. amendant le dit acte, rapporté ce jour du Comité des Bills privés.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité sur le dit Bill.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait

rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la Province de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Martel* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité de Subsidés.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*; pour l'année finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*; pour l'année finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Patrice pour les orphelins, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins Catholiques Romains, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth pour les enfants pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et Ecole d'Industrie, Institut Hervey, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.



30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à l'hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université-Laval ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt dix huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt quatorz piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt quatorze soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chétienne des Dames de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mil quatre cent neuf piastres et trente trois centins soient accordées à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames au Bon Pasteur ; *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *St-Benoit* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix, piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St Joseph, *Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée

à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint Jean, *Saint-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varenes* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Ursule* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne Lapocatière* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Ferdinand, *St-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, *St-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 38 *Victoria*, chapitre VII intitulé : " l'acte électoral de *Québec* ; " et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte 48 *Victoria*, chapitre 7, intitulé : " Acte concernant l'élection des Membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, lundi, le 13 du courant, à la motion pour qu'il soit mis devant cette Chambre,—" Un état indiquant le nombre des élèves des écoles normales de *Québec* et de *Montréal*, qui ont terminé leur cours durant les trois dernières années scolaires, et qui se sont livrés à l'enseignement, suivant les fins pour lesquelles les écoles normales ont été fondées ; lequel amendement était, que les mots suivants soient ajoutés à la dite motion : " et aussi, un extrait du procès-verbal des délibérations du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique des 12 et 13 novembre dernier, au sujet des écoles normales, contenant les procédures du sous-comité des écoles normales, les déclarations des témoins entendus par ce sous-comité, les documents produits, le rapport du sous-comité et celui du comité catholique."

M. l'Orateur,—(sur l'objection faite par M. Gagnon, " que si cet amendement est adopté, il faudra amender davantage la motion principale, de manière à la convertir, de motion pour un *Ordre* de la Chambre, en motion pour une *Adresse* à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; attendu que les documents demandés par l'amendement devraient l'être par *Adresse* ; les Comités du Conseil de l'Instruction Publique, par la position exceptionnelle que nos lois leur ont faite, n'étant pas sous le contrôle assez immédiat de la Chambre ou d'un département public, pour être atteints par un simple *Ordre* de la Chambre,")—décide comme suit :

Il y a deux moyens d'obtenir les rapports et documents d'un caractère officiel que l'on désire se procurer : un *Ordre* de la Chambre ou une *Adresse* à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Les rapports et documents se rapportant à de simples affaires d'administration, qui sont en la possession de l'un des départements du Gouvernement, ou en la possession d'une Commission dépendant d'un de ces départements, ou d'un employé attaché officiellement à l'un d'eux, s'obtiennent au moyen d'un *Ordre* de la Chambre. Les documents qui se rapportent à des affaires d'ordre public ou qui émanent du Conseil Exécutif, ou qui se rattachent au Conseil Exécutif, ou qui sont en la possession d'un officier public ou d'un corps qui n'est pas sous la direction immédiate du Gouvernement, quoique sujets au contrôle du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, s'obtiennent au moyen d'une *Adresse*. Dans le premier cas, la production de ces documents est ordonnée, au lieu que dans l'autre, elle est demandée. (Règles du Parlement Impérial, 392 et 393. Bourinot, 276. May, 623. Cushing. *Legislative Law and Practice*, Numéros 908 et 915.)

Dans le cas qui nous occupe, la motion principale demande qu'il soit émis un ordre pour la production d'un état du nombre de certains élèves des Ecoles Normales, et l'amendement demande la production des Procès Verbaux de certaines délibérations du Comité catholique du Conseil de l'Instruction Publique, au sujet des Ecoles Normales.

J'ai examiné les divers Statuts concernant les Ecoles Normales et le Conseil de l'Instruction Publique. Je constate que les Ecoles Normales sont sous le contrôle du Surintendant de l'Instruction Publique. Je constate aussi que le Conseil de l'Instruction Publique, ainsi que les deux Comités en lesquels il est divisé, et qui, pour certaines fins, constituent des corporations distinctes, ne forment partie d'aucun des départements publics, n'en dépendent pas et n'y sont pas subordonnés, mais que, cependant, les décisions prises par ces corps, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont confiés par la Législature, sont généralement sujettes à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Eu égard à la distinction qui existe relativement à la forme dans laquelle un renseignement demandé doit être obtenu, je suis d'opinion que l'objection soulevée par l'Honorable député de Kamouraska est bien fondée et que la production des documents demandés par l'amendement devrait être demandée au moyen d'une adresse.

Dans un sens, cependant, l'affaire n'est qu'une affaire de forme, car si le Gouvernement, qui dirige la conduite de la Chambre, permet qu'il soit émis un ordre enjoignant de produire un renseignement qui devrait être demandé au moyen d'une adresse, il est évident qu'il sera de son devoir de prendre des mesures nécessaires pour faire déposer ces documents sur le bureau de la Chambre. Strictement parlant, l'amendement devrait proposer de remplacer par une adresse l'ordre demandé par la motion principale ; mais considérant l'affaire comme une simple informalité dans la forme de la motion, je suis d'avis que si l'amendement est accepté, il sera de ma compétence de proposer en termes appropriés la question telle qu'amendée et de substituer une adresse à l'ordre demandé par la motion principale. (May, 287, *Lushing, Legislative Law and Practice*, numéro 1234, *Wurttele, Usages*, 8.)

Et le dit amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.  
La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

*Résolu* : Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état indiquant le nombre des élèves des Ecoles Normales de *Québec* et de *Montréal* qui ont terminé leur cours durant les trois dernières années scolaires, et qui se sont livrés à l'enseignement, suivant les fins pour lesquelles les Ecoles Normales ont été fondées. Et aussi, un extrait du procès-verbal des délibérations du Comité catholique, du conseil de l'Instruction Publique des 12 et 13 novembre dernier, au sujet des Ecoles Normales, contenant les procédures du sous-comité des Ecoles Normales, les déclarations des témoins entendus par ce sous-comité, les documents produits, le rapport du sous-comité et celui du comité catholique.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le Bill pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des Lois expirantes et législation.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 116 du Code du Notariat, (46 *Victoria*, chapitre 32), étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant et refondant les statuts relatifs à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et réglementant la vente des drogues et des poisons ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et la vente des drogues et des poisons. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Association du Jardin Botanique de *Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Blanchet*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender et refondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et la vente des drogues et des poisons, soit remis : attendu que ce Bill a été déclaré Bill public.

Sur motion de M. *Rinfret dit Malouin*, secondé par M. *Lemieux*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Union St-Joseph de *Saint-Jean-Baptiste*, de *Québec*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Martin*, secondé par M. *Leduc*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des lettres patentes conférant à un Monsieur *Shoolbred* un certain terrain, situé dans le Comté de *Bonaventure*, et connu sous le nom de Seigneurie *Shoolbred*; de tous les papiers, lettres, pétitions, tant des propriétaires de la Seigneurie que des censitaires, concernant le règlement des bornes de la dite Seigneurie.

Copie de tous papiers, correspondances, etc., de ses propriétaires, demandant son extension.

Copie d'un extrait du rapport de la Commission Seigneuriale concernant la dite Seigneurie, et aussi tous les procès-verbaux des arpentages qui en ont été faits.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

-----  
INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Asselin*,—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder, cette année, une somme suffisante pour terminer les travaux sur le Chemin de Colonisation appelé "*Chemin Taché*," et traversant la partie Est de cette Province, savoir : les Comtés de *Bellechasse*, *Montmagny*, *l'Islet*, *Kamouraska*, *Témiscouata* et *Rimouski*?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Le Gouvernement se propose de faire inspecter ce chemin au commencement de l'été prochain, et il agira suivant que l'exigera l'intérêt de la colonisation.

Et alors la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

-----  
Lundi, 27 Avril 1885.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 22 avril 1885, pour copie du rapport des Auditeurs chargés d'examiner les comptes, et de constater les défalcations de *Marien*, secrétaire-trésorier des Ecoles du Village de *Saint-Jean-Baptiste*. (Documents de la Session, No 62.)

Aussi, Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1885, pour une liste des Protonotaires de la Cour Supérieure, par ordre alphabétique des

Districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu permanent ou fixe de leur office, pour chacune des cinq dernières années. (Documents de la Session, No 63)

Aussi, Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1885, pour une liste des Shérifs de la Province, par ordre alphabétique des Districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu fixe ou permanent de leur office, pour chacune des cinq dernières années. (Documents de la Session, No 64.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 15 Avril 1885, demandant la correspondance, documents et tous ordres en conseil, entre les compagnies de chemins de fer *Ottawa* et la vallée de la *Gatineau* et de colonisation d'*Ottawa* et le Gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, touchant la concession des terres faite aux dites compagnies et le choix et désignation de ces terres par le Gouvernement ; aussi, tous documents ou négociations des dites compagnies avec des capitalistes, démontrant au Gouvernement que les dites compagnies sont en état de construire les dits chemins. (Documents de la Session, No 65.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 23 Mars 1885, demandant copie de toutes correspondances entre le Gouvernement et le syndicat du chemin de fer de la Rive Nord, touchant l'exécution de toutes les conditions que le dit syndicat s'est chargé d'exécuter en vertu du contrat de vente de la section Est du dit chemin de fer, par le Gouvernement au dit syndicat. (Documents de la Session, No 66.)

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 26 Mars 1885, pour un état du revenu provenant de toutes sources, perçu par la Province, des cités de *Québec*, *Montréal*, *Trois-Rivières*, *Sherbrooke*, *Hull*, *Saint-Henri*, le village de *Saint Jean-Baptiste* et *Sorel*. La source d'où ces revenus sont tirés, pour chaque cité séparément, durant l'année financière finissant au 30 juin 1884. (Documents de la Session, No 67.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 23 Mars 1885, pour une liste de tous les registrateurs de la province, par ordre alphabétique des comtés ou divisions d'enregistrement, leur profession, la date de leur nomination et le revenu brut de chaque bureau, pendant chacune des cinq dernières années (Documents de la Session, No 68.)

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente la Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 20 Avril 1885, pour : 1. Copie des mandats autorisant le paiement des sommes suivantes payées à *A. Charlebois*, et entrées aux pages suivantes des comptes publics, pour l'exercice 1883-1884 :

Page 76.—*A. Charlebois*, pour ameublement..... \$1,581-45

Page 83.—*A. Charlebois*, pour ameublement..... 3,538-00

2. Copie des chèques émanés en vertu de ces mandats.

3. Copie des reçus donnés par les personnes en faveur desquels ces mandats ont été émis, et par les personnes auxquelles ces chèques ont été payés. (Documents de la Session, No 69.)

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par *M. Robidoux*,—La Pétition de *Ant. Hébert* et autres, du comté de *Châteauguay*.



Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Conseil municipal du comté de *Drummond*,—de *A. G. Charlebois* et autres du comté de *Vaudreuil*,—et de *J. B. Cadrin* et autres, du comté de *Dorchester* ; demandant respectivement des amendements à l'article 1051 du Code de Procédure Civile.

*M. Gauthier*, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Second rapport du dit Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité, ayant examiné avec soin les documents de la Session, No 38, qui lui ont été soumis par votre Honorable Chambre, au sujet de la mise à effet du Statut de cette Province, 38 *Victoria*, chapitre 3, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il est évident que les dispositions du Statut, ci-dessus cité, ne peuvent être mises à effet dans leur entier, sans retarder sérieusement les progrès de la colonisation, et sans commettre une grave injustice envers les colons de bonne foi, qui ont profité des améliorations faites en vertu de ce Statut.

Que, dans l'opinion de votre Comité, le dit Statut devrait être amendé de manière à autoriser le Commissaire des Terres de la Couronne, à accorder une remise totale ou partielle des montants dépensés, après une inspection de chaque lot.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte concernant le Barreau de la Province de *Québec*, (44-45 *Victoria*, chapitre 27.)

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois concernant la tenue de la Cour Supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable *M. Taillon* propose, secondé par l'Honorable *M. Lynch*, qu'il lui soit permis de présenter un Bill pour amender l'Acte 32 *Victoria*, chapitre 3, concernant l'indépendance de la Législature, et pour étendre au Conseil Législatif les dispositions de l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 2 ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable *M. Taillon* présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit lu la seconde fois demain, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la Communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

*M. l'Orateur* informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Communauté des Sœurs des saints noms de Jésus et de Marie et pour confirmer le titre de la dite Communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent, à *Hochélaga*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Desjardins*,  
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Communauté des Sœurs des saints noms de Jésus et de Marie et pour confirmer le titre de la dite Communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent, à *Hochélaga*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et renvoyé au Comité permanent des ordres permanents.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Carbray*.—Est-il à la connaissance du Gouvernement que, durant le cours de mars dernier, M. *Amyot*, député de *Bellechasse*, a posé au Gouvernement Fédéral la question suivante :

A la réquisition de qui et en vertu de quelle autorité, ordonnance ou statut, la somme de \$7,200 a été payée et portée au débit de la Province de *Québec*, comme étant, le 30 juin 1884, pour une année d'intérêt sur les bons des chemins à barrières de *Montréal*, ainsi qu'il est indiqué à la page 4, dans la quatrième partie des Comptes Publics du Canada, pour l'année 1884.

A laquelle question Sir L. *Tilley*, Ministre des Finances, a répondu comme suit :

(*Hansard*, 1885, p. 594.)

En vertu du 3e article de la sentence, les arbitres nommés pour ajuster les dettes de l'actif d'*Ontario* et de *Québec*, il a été déclaré que les chemins à barrières de *Montréal* étaient la propriété de la Province de *Québec*. Vu que la somme de \$188,000 (représentant le fonds des chemins à barrières) était garantié par l'ancienne Province du *Canada*, et que la commission avait jusqu'alors fait les paiements sur ces bons; et, qu'en conséquence la Confédération du *Canada* ne s'était pas rendue responsable du paiement des bons, et que la dite somme de \$188,000 n'avait pas, non plus, été imputée par la Confédération sur la dette de l'ancienne Province du *Canada*, et vu que les dits arbitres avaient mis les fonds de la Compagnie à l'actif de la Province de *Québec*, les arbitres ont décidé, en vertu du 4e article de la sentence, que cette dernière Province devait, en conséquence, protéger la Confédération et la Province d'*Ontario* contre toutes réclamations, ou faire en sorte que la Confédération ne payât aucun de ces bons, ou ne fût responsable ni de la dite garantie ni de ce qui avait trait à la dite commission. De ces \$188,000 de bons, \$120,000 sont entre les mains du public et portent intérêt à 6 pour cent. Durant quelques années, la Confédération a payé \$7,200 en versements semi-annuels, la Province de *Québec* ayant, pendant quelque temps, fait des remises périodiques pour couvrir les montants ainsi payés.

"Toute la question est aujourd'hui à l'étude et j'espère qu'elle sera bientôt résolue."

Si ces faits sont à la connaissance du Gouvernement, est-ce son intention de payer aux porteurs de débentures de la commission des chemins à barrières, près de la cité de *Québec*, l'intérêt sur telles débentures, comme il a été fait pour celles de la commission des chemins à barrières de *Montréal*; les deux commissions étant également mentionnées dans la 4e cédule de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, comme étant partie de l'actif (*assets*) de la Province de *Québec*, devenant la propriété commune d'*Ontario* et de *Québec*?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—La Gouvernement n'a aucune connaissance de la première partie de la question. Quant à la seconde partie, la réponse est négative.

Par M. *Picard*,—L'ordre en conseil du 7 Août 1881, accordant 100,000 acres de terres à la compagnie des terres et de colonisation de la Puissance, a-t-il été rescindé ou modifié ? Si, oui, quant et à quelles conditions ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*,—Il a été modifié par un ordre en conseil du 15 octobre 1883, réduisant la réserve à 27,505 acres, et cela pour une période de 3 ans, et sujet aux conditions ordinaires d'établissement.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Société Saint-Jean-Baptiste, de *Saint-Césaire*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Orphelinat de *Farnham*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 573 du Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Désaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 573 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant les voitures pour chemins d'hiver, étant lu ;

Et la question étant proposée, —Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite, que ce Bill étant un Bill Privé, il aurait dû être présenté comme tel, conformément aux règles prescrites par cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision ultérieurement.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes correspondances entre *Jacques Alain*, de l'*Ancienne-Lorette*, Comté de *Québec*, ou ses avocats, touchant certaines réclamations pour dommages contre le département des chemins de fer ; aussi le rapport de M. *Vallée*, ingénieur, sur la même question.

Le Bill pourvoyant au recouvrement, par voie sommaire, des rentes constituées est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des Lois expirantes et législation.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, lundi le 20 du courant, à la question portant,—" Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la réclamation de *W. Baby*, écr. pour services rendus, par lui, à la Compagnie du chemin de fer du *Lac St-Jean* ; laquelle copie est actuellement en la possession de la Compagnie du chemin de fer ; lequel amendement était que les mots : " Aussi, copie de la décision du bureau des

directeurs de la dite Compagnie quant à la dite réclamation." soient ajoutés à la fin de la question."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

La question, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre,—Copie de la réclamation de *W. Baby*, Ecr, pour services rendus, par lui, à la Compagnie du chemin de fer du *Lac St-Jean* ; laquelle copie est actuellement en la possession de la Compagnie du chemin de fer. Aussi, copie de la décision du bureau des directeurs de la dite Compagnie quant à la dite réclamation.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable Commissaire *Flynn* présente la Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 27 avril 1885, demandant copie de la réclamation de *W. Baby*, Ecr, pour services rendus, par lui, à la Compagnie du chemin de fer du *Lac St-Jean* ; laquelle copie est actuellement en la possession de la Compagnie du chemin de fer.

Aussi, copie de la décision du bureau des directeurs de la dite Compagnie quant à la dite réclamation. (Documents de la Session, No 70.)

*M. Desjardins* du Comité des Subsidés, fait rapport de deux Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent deux piastres et quarante centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'administration de la dette publique, savoir : commission  $\frac{1}{2}$  par cent sur neuf cent vingt mille quatre cent quatre-vingt piastres et soixante et quinze centins,— quatre mille six cent deux piastres et quarante centins ; annonces, timbres, etc, deux mille cinq cents piastres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent soixante et neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

Les dites Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

*M. Desjardins* du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille sept cent quatre vingt quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc., y compris aussi \$12,000 pour la codification des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements des employés de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en Chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Duhamel, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du bureau du Greffier en Loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris un employé surnuméraire pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature, par M. Alphonse Desjardins ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du Service Civil, 39 *Victoria*, Cap. 15, 40 *Victoria*, Cap. 9, 45 *Victoria*, Cap. 2 et 40 *Victoria*, Cap. 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Service Civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, rapporte une Résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante neuf mille quatre cent quarante-six piastres et quarante-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Administration de la Justice, 32 *Victoria*, Cap. 23 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

La dite Résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme pour les garçons, à Montréal, à Sherbrooke et à Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions Catholiques Romaines pour l'octroi accordé aux *High Schools* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt neuf mille six cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des Ecoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles pour les Sourds-Muets, comprenant \$200,00 pour l'institution de *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Sourds-Muets, au *Mile-End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des journaux de l'Instruction Publique, en français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des journaux de l'Instruction Publique, en anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du Collège de *Rimouski*, (étant le quatrième et dernier versement annuel) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du Collège de *Sainte-Thérèse*, (étant le quatrième et dernier versement annuel) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St-Roch de l'Achigan*, (3ème paiement sur quatre égaux) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses déjà encourues pour la transcription, l'impression et la publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Hygiène, *Montréal*, pour la vaccine ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Patrice pour les orphelins, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins Catholiques Romains, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth pour les enfants pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et l'Ecole d'Industrie, Institut Hervey, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université-Laval ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt dix huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.



36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt quatorze soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chétienne des Dames de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont*, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mil quatre cent neuf piastres et trente trois centins soient accordées à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames au Bon Pasteur; *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt piastres

soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *St-Benoit* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascowche* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varennes* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne Lapocatière* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Ferdinand, *St-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, *St-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1886.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 32 *Victoria*, chap. 23, sect. 16 § 1, tel qu'amendé par l'acte 35 *Victoria*, chap. 9, sect. 1, étant lu ;

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *St-Hilaire* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte concernant les Magistrats de Districts en cette Province."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 15 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, aussi l'acte 31 *Victoria*, chap. 22, l'acte 40 *Victoria*, chap. 22, étant des actes concernant l'Instruction Publique en cette Province, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'en suivant ;

*Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour annexer certaine partie du Canton de *Tring*, dans les Comté et District de *Beauce*, à la Paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*, *Broughton*, dans le même comté, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. l'Orateur s'exprime en ces termes :

"J'ai examiné ce bill, je trouve que c'est un bill privé, et qu'il a été introduit par inadvertance comme bill public.

Un bill public est une mesure d'ordre public, une mesure qui intéresse toute la société au lieu qu'un bill privé se rapporte à l'intérêt ou à l'avantage spécial d'individus en particulier, ou d'une compagnie incorporée, ou d'une paroisse, d'une municipalité ou d'une autre localité.

Les procédures qui se font pour passer un bill privé ont, jusqu'à un certain point, un caractère judiciaire ; elles sont à la fois législatives et judiciaires. La Chambre exerçant l'autorité judiciaire dont elle est revêtue, adjuge sur les intérêts individuels impliqués dans un bill privé, après avoir entendu les parties qui ont pétitionné contre le bill, et dont les intérêts peuvent être affectés, ainsi que les promoteurs du bill. Puis, dans l'exercice de ses pouvoirs législatifs, elle surveille les intérêts du public, et voit à ce que les intérêts privés ne soient pas promus au détriment des intérêts publics.

L'initiative des bills privés et la procédure à l'égard de ces bills, à toutes les phases subséquentes, sont réglées par les ordres permanents spéciaux et à raison des intérêts contradictoires impliqués dans ces bills, il est nécessaire que ces règles soient strictement observées.

Quelquefois, un bill public peut affecter, d'une manière incidente, des intérêts privés ou locaux, auxquels l'intérêt général que le bill a en vue est contraire. En pareil cas, l'avis est requis, et le bill est renvoyé à un comité spécial devant lequel sont entendues les personnes dont les intérêts sont affectés et qui ont pétitionné contre le bill, quoique ce bill soit introduit comme bill public et traité comme tel, sous les autres rapports.

L'objet du Bill dont il s'agit maintenant, c'est de détacher certains lopins de terre situés dans la paroisse de *Saint-Victor-de-Tring* et de *Saint-Ephrem-de-Tring*, puis, de les annexer à la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus* de *Broughton*, pour les fins civiles, religieuses et scolaires. Ceci est essentiellement une affaire d'intérêt privé. Ce peut être une affaire d'intérêt privé pour les habitants de ces trois paroisses, quant à savoir dans laquelle devraient être compris les lopins de terre en question et jusqu'à quel point le changement proposé peut affecter leurs intérêts individuels ; mais pour la société en général, il est parfaitement indifférent que ces lopins de terre forment partie de l'une ou l'autre de ces paroisses. Lorsqu'un changement de cette nature affecte la représentation dans

la Législature, cela est une affaire qui regarde et intéresse toute la Province, et les Bills qui contiennent de telles dispositions sont en conséquence des Bills publics, quoique, d'une manière incidente, ils affectent en même temps des intérêts privés ou locaux. Dans le cas qui nous occupe, les trois paroisses concernées sont situées dans le même Comté et la représentation n'est pas affectée. Sans compter que ce Bill est un Bill privé, d'après les principes généraux, il se trouve régi par notre règle 51, qui énumère les différentes catégories de Bills privés dont il faut donner avis. Cette règle spécifie distinctivement comme Bills privés, les Bills qui ont pour objet : " la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la Législature, ou d'un Canton ou autre municipalité locale."

L'année dernière, deux Bills identiques à celui qui est maintenant sous considération, ont été traités comme Bills mixtes et on a permis qu'ils fussent passés, après avoir été renvoyés à des Comités spéciaux, sous prétexte d'urgence. En principe, cependant, cette manière de procéder était tout-à-fait irrégulière et n'aurait pas dû être permise. A mon avis, les deux cas mentionnés ne devraient pas être acceptés comme précédents, mais doivent être considérés comme des cas spéciaux.

Comme je suis chargé de faire observer les ordres permanents de cette Chambre et d'y faire observer la loi et les usages parlementaires, il reste de mon devoir d'empêcher que ce Bill ne soit traité comme Bill public, et en conséquence je dois décliner de mettre aux voix la question pour sa seconde lecture.

Je recommande de retirer ce Bill."

Le Bill est retiré du consentement unanime de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'Agriculture, français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 23 Avril 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture, (3, à \$800 piastres chacune) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Marion fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

---

M. Marion informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mardi, 28 Avril 1885.

M. Trudel, du Comité permanent des Lois expirantes et législation, présente à la Chambre le Troisième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a pris en considération les Bills suivants :

Bill (No 63) amendant la loi concernant la preuve en matière civile ;

Bill (No 12) pour amender l'acte 32 *Victoria*, chapitre 23, concernant les magistrats de districts en cette Province ;

Bill (No 64) amendant l'article 1061 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*.

Votre Comité a cru devoir rejeter le Bill (No 63), vu qu'il y a des dispositions de même nature et plus complète, sur le même sujet, dans un autre Bill actuellement sous considération par Votre Honorable Chambre.

Votre Comité est d'opinion que le Bill (No 12) doit aussi être rejeté, attendu que les amendements proposés par ce Bill se trouvent compris dans un autre Bill qui a été adopté par Votre Honorable Chambre.

Quant au Bill (No 64), votre Comité est d'opinion qu'il n'est pas à propos de légiférer dans le sens indiqué dans le dit Bill.

M. l'Orateur met devant la Chambre le Second rapport du Comité conjoint des deux Chambres sur la Bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le Comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant :

Il a examiné les comptes de la bibliothèque, les a trouvés bien tenus et se déclare satisfait.

Il a constaté que, pour éviter toute dépense inutile, nul compte n'est payé, à moins qu'il n'ait été certifié par le bibliothécaire, et approuvé par les deux Orateurs.

Votre Comité croit cependant devoir appeler l'attention de la Législature sur l'état peu satisfaisant dans lequel se trouve la bibliothèque, depuis l'incendie du Palais Législatif. Il est vrai qu'il avait été recommandé au bibliothécaire de ne rien acheter, sauf les publications canadiennes, tant que le local ne serait point terminé, et que les ouvrages fournis par M. Dansereau ne seraient pas connus. Mais aujourd'hui que l'on prévoit que tout sera terminé pour la prochaine session, il est de la plus haute importance de se pourvoir des ouvrages nécessaires aux législateurs.

Un bon nombre de ces ouvrages se trouvent dans les envois de M. Dansereau, mais il faudra en acheter beaucoup d'autres, et pour cela l'allocation ordinaire ne saurait suffire. Cette allocation ne saurait suffire surtout, parceque, depuis plusieurs années il y a déficit dans les comptes de la bibliothèque, et ce déficit arrive parceque les dépenses courantes de reliure, de souscriptions aux revues, aux publications régulières de droit, etc, etc, etc, absorbent la plus grande partie de cette allocation. Les dettes s'élèvent à une somme de \$2,000, et votre Comité croit de son devoir d'attirer l'attention du Gouvernement sur l'opportunité qu'il y aurait, pour les éteindre, d'accorder une égale somme de \$2,000.00, en

sus de l'allocation annuelle, afin de mettre le bibliothécaire à même de commencer l'année fiscale avec l'allocation entière de \$3,000.00.

Il soumet avec confiance ces observations qu'il croit opportunes.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 23 avril 1885, demandant copie de toute correspondance et ordres en Conseil, ayant rapport à la nomination de juges de paix résidant dans la municipalité de *St-Germain de Grantham*, pour les trois dernières années. (Documents de la Session, No 71.)

Aussi,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 13 mars 1885, demandant copie de la plainte, de la preuve à l'enquête préliminaire, du *commitment*, de l'indictement, de l'allocation du juge, du verdict et de la sentence, *in re Regina vs Joseph Tassé*, Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle à *Montréal*, terme de Mars, 1885. (Documents de la Session, No 72.)

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 26 mars 1885, pour une liste de toutes les municipalités tenues au paiement de l'entretien des aliénés pendant l'année fiscale 1883-84. La dite liste donnant, dans la première partie, les municipalités qui ont contribué à former la somme de \$1,858.85, entrée aux comptes public, et le montant payé par chacune d'elles ; et, dans la seconde partie, les municipalités qui n'ont pas encore payé et le montant dû par chacune d'elles. (Documents de la Session, No 73.)

L'Honorable Commissaire *Flynn* présente,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 22 avril 1885, pour copie de toute requête adressée au Gouvernement de cette Province ou à aucun de ses Membres, demandant une aide pour la construction du Chemin de fer de *Montréal et Ouest*, se dirigeant de *St-Jérôme* à *Notre-Dame du Désert*. (Documents de la Session, No 73.)

Aussi,—la réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 18 mars 1885, pour faire connaître le montant total payé par le Gouvernement pour les embranchements de *Berthier* et de *Joliette*, du Chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*

Aussi, les comptes des rails et traverses ou autres articles d'équipement et matériaux fournis ou prêtés pour la construction des embranchements de *Ste-Thérèse*, *Berthier* et *Joliette*. La valeur de ces objets et les dates de leur remboursement à la Province. (Documents de la Session, No 75.)

Aussi,—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 22 Avril 1885, pour : 1. copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province, l'Honorable M. *Loranger*, ex-procureur-général, les employés de l'ex-administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et *Léon Dugas, Léandre Labelle* et autres intéressés de *St-François de Sales*, dans le Comté de *Laval*, à propos d'un cours d'eau qui a été barré par la construction du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à cet endroit, et des dommages causés par les inondations périodiques qui s'en sont suivies.

2. Copie de tous rapports faits sur ces questions, par les employés susdits, soit aux bureaux de l'ex-administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ou au Gouvernement. (Documents de la Session, No 76.)

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 32, (Code du Notariat,) étant lu ;

Et la question étant proposée que ce Bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Sur motion de l'Honorable M. Beaubien, secondé par M. Desjardins,—

*Ordonné*, Que l'Ordre de la Chambre d'hier, renvoyant au Comité des Ordres permanents le Bill (du Conseil Législatif), intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, et pour confirmer le titre de la dite Communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent à Hochelaga," soit déchargé, attendu que ce Bill est basé sur une pétition dont il a déjà été fait rapport par ce Comité.

*Ordonné*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés ; et la 66<sup>e</sup> règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

M. Marion, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'Agriculture, français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture (3, à \$800 chacune) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme d'excédant pas deux mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois,—et la première jusqu'à la quatrième résolutions inclusivement étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit ajournée jusqu'à demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

L'honorable M. Robertson propose, secondé par l'Honorable M. Taillon,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Stephens propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"La Chambre est prête et disposée à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que, contrairement aux dispositions du statut 32 *Victoria*, chapitre 3, concernant l'indépendance du Parlement, il ait été payé à MM. Lacoste, Bisaillon et Globensky, avocats de Montréal, pour services professionnels, durant les trois dernières années, la somme de \$29,645.55.

"Que la plus grande partie de cette somme a été payée à la dite société, lorsque l'Honorable A. Lacoste en était membre, ainsi que membre du Conseil Législatif de la Province, particulièrement dans les années 1882 et 1883.

"Que l'Honorable A. Lacoste fut nommé Conseiller Législatif le 4 Mars 1882, et résigna sa charge le 7 Décembre 1883.

"Que certaines sommes d'argent ont aussi été payées, durant la même période, contrairement à la même loi, à l'Honorable Boucher de la Bruère, un des Conseillers Législatifs, et président du Conseil.

"Que cette Chambre voit avec peine cette tendance croissante à violer les principes de l'indépendance du Parlement, et regrette que des violations aussi notoires aient été tolérées."



Et des débats s'ensuivant ;

L'Honorable M. *Marchand* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,—Que la Chambre s'ajourne maintenant ;

Et cette motion étant mise aux voix,—La Chambre se divise : et la proposition est résolue négativement.

Et les débats se continuant :

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 29 Avril 1885.*

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Whyte.—15.</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Désautniers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Turcotte —42.</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc, ayant rapport aux fabriques de Beurre et de Fromage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'abonnements à différents traités et

publications sur l'agriculture, la colonisation, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Comité permanent des expositions, *Montréal*, (4<sup>e</sup> versement de \$3,300.00 et l'intérêt à 5 pour cent sur \$6,600.00)—\$330.00; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 29 Avril 1885.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *Ant. Hébert* et autres, du Comté de *Châteauguay*; demandant des amendements à l'Article 1061 du Code de Procédure Civile.

M. *Trudel*, du Comité permanent des Lois expirantes et législation, présente à la Chambre le Quatrième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a examiné les Bills suivants, qu'il soumet à votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill pour étendre certaines dispositions de l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 15, concernant le cadastre.

Bill pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas Canada*.

Bill pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile.

Votre Comité a aussi examiné les Bills suivants, et est d'opinion qu'il n'est pas à propos de légiférer dans le sens indiqué dans les dits Bills :

Bill pour amender l'article 1218 du Code Civil.

Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 13, intitulé : "Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil."

Bill pour rendre valides certains actes de vente notariés.

L'Honorable M. *Lynch*, du Comité Spécial nommé pour prendre en considération les documents de la session Nos 41 et 42 contenant les rapports des gardes-chasse, présente à la Chambre le Premier rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'après avoir pris communication des rapports des gardes-chasse, contenus dans les documents de la session Nos 41 et 42, il a préparé un Bill contenant

certain amendements à la loi de la chasse de *Québec*, 47 *Victoria*, chap. 25, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre, avec le présent rapport.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi de la Chasse de *Québec*, 47 *Victoria*, chap. 25.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

*Ordonné*, Que, comme règle de la session, les Bills rejetés par le Comité des Lois expirantes et de Législation, ne soient pas inscrits au feuillet des ordres du jour.

*Ordonné*, Que le Bill pour amender l'Acte 47 *Victoria*, chap. 13, intitulé : "Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil," soit placé sur les Ordres du jour, pour Comité général lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi des Jurés et Jurys.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant les Officiers en Loi de la Couronne.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la première fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit lu la seconde fois demain, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*."

Bill intitulé : "Acte incorporant la Ligue de Tempérance d'*Arthabaska*."

---

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Gagnon*,—Le Gouvernement a-t-il fini de considérer la question de contribuer, pour un certain montant, à la construction d'une Cour de Circuit dans le Comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Non.

---

Sur motion de M. *Owens*, secondé par M. *Frégeau*,

*Résolu* : Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

Copie de toute correspondance qui a induit le Gouvernement à offrir en vente toutes limites à bois, depuis le 1er janvier 1884 ; ainsi qu'un état indiquant l'enchère fixée et le prix obtenu pour la vente de chaque limite.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Asselin*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie de la requête présentée au Commissaire de l'Agriculture, le 20 mars 1883, par *M. Faucher de Saint-Maurice*, M. P. P., au nom des cultivateurs des Cantons de *Daaguam*, de *Bellechasse*, de *Roux*, de *Buckland*, etc, demandant l'ouverture d'une route, partant du chemin *Taché* et allant jusqu'au chemin de front de la 4ème concession de *Saint-Raphaël* ; laquelle requête a été recommandée aussi par l'Honorable *M. Poquet*, député de *Lévis*, *MM. Desjardins*, député de *Montmorency*, *Asselin*, député de *Rimouski*, et *Deschénes*, député de *Témiscouata*.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*M. Nantel*, l'un des membres de cette Chambre, se lève de son siège et dit que : *M. Faucher de Saint-Maurice*, membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, a été diffamé dans un article d'un journal appelé le *Nouvelliste*, et publié dans la Cité de *Québec*.

Sur motion de *M. Nantel*, secondé par *M. Asselin*,

*Ordonné*, Que l'article contenu dans le numéro du journal le *Nouvelliste* publié à *Québec*, le 29 avril courant, intitulé : " le successeur de *M. Dunn*," soit maintenant lu par le Greffier.

Et le dit article est lu comme suit :

#### " SUCCESSEUR DE M. DUNN."

" Le *Canadien* recommande fortement *M. Faucher de Saint-Maurice* pour la succession de *M. Oscar Dunn* au département de l'Instruction Publique.

" Cela signifie que les honnêtes gens doivent être sur leurs gardes.

" Non pas que nous prenions *M. Faucher* pour un être malfaisant. Ce serait injuste. Mais parce que la nomination d'un protégé de *MM. Chapleau* et *Tarte* serait, sous les circonstances, un défi à l'opinion publique.

" On n'a pas oublié la tentative faite, depuis quelques années, par un certain groupe de soi-disant conservateurs pour soustraire l'enseignement au contrôle du clergé. Leurs tendances suspectes se firent jour dans un projet de loi qui fut étouffé au conseil, au grand désappointement de ses auteurs. Le cri d'alarme jeté par les autorités ecclésiastiques a tenu depuis l'attention en éveil. Pour rassurer les esprits, le successeur de *M. Chapleau* crut prudent de protester contre les tendances de son prédécesseur.

" Le premier Ministre actuel est un homme prudent et éclairé. De ce côté, nous croyons qu'il n'y a rien à craindre.

" Mais, contre l'esprit qui soufflait alors, on ne saurait trop se prémunir. Et le moyen de le faire est de nous assurer, dans le département de l'Instruction Publique, les services d'hommes sages, éclairés, comprenant bien l'esprit de notre législation, à principes solides et à convictions bien définies. Or, *M. Faucher de Saint-Maurice* n'est pas cet homme.

" Les hommes de sa trempe ne sont jamais autre chose que des instruments. Ceux qui le poussent à ce poste, savent très bien le profit qu'ils pourront tirer de son absence complète d'idées arrêtées sur les hommes et les choses.

“ Quel droit d'ailleurs M. *Faucher* peut-il avoir à cette importante position ?

“ Qu'est-ce que lui doit le parti conservateur ?

“ Avant que la grâce sénécaliste l'eût frappé sur ce chemin de *Beaumont*, personne ne connaissait la couleur de ses opinions, bien qu'il gagnait depuis de longues années de gros salaires à ne rien faire.

“ Non seulement le parti conservateur l'a nourri, mais il l'a promené dans les grandes capitales de l'*Europe* et de l'*Amérique*. Toute la liste des missions officielles et officieuses a été épuisée à son bénéfice. De fait nous ne connaissons pas un bourgeois dans notre Province qui se soit payé, à même sa bourse, les jouissances que M. *Faucher* a coûté au parti conservateur.

“ Aussi a-t-il la vocation des parasites de bonne race. Il en veut à l'existence de ceux qui vivent à leurs dépens.

“ Aux dernières nouvelles, il télégraphiait à *Sir John*, que les conservateurs, qui ne le sont pas à sa manière, doivent être exterminés !!

“ Peut-on concevoir pareille impudence ? Il ne manque pas dans le parti conservateur d'hommes dont le mérite s'impose et qui ont acquis par leurs services des droits à la considération des amis. Qu'on nomme un de ceux là, et tout le monde sera content.

“ Le Gouvernement d'ailleurs n'a pas besoin de compter sur l'influence de M. *Faucher* pour faire élire son successeur dans *Bellechasse*.

“ Nous l'avertissons d'avance que ça ne pèsera pas.”

Ordonné, Que *Jos. G. Gingras*, éditeur-propriétaire du journal *Le Nouvelliste* de Québec, compareaisse immédiatement à la barre de cette Chambre.

Le Sergent d'armes fait rapport que *Jos. G. Gingras* n'est pas dans le Palais Législatif.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Asselin*,

Ordonné, Que le Sergent d'armes ayant fait rapport qu'il n'a pu trouver *Jos. G. Gingras* dans le Palais Législatif, M. l'Orateur émette son mandat pour assigner le dit *Jos. G. Gingras* à comparaître à la barre de cette Chambre, à trois heures et demie demain.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous mémoires, correspondances, et télégrammes se rapportant à l'accusation portée devant la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle à *Montréal*, contre Messieurs *Cornellier* et *LeBlanc* ; ainsi que copie des actes d'accusation et de l'enquête préliminaire faite devant le Magistrat de Police.

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

*Jeudi, 30 Avril, 1885.*

Et la motion étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 30 Avril 1885.

L'Honorable M. *Blanchet*, du Comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le Dix huitième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, de l'Honorable Conseil Législatif, et a l'honneur de rapporter les dits Bills sans amendement :

Bill pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la Communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de *Montréal*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie et pour confirmer le titre de la dite Communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent à *Hochelaga*.

Votre Comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre, que les diverses sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills Privés, pour traduction et correction des épreuves, et maintenant entre les mains du Greffier de ce comité, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises, pour distribution, aux chefs des traducteurs français et anglais, conformément à la pratique suivie, depuis 1872.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Martel*, du Comité permanent des Ordres permanents, présepte à la Chambre le Dix-Huitième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la pétition de *Alex. Hutchison* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Mont Royal and Island Railway Company*," et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants, et que le dépôt de cent piastres n'avait pas été fait.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte incorporant le Synode de l'Eglise d'Angleterre du diocèse de *Québec*, et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette Eglise," avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant le Synode de l'Eglise d'Angleterre, du diocèse de *Québec* et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette Eglise," lesquels sont lus comme suit :

Dans la version française ; dans le titre, première ligne, retrancher le mot " du " et le remplacer par les mots " dans la " et dans la 3ème ligne, effacer le mot " revenus " et le remplacer par le mot " biens."

Dans le préambule, ligne 2, effacer le mot " du " et le remplacer par les mots " dans le " ; à la ligne 10 effacer le mot " revenus " et le remplacer par le mot " biens " et à la ligne 13 effacer les mots " ainsi que des fonds " et les remplacer par les mots " les dites propriétés."

Dans la clause 1ère, ligne 3, effacer le mot " du " et le remplacer par les mots " dans le."

Page 2, ligne 5, effacer le mot " locative " et le remplacer par le mot " annuelle."

Clause 4, ligne 6, effacer les mots " qui constitueront " et les remplacer par les mots " comme étant."

Clause 5, après le dernier mot de la ligne 4 ajouter les mots " du dit Synode."

Clause 6, ligne 14 après le mot " possession " ajouter les mots " la ques-

tion " ; ligne suivante retrancher le mot " revenus " et le remplacer par le mot " biens " ; ligne dix-sept (17) après le mot " le " ajouter le mot " dit " et après le mot " Synode " dans la même ligne retrancher le mot " le " et le remplacer par le mot " pourront. "

Page 3, première ligne, remplacer le mot " déposer " par le mot " disposer. "

Page 3, ligne 5, remplacer les mots " de faire " par les mots " d'être fait. "

Même page ligne 7 et 8 effacer les mots " ainsi qu'aux " et les remplacer par les mots " et les. "

Clause 7, lignes 2 et 3, remplacer le mot " presbytère par le mot " curé. "

Clause 7, ligne 7, remplacer le mot presbytère par le mot " aucune, " ligne 9 même clause remplacer le mot " tout " par le mot " aucun " ; même clause lignes 11 et 12 effacer les mots " ou terrain adjacent à l'église. "

Clause 8, ligne 5, avant le mot " immeuble " remplacer le mot " ou " pour le mot " et. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour d'hier pour la comparution de M. Joseph G. Gingras, à la Barre de la Chambre étant lu ;

Le Sergent d'Armes fait le rapport suivant :

Je, soussigné, *Gédéon LaRocque*, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, certifie par les présentes et fais rapport à l'Honorable Assemblée Législative de la Province de Québec, que, dans la Cité de Québec, ce trentième jour d'Avril courant, j'ai, en conformité de l'Ordre de cette Honorable Chambre, personnellement sommé et assigné *Joseph G. Gingras*, éditeur propriétaire du Journal *Le Nouvelliste*, à comparaître ce jour, à trois heures et demie de l'après-midi, parlant à une personne raisonnable de sa famille, à son domicile, dans la dite cité, en lui laissant un duplicata du présent mandat et de l'avis ci-joint, et je certifie et fais rapport de plus, que le dit *Joseph G. Gingras* a failli de comparaître.

A Québec, ce trente Avril, mil huit cent quatre vingt cinq.

GÉDÉON LAROCQUE,  
Sergent d'Armes.

Lequel rapport est écrit au dos du mandat qui se lit comme suit :

CANADA }  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
Québec, savoir :

Par l'autorité de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

A *Gédéon LaRocque*, de la Cité de Québec, Ecr, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Attendu que le vingt neuvième jour d'Avril, il a été représenté que M. *Faucher de Saint-Maurice*, député du district électoral de *Bellechasse*, a été accusé, dans un Journal appelé *Le Nouvelliste*, publié dans la Cité de Québec, et attendu que l'article dont on se plaint, sous le titre en langue Française : "*Le Successeur de M. Dunn*" a été lu par le Greffier de la Chambre, et qu'il a été alors ordonné que *Joseph G. Gingras* de la Cité de Québec, l'éditeur et le propriétaire du dit Journal *Le Nouvelliste*, comparaisse immédiatement à la Barre de la Chambre, à

trois heures et demie de l'après-midi ; et attendu que le Sergent d'Armes a fait rapport, que le dit *Joseph G. Gingras* ne se trouvait pas dans l'enceinte de la Chambre ; et attendu, qu'en conséquence, il a été ordonné, que M. l'Orateur émette son mandat, assignant le dit *Joseph G. Gingras* à comparaître devant la Barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour.

En conséquence nous vous commandons d'assigner le dit *Joseph G. Gingras* devant la Barre de cette Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour, pour être présent, jusqu'à ce qu'il soit mis en liberté.

Ce à quoi vous ne manquerez pas, et faites rapport de ce mandat.

Témoin, mon seing et sceau, en la Cité de *Québec*, ce trentième jour d'Avril de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

J. WÜRTELE,

(Attesté,)

Orateur.

L. DELORME,

Greffier de l'Assemblée Législative.

(L. S.)

Au dit *Joseph G. Gingras*,

Editeur Propriétaire du Journal *Le Nouvelliste*.

Monsieur,

Vous êtes par les présentes, notifié de vous conformer au mandat ci-joint, et de comparaître ce jour à la Barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi.

A *Québec*, ce trentième jour d'Avril, mil huit cent quatre-vingt-cinq.

G. LAROCQUE,

Sergent d'Armes.

M. Nantel propose, secondé par M. Asselin, que vu que l'assignation faite à M. *Joseph G. Gingras*, n'a pas été faite personnellement, M. l'Orateur émette un nouveau mandat pour lui enjoindre de comparaître à la Barre de cette Chambre, demain à 3 heures et demie, P. M.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, et qu'il n'y a pas matière à procéder ;

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Hier, un honorable député se leva de son siège et déclara que l'honorable député pour le comté de *Bellechasse* a été diffamé par un journal publié à *Québec* et intitulé : “ *Le Nouvelliste*,” et par un ordre de la Chambre l'acte en question a été lu par le Greffier. Ordre fut ensuite donné que M. *Gingras*, l'éditeur-propriétaire du dit journal, soit assigné à comparaître sans retard à la barre de la Chambre. Comme il ne put être trouvé dans l'enceinte du palais Législatif, l'Orateur fut autorisé à émettre un mandat pour sommer M. *Gingras* de comparaître ce jour, et le sergent d'armes a fait rapport qu'il a cité M. *Gingras* en laissant une copie du mandat et de l'avis le requérant de se conformer aux ordres reçus, à son domicile.

J'ai maintenant entre les mains une motion pour autoriser l'émission d'un autre mandat pour faire comparaître M. *Gingras* demain, vu que la citation faite n'a pas été personnelle.



Objection est maintenant faite à la motion comme étant irrégulière parce que les mots contenus dans l'article attaqué ne constituent pas un libelle contre le caractère ou la conduite de M. *Faucher de Saint-Maurice* en sa capacité de membre de cette Chambre.

Les questions relatives à la dignité et aux privilèges de la Chambre sont réglées par l'acte 33 *Victoria*, chapitre 5. La section 4 de cet acte défend les libelles contre les membres de la Chambre, durant la session de la Législature et vingt jours avant et après la session et déclare que tels libelles sont des violations de privilège. Par la section 9, la Chambre est autorisée à s'enquérir de toutes les infractions de privilèges et est revêtue judiciairement de tous les pouvoirs nécessaires pour juger et punir ces infractions, et la section 2 autorise la Chambre à commander et forcer la comparution des offenseurs.

Lorsqu'une plainte est portée pour une violation de privilège par libelle, la Chambre a, en conséquence, le droit de citer la personne accusée de l'offense à comparaître à la barre, mais doit lui donner l'avantage de se défendre avant de se prononcer sur la plainte. Dans ce cas, j'ai eu l'autorisation et il m'a été prescrit d'émettre mon mandat, mais on prétend que la Chambre pourrait avoir outrepassé ses pouvoirs et qu'en exécutant ses ordres je pourrais avoir encouru une responsabilité personnelle. Je ne crois pas qu'il en soit ainsi, et je saisis cette occasion pour déclarer que je considère de mon devoir, en toutes circonstances, comme le serviteur de la Chambre, d'obéir à ses ordres, même si j'exposais par là ma fortune et ma liberté personnelle.

Comme la partie accusée n'a pas été citée personnellement, il n'a pas été proposé à la Chambre de la mettre sous garde, mais d'ordonner de la citer de nouveau à comparaître à la barre.

L'objection faite n'est pas sur la forme de cette motion, mais elle attaque le mérite de la question, à savoir si l'article dont on se plaint constitue un libelle qui soit du ressort de la Chambre, ou non. Il n'est pas de mon ressort de décider sur le mérite des questions qui sont soumises à la Chambre. Il appartient à la Chambre seule de prononcer un jugement dans ces cas. Je ne vois aucun point d'ordre dans l'objection soulevée, et il est de mon devoir de soumettre la question qui est actuellement entre mes mains ; et je laisse à la Chambre de décider de son mérite."

Et la question étant ensuite mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Stephens*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé des dettes de l'ancienne province du *Canada* qui forment la somme de \$73,006,088.84 assumée par la puissance du *Canada*, savoir : \$62,500,000 par la section 112, de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, et \$10,506,088.84 par l'acte fédéral 36 *Victoria*, chapitre 29.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Marion* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 27 du statut 46 *Victoria*, intitulé : "Acte concernant la pétition de droit," étant lu ;

M. *Deschênes* propose, secondé par M. *Bergevin*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite, qu'il faut le consentement de la Couronne pour continuer à délibérer sur ce Bill.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ On a fait objection que la question pour la deuxième lecture du Bill ne peut pas être mise aux voix, parceque ce Bill appartient à la catégorie des Bills qui exigent le consentement de la Couronne et que ce consentement n'a pas été signifié.

Il faut la recommandation de la Couronne pour toutes les résolutions ou tous les Bills comportant des octrois d'argent, au lieu qu'il faut le consentement de la Couronne aux Bills qui concernent ses droits, son patronage ou ses prérogatives.

La recommandation de la Couronne est requise en vertu d'un précepte positif de notre constitution et se trouve dans la section 54 de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* ; le consentement de la Couronne découle d'une règle constitutionnelle comprise dans l'ensemble de la loi parlementaire et des usages constitutionnels de l'Empire. Il y a cette différence que la recommandation, telle que prescrite par la section même que j'ai citée, doit précéder tous les octrois d'argent, au lieu que le consentement peut être donné en aucun temps, durant les procédures qui se font à l'égard du Bill.

On a fortement insisté ce soir sur le fait qu'en présence de la déclaration faite par l'un des aviseurs de la Couronne, que celle-ci ne donnera pas son consentement à ce Bill, on ne devrait pas permettre de procéder à sa deuxième lecture.

En consultant le *Mirror of Parliament*, je trouve qu'en 1883, l'orateur a décidé qu'un Bill requérant le consentement de la Couronne peut subir sa deuxième lecture sans être précédé de la signification du consentement de la Couronne. (*Mirror of Parliament*, 1883, page 1629). Je trouve aussi qu'en 1868, dans la Chambre des Communes d'Angleterre, il fut déclaré par un des ministres qu'un bill peut aller jusqu'à la dernière phase des procédures, mais ne peut pas traverser cette phase sans le consentement de la Couronne, et je vois que l'orateur a concouru dans cette opinion et déclaré que c'est la pratique parlementaire. Dans ce dernier cas, celui du bill de la pairie irlandaise, le ministre en question déclara en sus, qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité d'aviser Sa Majesté de donner son consentement, et il demanda au promoteur de ne pas procéder, et là-dessus le promoteur, avec la permission de la Chambre, retira son bill. (191, *Hansard* anglais, page 1564). Si le promoteur n'avait pas consenti à retirer le bill, et si la Chambre n'avait pas accordé la permission de retirer la motion demandant la deuxième lecture de ce Bill, la motion demandant la deuxième lecture aurait été mise aux voix.

Il ne faut pas oublier que la Chambre pourrait demander à la Couronne, au moyen d'une adresse, de faire disparaître cet obstacle à la législation et que, sur l'adoption de cette adresse, la décision qui a été annoncée pourrait être reconsidérée et modifiée. (191, *Hansard* anglais, page 1445.)

Il faut aussi se rappeler que le consentement du souverain n'oblige pas ce dernier à donner en définitive sa sanction à un bill, mais permet tout simplement à la Chambre de se prononcer sur la mesure à la dernière phase de la procédure.

Je suis d'opinion que le consentement de la Couronne peut être donné en aucun temps avant la mise aux voix de la question finale, “ Que le bill passe ” et qu'en l'absence de ce consentement cette question finale est la seule que la loi parlementaire et les usages constitutionnels défendent à l'orateur de proposer à la Chambre. Dans sa dernière édition, page 508, *May* pose ce principe dans les quelques mots qui suivent : “ La recommandation est donnée au commencement même d'une procédure et doit précéder tous octrois d'argent, au lieu que le “ consentement de la Couronne peut être donné en aucun temps, durant la “ procédure sur un bill, et il a même été déclaré sur la question posée finalement : “ *Que ce bill passe.* ”

J'écarte donc l'objection et je procède à mettre aux voix la question de la deuxième lecture du bill.”

Et la question étant mise aux voix,—que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—16.</i>
<i>Désaulniers,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—35.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill relatif aux Asiles d'Aliénés subventionnés par la Province de Québec ;

Et la Chambre ayant siégé en comité jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 1er Mai 1885

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Martel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Et la question étant proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gagnon propose en amendement secondé par M. Bernatchez,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Attendu que la contribution des municipalités, à l'entretien des aliénés, n'est pas perçue avec avantage pour le public.

" Attendu que cette contribution des municipalités n'a rapporté au Trésor, pendant l'année fiscale 1883-84, que \$1858.85.

" Attendu que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire.

" Il soit résolu :

" Que ce Bill ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit référé de nouveau à un Comité général de toute la Chambre, avec instructions de l'amender en retranchant toutes les clauses qui imposent aux municipalités l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—22.</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte concernant les Asiles d'Aliénés subventionnés par la Province de Québec," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Robidoux,—Est-ce l'intention du Gouvernement d'approprier aucune somme, à même les fonds destinés à la colonisation, au creusement de *Norton Creek*, dans le Comté de *Chateauguay*, comme la chose a eu lieu pour la petite rivière de *Montréal*, dans le Comté de *Napierville* ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Le Gouvernement fera inspecter le *Norton Creek*, et sur le rapport qui lui sera fait, décidera s'il y a lieu ou non d'approprier une somme, à même les fonds destinés à la colonisation, pour le creusement de ce cours d'eau.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour étendre certaines dispositions de l'acte 38 *Victoria*, chap. 15, concernant le Cadastre ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteril, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité spécial, composé des Honorables Messieurs *Blanchet*, *Flynn*, *Garneau*, *Lynch*, *Marchand*, *Mercier*, *Taillon*, *Turcotte*, et de Messieurs *Asselin*, *Brousseau*, *Désaulniers*, *Gagnon*, *Le Blanc*, *Marion*, *Nantel*, *Robidoux*, *Shehyn*, *Stephens*, *Trudel*, *Watts* et *Whyte*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

### Vendredi, 1er Mai 1885.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 116 du Code du Notariat, (46 *Victoria*, chapitre 32), " sans amendement.

L'Honorable M. *Taillon*, du Comité spécial sur le Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile, présente à la Chambre le Premier rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Taillon* pour son Président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

*Ordonné*, Que le *quorum* du dit Comité soit réduit à cinq membres.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente.—Réponse à un Ordre de la Chambre du 22 Avril 1885, pour un état montrant les prix réalisés, l'année dernière, par la vente des droits de pêche dans les rivières de la Province, comparés aux mises à prix fixées par le Gouvernement, et les noms de ceux qui les ont achetés.

Aussi un état des prix obtenus, par le louage des droits de pêche, sur les lacs de la Province et le nom des locataires, avec toutes les correspondances, papiers, etc, concernant cette affaire. (Documents de la Session, No 77.)

Aussi, Réponse à une Adresse de la Chambre, du 8 Avril 1885, demandant copie du règlement fait entre le Gouvernement et le Conseil Municipal de la paroisse de *Ste-Hélène* de *Kamouraska*, au sujet de la dette de cette municipalité au

fonds d'emprunt municipal, avec copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et le dit Conseil, au sujet de cette question. (Documents de la Session, No 78.)

L'Ordre de la Chambre d'hier, pour la comparution de *M. Joseph G. Gingras*, l'un des éditeurs-propriétaires du *Nouvelliste*, à la Barre de la Chambre étant lu :

Le Sergent d'Armes fait le rapport suivant :

Je soussigné, *Gédéon LaRoque*, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, certifie par les présentes et fais rapport à l'Honorable Assemblée Législative de la Province de *Québec*, que, dans la Cité de *Québec*, ce premier jour de Mai courant, j'ai en conformité de l'Ordre de cette Honorable Chambre, personnellement sommé et assigné *Joseph G. Gingras*, éditeur-propriétaire du Journal *Le Nouvelliste*, à comparaître ce jour, à trois heures et demie de l'après-midi, parlant à *Philippe Langevin*, l'un des commis de l'établissement du dit Journal *Le Nouvelliste*, une personne raisonnable du bureau d'affaire du dit *Joseph G. Gingras*, dans la dite cité, n'ayant pu avoir accès à son domicile, en lui laissant un duplicata du présent mandat et de l'avis ci-joint ; et je certifie et fais rapport de plus, que le dit *Joseph G. Gingras* a failli de comparaître.

A *Québec*, ce premier jour de mai, mil huit cent quatre-vingt cinq.

G. LAROCHE,  
Sergent d'armes.

Lequel rapport est écrit au dos du mandat qui se lit comme suit :

CANADA }  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
Québec, à savoir :

Par l'autorité de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

A *Gédéon LaRoque*, de la Cité de *Québec*, Ecr, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Attendu que le vingt neuvième jour d'Avril, il a été représenté que *M. Faucher de Saint-Maurice*, député du district électoral de *Bellechasse*, a été accusé, dans un Journal appelé *Le Nouvelliste*, publié dans la Cité de *Québec* ; et attendu que l'article dont on se plaint, sous le titre en langue française : "*Le Successeur de M. Dunn*" a été lu par le Greffier de la Chambre et qu'il a été alors ordonné que *Joseph G. Gingras*, de la Cité de *Québec*, l'éditeur et le propriétaire du dit Journal *Le Nouvelliste*, comparaisse immédiatement à la Barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi ; et attendu que le Sergent d'Armes a fait rapport, que le dit *Joseph G. Gingras* ne se trouvait pas dans l'enceinte de la Chambre ; et attendu qu'en conséquence, il a été ordonné, que *M. l'Orateur* émette son mandat, assignant le dit *Joseph G. Gingras* à comparaître devant la Barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour.

Et attendu que le dit mandat fut en conséquence émis ce jour et adressé au dit *Gédéon LaRoque*, Sergent d'armes ; et attendu que le dit *Gédéon LaRoque* a, par son rapport, écrit au dos du dit mandat, fait rapport qu'il a assigné le dit *Joseph G. Gingras* à comparaître à la barre de cette Chambre cette après-midi, à trois heures et demie, en servant le dit mandat au dit *Jos. G. Gingras*, de la Cité de *Québec*, en laissant à son domicile, en la dite Cité de *Québec*, à une personne raisonnable de sa famille, un duplicata du dit mandat, avec un avis endossé, au dit *Jos. G. Gingras*, lui enjoignant d'obéir au dit mandat ; et attendu que, nonobs-

tant le dit service, le dit *Jos. G. Gingras* a failli de comparaître ; et attendu qu'il a été en conséquence ordonné à l'Orateur d'émettre un autre mandat, enjoignant au dit *Jos. G. Gingras*, de comparaître à la barre de cette Chambre, à trois heures et demie demain après-midi, le premier jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-cinq, là et alors d'attendre le plaisir de cette Chambre.

En conséquence, nous vous commandons d'assigner le dit *Joseph G. Gingras*, à être et comparaître devant la barre de cette Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi, demain, le 1er jour de mai 1885, et pour être présent, jusqu'à ce qu'il soit mis en liberté.

Ce à quoi vous ne manquerez pas, et faites rapport de ce mandat.

Témoin, mon seing et sceau, en la Cité de *Québec*, ce trentième jour d'Avril de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

J. WÜRTELE,

Orateur de l'Assemblée Législative.

(Attesté)

(L. S.)

L. DELORME,

Greffier de l'Assemblée Législative.

Au dit *Joseph G. Gingras*,

Editeur-propriétaire du journal *Le Nouvelliste*.

Monsieur,

Vous êtes par les présentes, notifié de vous conformer au mandat ci-joint, et de comparaître demain, le premier jour de mai mil huit cent quatre-vingt-cinq, à la Barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi.

A Québec, ce 30e jour d'avril 1885.

G. LAROCQUE,

Sergent d'Armes.

*M. Nantel* propose secondé par *M. Asselin*,—Que *M. l'Orateur* émette son mandat au Sergent d'Armes, lui enjoignant de prendre sous sa garde *Joseph G. Gingras*, l'un des propriétaires-éditeurs du journal *Le Nouvelliste*, de la Cité de *Québec*, qui a désobéi aux ordres de cette Chambre du vingt neuf et du trente avril dernier.

Et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

*Asselin,*  
*Bergevin,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Blanchet,*  
*Boyer,*  
*Cameron,*  
*Casavant,*  
*Demers,*  
*Désaulniers,*

*Deschênes,*  
*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Frégeau,*  
*Gagnon,*  
*Garneau,*  
*Lapointe,*  
*Lavallée,*  
*LeBlanc,*  
*Leduc,*

*Lynch,*  
*Marchand,*  
*Marcotte,*  
*Martel,*  
*Mercier,*  
*Nantel,*  
*Owens,*  
*Poupore,*  
*Rinfret dit Malouin,*

*Robertson,*  
*Shehyn,*  
*Spencer,*  
*Stephens,*  
*Taillon,*  
*Trudel,*  
*Turcotte,*  
*Watts et*  
*Whyte.—38.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Brousseau,*

*Carbray,  
Duckett,  
Flynn,  
Gauthier,*

*Marion,  
Paradis,  
Poulin,  
Richard,*

*Sawyer,  
Saint Hilaire et  
Thornton.—15.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant un prêt en faveur de l'Hôpital Protestant des Aliénés.

L'Honorable M. *Robertson* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que l'Hôpital Protestant pour les Aliénés ne pourra pas, sans être aidé par le prêt d'une somme d'argent, de la part de la Province, atteindre les fins pour lesquelles il a été fondé, c'est-à-dire l'établissement d'une institution protestante pour recevoir entretenir et guérir, les personnes affligées d'insanité ou souffrant d'aliénation mentale ; en conséquence il est :

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à prêter à l'Hôpital Protestant des Aliénés, une somme d'argent n'excédant pas vingt-cinq mille piastres aux conditions suivantes :

Le prêt portera intérêt au taux de six pour cent par année, payable semi-annuellement.

L'Hôpital Protestant des Aliénés fournira au Gouvernement pour le remboursement de ce prêt, telle garantie, hypothécaire ou autre, qui paraîtra suffisante au Lieutenant-Gouverneur.

La somme prêtée sera remboursable en dix paiements annuels et égaux, dont le premier sera dû et payable cinq ans après la date du prêt.

Si, en aucun temps, le Gouvernement devient endetté envers l'hôpital, pour l'entretien des aliénés, le Trésorier de la Province pourra retenir toute somme qu'il aura en mains, pour payer celles qui seront dues, soit pour intérêt, ou capital, soit pour les deux, suivant le cas.

Si, en aucun temps, il intervient un contrat entre le Gouvernement et le dit hôpital pour le soin des aliénés, il ne sera pas accordé un prix plus élevé que ceux des contrats existants, et cet hôpital sera soumis aux lois et règlements en force dans la Province, concernant les asiles pour les aliénés.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.



M. Sawyer fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que l'Hôpital Protestant pour les Aliénés ne pourra pas, sans être aidé par le prêt d'une somme d'argent, de la part de la Province, atteindre les fins pour lesquelles il a été fondé, c'est-à-dire l'établissement d'une institution protestante pour recevoir, entretenir et guérir, les personnes affligées d'insanité ou souffrant d'aliénation mentale ; en conséquence il est :

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à prêter à l'Hôpital Protestant des Aliénés une somme d'argent n'excédant pas vingt-cinq mille piastres aux conditions suivantes :

Le prêt portera intérêt au taux de six pour cent par année, payable semi-annuellement.

L'Hôpital Protestant des Aliénés fournira au Gouvernement pour le remboursement de ce prêt, telle garantie, hypothécaire ou autre, qui paraîtra suffisante au Lieutenant-Gouverneur.

La somme prêtée sera remboursable en dix paiements annuels et égaux, dont le premier sera dû et payable cinq ans après la date du prêt.

Si, en aucun temps, le Gouvernement devient endetté envers l'hôpital, pour l'entretien des aliénés, le Trésorier de la Province pourra retenir toute somme qu'il aura en mains, pour payer celles qui seront dues, soit pour intérêt, ou capital, soit pour les deux, suivant le cas.

Si, en aucun temps, il intervient un contrat entre le Gouvernement et le dit hôpital pour le soin des aliénés, il ne sera pas accordé un prix plus élevé que ceux des contrats existants, et cet hôpital sera soumis aux lois et règlements en force dans la Province, concernant les asiles pour les aliénés.

Le dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de La communauté des Sœurs des saints noms de Jésus et de Marie et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construit son convent, à Hochelaga " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Marion fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

*Ordonné*, Que le Comité spécial nommé pour examiner le Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile, ait la permission de siéger demain.

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon,—Le Gouvernement a-t-il fini de considérer la question de contribuer, pour un certain montant, à la construction d'une Cour de Circuit dans le Comté de Kamouraska?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Non.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Le Parlement Fédéral se propose de prendre des mesures pour que le Canada soit convenablement représenté à l'Exposition des Colonies et des Indes, qui doit avoir lieu, en l'année 1886, sous la présidence de son Altesse Royale le Prince de Galles.

Le Gouvernement Fédéral se propose de plus, de mettre un montant de dix mille livres sterling pour couvrir tout déficit résultant des dépenses à faire pour cette exposition, somme égale au cinquième du montant total que garantissent le Gouvernement des Indes, celui du Canada et des Colonies, représentées par des agents généraux en Angleterre; la somme ainsi garantie devant être tenue dans le but de faire face à tout déficit qui pourrait résulter de l'exposition projetée.

Le Gouvernement de la Province de Québec a-t-il l'intention de prendre part à cette exposition?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Lorsque le Gouvernement de Québec connaîtra exactement les mesures prises par le Gouvernement de la Puissance du Canada, pour représenter le Canada à l'exposition des Colonies et des Indes qui doit avoir lieu en 1886, il avisera s'il est opportun que la Province de Québec y soit spécialement représentée.

Par l'Honorable M. Marchand,—Le Gouvernement a-t-il vendu les biens immobiliers dépendant de la succession de feu Dame Veuve Hamelin, qui lui sont échus par déshérence?

Si oui, à qui les a-t-il vendus, et pour quel prix?

Réponse par l'Honorable M. Lynch,—En vertu d'un Ordre en Conseil, en date du 10 janvier, 1884, basé sur un rapport de l'Honorable Procureur Général Mousseau, recommandant cette vente et en fixant le prix, le 12 janvier 1884, le Commissaire des Terres de la Couronne a consenti en faveur de Toussaint Moreau une promesse de vente de tous les droits et prétentions de la Couronne à la succession vacante de feu Dame Jean-Baptiste Hamelin, moyennant la somme de trois cents piastres (\$300.) Cette évaluation était basée sur celle donnée en 1859 par les Commissaires Seigneuriaux à la Seigneurie des Grondines. Le 24 juillet 1884, sur le rapport de l'Honorable Procureur Général Taillon, constatant l'accomplissement des conditions de la promesse de vente, ces droits et prétentions furent régulièrement transportés au dit Toussaint Moreau.

Les faits relatifs à cette vente sont comme suit :

La succession s'est ouverte en 1785, et comme c'était une succession en déshérence il fut nommé un curateur.

En 1790, de la part de la Couronne, il fut pris des procédures pour recouvrer la possession de la succession, pour la raison que c'était une succession en déshérence et qu'elle était, à proprement dire, confisquée au profit de la Couronne.

Le 7 juillet 1791, *Nicolas Piery* et d'autres personnes, de *France*, intervinrent dans les procédures pour réclamer cette succession.

Il appert que les procédures de la Couronne furent ensuite abandonnées et il n'en ont pas entendu parler d'avantage durant près d'un siècle, alors que, par accident, les papiers se rapportant à cette succession furent découverts dans les archives du Palais de Justice des *Trois-Rivières*.

Après des recherches considérables pour apprendre l'histoire de cette succession, et constater qu'elles étaient réellement les propriétés qui la composaient, *M. Toussaint Moreau*, avocat, de *Montréal*, demanda au Gouvernement, le 24 décembre 1883, de lui vendre les droits et les prétentions, quels qu'ils fussent, que le Gouvernement peut avoir à cette succession.

La propriété en question avait apparemment passé par les mains d'un grand nombre de personnes et à différentes dates il avait été fait des ventes de parties de cette propriété et elle était dans cet état quand le Gouvernement fut appelé à prendre en considération la demande qui lui fut faite.

Eu égard à la longueur du temps qui s'était écoulé depuis l'ouverture de la succession, aux différentes phases qu'elle avait traversées, ainsi qu'aux doutes quant à savoir ce qui la composait réellement et aux recherches nécessaires pour constater s'il était désirable de continuer ou non les procédures, le Gouvernement décida de transporter ses droits, moyennant une somme apparemment nominale, à une réclamation qui était excessivement douteuse et cette réclamation fut en conséquence aliénée *sans garantie*. Ainsi que le Gouvernement en a été informé, les acquéreurs ont été obligés de prendre des procédures pour déterminer les droits ainsi acquis par eux.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité permanent des Lois expirantes et Législation :

Bill pour amender l'Article 299 du Code Civil et l'Article 925 du Code de Procédure Civile.

Bill pour amender les Articles 298 et 698 du Code Civil.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour empêcher les registraires, leurs députés, leurs commis et assistants de passer et exécuter, moyennant paiement, aucun acte sous seing privé qui doit être enregistré dans leurs bureaux, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et des débats s'en suivant ;  
Sur motion de M. *Bergevin*, secondé par M. *Deschênes*,  
*Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte amendant les statuts concernant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *St-Jean et Sorel*."

Bill intitulé : " Acte incorporant l'Orphelinat de *Farnham*."

Bill intitulé : " Acte autorisant le Recteur de l'Eglise de Saint-Etienne, dans la paroisse de *Saint-Etienne* et le diocèse de *Montréal*, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé, ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances."

Et aussi, le Conseil Législatif, a passé les Bills suivants, avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte incorporant l'Association agricole des Cantons de l'Est."

Bill intitulé : " Acte amendant le statut 40 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer urbain *Saint-Jean*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant le statut 40 *Victoria*, chapitre 34, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain *St-Jean*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 2, après le mot "*St Jean*" ajouter les mots " de la cité de *Québec*."

Clause 2, ligne 3, retrancher les mots " par eux," et après le mot approuvé, de la même ligne, ajouter les mots " par la majorité absolue de tous les actionnaires."

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant l'Association agricole des Cantons de l'Est " lesquels sont lus comme suit :

A la fin de la clause 5, ajouter les mots " le tout en se conformant aux lois de la Province."

A la fin de la clause 9, ajouter les mots " à autre."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et de repatriement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de Colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Richelieu*, entre *Lacolle* et *Saint-Thomas*, étant le 3ème paiement d'une somme de (\$8,000, payable \$2,000 par année, durant quatre ans) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Ottawa*, entre l'île *Calumet* et *Bryson*, étant le second paiement d'une somme de \$4,000, payable \$2,060 par année pendant deux années, si le premier paiement est fait avant la fin de l'année financière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, entre *Saint-Nicolas* et *Saint-Romuald*, étant le 1er paiement (revoté) d'une somme de \$8,000, payable \$2,000 par année durant quatre ans ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection et examen des édifices publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction des nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du nouveau Palais de justice de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux Palais de justice et aux prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurances des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'Aliénés de *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu* et *Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Desjardins* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 4 Mai 1885.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 38 *Victoria*, chapitre 7, intitulé : "Acte concernant l'élection des Membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*," sans amendement.

M. Trudel, du Comité spécial sur le Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile, présente à la Chambre le Deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en considération le Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile, et y a fait divers amendements.

Qu'il a cru devoir diviser le dit Bill en deux projets de loi, l'un sous le No 115 et l'autre sous le No 127, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le premier paragraphe seulement de ce Comité, en autant qu'aucune instruction n'a été donnée au comité de diviser ce bill.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile en ce qui concerne les cessions de biens.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Robertson ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 23, intitulé : "Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Casavant ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi concernant la profession médicale et la chirurgie dans la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Robertson ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte des licences de *Québec*, de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasiner de la poudre et des autres matières explosibles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La motion de M. Nantel, adoptée vendredi, 1er mai,—"Que M. l'Orateur émette son mandat au Sergent d'armes lui enjoignant de prendre sous sa garde *Joseph G. Gingras*, l'un des propriétaires-éditeurs du journal *Le Nouvelliste*, de la Cité de

Québec, qui a désobéi aux ordres de la Chambre du vingt-neuf et du trente avril dernier," étant lue par M. le Greffier ;

Le Sergent d'Armes fait le rapport suivant :

Je soussigné, *Gédéon LaRoque*, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, fait rapport à l'Honorable Assemblée Législative, qu'en obéissance au mandat émis par l'Orateur, en vertu de la résolution de cette Honorable Chambre du premier mai courant, j'ai pris sous ma garde la personne de *Joseph G. Gingras* qui est maintenant en disponibilité, attendant le plaisir de cette Honorable Chambre.

A Québec, ce quatrième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-cinq.

G. LAROCHE,  
Sergent d'Armes.

Lequel rapport est écrit au dos du mandat qui se lit comme suit :

CANADA, }  
PROVINCE DE QUÉBEC. }  
Québec, à savoir :

Par l'autorité de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

A *Gédéon LaRoque*, de la Cité de Québec, écr, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Attendu que le vingt neuvième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-cinq, il a été représenté que *M. Faucher de Saint-Maurice*, député du district électoral de *Bellechasse*, a été accusé, dans un journal appelé *Le Nouvelliste*, publié dans la cité de Québec ; et attendu que l'article dont on se plaint, sous le titre, en langue française : " Le successeur de *M. Dunn* " a été lu par le Greffier de la Chambre, et qu'il a été alors ordonné que *Joseph G. Gingras*, de la cité de Québec, l'éditeur et le propriétaire du dit journal *Le Nouvelliste*, comparaisse immédiatement à la barre de la dite Assemblée Législative ; et attendu que le sergent d'armes a fait rapport que le dit *Joseph G. Gingras* ne se trouvait pas dans l'enceinte de la Chambre ; et attendu que, en conséquence, il a été alors ordonné que *M. l'Orateur* émette son mandat, assignant le dit *Joseph G. Gingras* à comparaître devant la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après midi du trentième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Et attendu que le dit mandat fut en conséquence émis le dit trentième jour d'avril et adressé au dit *Gédéon LaRoque*, Sergent d'Armes ; et attendu que le dit *Gédéon LaRoque*, Sergent d'Armes a, par son rapport écrit au dos du dit mandat, fait rapport qu'il a assigné le dit *Joseph G. Gingras* à comparaître à la barre de cette Chambre, le dit trentième jour d'avril, à trois heures et demie, en servant le dit mandat au dit *Joseph G. Gingras*, de la cité de Québec, en laissant à son domicile, en la dite cité de Québec, à une personne raisonnable de sa famille, un duplicata du dit mandat, avec un avis endossé, au dit *Joseph G. Gingras*, lui enjoignant d'obéir au dit mandat ; et attendu que, nonobstant le dit service, le dit *Joseph G. Gingras* a failli de comparaître le dit trentième jour d'avril ; et attendu qu'il a été en conséquence ordonné à l'Orateur d'émettre un autre mandat, enjoignant au dit *Joseph G. Gingras*, de comparaître à la barre de cette Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour, le premier jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-cinq, pour là et alors attendre le plaisir de cette Chambre.

Et attendu que le dit mandat fut, en conséquence, le trentième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-cinq, dûment émis et adressé au dit *Gédéon LaRoque*, Sergent d'Armes ; et attendu que le dit *Gédéon LaRoque* a, par son rapport, endossé sur le dit mandat, fait rapport, ce jour, qu'il a assigné le dit *Joseph G. Gingras*, d'être et comparaître à la barre de cette Chambre, cette après-midi, à trois et demie, en servant le dit mandat au dit *Joseph G. Gingras*, à la cité de *Québec* en lui laissant, au bureau du dit journal *Le Nouvelliste*, à un nommé *Philippe Langevin*, un des commis, et une personne raisonnable du bureau du dit *Joseph G. Gingras*, en la cité de *Québec*, ne pouvant avoir accès au domicile du dit *Joseph G. Gingras*, un duplicata du dit mandat avec l'avis adressé au dit *Joseph G. Gingras*, lui enjoignant de se conformer au dit mandat et de comparaître aujourd'hui à la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi, endossé ; et attendu que nonobstant le dit service, le dit *Joseph G. Gingras* a failli de comparaître, cette après-midi, le premier jour de mai, tel que requis ; et attendu qu'il fut en conséquence ordonné à l'Orateur d'émettre son mandat adressé au Sergent d'Armes de cette Chambre, lui enjoignant de mettre sous sa garde le dit *Joseph G. Gingras*, qui a désobéi aux ordres de la Chambre du vingt-neuf et trentième jours, d'avril dernier.

En conséquence nous vous commandons, vous, le dit *Gédéon LaRoque*, Sergent d'Armes, de prendre sous votre garde, la personne du dit *Joseph G. Gingras*, de l'amener à la barre de la dite Assemblée Législative et attendre le plaisir de cette Chambre.

Ce à quoi vous ne manquerez pas, et faites rapport de ce mandat.

Témoin, mon seing et sceau, en la cité de *Québec*, ce premier jour de mai de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

J. WÜRTELE,

Orateur.

(Attesté.)

L. DELORME,

Greffier de l'Assemblée Législative.

(L. S.)

*M. Gingras* est alors amené à la barre de la Chambre et examiné comme suit :

Par *M. Nantel*.—1. Question.—Quels sont vos noms, prénoms et résidence ?

Réponse.—Mon nom est *Joseph Gaspard Gingras*, éditeur-propriétaire du journal *Le Nouvelliste* ; je demeure à l'encoignure des rues *Dorchester* et du *Roi*, à *St-Roch* de *Québec*.

2<sup>me</sup> Question.—Quel est votre métier ou profession ?

Réponse.—Je suis l'éditeur-propriétaire du journal *Le Nouvelliste*, c'est-à-dire que je suis l'imprimeur de ce journal.

3<sup>e</sup> Question.—Etes-vous l'auteur de l'article publié dans *Le Nouvelliste*, ayant pour titre "*Le Successeur de M. Dunn*," à la date du 29 avril dernier ?

Réponse.—Je suis propriétaire du journal *Le Nouvelliste*, et comme tel, responsable de l'article incriminé. Je déclare, de plus, que cet article a été publié à ma connaissance, avec mon consentement et mon entière approbation, dans l'intérêt public et dans ce que j'ai cru être l'exercice légitime de mon droit de journaliste.

*M. Nantel* propose, secondé par *M. Asselin*, que la question suivante soit posée : Etes-vous, oui ou non, l'auteur de cet article ?



M. Duhamel propose comme amendement, secondé par M. Gauthier, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"cette Chambre entend maintenir et faire respecter ses privilèges, et vu que J. G. Gingras, propriétaire-éditeur du journal *Le Nouvelliste*, ne s'est pas conformé aux ordres de la Chambre de comparaître à la barre, sous prétexte que la signification de ces ordres ne lui a pas été faite personnellement ; la Chambre a cru devoir, pour le maintien de sa dignité et de ses privilèges, ordonner à M. l'Orateur d'émettre un mandat d'arrestation contre le dit J. G. Gingras pour le forcer à comparaître à la barre : ce qui a eu lieu.

Mais considérant que l'article en question ne porte pas atteinte à la dignité et aux privilèges de cette Chambre, parce qu'il ne contient aucune réflexion scandaleuse et libelleuse sur ses procédés, ni sur le caractère et la conduite d'aucun de ses membres dans leur capacité comme députés et dans l'accomplissement de leurs devoirs comme tels ; elle ordonne la mise en liberté du dit J. G. Gingras."

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier, que les mots "cette Chambre entend maintenir et faire respecter ses privilèges, et vu que J. G. Gingras, propriétaire-éditeur du journal *Le Nouvelliste*, ne s'est pas conformé aux ordres de la Chambre de comparaître à la barre, sous prétexte que la signification de ces ordres ne lui a pas été faite personnellement ; la Chambre a cru devoir, pour le maintien de sa dignité et de ses privilèges, ordonner à M. l'Orateur d'émettre un mandat d'arrestation contre le dit J. G. Gingras pour le forcer à comparaître à la barre : ce qui a eu lieu."

"Mais considérant que l'article en question ne porte pas atteinte à la dignité et aux privilèges de cette Chambre, parce qu'il ne contient aucune réflexion scandaleuse et libelleuse sur ses procédés, ni sur le caractère et la conduite d'aucun de ses membres dans leur capacité comme députés et dans l'accomplissement de leurs devoirs comme tels ; elle ordonne la mise en liberté du dit J. G. Gingras" soient retranchés et remplacés par les suivants "la question suivante soit posée : "Qui a écrit et composé cet article ?"

Et objection étant faite par l'Honorable M. Marchand, que ces deux amendements ne sont pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Je ne puis pas être appelé à exprimer une opinion sur le sous-amendement tant que je n'aurai pas décidé si l'amendement est dans l'ordre ou ne l'est pas. Car, si l'amendement est contraire à l'ordre, le sous-amendement tombe avec lui."

"La Chambre procède actuellement à l'interrogatoire d'une personne à la barre, et la motion principale propose une question à poser à cette personne. L'amendement n'a pas pour but de modifier les termes de la question proposée, non plus que de lui en substituer une autre, mais elle a pour objet de décider du mérite de la plainte en vertu de laquelle la personne à la barre a été mise sous garde, et d'ordonner sa relaxation. Par conséquent cet amendement est irrélévant et pour le moment irrégulier, mais il pourra à une phase convenable des procédures, être proposé, soit comme motion originale soit comme amendement."

"Je déclare donc cet amendement contraire à l'ordre et je procède à mettre la question aux voix sur la motion primitive."

La motion de M. Nantel est alors adoptée.

4e Question.—Etes-vous, oui ou non, l'auteur de cet article ?

Réponse.—Je ne suis pas l'auteur de l'article incriminé, qui est de la rédaction

ordinaire du "*Nouvelliste*," mais j'en prends la responsabilité, comme je l'ai déclaré dans ma réponse à la question précédente.

Les Honorables Députés de *Terrebonne* et d'*Ottawa*, s'étant tous deux levés pour adresser la parole à la Chambre, M. l'Orateur déclare, qu'ayant aperçu le député de *Terrebonne* debout le premier, il avait la parole, malgré que l'autre se soit fait entendre le premier.

M. *Gagnon* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que l'Honorable Député de *Terrebonne* ait la parole.

M. l'Orateur décide, qu'ayant déclaré que l'Honorable Député de *Terrebonne* avait la parole, la motion de M. *Gagnon* n'est pas dans l'ordre.

Et les Honorables Députés d'*Ottawa* et de *Terrebonne* ayant tous deux réclamé la parole.

L'Honorable M. *Beaubien* propose, secondé par M. *Gauthier*, Que l'Honorable Membre pour le comté d'*Ottawa* ait la parole.

Et objection étant faite par M. *Gagnon*, que cette motion n'est pas dans l'ordre, puisque M. l'Orateur a accordé la parole au député de *Terrebonne*.

M. l'Orateur décide comme suit :

En vertu de la règle 11, quand deux ou plusieurs députés se lèvent pour parler, celui qui est aperçu le premier par l'Orateur doit être appelé par ce dernier à prendre la parole. (*Blackmore's Decisions*, page 116. *May*, page 343. *Bourinot*, page 344.)

Lorsque deux députés se lèvent en même temps, et que ni l'un ni l'autre ne veut céder, ou quand on désire qu'un autre que le député appelé à parler soit entendu, on peut faire motion que tel député "soit maintenant entendu," ou "qu'il ait maintenant la parole." Cependant cette motion doit être faite avant que le député réclamant la parole ait terminé sa phrase initiative, c'est-à-dire avant qu'il soit réellement dans le fait d'adresser la parole à la Chambre. Dans le cas présent, l'Honorable député de *Terrebonne* n'avait pas excédé la phase que j'ai mentionnée, et par conséquent on pouvait proposer qu'un autre député prit la parole. C'est pourquoi je décide que la motion est dans l'ordre et que l'objection n'est pas bien soulevée.

Et la question étant mise aux voix, "Que l'Honorable Membre pour le Comté d'*Ottawa* ait la parole," la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet*,  
*Beaubien*,  
*Beauchamp*,  
*Brousseau*,

*Carbray*,  
*Duckett*,  
*Duhamel*,  
*Flynn*,

*Gauthier*,  
*Marion*,  
*Martin*,  
*Paradis*,

*Poulin*,  
*Richard* et  
*St-Hilaire*. — 15.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,  
Bergevin,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Blanchet,  
Cameron,  
Casavant,  
Demers,  
Désaulniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Frégeau,  
Gagnon,  
Garneau,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Lemieux,*

*Lynch,  
Marchand,  
Marcotte,  
Martel,  
Mercier,  
Nantel,  
Poupore,  
Rinfret dit Malouin,  
Robertson,*

*Sawyer,  
Shehyn,  
Spencer,  
Taillon,  
Thornton,  
Trudel,  
Turcotte et  
Whyte.—35.*

Ainsi, il est résolu négativement.

M. *Nantel* propose, secondé par M. *Asselin*,—Que cette Chambre regrette et blâme le ton acerbe de l'article incriminé contre une personne qui a l'estime de tous les membres de cette Chambre. Mais vu que le dit *Joseph G. Gingras*, n'est pas l'auteur de cet article, cette Chambre ne croit pas devoir procéder ultérieurement contre lui et ordonne que le dit *Joseph G. Gingras* soit déchargé de la garde du Sergent d'Armes.

M. *Duhamel* propose, comme amendement, secondé par M. *Gauthier*,—Que tous les mots après "Que" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre entend faire respecter ses privilèges et comme *J. G. Gingras*, propriétaire-éditeur du journal le *Nouvelliste*, ne s'est pas conformé à deux ordres de la Chambre de comparaître à la barre, elle a ordonné à M. l'Orateur d'émettre un mandat d'arrestation contre le dit *J. G. Gingras*, pour le forcer de comparaître, ce qui a eu lieu."

"Et considérant que l'article en question ne porte pas atteinte aux privilèges de cette Chambre, parce qu'il ne contient aucune réflexion scandaleuse et libelleuse sur ses procédés, ni sur le caractère et la conduite d'aucun de ses membres, dans leur capacité de députés et dans l'accomplissement de leurs devoirs comme tels, elle ordonne la mise en liberté du dit *J. G. Gingras*."

L'Honorable M. *Mercier* propose, comme sous-amendement, secondé par M. *Gagnon*,—Que les mots "cette Chambre entend faire respecter ses privilèges et comme *J. G. Gingras*, propriétaire-éditeur du journal le *Nouvelliste* ne s'est pas conformé à deux ordres de la Chambre de comparaître à la barre, elle a ordonné à M. l'Orateur d'émettre un mandat d'arrestation contre le dit *J. G. Gingras*, pour le forcer de comparaître, ce qui a eu lieu."

"Et considérant que l'article en question ne porte pas atteinte aux privilèges de cette Chambre, parce qu'il ne contient aucune réflexion scandaleuse et libelleuse sur ses procédés, ni sur le caractère et la conduite d'aucun de ses membres, dans leur capacité de députés et dans l'accomplissement de leurs devoirs comme tels : elle ordonne la mise en liberté du dit *J. G. Gingras*," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"tout en proclamant bien haut les droits sacrés de la liberté de la presse, et tout en reconnaissant les bienfaits conférés au peuple par cette liberté, cette Chambre, pour protéger sa dignité et affermir son autorité méconnue par le dit *Gingras*, doit déclarer, que celui-ci a mérité la censure de la Chambre pour avoir refusé d'obéir aux deux mandats d'assignation, portant la signature de l'Orateur, et qu'il soit en conséquence résolu :

Que le dit *Gingras* soit censuré par l'Orateur, à la Barre de la Chambre, et mis immédiatement en liberté, pour permettre l'expédition des affaires."

Et le dit sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Whyte.—13.</i>
<i>Demers,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Whyte.—29.</i>
<i>Demers,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—19.</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Robertson,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La motion principale, telle qu'amendée, étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire.—17.</i>
<i>Désaulniers,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>	<i>Whyte.—26.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

Ainsi il est résolu négativement.

Il est alors ordonné à M. *Gingras* de se retirer et il est enjoint au Sergent d'Armes de le tenir sous sa garde pour attendre le bon plaisir de la Chambre.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant l'acte intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain *St-Jean*."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Gagnon*,—Le Gouvernement a-t-il fini de considérer la question de contribuer, pour un certain montant, à la construction d'une Cour de Circuit dans le Comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Non.

Sur motion de l'Honorable M. Turcotte, secondé par M. Désaulniers,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement de cette Province ou aucun de ses membres et la Corporation de la Cité des *Trois-Rivières*, au sujet de la dette due au Fonds d'Emprunt Municipal, ainsi que copie de tous rapports et autres documents se rapportant à cette question.

Sur motion de l'Honorable M. Garneau, secondé par M. Deschênes,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance et des mémoires et requêtes entre les Honorables Juges de la Cour Supérieure et le Barreau de *Québec*, au sujet de la construction du Palais de Justice, à *Québec*, et l'estimation des travaux de cette bâtisse.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Martel,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport adressé le 27 avril 1885, par le Comte Henry de Puyjalon, à l'Honorable M. Lynch, Commissaire des Terres de la Couronne, contenant une étude condensée sur la culture, les fourrages naturels, l'élevage, les lacs, les rivières et leurs poissons, la chasse, les duvets, les plumes et les œufs, les matières fertilisantes, les algues du *Labrador Canadien*, et le choix de l'Archipel *Mingan* comme réserve de chasse.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 32, (Code du Notariat.)

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre, pour demain :

Bill amendant l'acte 40 *Victoria*, chapitre 28, intitulé : " Actes des clauses générales des corporations de ville."

Bill pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile, tel qu'amendé par la section 9 de l'acte 34 *Victoria*, chapitre 4, la section 31 de l'acte 35 *Victoria*, chapitre 6, et la section 9 de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8.

M. l'Orateur (sur l'objection faite, lundi dernier, que le Bill concernant les voitures pour chemins d'hiver, étant un Bill privé, il aurait dû être présenté comme tel, conformément aux règles prescrites par cette Chambre,) décide comme suit :

" Le statut 33 *Victoria*, chapitre 33, établit une certaine réglementation quant à la manière dont les véhicules d'hiver doivent être employés dans un grand nombre de comtés, et tous les habitants de la Province sont soumis aux dispositions de ce statut.

Le Bill actuellement sous considération a pour but de soustraire les résidents des comtés de *Laval* et de l'*Assomption*, ainsi que ceux de la ville de *Terrebonne*, aux dispositions de ce statut, et de leur permettre de circuler dans les municipalités tombant sous le coup de ce statut, sans être tenus de se conformer à ces dispositions.

“ L'année dernière, j'ai décidé qu'un Bill ayant pour but d'autoriser le conseil du comté de *Wolfe*, à sa discrétion, dans l'un ou l'autre cas, de soustraire six municipalités locales aux dispositions de ce statut et de les soumettre de nouveau à ces dispositions, était un Bill public, parce qu'il ne réglementait pas pour l'intérêt particulier ou exclusif ou pour l'avantage des habitants des municipalités locales en question, mais demandait d'édicter une règle générale pour la conduite de toutes les personnes soumises à la juridiction de la Législature de cette Province, bien que l'application de cette règle fut locale.

Le Bill qui nous occupe dans le moment est d'un caractère tout à fait différent. Il ne pourvoit pas à une règle générale devant être observée par toutes les personnes sujettes à l'autorité de la Législature provinciale ; au contraire, il a pour but de conférer un privilège exceptionnel et exclusif aux habitants de deux comtés et d'une ville. Ses dispositions sont réellement et essentiellement celle d'un Bill privé, et elles tombent sous l'empire des règles qui régissent la procédure à l'égard de ces bills.

L'objection soulevée est bien fondée. En conséquence, conformément aux règles de la Chambre, on ne peut pas procéder avec ce Bill comme un Bill public, et je dois décliner de mettre aux voix la question pour sa deuxième lecture.”

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux serments et à l'administration du serment, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 94 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Lois expirantes et Législation.

L'Ordre du Jour étant lu pour que le “ Bill pour autoriser les protonotaires des Cours Supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'Etat Civil en leur possession, quand l'autre double aura été détruit par l'incendie ou autrement,” soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poulin* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender certains articles du Code Municipal ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Honorable M. *Lynch* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération une certaine Résolution proposée concernant certaines personnes qui se sont établies sur les terres de la Couronne.

L'Honorable M. *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que, dans l'intérêt de l'immigration et du repatriement, il est nécessaire de venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne en vertu des dispositions du Statut 38 *Victoria*, chapitre 3 : en conséquence il est :

*Résolu*, 1. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, sur la recommandation du Commissaire des Terres de la Couronne, accorder, aux termes qu'il lui plaira de fixer, la remise totale ou partielle des sommes actuellement dues à la Couronne en vertu du Statut 38 *Victoria*, chapitre 3.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Thornton* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Thornton* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que, dans l'intérêt de l'immigration et du repatriement, il est nécessaire de venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne en vertu des dispositions du Statut 38 *Victoria*, chapitre 3 : en conséquence il est :

*Résolu*, 1. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, sur la recommandation du Commissaire des Terres de la Couronne, accorder, aux termes qu'il lui plaira de fixer, la remise totale ou partielle des sommes actuellement dues à la Couronne en vertu du Statut 38 *Victoria*, chapitre 3.

La dite résolution, étant lue la deuxième fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Que les ordres du Gouvernement aient la priorité tous les jours à compter de mardi, le 5 mai courant, moins la première heure après 7½ heures du soir, laquelle sera consacrée aux Bills Privés, avis de motions et bills et ordres publics.

Le Bill pour amender de nouveau la loi concernant l'Instruction Publique en cette Province, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général pour demain.



L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsides étant lu ;

Et la question étant proposée,—que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. *McShane* propose comme amendement, secondé par M. *Bernard*, que tous les mots après “Que,” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “cette Chambre est prête à voter les Subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que, grâce à l'intervention et à la protection du trésorier actuel, la cité de *Sherbrooke* n'a pas encore payé au Gouvernement ce qu'elle doit au fonds d'emprunt municipal.

“Que, par l'acte de cette Législature, 43-44 *Victoria*, chapitre 13, (1880) il fut décrété entre autre choses : qu'il était nécessaire de pourvoir à la collection de ce qui était dû au dit fonds d'emprunt municipal ; qu'un commissaire serait chargé d'examiner les diverses réclamations du Gouvernement pour en faciliter la collection et que les municipalités endettées seraient tenues de payer dans les trois mois de la signification du rapport du Commissaire sous peine d'être privées des avantages accordés par la loi.

“Que plusieurs corporations municipales, notamment les cités de *Montréal*, *Québec*, *St-Hyacinthe*, la ville de *Terrebonne*, les municipalités de *Napierville*, *St-Marie de Monnoir*, *St-Jean d'Orléans*, *St-Frédéric de la Beauce*, *St-Joseph de la Beauce*, *St-Hélène de Kamouraska*, etc., se sont empressées de se soumettre aux dispositions de cet acte et réglèrent les dites réclamations. Qu'il appert par un document sous le No 59, mis devant cette Chambre le 23 avril 1885, que le Procureur-Général actuel a constaté dans un rapport en date du 30 juin 1880, signifié le 22 avril 1881, que la dite cité de *Sherbrooke* devait au dit fonds la somme de 110,884.10, réduite par l'application du susdit acte de \$60,143.51, et ne laissant conséquemment à la charge de la dite corporation que la somme de \$50,740.59.

“Qu'il appert aussi par le dit document que le trésorier actuel aurait, au détriment des intérêts de la Province, soutenu les prétentions mal fondées de la cité de *Sherbrooke*, malgré la décision du procureur-général actuel qui les avait rejetées dans le susdit rapport du 30 juin 1880, prétentions par lesquelles la cité de *Sherbrooke* voulait compenser pour autant la juste réclamation du Gouvernement par une contre-réclamation naissant des dépenses faites, il y a grand nombre d'années, pour la construction d'un pont local.

“Que cette protection spéciale accordée à la dite cité de *Sherbrooke* par le Trésorier actuel, blesse les véritables intérêts de la Province et constitue une injustice réelle à l'égard des corporations municipales qui se sont loyalement soumises à la loi passée en 1880, et ont honnêtement payé ce qu'elles devaient au dit fonds d'emprunt municipal.”

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 5 Mai, 1885.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard*,  
*Bernatchez*,  
*Demers*,

*Gagnon*,  
*Marchand*,  
*McShane*,

*Mercier*,  
*Poulin*,  
*Rinfret dit Malouin*,

*Shehyn et*  
*Stephens*.—11

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Richard,</i>	<i>Whyte.—41.</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsides.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille trois cent huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ingénieur des Mines, (comprenant l'exploration et l'inspection des mines) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de son bureau, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110, sect. 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres, par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et six mille six cent huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un compte ouvert des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc, y compris les commissions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trente piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prêt de grains de semence, (36 Vict., chap. 3), sous réserve de recours contre les municipalités,—Balance du capital \$18,720.00 ; intérêt à 6% du 1er mai 1884 au 30 juin 1885 : \$1,310.40 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de règlement de comptes non payés, à même l'emprunt, pour la construction du Chemin de fer de Q. M. O. et O. et dont \$17,028.00 doivent être votées de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante six mille neuf cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance due sur terrains et propriétés du Chemin de fer de Q. M. O. et O., dont \$37,074.00 doivent être votées de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux réclamations, pour le Chemin de fer de Q. M. O. et O., dont \$6,014.00 sont votées de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des SS. Noms de Jésus et de Marie pour la reconstruction des édifices de *Saint-Barthélemi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Desjardins informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mardi, 5 Mai 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Gagnon,—La Pétition de E. A. Beaudry et autres, tous notaires, de la cité de Montréal ; la Pétition de V. W. LaRue et autres, tous notaires, de la cité de Québec ; la Pétition de A. Magnan et autres, tous notaires, de la ville de Joliette ;

la Pétition de *J. B. Pouliot* et autres, tous notaires, de la ville de *Fraserville* ; la Pétition de *Léon Roy* et autres, tous notaires, de la ville de *Lévis* ; la Pétition de *F. X. Gendreau* et autres, tous notaires, de la ville de *Montmagny*, dans le district de *Montmagny* ; la Pétition de *T. Côté* et autres, tous notaires, du district d'*Arthabaska* ; la Pétition de *J. J. Crevier* et autres, tous notaires, du district de *Beauharnois* ; la Pétition de *G. S. Théberge* et autres, tous notaires, du district de *Beauce* ; la Pétition de *J. L. Lafontaine* et autres, tous notaires, du district de *Bedford* ; la Pétition de *O. N. E. Boucher* et autres, tous notaires, du district d'*Iberville* ; la Pétition de *P. Renaud* et autres, tous notaires, du district de *Joliette* ; la Pétition de *J. B. Beaulieu* et autres, tous notaires, du district de *Kamouraska* ; la Pétition de *L. Naz. Roy* et autres, tous notaires, du district de *Montmagny* ; la Pétition de *Ant. Lefebvre* et autres, tous notaires, du district de *Montréal* ; la Pétition de *A. Tétreau* et autres, tous notaires, du district d'*Ottawa* ; la Pétition de *N. E. Lacourcière* et autres, tous notaires, du district de *Québec* ; la Pétition de *J. E. Robichaud* et autres, tous notaires, du district de *Richelieu* ; la Pétition de *F. A. Brien* et autres, tous notaires, du district de *Saint-François* ; la Pétition de *A. Gauthier* et autres, tous notaires, du district de *Saint-Hyacinthe* ; la Pétition de *G. M. Prévost* et autres, tous notaires, du district de *Terrebonne* ; la Pétition de *L. E. Galipeault* et autres, tous notaires, du district des *Trois-Rivières*, et la Pétition de *Thos. Z. Cloutier* et autres, tous notaires, du district de *Gaspé*.

*M. Desjardins*, du Comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le Troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Que l'Honorable *M. Boucher de LaBruère*, Président du Conseil Législatif, a été invité par lettre du Greffier de ce comité à venir rendre témoignage devant ce comité, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page soixante des comptes publics de mil huit cent quatre-vingt-deux, comme payées à *L. A. Laforce*, et qu'il ne s'est pas rendu à cette invitation.

Votre Comité recommande à votre Honorable Chambre d'envoyer un message au Conseil Législatif, le priant de permettre à l'Honorable *M. de LaBruère* de comparaître et de rendre témoignage devant le dit comité.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de *M. Desjardins*, secondé par *M. Deschênes*,

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un Message au Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien permettre à l'Honorable *P. Boucher de LaBruère*, Orateur et Membre du Conseil Législatif, de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page soixante des comptes publics de mil huit cent quatre-vingt-deux, comme payées à *L. A. Laforce*.

*Ordonné*, Que *M. Desjardins* porte le message au Conseil Législatif.

*M. l'Orateur* informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant les statuts relatifs à l'incorporation de la Cité de *Sherbrooke*. "

Bill intitulé : " Acte amendant les statuts concernant la Compagnie du chemin de fer de la *Vallée de Missisquoi*. "

Bill intitulé : " Acte conférant certains pouvoirs à la Compagnie du chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*. "

M. Gauthier, du Comité permanent d'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le Troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'après avoir pris en considération la demande faite devant ce comité, pour une aide en faveur de l'établissement d'une manufacture d'empois et de glucose à Carleton, dans le Comté de Bonaventure ;

Votre Comité est d'opinion que l'établissement d'une manufacture d'empois et de glucose dans cette partie de la Province, serait un des meilleurs moyens de développer l'agriculture, et recommande à votre Honorable Chambre, qu'une aide satisfaisante et proportionnée au coût de cette industrie soit accordée pour faciliter et encourager cette entreprise.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant les statuts relatifs à l'incorporation de la Cité de Sherbrooke " ; lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 12, effacer le mot " sera " et le remplacer par les mots " perdra son droit de vote à telle élection et sera de plus " ; et à la fin de la même ligne ajouter le mot " et ".

Dans la ligne suivante, effacer les mots " déchéances et punitions " et les remplacer par les mots " sauf la perte future de son droit de vote électoral ou municipal. "

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les ammdements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant les statuts concernant la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi, " lesquels sont lus comme suit :

Retrancher le dernier mot de la clause (1) et le remplacer par les mots suivants " huit pour la ligne principale et jusqu'au dernier jour de l'année 1890 pour les extensions. "

Clause 3, ligne 12, après le mot " Québec " ajouter les mots " et qu'elle aura été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil. "

Même clause, ligne 13, après le mot " dépôt " ajouter les mots " et de cette approbation. "

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte conférant certains pouvoirs à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, " lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 16, après le mot " obligations " ajouter les mots suivants " seront signées par le président ou le vice président et contresignées par le secrétaire-trésorier de la Compagnie et. "

Après la clause 3, ajouter les mots suivants qui formeront la clause 4 : 4. " Si en aucun temps la Compagnie a fait défaut de payer à échéance l'intérêt ou le capital de ses obligations, alors à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, les porteurs d'obligations sur lesquelles il sera dû des arrérages d'intérêt ou de capital auront les mêmes droits, privilèges et qualifications que les actionnaires de voter aux assemblées de la Compagnie et d'en être directeurs ; pourvu que les obligations dont ils seront porteurs ou les transports de ces obligations

aient été préalablement enregistrés au bureau de la Compagnie de la manière prescrite pour l'enregistrement des actions. Le Secrétaire de la Compagnie sera tenu de faire, à demande, l'enregistrement de ces obligations et transports d'obligations dans un registre tenu spécialement à cette fin.

La clause 4 devient la clause 5, et la clause 5 devient la clause 6.

La clause 6 devient la clause 7, et cette dernière devient la clause 8.

La clause 8 devient la clause 9, et dans cette clause, à la ligne 3, remplacer le mot "six" par le mot "huit" et après cette même clause ajouter les mots suivants qui forment la clause 10 :

10. La Compagnie pourra être partie à des billets promissoires, traites, lettres de change ou autres effets semblables qui devront être signés par son président ou le vice-président et son secrétaire-trésorier et émis en vertu d'une résolution passée à cette fin par le bureau des directeurs.

La clause 9 devient la clause 11 et la clause 10, la clause 12.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, aujourd'hui.

L'Honorable M. Taillon propose, secondé par l'Honorable M. Lynch,—Que cette Chambre, tout en désapprouvant l'écrit publié dans le *Nouvelliste de Québec*, du 29 Avril dernier, croit ne pas devoir prendre action sur icelui, que M. Gingras soit libéré et que cette Chambre procède à la dépêche des affaires.

Et objection étant faite que cette motion requérant deux jours d'avis, elle ne peut être entretenue par cette Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

"La règle générale, c'est qu'il faut un avis de deux jours pour permettre à un député de faire une motion ; mais cette règle ne s'applique pas à certaines questions de privilège. Lorsqu'il arrive qu'une question est à la fois une question de privilège et une question d'un caractère urgent, non-seulement elle peut être prise en considération sans avis préalable, mais encore il est donné priorité sur toutes les autres motions et sur les ordres du jour. *May*, page 287, dit que " lorsque la question est de bonne foi une question de privilège, la Chambre s'en occupe avant toute autre affaire."

"La motion que je tiens en mains est-elle une question de privilège ?

"A mon avis c'en est une. Elle a pour objet la relaxation d'une personne maintenant sous la garde du Sergent d'Armes, et je trouve à la page 317 de l'ouvrage de M. Bourinot, que les motions demandant la relaxation de personnes sous la garde du Sergent d'Armes entrent dans la catégorie des questions de privilège. Ces questions se rattachant à la liberté individuelle, qu'elles soient traitées devant les tribunaux ou en parlement.

"Pour donner à une motion le droit de dérogation à la règle et à la priorité, il faut que la question de privilège à laquelle elle se rapporte soit urgente au point de vue du temps. Dans ce cas, la personne en cause a été interrogée à la Barre de la Chambre et en attendant que la Chambre agisse, elle est privée de sa liberté. Cette relaxation dépend du jugement qui sera prononcé par la Chambre sur le cas de cette personne et comme la constitution anglaise veille avec un soin jaloux et vigilant sur la liberté individuelle de tous ceux qui vivent sous son empire, la question proposée est urgente, quant au temps.

"Je suis d'opinion que la question est une question qui doit être soulevée de suite et qui, conséquemment, ne requiert pas un avis préalable. C'est pourquoi j'écarte le point soulevé."

L'Honorable M. Turcotte propose en amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit *Gingras* soit ramené à la barre de cette Chambre, qu'il soit censuré par l'Orateur et mis

immédiatement en liberté, afin que la Chambre procède à l'expédition des affaires.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Spencer,</i>	<i>Whyte.—17.</i>
<i>Gagnon,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—34.</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Demers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—20.</i>

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

M. Gingras est alors appelé à la Barre de la Chambre et il est enjoint au Sergent d'Armes de le mettre en liberté.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie de l'Union des Abattoirs de Montréal."

Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie des Mines d'Or de De Lery."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte pour incorporer la Cité de Hull, 38 Victoria, chapitre 79 et les Actes 39 Victoria, chapitre 49 et 42-43 Victoria, chapitre 56, amendant le dit Acte."

Et le Bill intitulé : " Acte amendant la Charte de la Compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly."

Ordonné, Que le Bill intitulé : " Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix," ainsi que les amendements qui ont été faits par le Conseil Législatif, soient renvoyés au Comité permanent des chemins de fer, canaux, etc., et que la 60<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue, pour permettre au Comité des chemins de fer de prendre ce Bill en considération.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession, quand l'autre double aura été détruit par l'incendie ou autrement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Poulin fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender certains articles du Code Municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Watts fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

M. Marion, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'Agriculture, français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture (3, à \$800 chacune) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Gazette des Campagnes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.



M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc., ayant rapport aux Fabriques de Beurre et de Fromage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'abonnements à différents traités et publications sur l'agriculture, la colonisation, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Comité permanent des expositions, Montréal, (4e versement de \$3,300.00 et l'intérêt à 5 pour cent sur \$6,600.00) — \$330.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et de rapatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière Richelieu, entre Lacolle et Saint-Thomas, étant le 3ème paiement d'une somme de (\$8,000, payable \$2,000 par année, durant quatre ans) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, entre l'île Calumet et Bryson, étant le second paiement d'une somme de \$4,000, payable \$2,000 par année pendant deux années, si le premier paiement est fait avant la fin de l'année financière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière Chaudière, entre Saint-Nicolas et Saint-Romuald, étant le 1er paiement (revoté) d'une somme de \$3,000, payable \$2,000 par année durant quatre ans ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection et examen des édifices publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction des nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du nouveau Palais de justice de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux Palais de justice et aux prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurances des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'Aliénés de *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu* et *Saint-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

La première résolution étant lue la seconde fois.

*Ordonné*, Que la considération de la dite résolution soit remise.

Et la seconde résolution et les suivantes jusqu'à la quatorzième inclusivement étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille trois cent huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ingénieur des Mines, (comprenant l'exploration et l'inspection des mines) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de son bureau, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110, sect. 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres, par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et six mille six cent huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un compte ouvert des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc, y compris les commissions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trente piastres et quarante centius soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prêt de grains de semence, (36 Vict., chap. 3), sous réserve de recours contre les municipalités.—Balance du capital \$18,720.00 ; intérêt à 6% du 1er mai 1884 au 30 juin 1885 : \$1,310.40 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de règlement de comptes non payés, à même l'emprunt, pour la construction du Chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.* et dont \$17,028.00 doivent être votées de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante six mille neuf cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance due sur terrains et propriétés du Chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*, dont \$37,074.00 doivent être votées de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux réclamations, pour le Chemin de fer de *Q. M. O.* et *O.*, dont \$6,014.00 sont votées de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des SS. Noms de Jésus et de Marie pour la reconstruction des édifices de *Saint-Barthélemi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 6 Mai 1885.*

Le Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de St-Maurice* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

---

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre, pour aujourd'hui :

Bill pour amender l'acte concernant le Barreau de la Province de *Québec* (44-45 *Victoria*, chapitre 27.)

Bill pour amender les lois concernant la tenue de la Cour Supérieure.

Bill pour amender la loi de la chasse de *Québec*, (47 *Victoria*, chapitre 25.)

Bill pour amender la loi des jurés et jurys.

Bill pour amender l'acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 23, intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours, en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire."

Bill amendant la loi des licences de *Québec*, de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinement de la poudre et des autres matières explosibles.

Bill pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mercredi, 6 Mai 1885.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le Huitième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : qu'il a pris en considération les amendements faits par l'honorable Conseil Législatif au Bill conférant certains pouvoirs à la Compagnie du chemin de fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix*, et qu'il les a adoptés sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte conférant certains pouvoirs à la Compagnie du Chemin de fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix*."

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, présente,—la Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 23 avril 1885, demandant copie de toutes correspondances, mémoires et autres documents, échangés entre le Gouvernement ou aucun de ses membres et toutes personnes quelconques, au sujet de la construction d'une Cour de Circuit, dans le Comté de *Kamouraska*. (Documents de la Session, No 79.)

Aussi,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 22 avril 1885, demandant copie de toutes correspondances, mémoires, entre le Gouvernement de la Province et la Compagnie du Pacifique Canadien, relativement à la perception de deux versements de cent mille piastres chacun, dus sur le prix d'achat de la partie Ouest du Chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, le premier, le 1er mars 1884, le second, le 1er mars, 1885. Ainsi que copie de tout ordre en conseil ou autre document, au sujet des procédés pris par le Gouvernement pour le recouvrement de ces deux versements. (Documents de la Session, No 80.)

Aussi,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 29 avril 1885, demandant copie de tous mémoires, correspondances et télégrammes se rapportant à l'accusation portée devant la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle à *Montréal*, contre Messieurs *Cornellier* et *LeBlanc*; ainsi que copie des actes d'accusation et de l'enquête préliminaire faite devant le Magistrat de Police. (Documents de la Session, No 81.)

Et aussi,—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 20 avril 1885, pour un état indiquant le nombre de gardiens des bâtimens du Parlement, nommés depuis l'explosion en octobre dernier, leurs noms, salaire et les noms et salaire des chefs. Et, si quelqu'un des chefs ou gardiens occupent déjà d'autres emplois, sous le contrôle du Gouvernement, quel est cet emploi et quel est le salaire ou traitement qui y est attaché. (Documents de la Session, No 82.)

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la construction du Palais de Justice de *Québec*; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Robertson* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Considérant qu'il est nécessaire de construire le Palais de Justice de *Québec*, en matériaux incombustibles, dans toutes ses parties, de manière à préserver cet édifice de tout danger d'incendie, et d'adopter les suggestions du Barreau de *Québec*, quant aux changements à faire dans la distribution intérieure, et qu'à cet effet, il est urgent d'autoriser le Trésorier de la Province à faire l'emprunt d'une somme additionnelle à celle autorisée par l'acte 45 *Victoria*, chap. 26 intitulé : "Acte concernant la construction du Palais de Justice de *Québec*"; en conséquence, il est :

*Résolu*, 1. Que, dans le but de couvrir la dépense additionnelle nécessitée dans la construction du Palais de Justice de *Québec*, par les changements apportés dans la distribution intérieure et par la substitution de matériaux en fer aux matériaux en bois, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en sus des cent cinquante mille piastres que l'acte 45 *Victoria*, chap. 26 permet d'emprunter, pourra autoriser le Trésorier de la Province à contracter un emprunt additionnel de cinquante mille piastres.

*Résolu*, 2. Que cet emprunt additionnel de cinquante mille piastres sera prélevé, et le remboursement s'en fera conformément aux dispositions du dit acte 45 *Victoria*, chapitre 26.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Brousseau* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Considérant qu'il est nécessaire de construire le Palais de Justice de *Québec*, en matériaux incombustibles, dans toutes ses parties, de manière à préserver cet

édifice de tout danger d'incendie, et d'adopter les suggestions du Barreau de Québec, quant aux changements à faire dans la distribution intérieure et qu'à cet effet, il est urgent d'autoriser le Trésorier de la Province à faire l'emprunt d'une somme additionnelle à celle autorisée par l'acte 45 *Victoria*, chap. 26 intitulé : "Acte concernant la construction du Palais de Justice de Québec"; en conséquence, il est :

*Résolu*, 1. Que, dans le but de couvrir la dépense additionnelle nécessitée dans la construction du Palais de Justice de Québec, par les changements apportés dans la distribution intérieure et par la substitution de matériaux en fer aux matériaux en bois, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en sus des cent cinquante mille piastres que l'acte 45 *Victoria*, chap. 26 permet d'emprunter, pourra autoriser le Trésorier de la Province à contracter un emprunt additionnel de cinquante mille piastres.

*Résolu*, 2. Que cet emprunt additionnel de cinquante mille piastres sera prélevé, et le remboursement s'en fera, conformément aux dispositions du dit acte, 45 *Victoria*, chapitre 26.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill concernant la construction du Palais de Justice de Québec, 45 *Victoria*, chap. 26 ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 8, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill relatif aux biens en déshérence et autres biens confisqués au profit de la Couronne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender la loi de la chasse de *Québec*, (47 *Victoria*, chapitre 25) ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Leduc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender la loi des jurés et jurys ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération. Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la loi des jurés et jurys " ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 23, intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Beauchamp* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dits amendements soient pris en considération maintenant ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant la loi des licences de *Québec*, de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et autres matières explosibles ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Charlebois* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois et adopté.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi des licences de *Québec*, de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et autres matières explosibles," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*Sept heures et demie P. M.*

M. Poulin propose, secondé par M. Richard,—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état indiquant pour chaque district de la Province pour l'année 1884 :

1. Le nombre des propriétés vendues par le Shérif ;
2. Le prix d'achat pour chaque lot ;
3. Les frais encourus pour la vente de chaque lot.

La dite motion, du consentement unanime de la Chambre, est retirée.

Sur motion de M. Picard, secondé par M. Gauthier,—

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes correspondances, mémoires et rapports, entre le Gouvernement ou aucun de ses officiers ou agents, et M. Charles Pacaud et certains colons, au sujet du lot No 17, du 1er rang du canton d'Irlande.

Sur motion de M. Marcotte secondé par M. Trudel,—

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : la correspondance avec le Gouvernement de cette Province, depuis le 1er Janvier 1883, au sujet des de la continuation des travaux sur le chemin de colonisation appelé "Chemin Taché," traversant les comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rimouski.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Marion secondé par M. Casavant,—

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement de cette Province et quelques particuliers de la Ville des Laurentides, au sujet de la reconstruction du pont du Chemin de Fer des Laurentides, sur la Rivière St-Lin.

L'Honorable M. Beaubien propose secondé par M. Desjardins,

Que, considérant que chaque fois que cette Chambre s'est occupée de la question de nos écoles pour la réforme de nos jeunes délinquants, elle a formellement exprimé son désir de voir ces établissements transférés à la campagne pour, entre autres raisons, savoir :

Qu'à la campagne, sur une grande ferme, on enseignera nécessairement et pardessus tout l'agriculture ;

Que l'on fera de ces délinquants, de bons jardiniers, des épinneristes, des éleveurs ou de bons agriculteurs pour la grande culture ;

Que, pour l'exercice de leur genre de vie, ces jeunes gens ainsi élevés à la campagne devront nécessairement quitter les centres populeux, d'où ils viennent pour la plupart, et où ils se sont pervertis ;

Que, ramenés au bien, habitués au travail, rendus habiles dans leurs branches, ils seront, dans nos campagnes où ils iront s'établir, des modèles en agriculture ;

Que, si quelques-uns se refusent à embrasser la vie des champs, on pourra leur enseigner des métiers en rapport avec l'agriculture, et pour l'exercice desquels ils devront s'établir à la campagne ; tels, par exemple, les métiers de charron, forgeron, sellier et autres ;



Qu'à la campagne, au grand air, ces jeunes délinquants n'auront plus les grands murs à l'aspect triste qui leur rappellent sans cesse leurs fautes ;

Que, pour les rattacher à leur maison d'éducation, ils n'auront que le lien du devoir, l'affection pour leurs directeurs qui seront plutôt des compagnons de travail que des maîtres, et qu'au sortir de ces maisons il leur sera facile de se placer, chacun se les disputant, comme la chose est arrivée ailleurs ;

Que, tout en procurant à ces jeunes gens le plus grand bien-être, en les acheminant vers ce genre de vie, où ils conserveront les habitudes, les préceptes et les bons enseignements de la ferme, on enlèvera de nos villes des établissements qui ne sont pas de nature à y être un ornement ou à y accroître la prospérité ;

Considérant, que les résultats ci-dessus mentionnés ont été obtenus dans d'autres pays, en France, à Cîteaux, à Mettray, aux *Etats-Unis*, par exemple, dans plusieurs grandes et magnifiques institutions ;

Considérant que les frais d'établissements une fois faits, le maintien des sujets devra nécessairement coûter moins cher qu'à la ville ;

Qu'en conséquence, il soit :

*Résolu*, Que cette Chambre est d'avis qu'au prochain renouvellement des contrats, les écoles devraient être transférées à la campagne, si la chose est possible.

*Résolu*, 2. Que la résolution précédente sera considérée un avis suffisant, aux propriétaires des établissements d'écoles de réformes en cette Province, d'avoir à se préparer à ce changement.

*Résolu*, 3. Qu'un Comité composé des Honorables Messieurs *Tuillon, Blanchet, Mercier*, de *M. Stephens* et du moteur soit nommé, pour aider le Gouvernement à recueillir des informations, avec pouvoir d'aller visiter un ou des établissements de ce genre aux *Etats-Unis*, et de faire rapport au Gouvernement du résultat de leurs recherches.

*Ordonné*, Que la question soit mise aux voix séparément sur chaque résolution.

Et le préambule et la première résolution étant lus la première fois sont adoptés.

Et la question étant proposée, — Que la seconde et la troisième résolutions soient adoptées.

Les dites résolutions sont, du consentement de la Chambre, retirées.

Sur motion de *M. Faucher de SaintMaurice*, secondé par *M. Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — Copie du rapport intitulé : "*Nos poisons et les pêcheries du Canada*," transmis par l'auteur *M. A. N. Montpetit*, au Commissaire des Terres de la Couronne.

Sur motion de *M. Casavant*, secondé par *M. Richard*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie de la correspondance et des documents se rattachant à l'hypothèque du Gouvernement contre la Compagnie du Sucre de betteraves de la Province de Québec, à Farnham.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender certains articles du Code Municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le *Fauteuil*, et *M. Walls* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération, demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

---

*Jeudi, 7 Mai 1885.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile, tel qu'amendé par la section 9 de l'acte 34 *Victoria*, chapitre 4, et la section 3 de l'acte 35 *Victoria*, chapitre 6, et la section 9 de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

**Jeudi, 7 Mai 1885.**

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Gagnon,—La Pétition de J. E. L'Arrivée et autres, Notaires, du District de Rimouski.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues ;—

De E. A. Beaudry et autres, tous notaires, de la cité de Montréal ; de V. W. LaRue et autres, tous notaires, de la cité de Québec ; de A. Magnan et autres, tous notaires, de la ville de Joliette ; de J. B. Pouliot et autres, tous notaires, de la ville de Fraserville ; de Léon Roy et autres, tous notaires, de la ville de Lévis ; de F. X. Gendreau et autres, tous notaires, de la ville de Montmagny, dans le district de Montmagny ; de T. Côté et autres, tous notaires, du district d'Arthabaska ; de J. J. Crevier et autres, tous notaires, du district de Beauharnois ; de G. S. Thérberge et autres, tous notaires, du district de Beauce ; de J. L. Lafontaine et autres, tous notaires, du district de Bedford ; de O. N. E. Boucher et autres, tous notaires, du district d'Iberville ; de P. Renaud et autres, tous notaires, du district de Joliette ; de J. B. Beaulieu et autres, tous notaires, du district de Kamouraska ; de L. Naz. Roy et autres, tous notaires, du district de Montmagny ; de Ant. Lefebvre et autres, tous notaires, du district de Montréal ; de A. Tétreau et autres, tous notaires, du district d'Ottawa ; de N. E. Lacourcière et autres, tous notaires, du district de Québec ; de J. E. Robichaud et autres, tous notaires, du district de Richelieu ; de F. A. Brien et autres, tous notaires, du district de Saint-François ; de A. Gauthier et autres, tous notaires, du district de Saint-Hyacinthe ; de G. M. Prévost et autres, tous notaires, du district de Terrebonne ; de L. E. Galipeault et autres, tous notaires, du district des Trois-Rivières, et de Thos. Z. Cloutier et autres, tous notaires, du district de Gaspé ; demandant respectivement que la Chambre veuille bien adopter les projets de loi suivants :

Bill (No 8) pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 13 intitulé : " Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil."

Bill (No 13) pour amender l'article 1218 du Code Civil.

Bill (No 69) concernant les charges de shérif, protonotaire de la Cour Supérieure et registrateur en cette Province.

Bill (No 76) pour amender l'article 299 du Code Civil et l'article 925 du Code de Procédure Civile.

Bill (No 75) pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil.

Bill (No 72) déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de Notaire.

Bill (No 97) pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile.

M. *Trudel*, du Comité permanent des Lois expirantes et Législation, présente à la Chambre, le Cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant et le soumet à votre Honorable Chambre, avec des amendements :

Bill pour amender le chapitre 64 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les Cours des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

L'Honorable M. *Taillon*, du Comité conjoint des deux Chambres, nommé pour examiner les divers rapports de la Commission de la refonte et de la codification des statuts généraux en force en cette Province, ainsi que le projet de refonte et de codification, présente à la Chambre le Deuxième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné une partie de l'ouvrage qui lui était soumis, mais ne pourra pas finir durant la présente session, et en conséquence, vu l'importance de l'œuvre et la nécessité de la mener à bonne fin avec toute la diligence possible, il demande la permission de siéger durant la vacance, après la présente session.

Votre Comité recommande que le Comité soit réduit à neuf membres, dont deux appartenant à l'Honorable Conseil Législatif, et sept, à cette Honorable Chambre.

Votre Comité recommande de plus, que l'indemnité à être payée à chacun des membres de ce Comité ainsi réduit, pour chaque jour actuellement employé en dehors de la session, soit de vingt piastres, comprenant tous frais de voyage et autres nécessités par leur absence en dehors de leur domicile.

M. *Gauthier* propose, secondé par M. *St-Hilaire*, qu'il lui soit permis de présenter un Bill pour abroger l'acte 38 *Victoria*, chapitre 12 ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Gauthier* présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Watts*,

Ordonné, Que le Bill pour amender l'article 1218 du Code Civil soit placé sur les Ordres du Jour de samedi pour Comité général.

Ordonné, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 34, pour mieux régulariser les inhumations.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*."

Bill intitulé : " Acte fusionnant la Compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, et la Compagnie de filature *Sainte-Anne, Hochelaga*, sous le nom de " Compagnie de filature de coton d'*Hochelaga*."

Bill intitulé : " Acte amendant la Charte de la Cité de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte incorporant la Ville de *Lachute*."

Bill intitulé : " Acte amendant l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 43 et accordant de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte St-Antoine*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant la substitution créée par le testament de feu *Jean-Baptiste Bruyère*."

Bill intitulé : " Acte pour amender les divers statuts relatifs à la ville de *Lachine* et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville."

Et Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant les Magistrats de district dans cette Province."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Lachute*," lequel est lu comme suit :

Dans la version française, Clause 16, ligne 7, effacer les mots " cinq cents," les remplacer par le mot " cinquante."

Le dit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*, lequel est lu comme suit :

Clause 2, ligne 3, retrancher le mot " ne " qui se trouve avant le mot " seront " et retrancher aussi le mot " pas " qui se trouve après le même mot " seront."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte fusionnant la Compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, et la Compagnie de filature *Sainte-Anne, Hochelaga*, sous le nom de " Compagnie de filature de coton d'*Hochelaga* " ; lesquels sont lus comme suit :

Après la clause 3, ajouter les mots suivants qui formeront la clause 4.

" 4. L'exemption des taxes accordées ou promises aux dites compagnies ne sera pas affectée par le présent acte et la condition que cette exemption dépendra de l'emploi d'un certain nombre d'ouvriers par l'une ou l'autre des deux compagnies susdites, sera censée remplie si le nombre des ouvriers employés par la compagnie fusionnée, n'est pas moindre que le nombre collectif prescrit par les résolutions accordant ou promettant cette exemption aux deux compagnies, quelle que soit celle des deux manufactures où ces ouvriers seront employés."

" La clause 4 devient la clause 5 et la clause 5 devient la clause 6."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 43 et accordant de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la Côte St-Antoine," lesquels sont lus comme suit :

Clause 28, ligne 4, après le mot " chaque " ajouter le mot " cas."

Clause 33, lignes 1 et 2, effacer les mots " de l'une quelconque " et les remplacer par le mot " d'aucune."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant la Charte de la Cité de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ajouter à la fin de la sous section " D " les mots suivants.

" Il est expressément statué et compris que le présent arrangement ne sera " valide et ne restera en force qu'en autant seulement que cette nouvelle compagnie ainsi incorporée et organisée maintiendra en opération les abattoirs de " la partie Ouest de la Cité de *Montréal*, concurremment avec les abattoirs de la " partie Est, et maintiendra aussi en même temps le fonctionnement des dits " abattoirs avec ceux de la dite partie Est de la dite Cité. "

Ajouter après le mot " spiritueuses " qui se trouve à la fin de la clause 11, les mots suivants " le dimanche jusqu'à midi."

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile, quant à ce qui concerne la cession des biens ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marion* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois et adopté.

Et la question étant proposée, — Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Gauthier*, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots suivant leurs soient substituées :

" Attendu qu'aux élections générales de 1878, le peuple de la Puissance s'est prononcé contre la loi de faillite alors existante, et a défait l'administration *McKenzie*, comme responsable de la passation de la loi de faillite de 1875 ;

" Qu'à la première session du Parlement Fédéral qui suivit les dites élections, savoir à la session de 1879, la loi de faillite de 1875 fut abrogée, et que la division dans la Chambre des Communes, le 30 avril 1879, fut de 117 pour l'abrogation de la dite loi, et de 60 pour son maintien ;

" Que, depuis cette abrogation, des tentatives ont été faites et réitérées par différents bureaux de commerce pour obtenir une nouvelle loi de faillite ;

" Que le Parlement Fédéral n'a pas cru devoir, ou n'a pas osé, prendre la responsabilité devant le peuple de décréter une nouvelle loi de faillite ;

" Que, par l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, section 92, paragraphes 2 et 21, la réglementation de la faillite et du commerce est attribuée au Parlement Fédéral ;

" Que le projet de loi maintenant soumis à la considération de cette Chambre est une véritable loi de faillite, déguisée sous forme d'amendements à notre Code de Procédure Civile ;

" Qu'en supposant ce projet de loi constitutionnel, il n'est pas juste de demander à cette Législature d'assumer devant le peuple de cette Province une responsabilité que le Parlement Fédéral ne veut pas, ou n'ose pas assumer ;

“ Que, d'ailleurs, ce projet de loi est destiné à ruiner les petits négociants au profit du haut commerce et de ceux qui aspirent à se faire nommer liquidateurs ;

“ Que le haut commerce, dont l'influence est si considérable, et qui, en général, soutient la politique et maintient l'existence du Gouvernement Fédéral, ne devrait demander qu'à ce dernier une loi de cette nature, si elle est dans l'intérêt public, parce qu'elle tombe sous sa juridiction exclusive ;

“ Qu'il soit résolu que ce bill soit lu pour la troisième fois dans six mois. ”

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Audet.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire préparer, par le secrétaire-provincial, les formules des livres de compte dans lesquels le secrétaire-trésorier de chaque municipalité est tenu d'inscrire par ordre de date, chaque article de recettes et dépenses, etc, tel que prescrit par l'article 162 du Code Municipal ?

Réponse par l'Honorable M. Blanchet.—C'est l'intention du Gouvernement d'examiner cette question, afin de faire exécuter la loi et de l'amender, si la chose est nécessaire, à la prochaine session.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill intitulé : “ Acte incorporant l'association agricole des cantons de l'Est, ” soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'Ordre du jour pour que la Chambre prenne en considération les amendements faits en Comité général au Bill pour amender certains articles du Code Municipal, étant lu ;

M. Martel propose, secondé par M. Martin,—Que le dit ordre soit déchargé et que le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre pour y être amendé en y insérant la clause suivante :

“ Que l'article 312 du Code Municipal soit retranché et remplacé par le suivant :

312. A défaut d'une demande de la part de cinq électeurs présents à l'effet de tenir un poll, le président proclame élus conseillers les candidats qui ont la majorité des électeurs présents ; après avoir constaté cette majorité en comptant et en inscrivant ensuite, s'il en est requis par cinq électeurs immédiatement après les procédés écrits jusqu'alors, les noms et prénoms des électeurs présents favorables à chaque candidat.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Asselin,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Désaulniers,

Desjardins,  
Duckett,  
Faurer de Saint-  
Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Lapointe,

Lavallée,  
Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,

Poupore,  
Spencer,  
Saint-Hilaire,  
Thornton,  
Trudel et  
Whyte.—26.

## CONTRE :

## Messieurs

*Audet,  
Beaubien,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Demers,*

*Dorais,  
Duhamel,  
Gagnon,  
Garneau,  
Lemieux,  
Marchand,*

*Mercier,  
Paradis,  
Poulin,  
Robertson,  
Sawyer,*

*Shehyn,  
Stephens,  
Taillon,  
Turcotte et  
Whyte.—22.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 13, intitulé : "Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marion* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 32, (Code du Notariat); et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Charlebois* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte autorisant *Tancrede Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué."

Bill intitulé : "Acte définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu *George Frothingham*, Ecuier, et pour autres fins en rapport avec ce testament."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Association du jardin botanique de *Montréal*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu *George H. Frothingham*, Ecuier, et pour d'autres fins en rapport avec ce testament," lesquels sont lus comme suit :

A la fin du paragraphe 3 du préambule, retranchez le mot "seul".

Clause 2, ligne 2, retranchez le mot "seul".

Même clause, ligne 7, après le mot "succession" ajouter les mots "conjointement avec l'exécuteur survivant s'il y en a un".

Clause 8, ligne 4, effacer le mot "autres".

Clause 9, effacer les cinq derniers mots de la ligne 5, tous les mots des lignes 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et les huit premiers mots de la ligne 14.

Clause 10, ligne 6, avant le mot "et" ajouter les mots "en vertu du dit testa-

ment, non encore ouvertes ;” et après les mots “entre les” de la ligne suivante ajouter les mots “appelés les substitués y ayant droit”.

Clause 10 effacer les quatre mots de la ligne 7 et tous les mots de la ligne suivante moins le dernier et après le mots “curateurs” de la ligne neuf, ajouter les mots “aux substitutions non encore ouvertes”.

Effacer les 3 derniers mots de la ligne 9, tous les mots de la ligne 11, de la ligne 12, et les sept premiers mots de la ligne 13, les remplacer par les mots suivants : “Les dits exécuteurs feront le transport des parts aux personnes qui y ont alors droit ; dans le cas de substitutions non encore ouvertes, les transports seront faits à l’appelé et au curateur de chaque substitution conjointement.”

“Les transports de parts pourront être faits à différentes époques suivant qu’il sera requis par les bénéficiaires ou les exécuteurs. Lorsque chaque part aura été transportée en vertu du testament, du codicile et de cet acte, les devoirs et la responsabilité des exécuteurs cesseront et une décharge devra leur être accordée”.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “Acte incorporant l’Association du jardin botanique, de *Montréal*” lesquels sont lus comme suit :

Dans le préambule, ligne 1, remplacer la lettre “A” par la lettre “Y.”

Clause 1, ligne 1, faire le même changement. Dans la version anglaise remplacer le mot “*Botanical*” qui se trouve dans le titre, dans le préambule, ligne 8, dans la clause 1, ligne 11, dans la clause 2, ligne 2 et dans la clause 4, ligne 2, par le mot “botanic.”

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “Acte autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué” lesquels sont lus comme suit :

Clause 4, ligne 4, après le mot “formalités,” retrancher tous les mots jusqu’à la fin de la clause, et les remplacer par les mots “l’acquéreur gardera entre ses mains le dit prix de vente.”

Ajouter la clause suivante comme clause 5 :

5. Les immeubles achetés en remploi du prix de vente du dit terrain ci-dessus décrit lui seront substitués, dans la succession du dit *François Barbeau*, et seront à son lieu et place, sujets aux dispositions des testaments et codicile du dit *François Barbeau*, plus haut cité.

La clause 6 deviendra la clause 7.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L’Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “Acte amendant la charte de la Cité de *Montréal*.”

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

L’amendement fait à la 1<sup>ère</sup> section est adopté.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans l’amendement fait à la section 11, elle est résolue négativement.

*Résolu* : Qu’un Comité spécial composé des Honorables Messieurs *Tailon* et *Mercier*, de *M. Stephens*, soit nommé, pour préparer la raison à offrir dans une conférence avec le Conseil Législatif, pour ne pas adopter le dit amendement.



L'Honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer la raison à offrir au Conseil Législatif dans une conférence, pour ne pas adopter l'amendement fait par Leurs Honneurs à la 11e clause du bill, intitulé : " Acte pour amender la charte de la Cité de *Montréal*," fait rapport " que le Comité a préparé la raison en conséquence, laquelle se lit comme suit :

" Parceque cet amendement autoriserait la vente des liqueurs dans les salons de billard dans toute la ville et causerait des désordres dans la Cité les jours de dimanche, ce qui serait propre à troubler la paix et le bien-être de la Cité de *Montréal*."

La dite raison, étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Résolu*, Qu'une conférence soit demandée, avec le Conseil Législatif dans le but de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans l'amendement fait à la 11e clause du Bill, intitulé : " Acte pour amender la charte de la Cité de *Montréal*."

*Ordonné*, Que les Honorables Messieurs Taillon et Mercier et Monsieur Stephens se rendent au Conseil Législatif et demande la dite conférence.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant,—Que le Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la cession des biens, soit maintenant lu la troisième fois ; et lequel amendement était que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu qu'aux élections générales de 1878, le peuple de la Puissance s'est prononcé contre la loi de faillite alors existante, et a défait l'administration *McKenzie*, comme responsable de la passation de la loi de faillite de 1875 ;

" Qu'à la première session du Parlement Fédéral qui suivit les dites élections, savoir, à la session de 1879, la loi de faillite de 1875 fut abrogée et que la division dans la Chambre des Communes, le 30 Avril 1879, fut de 117 pour l'abrogation de la dite loi, et de 60 pour son maintien ;

" Que, depuis cette abrogation, des tentatives ont été faites et réitérées par différents bureaux de commerce pour obtenir une nouvelle loi de faillite ;

" Que le Parlement Fédéral n'a pas cru devoir, ou n'a pas osé prendre la responsabilité devant le peuple de décréter une nouvelle loi de faillite ;

" Que, par l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, section 92, paragraphes 2 et 21, la réglementation de la faillite et du commerce est attribuée au Parlement Fédéral ;

" Que le projet de loi maintenant soumis à la considération de cette Chambre est une véritable loi de faillite, déguisée sous forme d'amendements à notre Code de Procédure Civile ;

" Qu'en supposant ce projet de loi constitutionnel, il n'est pas juste de demander à cette Législature d'assumer devant le peuple de cette Province une responsabilité que le Parlement Fédéral ne veut pas, ou n'ose pas, assumer ;

" Que, d'ailleurs, ce projet de loi est destiné à ruiner les petits négociants au profit du haut commerce et de ceux qui aspirent à se faire nommer liquidateurs ;

" Que le haut commerce, dont l'influence est si considérable, et qui, en général, soutient la politique et maintient l'existence du Gouvernement Fédéral, ne devrait demander qu'à ce dernier une loi de cette nature, si elle est dans l'intérêt public, parce qu'elle tombe sous sa juridiction exclusive ;

" Qu'il soit résolu que ce Bill soit lu pour la troisième fois dans six mois."

M. Asselin propose comme sous-amendement, secondé par M. Nantel,—Que les mots :

" Attendu qu'aux élections générales de 1878, le peuple de la Puissance s'est prononcé contre la loi de faillite alors existante, et a défait l'administration *McKenzie*, comme responsable de la passation de la loi de faillite de 1875 ;

“ Qu'à la première session du Parlement fédéral qui suivit les dites élections, savoir à la session de 1879, la loi de faillite de 1875 fut abrogée, et que la division dans la Chambre des Communes, le 30 Avril 1879, fut de 117 pour l'abrogation de la dite loi, et de 60 pour son maintien ;

“ Que, depuis cette abrogation, des tentatives ont été faites et réitérées par différents bureaux de commerce pour obtenir une nouvelle loi de faillite ;

“ Que le Parlement Fédéral n'a pas cru devoir, ou n'a pas osé, prendre la responsabilité devant le peuple de décréter une nouvelle loi de faillite ;

“ Que, par l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, sect. 92, paragraphes 2 et 21, la réglementation de la faillite et du commerce est attribuée au Parlement Fédéral ;

“ Que le projet de loi maintenant soumis à la considération de cette Chambre est une véritable loi de faillite, déguisée sous forme d'amendements à notre Code de Procédure Civile.

“ Qu'en supposant ce projet de loi constitutionnel, il n'est pas juste de demander à cette Législature d'assumer devant le peuple de cette Province une responsabilité que le Gouvernement Fédéral ne veut pas, ou n'ose pas assumer ;

“ Que, d'ailleurs, ce projet de loi est destiné à ruiner les petits négociants au profit du haut commerce et de ceux qui aspirent à se faire nommer liquidateurs.

“ Que le haut commerce, dont l'influence est si considérable, et qui, en général, soutient la politique et maintient l'existence du Gouvernement Fédéral, ne devrait demander qu'à ce dernier une loi de cette nature, si elle est dans l'intérêt public, parce qu'elle tombe sous sa juridiction exclusive.

“ Qu'il soit résolu que ce Bill soit lu pour la troisième fois dans six mois,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : “ ce Bill ne soit pas lu une troisième fois maintenant mais dans trois mois, afin de permettre aux membres de cette Honorable Chambre d'examiner plus attentivement le dit projet de loi.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,  
Bergevin,  
Bernard,  
Cameron,  
Caron,  
Casavant,

Demers,  
Désaulniers,  
Dorais,  
Duhamel,  
Faucher de Saint-  
Maurice,

Frégeau,  
Gagnon,  
Gauthier,  
Lapointe,  
Lemieux,  
Martel,

Nantel,  
Picard,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Watts.—22.

CONTRE :

Messieurs

Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bernatchez,  
Blanchet,  
Boyer,  
Brousseau,  
Charlebois,  
Desjardins,

Duckett,  
Flynn,  
Garneau,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marchand,  
Marcotte,

Marion,  
Mercier,  
Owens,  
Paradis,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Rinfret dit Malouin,  
Robertson,

Robidoux,  
Sawyer,  
Shehyn,  
Spencer,  
Stephens,  
Taillon,  
Turcotte et  
Whyte.—35.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bergevin,  
Bernard,  
Cameron,  
Caron,*

*Casavant,  
Demers,  
Dorais,*

*Duhamel,  
Gagnon,  
Gauthier,*

*Lemieux,  
Picard et  
Watts.—13.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bernatchez,  
Blanchet,  
Boyer,  
Brousseau,  
Charlebois,  
Désaulniers,  
Desjardins,*

*Duckett,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marchand,  
Marcotte,  
Marion,*

*Martel,  
Mercier,  
Nantel,  
Owens,  
Paradis,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Rinfret dit Malouin,  
Robertson,*

*Robidoux,  
Sawyer,  
Shehyn,  
Spencer,  
St. Hilaire,  
Stephens,  
Taillon,  
Trudel,  
Turcotte et  
Whyte.—42.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'Honorable M. *Turcotte* propose comme amendement, secondé par M. *Désaulniers*,—Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de l'amender en substituant le mot "débiteur" à la place du mot "curateur" dans la dernière ligne du 1er paragraphe de la section 4.

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en substituant le mot "débiteur" à la place du mot "curateur", dans la dernière ligne du 1er paragraphe de la section 4.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteril, et M. *Marion* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit maintenant pris en considération.

Le dit amendement est alors lu deux fois et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la cession de biens."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi

siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération, maintenant.

Les dits amendements, sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois demain.

L'Honorable M. *Robertson* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L. R. MASSON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative de nouvelles estimations supplémentaires, pour l'année fiscale finissant le 30 Juin prochain ; et recommande que cinq par cent de la part appartenant aux catholiques romains dans la subvention de l'éducation supérieure et dans celle des écoles communes, soit retenu et distribué, selon que le déterminera le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour venir en aide aux institutions des sourds-muets et des aveugles.

Il recommande en outre à la considération de la Chambre les estimations supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 Juin 1886.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }  
*Québec*, 4 Mai 1886. }

*Ordonné*, Que le dit message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au Comité des Subsides.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée, lundi, le 27 avril dernier,—Que le Bill pour amender le chapitre 15 des statuts refondus du *Bas-Canada*, aussi l'acte 31 *Victoria*, chapitre 22, l'acte 40 *Victoria*, chapitre 22, étant des actes concernant l'Instruction Publique en cette Province, soit maintenant lu la seconde fois.

Et la Chambre ayant continuée de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

*Vendredi*, 8 Mai 1885.

Et la question étant proposée de nouveau,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. *Robidoux* propose comme amendement, secondé par M. *Boyer*, que le mot " maintenant soit retranché et que les mots " dans trois mois, vu que son but

principal est de priver les parties de leurs droits acquis par un jugement de la Cour Supérieure à *Montréal*, en appel, dans une cause où *Alexis Moquin et al.*, étaient demandeurs, contre les Commissaires d'école de la paroisse de *Laprairie*, soient ajoutés à la fin de la question.—

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Boyer,*

*Demers,*  
*Gagnon,*  
*Lemieux,*

*Marchand,*  
*Mercier,*  
*Robidoux,*

*Stephens,*  
*Watts et*  
*Whyte.*—12.

## CONTRE :

## Messieurs

*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beaubien,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Caron,*  
*Casavant,*  
*Charlebois,*

*Désaulniers,*  
*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Faucher de Saint-*  
*Maurice,*  
*Flynn,*  
*Frégeau,*  
*Lapointe,*

*Lavallée,*  
*Leduc,*  
*Lynch,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Nantel,*  
*Paradis,*

*Picard,*  
*Poulin,*  
*Poupore,*  
*Richard,*  
*Robertson,*  
*Saint-Hilaire*  
*Taillon,*  
*Trudel et*  
*Turcotte.*—37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est en conséquence lu une seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics," étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

L'Honorable M. *Taillon* propose, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics.

L'Honorable M. *Taillon* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu, Nemine contra dicente*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que le Commissaire de l'agriculture et des travaux publics pourra transférer à toute Compagnie à fonds social, qui sera choisie pour remplacer le Comité permanent d'expositions, tel qu'il est prévu par l'acte dans lequel seront incorporées les présentes résolutions, et ce, pour l'espace de temps fixé dans les arrangements, la jouissance des terrains et édifices publics affectés à l'usage des expositions, et aux conditions qu'il lui plaira de fixer.

*Résolu*, 2. Que, nonobstant l'article 109 de l'acte 41 *Victoria*, chap. 3, relatifs aux encanteurs, les sociétés d'agriculture, lors de leurs expositions, pourront vendre par encan les animaux de ferme qu'elles exhibent, ou les faire vendre par toute personne non licenciée, sans être tenues de payer les droits requis par la loi.

*Résolu*, 3. Qu'une somme annuelle de cinquante mille piastres sera affectée, à même le fonds consolidé du revenu, au paiement de l'allocation que les sociétés d'agriculture ont droit d'avoir en vertu de la loi.

*Résolu*, 4. Que toute balance qui, après le quinze septembre, restera disponible sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés, et représentera des allocations supprimées en vertu de la loi, sera distribuée par le conseil d'agriculture, par égales portions, entre les sociétés qui se seront conformées en tous points aux règlements adoptés à leur égard par le dit conseil, ou aux instructions qui leur auront été transmises par le Commissaire, avec cette réserve que, lorsque plus d'une société sera organisée dans un comté, les sociétés du dit comté qui auront droit d'y prétendre, partageront également entre elles, le montant afférant à leur comté.

*Résolu*, 5. Que l'allocation publique à laquelle les sociétés d'agriculture ont respectivement droit, leur sera payée sur l'ordre du Commissaire de l'agriculture et des travaux publics, mais, que cette allocation soit réclamée ou non, il pourra retenir dix-huit pour cent sur chaque allocation, dont dix pour cent seront pour l'usage du conseil d'agriculture, et huit pour cent seront affectés à l'enseignement agricole.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Faucher de Saint-Maurice* fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que le Commissaire de l'agriculture et des travaux publics pourra transférer à toute Compagnie à fonds social, qui sera choisie pour remplacer le Comité permanent d'expositions, tel qu'il est prévu par l'acte dans lequel seront incorporées les présentes résolutions, et ce, pour l'espace de temps fixé dans les arrangements, la jouissance des terrains et édifices publics affectés à l'usage des expositions, et aux conditions qu'il lui plaira de fixer.

*Résolu*, 2. Que, nonobstant l'article 109 de l'acte 41 *Victoria*, chap. 3, relatifs aux encanteurs, les sociétés d'agriculture lors de leurs expositions, pourront vendre par encan les animaux de ferme qu'elles exhibent, ou les faire vendre par toute personne non licenciée, sans être tenues de payer les droits requis par la loi.

*Résolu*, 3. Qu'une somme annuelle de cinquante mille piastres sera affectée, à même le fonds consolidé du revenu, au paiement de l'allocation que les sociétés d'agriculture ont droit d'avoir en vertu de la loi.

*Résolu*, 4. Que toute balance qui, après le quinze septembre, restera disponible sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés, et représentera des allocations supprimées en vertu de la loi, sera distribuée par le conseil d'agriculture, par égales portions, entre les sociétés qui se seront conformées en tous points aux règlements adoptés à leur égard par le dit conseil, ou aux instructions qui leur auront été transmises par le Commissaire, avec cette réserve que, lorsque plus d'une société sera organisée dans un comté, les sociétés du dit comté qui auront droit d'y prétendre, partageront également entre elles, le montant afférant à leur comté.

*Résolu*, 5. Que l'allocation publique à laquelle les sociétés d'agriculture ont respectivement droit, leur sera payée sur l'ordre du Commissaire de l'agriculture et des travaux publics, mais, que cette allocation soit réclamée ou non, il pourra retenir dix-huit pour cent sur chaque allocation, dont dix pour cent seront pour l'usage du conseil d'agriculture, et huit pour cent seront affectés à l'enseignement agricole.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient renvoyées au Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics."

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de St-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

#### (EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure proprement dite. Cinq pour cent de la part des catholiques dans ce fonds sera annuellement retenu pour être distribué, en telle proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, aux institutions catholiques, pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la Province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure, pouvant être employé par le conseil de l'Instruction Publique pour acheter des livres écrits et publiés dans la Province, qui seront donnés en prix dans les institutions qui auront contribué à cette somme de cinq par cent, et à même cette part dans ce fonds, il sera payé \$6,000 à l'école polytechnique, moins cinq pour cent; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes. Cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, aux institutions catholiques de la Province pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cent soixante et dix piastres et vingt sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil Législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quatre vingt dix huit piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité aux officiers de la Législature pour pertes subies lors de l'incendie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des Départements Publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille deux cent soixante et dix neuf piastres et quarante huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police (Magistrats de Police, à Montréal et Juge des Sessions de la Paix, à Québec) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des maisons de Reforme (prisons de Reforme pour les garçons) à Sherbrooke et à Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cent soixante et seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurance, réparations etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du nouvel hôtel du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouveau Palais de Justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres et cinquante trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la balance due pour la reconstruction des étables, à Spencer Wood ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles industrielles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service des cadastres par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes ouverts des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité supplé-



mentaire aux membres du Conseil Législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité supplémentaire aux Membres de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses supplémentaires du salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des Arbres, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature par M. A. Desjardins ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de Navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau de Santé, S. R. C. chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sciences Naturelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture pour leur permettre d'établir des beurrieres et des fromageries modèles : trois à \$1000 chacune, payable en trois ans, le premier versement le premier juillet 1885 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture pour aider les écoles à payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au jardin botanique à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cent vingt trois piastres et soixante et quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du comité permanent des expositions à Montréal, pour couvrir tout déficit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de lectures sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du palais de justice, Montréal, pour procurer plus d'accommodation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Desjardins informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à la première séance de la Chambre, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Education supérieure proprement dite. Cinq pour cent de la part des catholiques dans ce fonds sera annuellement retenu pour être distribué, en telle proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, aux institutions catholiques, pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la Province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure, pouvant être employé par le conseil de l'Instruction Publique pour acheter des livres écrits et publiés dans la Province, qui seront donnés en prix dans les institutions qui auront contribué à cette somme de cinq par cent, et à même cette part dans ce fonds, il sera payé \$6,000 à l'école polytechnique, moins cinq pour cent; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes. Cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer, aux institutions catholiques de la Province pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cent soixante et dix piastres et vingt-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil Législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Assemblée Législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quatre-vingt dix-huit piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité aux officiers de la Législature pour pertes subies lors de l'incendie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des départements publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille deux cent soixante et dix neuf piastres et quarante huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police (Magistrats de Police, à Montréal et Juge des Sessions de la Paix), à Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des maisons de Reforme (prisons de Reforme pour les garçons) à Sherbrooke et Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cent soixante et seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurance, réparations etc., des édifices publics en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du nouvel hôtel du parlement pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouveau palais de justice, à Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres et cinquante trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la balance due pour reconstruction des étables, à *Spencer Wood* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles industrielles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service des cadastres pour le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes ouverts des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité supplémentaire aux membres du Conseil Législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses supplémentaires aux membres de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses supplémentaires du salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des Arbres, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature par *M. A. Desjardins* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de Navigation, à Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau de Santé, S. R. C. chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sciences Naturelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture pour leur permettre d'établir des beurrieres et des fromageries modèles : trois à \$1000 chacune, payable en trois ans, le premier versement le 1er juillet 1885 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture pour aider les écoles à payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au jardin botanique à *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cent vingt-trois piastres et soixante et quatorze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Comité permanent des expositions, à *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de lectures sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Palais de Justice, à *Montréal*, pour procurer plus d'accommodation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la dix-huitième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la dix-neuvième résolution et les suivantes jusqu'à la trente quatrième inclusivement, étant lues une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative du 9 mars 1885, pour copie de toutes correspondances échangées avec le Gouvernement, depuis le 2 décembre 1881, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de *Bellechasse*, ainsi que les détails des sommes appliquées aux chemins, le nom des chemins, le nom des conducteurs des travaux, etc., etc. (Documents de la session, No 83.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 4 mai 1885, demandant copie de la correspondance et des mémoires et requêtes entre les Honorables juges de la Cour Supérieure et le Barreau de *Québec*, au sujet de la construction du nouveau palais de justice à *Québec* et l'estimation des travaux de cette bâtiste. (Documents de la session, No 84.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 4 mai 1885, demandant copie du rapport adressé le 27 avril 1885, par le compte *Henry de Puyjalon*, à l'Honorable M. *Lynch*, commissaire des terres de la Couronne, contenant une étude condensée sur la culture, les fourrages naturels, l'élevage, les lacs, les rivières et leurs poisons, la chasse, les duvets, les plumes et les œufs, la pelleterie, les matières fertilisantes, les Algues du *Labrador* Canadien, et le choix de l'archipel *Mingan* comme réserve de chasse. (Documents de la session, No 85.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 29 avril 1885, demandant copie de toute la correspondance qui a induit le Gouvernement à offrir en vente toutes limites à bois, depuis le 1er janvier 1884 ; ainsi qu'un état indiquant l'enchère fixé et le prix obtenu pour la vente de chaque limite (Documents de la session, No 86.)

Et aussi, Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 12 mars 1885, pour un état détaillé de toutes sommes d'argent dépensées dans chaque départe-

ment, pour impressions, annonces et papeterie pour les années 1882, 1883 et 1884 ; un état séparé et par année, pour chaque année, pour chaque département. (Documents de la session, No 87.)

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Qu'à compter de vendredi, le 8 mai courant, il y ait deux séances distinctes par jour, la première commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures, et la seconde commençant à 8 heures P. M. jusqu'à l'ajournement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

### Vendredi, 8 Mai 1885.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Gagnon*,—la Pétition de P. *Tellier* et autres, Notaires, de *Berthier*.

Par l'Honorable M. *Taillon*,—la Pétition du Cercle National Français, de *Montréal*.

*Ordonné*, Que la pétition du Cercle National Français, de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue et que les 49<sup>ème</sup> et 87<sup>ème</sup> règles de de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à cette pétition Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte d'incorporation.

M. *Desjardins*, du Comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le Quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné plusieurs témoins et fait produire certains documents se rapportant à des matières et à des sujets concernant les comptes publics de la Province.

Votre Comité a l'honneur de rapporter tous les témoignages écrits, ainsi que les documents et les procès-verbaux de ses séances, et il soumet le tout à la considération de cette Honorable Chambre.

Votre Comité a de plus l'honneur d'offrir les suggestions suivantes, en rapport avec la manière de tenir les comptes publics et de pourvoir aux dépenses générales et spéciales :

#### 1. Octrois de subsides.

(a). Le service pour lequel un crédit est ouvert, devrait être défini aussi explicitement que possible, de manière qu'aucune somme ne soit affectée au même objet que celui pour lequel un autre crédit a été voté.

(b). Les divers *items* d'un chapitre devraient être définis aussi explicitement que possible, de manière à éviter toute erreur dans la répartition des dépenses afférentes à chacun d'eux.

(c). Autant que possible, la classification des chapitres du budget principal et celle du budget supplémentaire devraient être identiques.

(d). Les chapitres représentant un crédit considérable devraient être subdivisés de manière à ce que le budget puisse donner la plus grande somme d'informations possible.

(e). Les crédits applicables aux institutions ou aux particuliers, à titre d'octrois, ne devraient être reconnus comme tels, que s'il est clairement fait mention de leur destination spéciale.

(f). Le Bill des Subsides devrait renfermer les détails des chapitres sur lesquels il est basé.

2. Ecart entre le chiffre du crédit applicable à chaque *item* et celui de la dépense réelle.

La méthode suivie par l'Auditeur, et qui consiste à demander des explications et à faire rapport sur les motifs assignés à tout écart sensible entre le chiffre du crédit applicable à chaque *item* et celui des dépenses réelles afférentes à ce même *item*, est excellente.

Il est du devoir des personnes chargées de faire les estimés, d'établir aussi soigneusement que possible les calculs des dépenses sur lesquels sont basés le crédit principal et ses subdivisions ; et elles n'apporteront que plus de soin à s'acquitter scrupuleusement de ce devoir, si elles sont averties qu'elles devront donner la raison de tels écarts.

3. Paiements effectués pour les services restant à solder après la clôture de l'exercice.

Il paraîtrait toutefois, qu'en dehors des cas dont on a disposé, aux termes de ce proviso, il a été d'usage d'inclure dans les comptes de l'exercice clos, des paiements effectués longtemps après son expiration pour des obligations échues pendant son cours.

Cette pratique appliquée en dehors du règlement de chèques réellement émis au cours de l'exercice, semble être en désaccord avec la loi qui dit, qu'à la clôture de l'exercice, toutes balances de crédits non consommés seront périmées et annulées.

La loi devrait être exactement suivie, et si cette pratique doit être continuée, la loi devrait être modifiée en conséquence.

La clause qui pourvoit à ce que les crédits soient périmés et biffés, est excellente, et ne devrait être changée qu'en autant qu'il serait démontré qu'un changement est devenu nécessaire.

Si les transactions de l'année fiscale sont réglées aussi complètement que possible pendant son cours, la clôture de ces comptes sera effectuée plus rapidement.

Chaque département devrait s'efforcer de solder pendant l'année les services de l'exercice pour lequel le parlement a voté des crédits ; et l'on ne devrait se prévaloir de la clause qui pourvoit à une prolongation de délai, ou de toute autre mesure législative qui pourrait être adoptée pour faire face à la difficulté dont il est ici question, que dans le cas où un délai est jugé absolument nécessaire.

En adoptant cette pratique, peu d'*items* demeureraient non-soldés à la clôture de tout exercice. Ils resteraient à ordonnance sur le crédit de l'exercice suivant applicable aux services de même nature ; et, en dehors des contrats pour travaux publics, la différence dans le montant des arrérages, chaque année, serait peu sensible.

Mais l'on objecte que la solde des entreprises pour travaux publics présenterait des difficultés telles, qu'il deviendrait impossible d'effectuer, au cours de l'exercice, les paiements considérables afférents à chacune d'elles.

Il est expédient de modifier l'acte d'audition de manière à autoriser, dans ces cas seulement, le paiement dans le délai d'un mois après la clôture de l'exercice, à même les crédits applicables à tels services avant la clôture du dit exercice.

Dans le cas où cette modification sera faite, les dits paiements devraient être inclus dans les comptes de l'exercice clos, et la clôture de ces comptes, en ce qui concerne tels crédits, ne devrait se faire qu'après l'expiration du mois.

4. Crédits pour salaires.

(a). Dans le cas où un crédit spécial est voté pour le paiement, à un officier particulier, d'un salaire, ou d'une augmentation de salaire spécifiée, le crédit voté constitue une autorité législative pour le paiement de tel salaire ou augmentation, même si le montant voté est plus élevé que le salaire ou l'augmentation qui pourrait être alloué à tel officier sous l'autorité de l'acte du service civil ; lequel se trouve sous telles circonstances, modifié *pro tanto* par l'acte concernant les crédits.

(b). Mais dans tous les cas où des crédits sont, comme il est d'usage, votés pour des salaires ou augmentation de salaire, sans la mention particulière

ci-dessus citée, le vote de crédit ne modifie en aucune manière l'acte du service civil, et ne confère pas à l'Exécutif le pouvoir d'appliquer le crédit au paiement d'un salaire plus élevé que celui qui pourrait être donné au dit officier, de par l'acte du service civil.

(c). Il est du devoir de l'Auditeur, en ce qui concerne les vues ci-dessus exprimées, de décider si le pouvoir conféré par la Législature est valable pour un projet de dépense de cette nature.

5. Maniement des deniers publics.

Il paraît qu'il se présente encore des cas où les deniers reçus par des officiers ou des départements publics ne sont pas versés au crédit du Trésorier. De telles pratiques étant contraires aux dispositions de l'acte d'audition.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

*Résolu*, Que la Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre au Comité nommé de se rendre au Conseil Législatif et demander une conférence sur l'amendement fait par Leurs Honneurs à la section 11 du bill intitulé : " Acte pour amender la charte de la Cité de *Montréal*," et que le Comité se rende au Conseil Législatif durant cette suspension.

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps, la Chambre reprend la séance.

M. *Stephens* fait rapport, que le Comité a demandé une conférence avec le Conseil Législatif, au sujet de l'amendement fait par Leurs Honneurs à la 11e clause du Bill intitulé : " Acte pour amender la charte de la cité de *Montréal*," et que Leurs Honneurs enverront la réponse par un message.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour étendre certaines dispositions de l'acte 38 *Victoria*, chapitre 15, concernant le cadastre "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*."

Aussi, le Conseil Législatif, a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et la vente des drogues et des poisons," avec un amendement, auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et la vente des drogues et des poisons," lequel est lu comme suit :

Clause 8, ligne 1, après le mot " qui " ajouter les mots " au moins pendant cinq ans."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Honorable M. *Taillon* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Robertson*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée, concernant l'indemnité sessionnelle des membres du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative.

L'Honorable M. *Taillon* informe alors la Chambre que Son Honneur le

Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.  
La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Qu'après la présente session de la Législature, à chaque session, il sera payé à chaque Conseiller Législatif et à chaque député à l'Assemblée Législative, présent à la session, six piastres pour chaque jour d'assistance, si la durée de la session n'excède pas trente jours ; et si la durée de la session excède trente jours, alors il sera payé à chaque Conseiller Législatif et à chaque député à l'Assemblée Législative suivant la session, une indemnité sessionnelle de six cents piastres, et pas plus.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé une Résolution.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, 1. Qu'après la présente session de la Législature, à chaque session, il sera payé à chaque Conseiller Législatif et à chaque député à l'Assemblée Législative présent à la session, six piastres pour chaque jour d'assistance, si la durée de la session n'excède pas trente jours ; et si la durée de la session excède trente jours, alors il sera payé à chaque Conseiller Législatif et à chaque député à l'Assemblée Législative suivant la session, une indemnité sessionnelle de six cents piastres, et pas plus.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant l'indemnité sessionnelle des Conseillers Législatifs et des députés de l'Assemblée Législative.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Honorable M. *Taillon* propose secondé par l'Honorable M. *Lynch*.—Qu'il lui soit permis de présenter un Bill pour incorporer le Cercle National Français de *Montréal* ; et la question étant mise aux voix elle est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Taillon* présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et l'entrée spéciale suivante est faite :  
Attendu que certaines personnes demandent, pour des fins de bienfaisance, à être incorporées sous le nom de " Cercle National Français, de *Montréal* " ;

Qu'il appert que ces personnes ont fait toute la diligence nécessaire pour présenter cette mesure dans le temps voulu par les règlements de cette Chambre, mais que ceux qui s'en sont chargés ont, soit par des malentendus ou autrement, laissé passer les délais exigés, au grand détriment des intéressés ;



Attendu de plus, qu'un des principaux buts de l'association proposée, est de favoriser l'immigration française en cette Province, et d'aider à développer les relations commerciales entre la *France* et le *Canada*.

Que cette Chambre, tout en déclarant ne pas faire un précédent, désire au moins encourager les motifs mentionnés plus haut que l'association a en vue, et permet, en conséquence, la présentation du dit Bill, et qu'en conséquence de l'urgence, toutes les règles de cette Chambre concernant la présentation des Bills privés et les procédures sur iceux soient suspendues, de manière à permettre que ce Bill soit traité comme un Bill public dans toutes ses phases.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gagnon* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Faucher de Saint-Maurice*, du comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le Deuxième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité recommande que les documents suivants soient imprimés, pour distribution immédiate et comme documents de la session :

No 25.—Réponse à un ordre de la Chambre du 26 mars 1885, demandant une liste des élèves qui ont suivi les cours de l'Ecole de Navigation de *Québec*, depuis sa création, et combien ont obtenu des certificats de compétence comme capitaines au long cours ou comme seconds de marine. Aussi, état des dépenses de l'Ecole de Navigation de *Québec*.

No 29.—Réponse à une adresse, du 30 mars 1885, demandant : copie de toutes correspondances et informations se rapportant à la disposition du terrain connu sous le nom de " l'emplacement des casernes des Jésuites, " situé dans la Cité de *Québec*.

No 74.—Réponse à un ordre de la Chambre du 22 avril 1885, pour copie de toute requête adressée au Gouvernement de cette Province ou à aucun de ses Membres, demandant une aide pour la construction du chemin de fer de *Montréal* et *Queset*, se dirigeant de *St Jérôme* à *Notre-Dame du Désert*.

No 77.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 22 avril 1885, pour un état montrant les prix réalisés l'année dernière, par la vente des droits de pêche dans les rivières de la Province, comparés aux mises à prix fixées par le Gouvernement, et les noms de ceux qui les ont achetés. Aussi un état des prix obtenus, par le louage des droits de pêche sur les lacs de la Province, et les noms des locataires, avec toutes les correspondances, papiers, etc., concernant cette affaire.

No 85.—Réponse à une adresse de la Chambre du 4 mai 1885, demandant copie du rapport adressé le 27 avril 1885, par le comte *Henry de Puyjalon*, à l'Honorable M. *Lynch*, commissaire des Terres de la Couronne, contenant une étude condensée sur la culture, les fourrages naturels, l'élevage, les lacs, les rivières et leurs poissons, la chasse, les duvets, les plumes et les œufs, les pelleteries, les matières fertilisantes, les algues du *Labrador Canadien*, et le choix de l'archipel *Mingan* comme réserve de chasse.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender les lois concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics," étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill avec les amendements passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec certains amendements, auxquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les lois concernant la tenue de la Cour Supérieure ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme maintenant en Comité général sur le Bill pour amender le chapitre 15 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, aussi l'acte 31 *Victoria*, chap. 22, l'acte 40 *Victoria*, chap. 22, étant des actes concernant l'Instruction Publique en cette Province, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative, qu'il accepte la conférence concernant le Bill intitulé : " Acte amendant la charte de la Cité de *Montréal*," et qu'il enverra des membres pour rencontrer ceux de l'Assemblée, dans la Chambre No 1 du Conseil Législatif, à cinq heures et demie P. M., aujourd'hui ; bien que l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill n'ait pas pour effet d'autoriser la vente des liqueurs spiritueuses le dimanche.

Sur motion de *M. Stephens*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

*Résolu*, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre au Comité nommé à cette fin, d'assister à une conférence avec l'Honorable Conseil Législatif, au sujet de l'amendement fait par Leurs Honneurs à la clause 11 du Bill intitulé : "Acte amendant la charte de la Cité de *Montréal*."

*Ordonné*, Que le comité se rende au Conseil Législatif pendant cette suspension. La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

A l'heure indiquée, les membres choisis par cette Chambre pour rencontrer ceux nommés par le Conseil Législatif, pour une conférence au sujet de l'amendement fait par Leurs Honneurs à la 11e clause du Bill intitulé : "Acte pour amender la charte de la Cité de *Montréal*," se rendent à la conférence, et étant de retour, la Chambre reprend ses délibérations.

*M. Stephens* fait rapport, que les membres se sont rendus à la conférence et ont communiqué aux membres nommés par le Conseil Législatif la raison pour laquelle cette Chambre n'adoptait pas le dit amendement.

*Résolu*, Que la raison donnée par cette Chambre pour ne pas concourir dans l'amendement fait par le Conseil Législatif à la clause 11 du Bill intitulé : "Acte amendant la charte de la Cité de *Montréal*," soit retirée et remplacée par la suivante : "parce que cet amendement pourrait occasionner des infractions à la loi des licences."

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif à la clause 11 du Bill intitulé : "Acte pour amender la charte de la cité de *Montréal*."

*Ordonné*, Que le dit amendement soit amendé en retranchant les mots : "jusqu'à midi."

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement auquel elle demande leur concours.

*M. l'Orateur* informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte relatif aux Asiles d'Aliénés dans la province de *Québec*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte relatif aux Asiles d'Aliénés dans la Province de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 10, après le mot "propriétaires" insérer le mot "respectifs."

Même clause, ligne 13, après le mot "*Beauport*" insérer les mots "sujet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil."

Effacer les deux dernières lignes de la clause 2.

Clause 3, effacer tous les mots de la première ligne et le premier mot de la seconde ligne.

Page 2, après le mot "médical" dans la première ligne insérer les mots "sujet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil."

Même page, lignes 9 et 10, effacer les mots suivants " pour la discipline intérieure et le bon fonctionnement de l'Asile " les remplacer par les mots suivants : " et approuvés comme susdit par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Après le mot " médical " à la 16ième ligne de la page 2, ajouter les mots : " tel que réglé ci-dessus."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure des dits amendements soit remise à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

#### *Huit heures P. M.*

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte concernant la construction du Palais de Justice de *Québec*, 45 *Victoria*, chapitre 26 étant lu ; et la question étant proposée que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Robert Trudel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Champlain*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Trudel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

M. *Rinfret dit Malouin* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*, Que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale : " Et qu'il soit résolu que cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de percevoir la créance due au fonds d'emprunt municipal par la Cité de *Sherbrooke*, afin de se mettre en état de faire face aux dépenses, ait de nouveau recours à l'expédient des emprunts et impose encore une taxe directe sur les habitants de ce district, en sus des \$150,000 qu'il a déjà imposées pour la construction du Palais de Justice de *Québec*.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est en conséquence lu la seconde fois ; et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendant l'Acte concernant la construction du Palais de Justice de Québec, 47 Victoria, chapitre 26."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant les Officiers en Loi de la Couronne, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Demers propose en amendement à la motion, secondé par M. Bernard,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots : " cette Chambre ne croit pas devoir rétablir l'office de Solliciteur-Général qui a été aboli par cette Législature, en 1882, suivant le désir unanime de ses Membres ;

Que, tout en admettant, avec le Gouvernement, la nécessité d'abolir le Ministère des chemins de fer, devenu inutile, cette Chambre n'est pas prête à le remplacer par un autre dont l'utilité n'est pas démontrée ;

Que cette Chambre est d'opinion qu'il serait juste de profiter de la circonstance pour remplacer le Ministère des chemins de fer par un Ministère spécial d'agriculture et de colonisation, lequel, confié à un homme pratique, pourrait promouvoir les intérêts de l'agriculture et de la colonisation, du succès desquelles dépend à un si haut degré la prospérité du pays," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beauchamp,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,

Demers,  
Gagnon,  
Lemieux,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Richard,  
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,  
Shehyn et  
Stephens.—15

CONTRE :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Désaulniers,

Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Faucher de Saint-  
Maurice.  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lapointe,

Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Nantel,

Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Robertson,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Taillon,  
Trudel et  
Turcotte.—37.

Ainsi il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Nantel fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 32 *Victoria*, chap. 3, concernant l'indépendance de la Législature, et pour étendre au Conseil Législatif les dispositions de l'acte 47 *Victoria*, chap. 2 ;

Et la question étant mise aux voix,—que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR :

##### Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Saint-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel.—38.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	

#### CONTRE :

##### Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Whyte.—15.</i>
<i>Demers,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>	

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Faucher de Saint-Maurice fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender l'acte 32 *Victoria*, chap. 3, concernant l'indépendance de la Législature, et pour étendre au Conseil Législatif les dispositions de l'acte 47 *Victoria*, chap. 2 ” ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits, en Comité de toute la Chambre, au Bill pour amender le chapitre 15 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, aussi l'acte 31 *Victoria*, chap. 22, et l'acte 40 *Victoria*, chap. 22, étant des actes concernant l'Instruction Publique en cette Province, et les amendements sont lus deux fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender les lois concernant l'Instruction publique en cette Province, ” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte relatif aux Asiles d'Aliénés subventionnés par la province de *Québec*. ”

Et la question étant de nouveau mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée, mardi dernier, du Comité des Subsidés.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution.

M. Gagnon propose comme amendement à la motion, secondé par M. Bernard, que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soit remplacés par les mots suivants : “ il soit

Résolu, Que cette Chambre regrette que les montants qui ont déjà été dépensés, pour l'encouragement de l'immigration européenne, n'aient pas donné de résultats plus satisfaisants, lesquels résultats n'ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées ; et à moins que le Gouvernement, par ces moyens, ne parvienne à retenir plus d'immigrants dans la Province, cette Chambre est d'opinion, qu'à l'avenir, un montant aussi considérable ne soit pas continué.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Boyer,  
Demers,*

*Gagnon,  
Lemieux,  
Marchand,  
McShane,*

*Mercier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robertson,*

*Shehyn,  
Turcotte et  
Whyte.—14.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Désaulniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Faucher de Saint-  
Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lapointe,*

*Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marion,  
Martin,  
Martel,  
Nantel,  
Picard,*

*Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Stephens,  
Taillon et  
Trudel.—37.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a agréé l'amendement fait par cette Chambre à leur amendement à la clause 11 du Bill intitulé : " Acte amendant la Charte de la Cité de Montréal."

Aussi, le Conseil Législatif, informe l'Assemblée Législative qu'il a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 8, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile " avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 47 *Victoria*, chapitre 8, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne quatre, après le mot "*Beauce*" retrancher le mot " et."

Même clause, même ligne, après le mot "*Rimouski*" ajouter les mots " et de *Terrebonne*."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'indemnité des commissaires des enquêtes nommés en vertu de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 3.

L'Honorable M. *Robertson* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.



*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.  
La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que les commissions nommées en vertu de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 3, ont terminé leurs enquêtes et soumis leurs rapports ; et attendu que la section 5 du dit acte décrète qu'une indemnité sera allouée aux Commissaires et qu'il est à propos de fixer la dite indemnité ; Qu'il soit :

*Résolu*, 1. L'indemnité qui sera payée à chacun des Commissaires sur les commissions ci-dessus mentionnées est, par les présentes, fixée à la somme de dix piastres par jour, pour chaque jour de service en rapport avec la commission dont il fait partie, avec une allocation de cinq piastres par jour, pour dépenses d'hôtel ; lesquelles sommes le trésorier de la Province est autorisé à payer, sur le certificat de l'Orateur de l'Assemblée Législative.

*Résolu*, 2. Dans les différents paiements qui seront faits, en vertu de la résolution précédente, il sera tenu compte des sommes déjà payées par le Trésorier, en vertu de l'acte cité plus haut.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Deschênes fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Deschênes fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que les commissions nommées en vertu de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 3, ont terminé leurs enquêtes et soumis leurs rapports ; et attendu que la section 5 du dit acte décrète qu'une indemnité sera allouée aux commissaires et qu'il est à propos de fixer la dite indemnité ; Qu'il soit :

*Résolu*, 1. L'indemnité qui sera payée à chacun des Commissaires sur les commissions ci-dessus mentionnée, est, par les présentes, fixée à la somme de dix piastres par jour, pour chaque jour de service en rapport avec la commission dont il fait partie, avec une allocation de cinq piastres par jour, pour dépenses d'hôtel ; lesquelles sommes le trésorier de la Province est autorisé à payer, sur le certificat de l'Orateur de l'Assemblée Législative.

*Résolu*, 2. Dans les différents paiements qui seront faits, en vertu de la résolution précédente, il sera tenu compte des sommes déjà payées par le Trésorier, en vertu de l'acte cité plus haut.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise : et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'Honorable M. Mercier propose comme amendement, secondé par M. Gagnon, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre regrette que le Gouvernement ne semble pas vouloir donner effet, durant la présente session, aux

conclusions du rapport du Comité de l'agriculture, recommandant de favoriser l'établissement d'une féculerie et d'une glucoserie à *Carleton* dans le Comté de *Bonaventure* ; cette industrie étant une des industries agricoles qui sont particulières à ce Comté, et devant compenser les avantages que le Gouvernement a procurés à d'autres parties de la Province, en leur accordant des subventions considérables pour favoriser l'établissement des manufactures de sucre de betteraves, ainsi que des beurreries et des fromageries.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Boyer,*  
*Demers,*

*Gagnon,*  
*Lapointe,*  
*Lemieux,*  
*Marchand,*

*Martin,*  
*McShane,*  
*Mercier,*  
*Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,*  
*Shehyn et*  
*Whyte.—15.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beaubien,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Caron,*  
*Casavant,*

*Désaulniers,*  
*Deschênes,*  
*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Faucher de Saint-*  
*Maurice.*  
*Flynn,*  
*Frégeau,*  
*Garneau,*

*Gauthier,*  
*Leduc,*  
*Lynch,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Nantel,*  
*Picard,*  
*Poulin,*

*Poupore,*  
*Richard,*  
*Robertson,*  
*Spencer,*  
*St-Hilaire,*  
*Taillon,*  
*Trudel et*  
*Turcotte.—36.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quinze piastres et trente centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale re Construction de l'hôtel du Parlement et l'élection *Jacques-Cartier* ; balance due aux Commissaires pour leur indemnité, dépenses et comptes d'impression ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, (S. R. B. C., chapitre 110, section 7) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quinze piastres et trente centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale re Construction de l'hôtel du Parlement et l'élection Jacques-Cartier ; balance due aux Commissaires pour leur indemnité, dépenses et comptes d'impression ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, (S. R. B. C., chapitre 110, section 7) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, et la question étant mise aux voix séparément, — Que cette Chambre concoure avec le Comité dans chacune des dites résolutions ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

M. Desjardins informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de cent vingt-et-un mille trois cent soixante et sept piastres et quatre-vingt-dix huit centins (\$121,367.98), pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions quatre-vingt-trois mille cent trente-neuf piastres et deux centins (\$2,083,139.02), pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-six, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordée à Sa Majesté, la somme de cent vingt-et-un mille trois cent soixante et sept piastres et quatre-vingt-dix huit centins, (\$121,367.98) pour les dépenses de l'année financière

courante, expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions quatre-vingt-trois mille cent trente-neuf piastres et deux centins, (\$2,083,139.02) pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-six, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues la deuxième fois, sont adoptées.

M. *Desjardins* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 9 Mai, 1885.

*Ordonné*, Que l'Honorable Trésorier *Robertson* ait la permission de présenter un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1885 et le 30 juin 1886, et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elle s'y rapportent.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

X L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill concernant l'indemnité sessionnelle des Conseillers Législatifs et des députés de l'Assemblée Législative, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—31.</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—11.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

*Ordonné,* Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu,* Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bergevin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième.

*Résolu,* Que le Bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender les lois concernant la tenue de la Cour Supérieure est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le Bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la considération du Bill pour amender certains articles du Code Municipal, tel qu'amendé en Comité de toute la Chambre.

L'amendement insérant la clause 9 est rejeté et les autres amendements sont adoptés.

M. *Gagnon* propose, secondé par M. *Whyte*,—Que la clause 20 soit retranchée; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné,* Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le Bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération les amendements faits, en Comité de toute la Chambre, au Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chap. 13, intitulé : "Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil," et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la prise en considération des amendements faits en Comité de toute la Chambre au Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 32, (Code du Notariat), étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Bill, tel qu'amendé en Comité général, soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte 40 *Victoria*, chapitre 29, intitulé : "Acte des clauses générales des corporations de ville" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender le chapitre 94 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les cours des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Dorais* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les charges de shérif, protonotaire de la cour supérieure et régistreur en cette Province, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de Notaire ;

Et la question étant mise aux voix, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour empêcher les régistrateurs, leurs député, leurs commis et assistants de passer et exécuter,

moyennant paiement, aucun acte sous seing privé qui doit être enregistré dans leurs bureaux ;

Et la question étant mise aux voix ;—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Le Bill pour ajouter à l'Acte concernant les Sociétés, chapitre 65 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois.

L'Honorable M. Mercier propose, secondé par M. Gagnon,—Que, vu l'urgence, ce Bill soit renvoyé immédiatement en Comité général et qu'il passe par toutes ses phases.

Et objection étant faite par M. Deschênes que cette motion n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur décide comme suit :

“ La règle générale, c'est qu'un Bill ne peut pas traverser plus d'une phase à la même séance ; mais la règle 43 pourvoit à ce que, dans un cas urgent ou extraordinaire, un Bill puisse subir deux ou trois lectures ou traverser plusieurs phases le même jour. La raison pour laquelle il est exigé un délai à chaque phase de la procédure, c'est de donner toute opportunité possible de faire objection, ou de discuter les Bills qui seraient de nature à affecter les intérêts du pays ou le bien-être du peuple, et que ces Bills ne soient passés qu'après mure délibération. Il faut donc agir avec précaution pour se départir de la règle ordinaire. Lorsqu'on allègue l'urgence, c'est à la Chambre, et non pas à l'Orateur, à décider s'il y a des raisons qui justifient la dérogation à la pratique ordinaire pour permettre de passer promptement des Bills autres, cependant, que des Bills d'argent. Ceci ne se fait pas par permission tacite, mais par un vote de la Chambre. L'Orateur doit protéger la minorité contre les irrégularités et contre l'usage arbitraire de la force, de la part de la majorité, en faisant rigoureusement observer les règlements de la Chambre ; mais quand les raisons d'urgence ou une circonstance pressante sont alléguées et sont ostensibles, l'Orateur doit soumettre à la Chambre la décision de la question d'urgence. (*Bourino*, page 559. *Cushing, Legislative Law and Practice*, numéro 2,123. *May*, page 599. *Laperrière*, numéros 40, 139 et 140. *Brand's Decisions*, page 14. Débats de la Chambre des Communes du Canada, 1878, page 2006.)

“ Dans le cas présent, le Bill qui nous occupe est un Bill important, et dont la passation serait dans l'intérêt de la société ; et comme la session finira demain, il y a certainement urgence que ce Bill traverse toutes les phases de la procédure à cette séance. Je déclare donc que la motion est faite à propos et qu'elle est dans l'ordre. J'écarte l'objection et je procède à mettre aux voix la question d'urgence.”

Et la question d'urgence étant soumise à la Chambre, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Bernatchez,  
Blanchet,  
Boyer,  
Brousseau,  
Demers,

Désaulniers,  
Desjardins,  
Faucher de Saint-  
Maurice,  
Frégeau,  
Gagnon,  
Leduc,  
Lemieux,

Lynch,  
Marchand,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mercier,  
Nantel,

Rinfret dit Malouin,  
Robertson,  
Robidoux,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Taillon et  
Trudel.—30.

## CONTRE :

## Messieurs

*Beauchamp,  
Bergevin,*

*Caron,  
Casavant,*

*Deschênes,  
Lapointe et*

*Poulin.—7.*

Ainsi la question d'urgence est déclarée affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et l'Honorable M. Marchand fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et le titre soit : " Acte pour ajouter certaines dispositions à l'acte concernant les Sociétés, étant le chapitre 65 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill aux Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte 38 *Victoria*, chapitre 34, pour mieux régulariser les inhumations, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois.

M. Nantel propose, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice, — Que, vu l'urgence, il soit renvoyé à un comité de toute la Chambre, et qu'il passe par toutes ses phases.

Et objection étant faite qu'il n'y a pas urgence, et que le Bill n'étant pas sur l'Ordre du Jour comme imprimé dans les langues française et anglaise, la Chambre ne peut pas le prendre en considération.

M. l'Orateur déclare que le Bill a été imprimé et distribué dans les deux langues et décide que la règle 93, tout en faisant une obligation que les bills soient imprimés dans les deux langues, avant la deuxième lecture, ne requiert pas que le feuillet des Ordres en fasse mention (*Bourinot* page 529), et que c'est à la Chambre à décider la question d'urgence.

Et la question d'urgence étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Martel fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée, — Que ce Bill, tel qu'amendé, soit maintenant pris en considération.

M. Marion propose comme amendement, secondé par M. Casavant, — Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher la 3ème clause."

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont alors lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.



*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*,—Le Gouvernement espère-t-il pouvoir, avant la prorogation, finir de considérer la question de contribuer pour un certain montant à la construction d'une cour de Circuit dans le comté de *Kamouraska* ?

Réponse par M. *Taillon*,—Ce n'est pas probable.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Un modèle en bois du Palais Législatif de *Québec* a été fait par ordre du ministère, il y a quelques années ;

Où ce modèle est-il maintenant ?

Dans le cas où il aurait été conservé, le Gouvernement a-t-il l'intention de le déposer dans un lieu convenable, au Palais Législatif ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Un modèle en bois du Palais Législatif et de l'édifice des départements a été fait il y a quelques années.

Ce modèle est au département des travaux publics.

Quand tout l'édifice sera terminé et que le modèle aura été modifié pour en faire une représentation exacte, le Gouvernement avisera où il doit être placé.

Sur motion de M. *Asselin*, secondé par M. *Nantel*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la requête présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par A. *Charlebois*, contracteur, demandant à être remboursé des pertes que lui a causées l'explosion de dynamite, arrivée le 11 Octobre dernier, au Palais Législatif de *Québec*.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'Honorable *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,

*Résolu*, Que, lorsque la Chambre s'ajournera ce matin, elle s'ajourne à midi de ce jour.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le Quatrième rapport du Comité permanent des Comptes publics.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Samedi, 9 Mai 1885.

Midi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative qu'il a agréé les amendements faits par cette Chambre au Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics, " sans amendement.

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1885, et le 30 juin 1886, et pour d'autres fins du service public. "

Bill intitulé : " Acte autorisant la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de demoiselle *Catherine Poitras* en faveur des enfants de *Ludger Plessis Bélair et al.* "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 22, et intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile, tel qu'amendé par la section 9 de l'acte 34 *Victoria*, chapitre 4, et la section 3 de l'acte 35 *Victoria*, chapitre 6, et la section 9 de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8, ainsi que l'article 68 du Code de Procédure Civile. "

Bill intitulé : " Acte relatif aux biens en déshérence et aux biens confisqués au profit de la Couronne. "

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi des jurés et jurys. "

Bill intitulé : " Acte pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la cession de biens. "

Bill intitulé : " Acte pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession, quand l'autre double a été détruit par incendie ou autrement. "

Bill intitulé : " Acte pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne. "

Bill intitulé : " Acte pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile. "

Bill intitulé : " Acte amendant la loi des licences de *Québec* de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosives. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant la construction du Palais de Justice de *Québec*, (45 *Victoria*, chapitre 26). "

Bill intitulé : " Acte concernant les officiers en loi de la Couronne. "

Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant la tenue de la Cour Supérieure. "

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le Cercle National Français de *Montréal*. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 32 *Victoria*, chapitre 3, concernant l'indépendance de la Législature, et étendre au Conseil Législatif les dispositions de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 2. "

Et Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique en cette Province. "

M. l'Orateur met devant la Chambre le Premier rapport du Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les règles de cette Chambre, lequel est comme suit :

Que cette Chambre, éprouvant le besoin d'une revision de ses règles et formes de procédure, aurait prié M. l'Orateur, à la fin de la dernière session, de les examiner pendant la vacance et de recommander, à cette session, les amendements qu'ils croirait désirables.

Que M. l'Orateur a fait cet examen et a soumis à la considération de votre Comité le résultat de son étude, sous la forme d'un projet de règlement.

Que votre Comité a soigneusement examiné ce projet et y a fait des amendements.

Qu'il soumet maintenant ce projet, tel qu'amendé, à Votre Honorable Chambre et en recommande l'adoption.

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Lynch,—

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour examiner le rapport du Comité spécial chargé d'aider M. l'Orateur à reviser les règles et règlements pour la direction des affaires de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit Comité ; et après quelque temps, M. Faucher de Saint-Maurice fait rapport que le Comité a adopté le projet de la révision des règles et règlements et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Faucher de Saint-Maurice rapporte en conséquence les règles, ordres et formes de procédure de l'Assemblée Législative de Québec, lesquels sont lus comme suit :

#### 1—GOUVERNE DE LA CHAMBRE

1. L'heure ordinaire de la réunion de la Chambre est trois heures de l'après-midi, chaque jour de séance. Si, à cette heure, il n'y a pas quorum, l'Orateur prend le fauteuil et ajourne. Lorsque la Chambre s'ajourne le vendredi, elle reste ajournée jusqu'au lundi suivant, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné.

2. Si, à six heures du soir, les affaires du jour ne sont pas terminées, l'Orateur quitte le fauteuil jusqu'à sept heures et demie.

3. Lorsque la Chambre s'ajourne, les députés restent à leurs sièges jusqu'à ce que l'Orateur ait quitté le fauteuil.

[Par les 48<sup>e</sup> et 87<sup>e</sup> sections du statut impérial, 30 Victoria, chapitre 3, l'"Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," il est décrété que la présence d'au moins vingt députés, y compris l'Orateur, est nécessaire pour constituer une assemblée de la Chambre dans l'exercice de ses pouvoirs.]

4. Lorsque l'Orateur ajourne la Chambre faute de quorum, l'heure de l'ajournement et les noms des députés alors présents sont inscrits au journal.

5. Lorsque le sergent d'armes annonce l'huissier à la verge noire, l'Orateur prend le fauteuil, qu'il y ait quorum ou non.

6. Tout étranger admis aux séances de la Chambre qui trouble l'ordre ou qui ne se retire pas lorsqu'il est ordonné aux étrangers de se retirer, est mis sous la garde du sergent d'armes; et nulle personne ainsi arrêtée ne peut être libérée sans un ordre spécial de la Chambre.

7. Lorsqu'un député signale qu'il y a des étrangers dans la salle des séances, l'Orateur ou le président d'un comité général, suivant le cas, sans permettre aucun débat, ordonne aux étrangers de se retirer.

8. L'Orateur maintient l'ordre et le décorum et décide les questions d'ordre, sauf appel à la Chambre. En se prononçant sur un point d'ordre ou de pratique, il indique la règle ou l'autorité qui s'applique au point en question.

9. L'Orateur ne prend part à aucun débat de la Chambre. S'il y a égalité de votes, il donne son vote prépondérant et les raisons qu'il allègue sont inscrites au Journal.

## II—RÈGLE DES DÉBATS

10. Tout député qui désire prendre la parole doit le faire de son siège et s'adresser, debout et découvert, à l'Orateur.

11. Lorsque plusieurs députés se lèvent pour prendre la parole, l'Orateur l'accorde à celui qui s'est levé le premier à son siège ; mais si l'Orateur déclare qu'ils se sont levés ensemble, motion peut être faite que tel député qui s'est levé *soit maintenant entendu ou qu'il ait maintenant la parole.*

12. Lorsqu'un député est rappelé à l'ordre, il doit s'asseoir ; mais il peut ensuite s'expliquer. S'il y a appel, la Chambre décide la question, sans débat. S'il n'y a pas appel, la décision de l'Orateur est définitive.

13. Un député ne doit pas parler d'une manière irrespectueuse de Sa Majesté, d'un membre de la famille royale, du Gouverneur ou de la personne administrant les affaires du Canada, du Lieutenant-Gouverneur ou de la personne administrant les affaires de la province de Québec. Il ne doit pas non plus faire usage de paroles offensantes pour l'une ou l'autre des deux Chambres, ni pour aucun de leurs membres et ne doit pas sortir de la question en discussion. Un député ne doit pas critiquer un vote de la Chambre, excepté pour en proposer la rescision.

14. Un député peut exiger en tout temps que la question en discussion lui soit lue, mais non de manière à interrompre celui qui a la parole.

15. Un député ne peut pas parler deux fois sur la même question, excepté pour expliquer une partie essentielle de son discours, au sujet de laquelle ses paroles ont pu être mal comprises : dans ce cas il ne doit rien introduire de nouveau dans la discussion. Un député qui a proposé une motion principale a droit à la réplique, mais ce droit n'appartient pas à celui qui a proposé un ordre du jour, un amendement, la question préalable ou une instruction à un comité.

## III—CONDUITE DES DÉPUTÉS

16. Un député n'a pas le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, et le vote d'un député ainsi intéressé sera annulé.

17. Lorsque l'Orateur met une question aux voix, aucun député ne doit sortir, traverser la Chambre, faire du bruit ni quoi que ce soit qui puisse troubler l'ordre. Lorsqu'un député parle, nul autre ne doit l'interrompre, excepté pour le rappeler à l'ordre, ni passer entre lui et le fauteuil. Un député ne doit pas passer entre le fauteuil et le bureau ni entre l'Orateur et la masse, lorsque celle-ci a été enlevée du bureau par le sergent d'armes.

18. Les députés sont obligés d'assister aux séances de la Chambre, à moins qu'un permis d'absence ne leur soit accordé par la Chambre.

## IV--AFFAIRES DE LA CHAMBRE

1. *Affaires de routine*

19. La routine journalière des affaires est comme suit :—

Présentation de pétitions ;  
Lecture et réception de pétitions ;  
Présentation de rapports par les comités permanents et spéciaux ;  
Motions.

2. *Ordre des affaires du jour*

L'ordre dans lequel la Chambre procède, jour par jour, à la prise en considération des affaires, après celles de routine ci-dessus mentionnées, est comme suit :

## LUNDI

Bills privés ;  
Interpellations ;  
Avis de motions ;  
Bills et ordres publics ;  
Avis de motions du gouvernement ;  
Mesures du gouvernement.

## MARDI

Avis de motions du gouvernement ;  
Mesures du gouvernement ;  
Bills et ordres publics ;  
Interpellations ;  
Autres avis de motions ;  
(Pendant la première heure après 7½ heures)  
Bills privés.

## MERCREDI

Interpellations ;  
Avis de motions ;  
Bills et ordres publics ;  
Avis de motions du gouvernement ;  
Mesures du gouvernement ;  
(Pendant la première heure après 7½ heures)  
Bills privés.

## JEUDI

Interpellations ;  
Avis de motions ;  
Bills et ordres publics ;  
Avis de motions du gouvernement ;  
Mesures du gouvernement.  
(Pendant la première heure après 7½ heures)  
Bills privés ;

## VENDREDI

Avis de motions du gouvernement ;  
Mesures du gouvernement ;  
Bills et ordres publics ;  
Interpellations ;  
Autres avis de motions ;  
(Pendant la première heure après 7½ heures)  
Bills privés.

### 3. *Disposition des affaires du jour*

20. Les ordres du jour pour la troisième lecture des bills ont priorité sur tous les autres ordres relatifs aux bills de la même catégorie.

21. Les bills dont il est fait rapport par les comités généraux, avec amendements, sont inscrits au feuillet des ordres pour que la Chambre en délibère après les troisième lectures.

22. Les bills dont il est fait rapport après deuxième lecture par un comité permanent ou spécial sont inscrits au feuillet des ordres pour la séance qui suit la réception du rapport, pour être examinés en comité général, suivant l'ordre de la réception du rapport, après les bills amendés par des comités généraux.

§ 2. Ensuite les bills renvoyés par ordre de la Chambre au comité général sont inscrits au feuillet des ordres pour la séance suivante, suivant l'ordre du renvoi.

23. Les amendements faits par le Conseil Législatif aux bills de l'Assemblée Législative sont inscrits au feuillet des ordres, après les bills dont la Chambre a ordonné le renvoi à un comité général.

§ 2. Ensuite, les bills, dont la deuxième lecture est ordonnée, sont inscrits au feuillet des ordres.

§ 3. Lorsque le débat est ajourné sur une question ne se rattachant pas à la procédure sur un bill, cette question devient ordre du jour et est inscrite au feuillet des ordres, après les ordres pour deuxième lecture.

24. Les articles inscrits au feuillet des affaires du jour sont appelés dans l'ordre qu'ils y occupent.

25. Les interpellations, les avis de motions et les ordres qui ne sont pas pris en considération lorsqu'ils sont appelés, sont ajournés, et doivent être inscrits au feuillet des affaires de la séance suivante, après ceux de même nature, rendus à la même phase.

26. Les articles qui n'ont pas été pris en considération lors de l'ajournement sont remis à la séance suivante, sans motion à cet effet.

27. Le lundi, la question en discussion à six heures est reprise après la suspension de la séance ; les autres jours, la question en discussion à six heures n'est reprise qu'après les délibérations sur les bills privés.

§ 2. A six heures du soir, lorsque la Chambre siège en comité général, l'Orateur prend le fauteuil et après la suspension le comité reprend ses délibérations ; mais lorsque c'est un jour où une heure est consacrée aux bills privés après la suspension, le comité ne se reforme qu'après les délibérations sur les bills privés. Cependant, si le comité ne peut pas siéger après la suspension, ou s'il a été convenu d'un ajournement à six heures, le président fait rapport de progrès.

28. Une motion pour passer aux ordres du jour interrompt le débat sur la question en discussion.

### 4. *Interpellations*

29. Il peut être fait des interpellations aux ministres au sujet de toute affaire publique, et à d'autres députés au sujet de tout bill, motion ou autre matière publique se rattachant aux affaires de la Chambre dans lesquels ces députés peuvent être intéressés ; mais en faisant une interpellation, il ne faut ni argumenter, ni exprimer une opinion, ni énoncer un fait, excepté en tant que cela est nécessaire pour expliquer cette interpellation. En répondant à une interpellation de cette nature, on n'en doit pas discuter le mérite.

2. Les interpellations et les réponses sont faites par écrit et consignées dans le journal.

#### 5. *Motions et Questions*

30. Une motion d'ajournement est toujours dans l'ordre ; mais une autre motion au même effet ne peut être faite qu'après une procédure intermédiaire.

31. Avis de deux jours est donné d'une motion pour permission de présenter un bill, une résolution ou une adresse, pour la nomination d'un comité, ou pour une interpellation ; mais cette règle ne s'applique pas aux bills publics après leur présentation, ni aux bills privés, ni aux motions pour prolonger l'ajournement de la Chambre. Cet avis doit être déposé sur le bureau avant six heures. Il est imprimé à la suite du procès-verbal du jour.

32. Toute motion peut être faite, du consentement unanime de la Chambre, sans avis préalable.

33. Les motions doivent être écrites et appuyées avant d'être proposées par l'Orateur ou discutées. Lorsqu'une motion est appuyée, elle est lue en français et en anglais par l'Orateur, si l'usage des deux langues lui est familier ; si non, l'Orateur la lit dans une langue et la fait lire dans l'autre par le Greffier, avant que la Chambre la discute.

34. Un député qui a fait une motion peut la retirer avec la permission unanime de la Chambre.

35. La question préalable, tant qu'elle n'est pas décidée, exclut tout amendement à la question principale et doit être conçue dans les termes suivants : *Que cette question soit maintenant mise aux voix*. Si elle est résolue dans l'affirmative, la question principale doit être aussitôt mise aux voix, sans discussion ni amendement.

36. Une motion pour renvoyer un bill ou une question à un comité exclut tout amendement à ce bill ou à cette question jusqu'à ce qu'elle soit décidée.

37. Lorsque l'Orateur est d'opinion qu'une motion présentée à la Chambre est contraire aux règles et aux privilèges parlementaires, il en informe la Chambre immédiatement, avant de mettre la question aux voix et cite la règle ou l'autorité applicable au cas.

#### 6. *Privilèges*

38. Chaque fois qu'il s'élève une question de privilège, elle est immédiatement prise en considération.

#### 7. *Procédure relative aux bills*

39. Un bill est présenté sur motion demandant la permission de le faire et énonçant le titre du bill ; ou sur motion demandant la formation d'un comité pour le préparer et le présenter.

40. Un bill ne peut pas être présenté en blanc ni dans une forme incomplète.

41. Un bill demandant la construction de travaux publics, ou l'octroi d'une somme de deniers, ou pourvoyant à un objet nécessitant un crédit permanent ou l'imposition d'une charge permanente sur le peuple, ou à la remise, par décharge ou composition, d'une somme de deniers due à la couronne, ou à la concession

d'une propriété de la Couronne, ou autorisant un emprunt sur le crédit de la province, ne peut être présenté tant que la proposition qu'il comporte n'a pas été préalablement examinée en comité général et acceptée par la Chambre.

§ 2. Les bills dans lesquels l'application d'une somme de deniers peut être incidemment nécessaire sont présentés avec les clauses relatives aux deniers imprimées en italiques. Ces clauses sont examinées en comité général sous forme de résolutions; si elles sont acceptées par la Chambre, elles sont renvoyées au comité général saisi du bill.

42. Quand un bill est présenté par un député conformément à un ordre de la Chambre, ou est apporté du Conseil Législatif, la question : *Que ce bill soit maintenant lu une première fois* est décidée sans discussion ni amendement.

43. Un bill subit trois lectures à des jours différents, avant d'être passé; mais dans les circonstances urgentes ou extraordinaires, un bill peut en un seul jour subir deux ou trois lectures, ou avancer de deux phases ou plus.

44. Lorsqu'un bill subit une lecture, le greffier la certifie sur l'endos avec la date. Lorsqu'il est passé, il certifie au bas la passation ainsi que la date.

45. Un bill public est lu deux fois avant d'être renvoyé à un comité ou amendé.

46. Le comité général, en procédant à l'examen d'un bill, suspend d'abord la prise en considération du préambule, examine les clauses suivant leur ordre, et termine par le préambule et le titre.

47. Le président fait à la Chambre, qui le reçoit immédiatement, rapport de tous les amendements faits en comité général. Le rapport fait, le bill peut être discuté et amendé avant que la troisième lecture n'en soit ordonnée. Mais quand il est fait rapport d'un bill sans amendement, la troisième lecture en est ordonnée de suite et fixée au temps que désigne la Chambre.

48. Le greffier en loi est tenu de reviser les bills publics après leur première lecture et de certifier qu'ils sont corrects; à chaque phase subséquente, s'ils sont amendés, il en est également responsable. Il doit préparer un sommaire de chaque bill public avant sa deuxième lecture.

### 8. Bills Privés

49. Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

§ 2. Une motion pour dérogation ou modification générale de cette règle, pour la session, ne peut être prise en considération qu'après avoir été renvoyée, à une séance précédente, au comité des ordres permanents et aux comités permanents chargés de l'examen des bills privés, à moins que recommandation à cet effet n'ait été préalablement faite par deux ou plus de ces comités.

50. Le Greffier doit durant toute vacance de la législature faire publier dans la *Gazette Officielle de Québec* les règles suivantes concernant les avis de demandes de bills privés, et, immédiatement après l'émission de la proclamation convoquant la législature pour l'expédition des affaires, faire publier dans cette gazette, jusqu'à l'ouverture de la législature, la date de l'expiration du temps fixé pour la réception des pétitions pour bills privés, conformément à la règle



précédente. Le greffier doit aussi annoncer, par avis affiché dans les salles de comités et le couloir, le premier jour de chaque session, les époques fixées pour recevoir les pétitions pour bills privés, les bills privés et les rapports sur ces bills.

51. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passeur; soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

§ 2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

§ 3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires, et l'intention de construire ou non un pont-levis et les dimensions de ce pont-levis.

53. Lorsque des pétitions pour bills privés sont reçues, elles sont examinées (sans renvoi spécial) par le comité des ordres permanents, qui doit faire rapport dans chaque cas si les règles concernant l'avis ont été observées. Chaque fois que l'avis sera trouvé insuffisant, soit quant à l'ensemble de la pétition, soit quant à certaines choses contenues dans la pétition qui auraient dû être mentionnées d'une manière spéciale dans l'avis, il doit recommander à la Chambre la ligne de conduite à suivre en conséquence de cette insuffisance de l'avis.

54. Un bill privé venant du Conseil Législatif (qui n'est pas basé sur une pétition dont il a déjà été fait rapport par le comité des ordres permanents,) est, après sa première lecture, renvoyé à ce comité.

55. Une motion demandant la dérogation à quelques-unes des règles à l'égard

d'une pétition pour un bill privé ne peut être prise en considération avant que le comité des ordres permanents ait fait rapport au sujet de cette motion.

56. Un bill privé doit être précédé d'une pétition et présenté sur motion demandant la permission de le faire, après que le comité des ordres permanents a fait un rapport favorable sur la pétition.

57. Quand un bill pour confirmer des lettres patentes ou un contrat est présenté, une copie certifiée de ces lettres patentes ou de ce contrat doit être annexée au bill.

§ 2. Les bills pour incorporer des villes ou des compagnies à fonds social ou des compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires à l'*Acte des clauses générales des corporations de ville*, ou à l'*Acte des clauses générales des compagnies à fonds social*, ou à l'*Acte refondu des chemins de fer de Québec*, 1880, suivant le cas, mais doivent spécifier dans chaque cas particulier la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une nouvelle clause. La pétition doit alléguer des raisons spéciales pour motiver l'introduction de ces dispositions nouvelles.

§ 3. Les bills pour amender des statuts existants doivent être rédigés de manière à remplacer les clauses que l'on désire amender par de nouvelles clauses, en indiquant les amendements par des crochets.

§ 4. Un bill pour permettre l'admission à l'exercice des professions d'avocat, notaire, médecin, arpenteur, pharmacien ou dentiste doit contenir dans le préambule une déclaration constatant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil d'administration de la profession dans laquelle le pétitionnaire désire entrer.

§ 5. Les bills qui ne sont pas rédigés conformément à cette règle doivent être rédigés de nouveau par les promoteurs et réimprimés aux frais de ces derniers.

§ 6. Cette règle doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* avec l'avis concernant les bills privés.

§ 7. Le comité des ordres permanents doit constater et faire rapport si les bills sont sujets aux dispositions de la présente règle et, dans ce cas, si elle a été observée ; et les bills assujettis aux dispositions de cette règle ne peuvent être lus pour la première fois que lorsqu'ils y sont conformes.

58. Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du Greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et de 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

§ 2. Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

§ 3. Aucun honoraire n'est payable sur les bills venant du Conseil Législatif ; mais les frais d'impression ainsi que de correction et de révision des épreuves doivent être payés, s'il y a eu lieu.

59. Un bill privé est, après sa deuxième lecture, renvoyé au comité permanent chargé d'examiner les bills de sa catégorie : les bills concernant les chemins de fer, tramways, canaux, télégraphes, téléphones et compagnies

minières et manufacturières, au comité des chemins de fer, et les bills n'entrant pas dans ces catégories, au comité des bills privés. Les pétitions pour ou contre un bill sont renvoyées de droit au même comité que le bill.

60. Un comité auquel un bill privé de cette Chambre est renvoyé, ne peut procéder à l'examen de ce bill qu'après l'expiration de trois jours francs d'un avis affiché dans le couloir, annonçant quand ce comité doit siéger, et s'il s'agit d'un bill venant du Conseil Législatif, seulement après un jour franc de pareil avis.

§ 2. Le jour de l'affichage de l'avis, le Greffier fait insérer à la suite du procès-verbal de ce jour un avis de cet affichage.

§ 3. Un exemplaire du bill, contenant les amendements que les promoteurs se proposent de soumettre, doit être déposé au bureau des bills privés un jour franc avant que le comité n'examine le bill.

61. Les personnes dont les intérêts ou la propriété peuvent être affectés par un bill privé doivent, lorsqu'elles en sont requises, comparaître devant le comité permanent au sujet de leur consentement au bill, ou envoyer par écrit ce consentement, dont le comité peut exiger la preuve. Et le comité auquel est renvoyé un bill pour constituer une compagnie en corporation peut exiger la preuve que les personnes dont les noms figurent dans le bill comme formant la compagnie ont l'âge de majorité, sont en position d'atteindre l'objet en vue et ont consenti à être constituées en corporation.

62. Dans les comités chargés de l'examen des bills privés, les questions sont décidées à la majorité des votes, celui du président compris; s'il y a égalité de votes, le président a un deuxième vote, ou vote prépondérant.

63. Il est du devoir du comité auquel un bill privé est renvoyé d'attirer spécialement l'attention de la Chambre sur toute disposition du bill qui ne paraît pas conforme à l'avis tel qu'il en a été fait rapport par le comité des ordres permanents.

64. Le comité auquel un bill privé est renvoyé doit, dans tous les cas, en faire rapport à la Chambre; et lorsqu'une modification importante est faite au préambule, cette modification et les raisons qui l'ont motivée doivent être mentionnées dans le rapport.

65. Lorsque le comité auquel un bill privé a été renvoyé fait rapport que le préambule de ce bill n'est pas prouvé à sa satisfaction, il doit aussi exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie pour en venir à cette décision. Un bill dont il est ainsi fait rapport ne peut être inscrit au feuillet des ordres que sur un ordre spécial de la Chambre.

§ 2. Tout bill privé autrement rapporté à la Chambre par le comité est inscrit au feuillet des ordres pour la séance qui suit la réception du rapport, pour être examiné en comité général suivant l'ordre de présentation.

66. Le président du comité signe en toutes lettres un exemplaire imprimé du bill sur lequel les amendements sont lisiblement écrits; il signe aussi de ses initiales les différents amendements faits et les clauses ajoutées en comité. Un autre exemplaire du bill, sur lequel sont écrits les amendements, doit être préparé et certifié par le greffier du comité et annexé au rapport.

67. Aucun amendement important ne peut être proposé à un bill privé en comité général, ou à sa troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné préalablement un jour franc d'avis.

68. Quand un bill privé est rapporté du Conseil Législatif avec des amendements autres qu'à la forme, ces amendements, avant de subir leur deuxième lecture, sont renvoyés au comité permanent qui avait été saisi en premier lieu de ce bill.

69. Sauf dans le cas de nécessité urgente, aucune motion demandant la dérogation à quelques-unes des règles à l'égard d'un bill privé ne peut être faite à moins qu'il n'en ait été donné préalablement deux jours francs d'avis.

70. Il est tenu un registre, appelé *Registre des Bills Privés*, dans lequel sont inscrits par un employé chargé de ce travail par le Greffier, le nom, la qualité et le domicile des personnes qui demandent la passation de chaque bill privé, ou de leur agent, et toutes les délibérations sur chacun de ces bills, depuis la pétition jusqu'à sa passation. Les inscriptions doivent spécifier brièvement chaque procédure de la Chambre ou du comité auquel la pétition ou le bill a été renvoyé, et les jours fixés pour les séances de ces comités. Le public peut, chaque jour, pendant les heures de bureau, prendre communication de ce registre.

71. Le Greffier fait préparer chaque jour, par le greffier du comité auquel ils ont été renvoyés, des listes de toutes les pétitions relatives à des bills privés et de tous les bills privés qui doivent être examinés par le comité, avec indication de l'heure de la réunion et de la salle où le comité doit siéger. Le Greffier doit faire afficher ces listes dans le couloir.

72. Tout agent parlementaire conduisant des procédures devant l'Assemblée Législative est personnellement responsable envers la Chambre et envers l'Orateur de l'observance des règles, ordres et usages parlementaires et des règles prescrites par l'Orateur, ainsi que du paiement de tous les honoraires et frais. Aucune personne ne peut agir comme agent parlementaire avant d'avoir obtenu l'assentiment et l'autorisation expresse de l'Orateur.

73. Tout agent parlementaire qui viole sciemment les règles et usages parlementaires, ou les règles établies par l'Orateur, ou qui manque de propos délibéré à son devoir en conduisant des procédures devant la Chambre, est passible d'être interdit, d'une manière absolue ou temporaire, à la discrétion de l'Orateur mais à sa demande l'Orateur doit donner par écrit les raisons de cette interdiction.

### 9. Comités

74. Le Greffier fait afficher en un lieu apparent de la Chambre une liste des différents comités permanents et spéciaux nommés pendant la session.

75. Lorsque la Chambre se forme en comité général l'Orateur, avant de quitter le fauteuil, nomme un président qui maintient l'ordre. Les règles de la Chambre sont observées en comités général, en autant qu'elles sont applicables, excepté celle qui limite les débats et celle qui exige que les motions soient appuyées.

76. Les questions d'ordre qui s'élèvent en comité général sont décidées par le président, sauf appel à la Chambre ; mais le désordre dans un comité ne peut être censuré que par la Chambre lors de la réception du rapport à ce sujet.

77. Une motion pour que le président quitte le fauteuil est toujours dans l'ordre et a préséance sur toute autre motion.

78. Un comité spécial ne peut, sans la permission de la Chambre, se composer de plus de quinze membres, et le proposeur peut en soumettre les noms,

à moins que cinq députés ne s'y opposent. S'il y a opposition, la Chambre nomme le comité comme suit :—chaque député en nomme un, et ceux qui ont le plus grand nombre de voix composent le comité avec le proposeur. Mais un député qui se déclare ou se prononce contre le principe ou la substance d'un bill, d'une résolution ou des matières qui doivent être renvoyées à un comité, ne peut en faire partie.

79. La majorité des députés composant un comité en forme le quorum, à moins que la Chambre n'en ordonne autrement.

80. Les députés peuvent, de leurs sièges, produire les rapports des comités permanents et spéciaux, sans se rendre à la barre de la Chambre.

#### 10. *Témoins*

81. Le comptable de la Chambre est autorisé à payer, sur les fonds contingents, aux témoins assignés à comparaître devant tout comité permanent ou spécial de la Chambre, sur certificat ou ordre du président, une somme raisonnable par jour, pour le temps de leur comparution, et de plus une allocation pour leurs dépenses de voyage, à être fixées par l'Orateur. Mais un témoin ne peut être ainsi payé sans qu'au préalable il ait été remis au président du comité, par un des membres de ce comité, un certificat déclarant que le témoignage de la personne appelée à comparaître est, selon lui, important et essentiel. Un témoin résidant dans la capitale ne doit pas être payé pour sa comparution.

#### 11. *Divisions*

82. Lorsque l'appel des députés est fait pour une division, ils doivent se rendre à leurs sièges et le débat doit cesser.

83. Lors d'une division, les noms de ceux qui votent pour ou contre la question ne sont inscrits au journal que si demande en est faite par cinq députés.

#### 12. *Pétitions.*

84. Une pétition est présentée par un député, de son siège, et il est responsable envers la Chambre de tout ce qu'elle peut contenir d'impertinent ou d'inconvenant.

85. Un député qui présente une pétition doit y apposer son nom et se borner à mentionner les personnes au nom desquelles il la présente, le nombre des signataires et les principales allégations qu'elle renferme. Une pétition peut être écrite ou imprimée, mais la page qui contient les conclusions doit porter au moins trois signatures, s'il y a plus de deux pétitionnaires.

86. Une pétition pour l'octroi ou la dépense d'une somme de deniers publics, la composition avec un débiteur de la couronne ou la remise d'une taxe, ne peut être reçue, à moins qu'elle ne soit recommandée par le Lieutenant-Gouverneur.

§ 2. Toute pétition ne comportant pas d'infraction aux privilèges de la Chambre et qui, suivant les règles et la pratique, peut être reçue, est apportée au bureau de la Chambre deux jours après sa présentation, sur ordre de l'Orateur, qui ne peut permettre de débat au sujet de cette pétition. Mais la pétition peut être lue par le Greffier, s'il en est ainsi ordonné; et si elle contient une plainte de grief personnel et urgent, la matière qui en fait le sujet peut être de suite soumise à la discussion.

## V—SUBSIDES ET VOIES ET MOYENS

[Le statut impérial, 30 Victoria, chapitre 3 (*Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1867), sections 54 et 90, décrète qu'il ne sera pas loisible à la Chambre d'adopter ou de passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill comportant l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas au préalable été recommandé par un message du Lieutenant-Gouverneur pendant la session où ce vote, cette résolution, cette adresse ou ce bill est proposé.]

87. Les comités des subsides et des voies et moyens sont institués par motion, sans avis préalable, au commencement de la session, immédiatement après l'adoption de l'adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

88. Lorsqu'une motion est faite en Chambre pour une aide publique ou l'imposition d'une charge sur le public, la prise en considération et la discussion de cette motion n'ont pas lieu de suite, mais sont ajournées à tel jour subséquent que la Chambre fixe ; et alors la motion est renvoyée à un comité général avant qu'une résolution ou un vote de la Chambre ne soit adopté au sujet de la motion en question.

89. L'Assemblée Législative a seule l'initiative des aides et des subsides accordés à Sa Majesté par la Législature de *Québec* ; et tous les Bills pour accorder ces aides et subsides doivent originer dans cette Chambre, attendu qu'elle a le droit incontestable et exclusif d'indiquer, de limiter et d'assigner dans ces Bills les fins, les objets, les considérations, les limitations et les spécifications de ces octrois, qui ne peuvent être modifiés par le Conseil Législatif.

90. Afin d'accélérer les travaux de la Législature, la Chambre n'insiste pas sur le privilège qu'elle réclame et qu'elle exerce de rejeter les bills venant du Conseil Législatif pour la raison qu'ils imposent des amendes pécuniaires, ou de rejeter les amendements faits par le Conseil Législatif quand ils décrètent ou modifient les amendes pécuniaires dans les bills qui lui sont transmis par cette Chambre, pourvu que toutes les amendes imposées par ces bills n'aient pour but que de punir ou prévenir des infractions.

## VI—JOURNAL

91. Les votes et délibérations de la Chambre sont enregistrés par les Greffiers au bureau de la Chambre, et sont imprimés après avoir été revus par l'Orateur.

§ 2. Une copie du procès-verbal, certifiée par le Greffier, doit être remise chaque jour à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

§ 3. Le journal de la Chambre est la compilation des procès-verbaux et il est imprimé sous la direction du Greffier.

92. La Chambre consent à ce que le Conseil Législatif prenne connaissance de son journal, de la même manière que cette Chambre peut, suivant l'usage parlementaire, prendre connaissance du journal du Conseil Législatif.

## VII—IMPRESSIONS

93. Les bills sont imprimés et distribués en français et en anglais avant leur deuxième lecture. Les résolutions et les matières qui doivent être examinées par un comité général sont aussi imprimées et distribuées dans les deux langues avant d'être renvoyées à ce comité.

94. Une motion pour faire imprimer un document est, avant d'être mise aux voix, renvoyée au comité collectif des impressions, qui fait rapport de l'opportunité de l'impression.

#### VIII—RELATIONS ENTRE LES DEUX CHAMBRES

95. Un maître en chancellerie du Conseil Législatif est reçu en qualité de messenger du Conseil au bureau de la Chambre, où il remet les messages dont il est chargé.

96. Les messages de cette Chambre au Conseil Législatif peuvent lui être portés par un Député choisi par l'Orateur.

97. Un des Greffiers de l'une ou de l'autre Chambre peut aussi être le porteur de messages de l'une à l'autre, et les messages ainsi transmis sont reçus à la barre par l'un des Greffiers de la Chambre à laquelle ils sont transmis, en tout temps pendant qu'elle est en séance ou en comité, mais sans interrompre les délibérations.

98. Les messages venant du Conseil Législatif sont reçus par cette Chambre aussitôt qu'ils sont annoncés par le sergent d'armes.

99. Lorsque cette Chambre demande une conférence au Conseil Législatif, elle arrête et adopte les raisons qu'elle se propose de soumettre à cette conférence avant qu'il ne soit envoyé un message pour la demander.

100. Les conseillers législatifs peuvent avoir des sièges en dehors de la barre, dans un endroit destiné à cette fin ; mais ils doivent se retirer quand il est ordonné aux étrangers de sortir.

#### IX—OFFICIERS ET EMPLOYÉS DE LA CHAMBRE

101. Les heures de bureau des officiers de la Chambre et des surnuméraires employés durant la session sont fixées par l'Orateur.

102. Avant qu'une vacance survenue dans le service de la Chambre ne soit remplie par l'Orateur, il est fait une investigation sur la nécessité de maintenir la charge ; et le montant du traitement qui doit y être attaché est fixé par l'Orateur sujet à l'approbation de la Chambre.

103. Les officiers de la Chambre (y compris le Greffier et les sous-greffiers) doivent compléter les travaux qui restent à faire à la fin de chaque session.

104. Le Greffier est responsable de la garde de tous les papiers et archives de la Chambre et a la direction et le contrôle de tous les officiers et clerks employés dans les bureaux, conformément aux ordres qu'il peut recevoir de l'Orateur.

105. Le Greffier remet à l'Orateur, chaque matin, avant la réunion de la Chambre, le feuillet des affaires du jour.

106. Le Greffier doit préparer, faire imprimer et distribuer à chaque député, à l'ouverture de chaque session, une liste des rapports ou autres comptes rendus périodiques que les officiers du Gouvernement ou les ministères ou les corporations sont tenus de présenter à la Chambre, en indiquant le statut ou la résolution et la page du volume des lois ou du journal où ces rapports

sont ordonnés et indiquant aussi, sous le nom de chaque officier ou corporation, les rapports ou comptes rendus qu'il ou qu'elle doit faire et l'époque où ce rapport ou compte rendu doit être transmis.

107. Le sergent d'armes est responsable de la garde de la masse, et de l'ameublement et des garnitures de la Chambre, ainsi que de la conduite des huissiers et employés subalternes, conformément aux ordres qu'il reçoit de l'Orateur ou en son absence du Greffier.

108. Un étranger qui, par ordre de la Chambre, est mis sous la garde du sergent d'armes, ne peut être relaxé qu'après avoir payé un honoraire de quatre piastres à cet officier.

109. Il ne sera accordé, pour frais de voyage encourus pour se rendre à son poste, aucune indemnité à un employé de la Chambre qui ne réside pas dans la capitale.

110. Le Greffier emploie, à l'ouverture de la session, avec l'approbation de l'Orateur, le nombre nécessaire de clerks surnuméraires et en engage d'autres à mesure que les affaires publiques l'exigent.

#### X—BIBLIOTHÈQUE.

111. Un catalogue des livres de la bibliothèque est tenu par le bibliothécaire. Il est le gardien et le conservateur de la bibliothèque et doit faire rapport à la Chambre, à l'ouverture de chaque session, par l'entremise de l'Orateur, de l'état dans lequel se trouve la bibliothèque.

112. Personne n'a droit de fréquenter la bibliothèque pendant les sessions, excepté le Lieutenant-Gouverneur, les membres et les officiers des deux Chambres, et les personnes qui obtiennent un permis de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre. Les membres de l'une ou de l'autre Chambre peuvent introduire, personnellement, des étrangers dans la bibliothèque pendant le jour, mais pas après sept heures du soir.

113. Pendant les sessions, les livres de la bibliothèque ne peuvent être mis en circulation hors de l'édifice, excepté sur l'autorisation de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre, ou sur reçu donné par un membre de l'une ou de l'autre Chambre.

114. Pendant la vacance de la Législature, la bibliothèque est ouverte tous les jours, excepté les dimanches et jours de fêtes, depuis dix heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, et accès en est donné aux personnes introduites par un membre de l'une ou de l'autre chambre, ou admises à la discrétion du Greffier ou du bibliothécaire, conformément aux règles concernant la sûreté et la conservation des livres ; mais il n'est permis à personne, sauf aux membres de l'une ou de l'autre Chambre et aux personnes ayant l'autorisation de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre, d'emporter un livre hors de la bibliothèque.

115. Durant la vacance de la Législature, aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre, résidant hors de la capitale, n'a le droit d'emprunter en aucun temps plus de trois ouvrages, ni de les garder plus d'un mois.

116. Les personnes ayant le privilège d'emprunter des livres à la bibliothèque, en vertu d'un permis de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre, ne peuvent avoir plus d'un ouvrage à la fois ni le garder pendant plus de deux semaines ; et ces personnes doivent remettre les livres ainsi empruntés lorsqu'elles en sont requises par le bibliothécaire.



117. Aucun des livres de référence ou des ouvrages de luxe ou de prix ne peut être, pour aucune considération, emporté hors de la capitale.

118. A la première réunion du comité collectif de la bibliothèque, à chaque session, le bibliothécaire doit soumettre une liste de tous les livres non rentrés, en indiquant les noms des personnes qui détiennent ces livres contrairement aux règles précédentes.

#### XI—SALLE DE LECTURE.

119. Le Greffier est autorisé à prendre des abonnements aux journaux qui lui sont désignés par l'Orateur.

§ 2. Durant la vacance de la Législature, la salle de lecture est ouverte tous les jours, excepté les dimanches et jours de fêtes, depuis dix heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

§ 3. L'accès à la salle de lecture est accordé aux étrangers par l'Orateur, par les députés ou par le Greffier, aux mêmes conditions qu'à la bibliothèque.

#### XII—CAS IMPRÉVUS

120. Dans les cas imprévus, les règles, usages et formalités de la Chambre du Communes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande doivent être suivis.

#### XIII—VÉRIFICATION DE POUVOIRS

121. Lorsqu'une question s'élève touchant l'élection ou le rapport de l'élection d'un député, ce dernier doit se retirer pendant que la question est en discussion ; et s'il est fait rapport de l'élection de plusieurs députés pour le même collège électoral, ils doivent se retirer jusqu'à ce qu'on ait décidé lequel est élu.

#### XIV—CORRUPTION ET OFFRE D'ARGENT

122. S'il appert qu'une personne a été élue député à cette Chambre ou a tenté de l'être par corruption ou au moyen de manœuvres frauduleuses quelconques, la Chambre doit sévir avec la plus grande rigueur contre tous ceux qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces manœuvres frauduleuses.

123. L'offre d'argent ou de tout autre avantage à un député dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend de la Législature ou qui doit y être décidée, est une grave offense qui tend au renversement de la constitution.

Les règles et règlements sont alors lus la deuxième fois.

*Résolu*, Que la Chambre concoure avec le Comité dans les règles et règlements qu'il a adoptés et rapportés, et que ces règles et règlements soient, à compter de ce jour, des *ordres permanents* pour la direction des affaires de cette Chambre ; et ces règles et règlements ayant été adoptés sur le texte français, en cas de divergence dans les deux textes, que le texte français prévale.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Résolu*, Que le Bill amendant l'acte 40 *Victoria*, chap. 29, intitulé : Acte des clauses générales des corporations de ville " passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender le chapitre 94 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les cours des commissaires pour la décision sommaires des petites causes, étant lu ;

M. *Marion* propose, secondé par M. *Casavant*,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ; et la dite motion, du consentement unanime de la Chambre, est retirée.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,  
*Résolu*, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations.

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps, la Chambre reprend ses délibérations.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 40 *Victoria*, chapitre 29, intitulé : " Acte des clauses générales des corporations de ville."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 38 *Victoria*, chapitre 34 pour mieux régulariser les inhumations."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 4, et le statut qui l'amende."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 13, intitulé : " Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil."

Bill intitulé : " Acte pour ajouter certaines dispositions à l'acte concernant les Sociétés, étant le chapitre 65 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*."

Bill intitulé : " Acte pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures. "

Et Bill intitulé : " Acte pour amender certains articles du Code de Municipal."

M. *Faucher de Saint-Maurice*, du comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le Troisième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, que les documents suivants requièrent impression immédiate pour être distribués aux membres de la Législature :

No 27.—Réponse à une adresse du 18 mars 1885, demandant un état indiquant :

1. La date de la nomination de la commission nommée pour faire une enquête sur la vente et l'administration du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

2. Le nom du Commissaire.

3. Le nom du secrétaire.

4. La date de leur nomination.

5. Copie des instructions données au Commissaire.

6. Montant du salaire du Commissaire et du secrétaire.

7. Etat détaillé des sommes payées jusqu'à ce jour, pour dépenses de la Commission.

No 44.—Réponse à une adresse du 8 avril 1885, demandant copie de l'ordre en conseil No 87, du 10 mars 1872, accordant une gratification à *M. L. A. Robitaille*, résignataire en novembre 1873, de l'emploi de surintendant des bois et forêts, avec indication des membres du Comité sur la recommandation desquels le dit ordre en conseil a été arrêté.

Copie officielle de l'ordre en conseil No 242, du 15 juin 1881, accordant un salaire de deux mille piastres à *L. A. Robitaille*, comme payeur sur la ligne du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Copie officielle de l'ordre en conseil No 481, du 25 novembre 1882 et No 482 de la même date et année, fixant le traitement annuel de *M. L. A. Robitaille* à \$2,720, et le deuxième, mettant le dit *L. A. Robitaille* à la retraite, à compter du 1er février 1883, et lui accordant une pension calculée sur le dit traitement de \$2,720 et vingt cinq ans de service, en par le dit *Robitaille*, payant au fonds de retraite ses arrérages de contribution.

Etat détaillé des sommes payées ou remboursées par le dit *L. A. Robitaille* au fonds de pension, à quel département payées, à quelles dates, pour combien et quelles années de service, sur quel taux du traitement du dit *Robitaille*, et dans quelles parties des comptes publics ce paiement est noté ou entré.

Copie de la lettre du 15 novembre 1882 de *M. L. A. Robitaille*, demandant congé d'absence de six mois, avec indication à qui elle fut adressée, si elle fut notée et enregistrée dans aucun des départements du service public, quel département, le numéro de telle entrée, et dans quel registre cette entrée fut faite et quelle action a eu lieu sur cette lettre, d'après le dit registre.

No 48.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 8 avril 1885, pour un état de toutes les sommes perçues par le Gouvernement, au moyen de timbres d'assurance, et le montant remboursé jusqu'ici, avec un état détaillé de toutes les sommes payées par la Province, pour voir l'acte imposant cette taxe déclaré inconstitutionnel par le Conseil Privé ; distinguant ce qui a été payé à chaque avocat ou société d'avocats, avec en outre, les frais de gravure et d'impression des timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la Province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et les frais judiciaire résultant de l'inconstitutionnalité du statut la décrétant.

No 31.—Réponse à un Ordre de la Chambre du 8 avril 1885, pour un état détaillé de l'emploi des \$70,000 entrées à la page 72 des comptes publics, pour 1883-84, pour chemins de colonisation ; le dit état indiquant ce qui a été payé pour les travaux proprement dits, de ce qui a été payé aux inspecteurs et au surintendant général, et ce qui a été payé à chacun d'eux, pour frais et dépenses de voyage.

No 55.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1885, pour un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour Supérieure ; en donnant, pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

No 56.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 mars 1885, pour un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour de Circuit ; en donnant, par chaque district, les lieux où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

No 57.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 Mars 1885, pour un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour du Banc de la Reine, en donnant, pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

No 58.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 22 Avril 1885, pour un état faisant connaître en sus du contrôle exercé en vertu de la 46 *Victoria*, chap. 4, par l'auditeur de la Province sur les crédits votés par la Législature, s'il y a un système régulier et effectif d'audition des comptes :

Du comptable du Conseil Législatif ;

Du comptable de l'Assemblée Législative ;

Des dépenses de chaque département ;

Du comptable de chaque département ;

Si, oui, quel est le système et quelles sont les personnes qui font l'audition des comptes ci-dessus énumérés.

No 80.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 22 Avril 1885, demandant copie de toutes correspondances, mémoires, entre le Gouvernement de la Province et la Compagnie du Pacifique Canadien, relativement à la perception de deux versements de cent mille piastres chacun, dus sur le prix d'achat de la partie Ouest du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, le premier, le 1er Mars 1884, le second, le 1er Mars, 1885. Ainsi que copie de tout ordre en conseil ou autre document au sujet des procédés pris par le Gouvernement pour le recouvrement de ces deux versements.

Etat détaillé des \$73,000,000 assumées par la Puissance sur la dette de la ci-devant Province du *Canada*.

No 63.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 26 Mars 1885, pour une liste des Protonotaires de la Cour Supérieure, par ordre alphabétique des districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu permanent ou fixe de leur office, pour chacune des cinq dernières années.

No 64.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 26 Mars 1885, pour une liste des Shérifs de la Province, par ordre alphabétique des districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu fixe ou permanent de leur office, pour chacune des cinq dernières années.

No 68.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 23 Mars 1885, pour une liste de tous les Régistrateurs de la Province, par ordre alphabétique des comtés ou divisions d'enregistrement, leur profession, la date de leur nomination et le revenu brut de chaque bureau, pendant chacune des cinq dernières années, donnant cette partie seulement : les noms, les dates de la nomination et les noms des districts ou comtés.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état comparatif des sommes payées annuellement, par le Gouvernement de la Puissance du *Canada*, à chacune des Provinces de *Québec* et d'*Ontario*, distinguant les montants payés pour capitation, octrois spécifiques, fonds des écoles communes, fonds d'éducation supérieure, intérêt de l'indemnité de \$100,000 pour la bibliothèque de l'ancienne Chambre du *Canada* transférée au Gouvernement Fédéral.

Et des débats s'ensuivant,—la dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier à la Verge Noire.

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les Membres de

cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Honneur qui a donné, au nom de Sa Majesté, la Sanction Royale aux Bills Publics et Privés qui suivent :

Acte pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de *Montréal*.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de "La Communauté des Saints Noms de Jésus et de Marie," et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent, à *Hochelaga*.

Acte pour amender les lois concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Acte pour amender la loi des jurés et jurys.

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada* relativement aux divisions Ouest, et Centre de la cité de *Montréal*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative.

Acte relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Acte pour faciliter la formation, en cette Province, de clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Acte relatif aux asiles d'aliénés dans la Province de *Québec*.

Acte pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 14, intitulé : "Acte relatif aux notifications, protêts et significations."

Acte pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 13, intitulé : "Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil."

Acte pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Acte pour étendre certaines dispositions de l'acte 38 *Victoria*, chapitre 15, concernant le cadastre.

Acte relatif aux biens en déshérence et aux biens confisqués au profit de la Couronne.

Acte incorporant la Congrégation du Très-Saint-Rédempteur.

Acte incorporant la *New England Paper Company*.

Acte définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu *Georges H. Frothingham*, écuyer, et pour autres fins en rapport avec ce testament.

Acte incorporant la Société des Marchands détailliers de nouveautés de la Province de *Québec*.

Acte incorporant la ville de *Lachute*.

Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Henri Arsène Germain* au nombre de ses membres.

Acte incorporant L'Orphelinat de *Farnham*.

Acte incorporant l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, à *Chicoutimi*.

Acte incorporant le Chapitre de la Cathédrale des *Trois-Rivières*.

Acte incorporant l'Union Saint-Joseph de *Saint-Jean-Baptiste de Québec*.

Acte amendant les divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la ville de *Sorel*.

Acte amendant la Charte de la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford et Chambly*.

Acte incorporant l'association connue sous le nom de Le club de raquettes *Le Canadien de Montréal*.

Acte incorporant La Société Saint-Jean-Baptiste de *Farnham*.

Acte autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu *Léon Robert*.

Acte amendant l'acte 34 *Victoria*, chapitre 59, intitulé : "Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association*."

Acte autorisant *The Magog Textile and Print Company*, à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

Acte fusionnant la Compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, et la Compagnie de filature *Sainte-Anne, d'Hochelaga*, sous le nom de "La Compagnie de filature de coton d'*Hochelaga*."

Acte incorporant l'Union *St-Joseph de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg*.  
Acte amendant l'acte 42-43 *Victoria*, chapitre 43, accordant de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Saint Antoine*.

Acte érigeant civilement la Paroisse de *St-Grégoire de Nazianze de Buckingham*.

Acte incorporant le Synode de l'Eglise d'Angleterre du Diocèse de *Québec*, et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de l'Eglise.

Acte autorisant le Club *Victoria des Patineurs, de Montréal*, à augmenter son capital-actions.

Acte pour amender les divers statuts relatifs à la Ville de *Lachine* et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville.

Acte conférant certains pouvoirs à la Compagnie du chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*.

Acte autorisant *Tancrède Rodolphe Barbeau* à vendre un immeuble substitué.

Acte incorporant l'Association Agricole des Cantons de l'*Est*.

Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'*Ile de Montréal*.

Acte incorporant la Compagnie de l'Union des Abattoirs de *Montréal*.

Acte incorporant la Compagnie des Mines d'*Or DeLery*.

Acte pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*.

Acte pour annexer certaine partie de la Municipalité de la Paroisse de *Saint-Damase*, dans le Comté de *Saint-Hyacinthe*, à la Municipalité de la Paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*, dans le Comté de *Rouville*, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Acte autorisant le recteur de l'Eglise de *Saint-Etienne*, dans la Paroisse de *Saint-Etienne* et le Diocèse de *Montréal*, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

Acte incorporant La Société *Saint-Jean-Baptiste de Saint-Césaire*.

Acte incorporant les Religieuses Sœurs Hospitalières de *Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska*.

Acte concernant la substitution créée par le testament de feu *Jean-Baptiste Bruyère*.

Acte amendant les Statuts relatifs à l'Eglise *Saint-Jean l'Evangéliste, Montréal*.

Acte pour amender l'Acte concernant la construction du Palais de Justice, 45 *Victoria*, chap. 26.

Acte à l'effet de substituer la licitation volontaire à la licitation forcée quant à certains biens dépendant des successions de feu *Damase Masson* et son épouse.

Acte autorisant la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de Demoiselle *Catherine Poitras* en faveur des enfants de *Ludger Plessis Bélair et al.*

Acte amendant la Charte de la Cité de *Montréal*.

Acte amendant le Statut 40 *Victoria*, chapitre 34, intitulé: Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain *St-Jean*.

Acte pour amender la section 96 de "La loi des licences de *Québec* de 1878."

Acte pour amender l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 7, intitulé: Acte concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Acte pour amender et refondre les lois relatives à l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec* et la vente des drogues et des poisons.

Acte pour amender l'acte concernant les Magistrats de Districts en cette Province.

Acte amendant les statuts relatifs à l'incorporation de la Cité de *Sherbrooke*.

Acte amendant les statuts concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de *Missisquoi*.

Acte amendant les statuts concernant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Jean et Sorel*.

Acte incorporant la ligue de tempérance du Comté d'*Arthabaska*.

Acte amendant l'acte pour incorporer la cité de *Hull*, 38 *Victoria*, chapitre 79.

Acte pour amender l'acte 38 *Victoria*, chapitre 34, pour mieux régulariser les inhumations.

Acte amendant le statut 40 *Victoria*, chapitre 29, intitulé : " Acte des clauses générales des corporations de ville."

Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en cette Province.

Acte pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile.

Acte pour amender l'article 116 du Code du Notariat, (46 *Victoria*, chapitre 32.)

Acte incorporant l'Association du Jardin Botanique de *Montréal*.

Acte pour amender le statut 33 *Victoria*, chapitre 4, et le statut qui l'amende.

Acte pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit, et le Code de Procédure Civile.

Acte pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile, tel qu'amendé par la section 9 de l'acte 34 *Victoria*, chapitre 4, et la section 3 de l'acte 35 *Victoria*, chapitre 6, et la section 9 de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 8, ainsi que l'article 68 du Code de Procédure Civile.

Acte pour ajouter certaines dispositions à l'acte concernant les Sociétés, étant le chapitre 65 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Acte pour autoriser les protonotaires des Cours Supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leurs possessions quand l'autre double a été détruit par l'incendie.

Acte pour amender certains articles du Code Municipal.

Acte pour amender le Code Civil et le Code de Procédure Civile.

Acte pour amender les lois-concernant la tenue de la Cour Supérieure.

Acte pour amender l'acte 32 *Victoria*, chap. 3, concernant l'indépendance de la Législature, et étendre au Conseil Législatif les dispositions de l'acte 47 *Victoria*, chapitre 2.

Acte concernant les officiers en loi de la Couronne.

Acte pour incorporer le Cercle National Français, de *Montréal*.

Acte pour amender l'acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chap. 22 intitulé :

Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveurs des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Acte pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne.

Acte amendant la Loi des licences de *Québec* de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosives.

Acte pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la cession de biens.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative, s'est adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

" QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

" Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1885 et le 30 juin 1886, et pour d'autres fins du Service Public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce Bill la Sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne le Bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

---

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

Je vous félicite, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, de l'assiduité, du dévouement et l'habileté dont vous avez fait preuve dans l'accomplissement de vos importants travaux de cette session.

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

Je vous remercie, au nom de Sa Majesté, des subsides que vous avez si généreusement votés pour le fonctionnement des différentes branches du service public. Je verrai à ce que les sommes ainsi mises à la disposition de mon Gouvernement soient employées selon les intentions de la Législature et le plus efficacement possible.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

J'ai confiance que le résultat de vos labeurs de cette session sera tout à l'avantage de notre Province. Au moment de vous relever de vos devoirs pour vous permettre de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur et pour celui de vos familles.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée à Vendredi, le dixième jour de Juillet prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée à Vendredi, le dixième jour de Juillet prochain.



---

---

# APPENDICES

---

## LISTE DES APPENDICES

---

- No 1.—Télégramme de félicitations par M. l'Orateur et les Députés de l'Assemblée Législative à Monseigneur Larocque, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa prêtrise et réponse de Sa Grandeur.
- No 2.—Mémoire contenant les vues de MM. Joly et Robidoux, commissaires nommés pour faire une enquête au sujet de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du Palais Législatif.
- No 3.—Mémoire contenant les vues de M. Watts, l'un des commissaires nommés pour faire une enquête au sujet de l'élection contestée pour le comté de Jacques-Cartier, en 1882.
- 
-



# Appendice No 1

---

## TÉLÉGRAMME.

Québec, 19 Mars, 1885.

A Sa Grandeur Mgr LaRocque,

Les Membres de l'Assemblée Législative de la Province de Québec offrent à Votre Grandeur, à l'occasion de sa cinquantième année de prêtrise, leurs plus sincères félicitations en même temps que leurs respectueux hommages.

J. S. C. WÜRTELE, Orateur, et les soussignés :

Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Bernard, Bernatchez, Blanchet, Boyer, Brousseau, Cameron, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Demers, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Gagnon, Garneau, Gauthier, Joly, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lemieux, Lynch, Marchand, Marcotte, Marion, Martel, Martin, McShane, Mercier, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robidoux, Robillard, Sawyer, Shehyn, Spencer, St-Hilaire, Stephens, Taillon, Thornton, Trudel, Turcotte, Watts et Whyte.

L. DELORME,

Greffier, A. L.

---

Saint-Hyacinthe, 21 Mars, 1885.

A l'Honorable Orateur et à MM. les Membres de

l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Monsieur l'Orateur et Messieurs,

C'est avec une reconnaissance bien vivement sentie, que j'ai reçu l'honneur de votre télégramme de félicitations, à l'occasion de ma cinquantième année de prêtrise. Cette démonstration si appréciable d'un corps social si élevé, j'étais loin de m'attendre à en être l'objet.

Merci donc, M. l'Orateur et Messieurs, mille fois merci.

Ma patrie et tous ses intérêts, m'ont été chers, durant mon humble existence, et j'ai tâché de m'y dévouer, dans la mesure circonscrite que le ciel m'avait départie de dons et de capacité.

Aujourd'hui, usé par l'âge et par les infirmités auxquelles notre pauvre humaine nature n'échappe guère, je vis retiré dans la solitude ; mais je n'en jouis pas en égoïste. De la pensée, je suis ceux de mes compatriotes qui travaillent au bien public, et en particulier, à ces laborieux législateurs qui se livrent à la tâche ardue de confectionner nos lois, et de promouvoir, par de sages mesures, nos intérêts divers.

---

Dans les circonstances actuelles surtout, je veille dans la prière, tandis qu'ils veillent aussi, la nuit, dans les pénibles labeurs d'une session législative. Et j'ose prier le Grand Législateur de les fortifier, et de soutenir leur dévouement.

Veillez bien, Monsieur l'Orateur et Messieurs, agréer la sincère expression de ma haute considération, et de la gratitude.

Avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Votre humble serviteur,

† Jos. Ev. de Germanicopolis,

Ancien Evêque de St-Hyacinthe.

## Appendice No 2

A l'Honorable J. S. C. WÜRTELE,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de Québec.

Les Commissaires soussignés, nommés par le Statut 47 Victoria, chapitre 3, pour s'enquérir de certaines accusations relativement à la concession du contrat pour la construction de l'Hôtel du Parlement, ont l'honneur de faire le rapport suivant :

Les Commissaires au nombre de cinq : Messieurs Desjardins, Asselin, Nantel et les soussignés, se sont réunis le dix-septième jour de juin dernier pour commencer leurs travaux, qu'ils ont continués ensemble jusqu'au moment où la position prise par la majorité des Commissaires a mis les soussignés dans l'obligation de se retirer.

Les soussignés sont d'avis qu'il a été établi par la preuve faite en leur présence :

1. Que, par une convention sous seing privé, intervenue à Montréal, le septième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-deux, entre A. Charlebois et Cie et Jean de Beaufort, il fut stipulé que la somme de dix mille piastres (\$10,000) serait payée au dit Jean de Beaufort, au moyen de trois billets, un de trois mille piastres (\$3,000), un de deux mille piastres, (\$2,000) un de cinq mille piastres (\$5,000) respectivement, si Alexander McMillan ou A. Charlebois et Cie obtenaient le contrat pour la construction de l'Hôtel du Parlement ;

2. Que Messieurs A. Charlebois et Cie ont obtenu ce contrat ;

3. Que M. de Beaufort a payé à l'Honorable J. A. Mousseau certaines sommes provenant des dix mille piastres que Messieurs A. Charlebois et Cie devaient payer à M. Jean de Beaufort, si M. Alexander McMillan ou MM. A. Charlebois et Cie obtenaient la construction de l'Hôtel du Parlement, et que M. de Beaufort a payé ces différentes sommes à l'Honorable J. A. Mousseau en à-compte de la part à laquelle M. de Beaufort considérait que l'Honorable J. A. Mousseau avait droit ;

4. Que M. de Beaufort a aussi payé certaines sommes à M. J. G. H. Bergeron, provenant de ces dix mille piastres ;

5. Que M. de Beaufort a reçu de MM. Charlebois et Cie une partie de cette somme de dix mille piastres, en différents paiements, comme il appert par son témoignage, page 87 de l'enquête imprimée, qui se lit comme suit :

“ Questions par M. Nantel : Je voudrais savoir combien vous avez eu d'argent de M. Charlebois en tout et partout ” ? Réponse—“ J'ai eu deux mille huit cents piastres d'un côté et environ douze à treize cents piastres et peut-être quinze cents piastres ; entre onze et quinze cents piastres, sans pourtant bien me rappeler le chiffre ” ;

6. Que, quant à la manière dont la balance de dix mille piastres a été payée, M. A. Charlebois est, de tous les témoins entendus à l'enquête, celui dont le témoignage peut jeter le plus de lumière sur la transaction dont les commissaires ont reçu l'ordre de s'enquérir ;

Que M. A. Charlebois a été entendu comme témoin par les Commissaires et qu'il a nié avoir payé à l'Honorable J. A. Mousseau aucune somme sur ou en accompte des dits dix mille piastres.

Que, quant à la suite de cette dénégation, M. A. Charlebois fut interrogé par l'Honorable M. Mercier, pour savoir s'il avait payé *indirectement* aucune partie de ces dix mille piastres à l'Honorable J. A. Mousseau, soit en soldant des dettes contractées par lui, soit en payant des comptes d'élection de l'Honorable J. A. Mousseau ou en souscrivant à ses élections. Objection fut faite par l'Honorable M. Lacoste, de la part de l'Honorable J. A. Mousseau, à la question posée par l'Honorable M. Mercier, et l'objection fut maintenue par la majorité des Commissaires, les soussignés votant pour son renvoi.

En référant à la copie imprimée de l'enquête, à la page 268, l'on verra quels ont été les procédés de la Commission à la suite de ce vote ; ils sont reproduits ici textuellement :

“ (L'Honorable M. Joly déclare qu'il considère qu'il est de son devoir, comme Commissaire, dans l'intérêt de la vérité, de poser cette question lui-même et il “ la pose.”)

Question par l'Honorable M. Joly :—“ Devons-nous comprendre, par vos réponses aux questions précédentes, que vous n'avez, en aucun temps, après l'octroi du contrat pour la construction de l'Hôtel du Parlement, payé des sommes d'argent pour des montants considérables à l'acquit de M. Mousseau, soit pour ses élections soit en rapport avec ses élections, ou autrement ? ”

“ De la part de l'Honorable M. Mousseau, l'Honorable M. Lacoste soumet à la commission que cette question ne devrait pas être autorisée.

“ L'objection de l'Honorable M. Lacoste est maintenue sur la division suivante : en faveur de l'objection—MM. Desjardins, Asselin et Nantel ; l'Honorable M. Joly et M. Robidoux votent pour le renvoi de l'objection” ;

Qu'après le refus de la majorité des Commissaires de reconnaître les droits inhérents à la charge dont les soussignés avaient été investis par la Législature, les soussignés se sont retirés.

Et les soussignés sont d'avis qu'il ressort de l'enquête faite en leur présence, jusqu'au moment où ils se sont retirés, quelque incomplète que l'ait rendue l'action de la majorité des Commissaires, que l'Honorable M. Mercier se trouve pleinement justifié d'avoir fait sa déclaration du trois juin dernier, et qu'en faisant cette déclaration, il n'a fait que remplir son devoir envers la Province.

(Signé)

H. G. JOLY.

J. E. ROBIDOUX.

Québec, 27 mars 1885.

## Appendice No 3

---

A l'Honorable J. S. C. WÜRTELE, Orateur de  
l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Le soussigné, l'un des Commissaires nommés en vertu de l'acte 47 Victoria, chapitre 3, pour faire l'enquête relative à l'élection d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de Jacques-Cartier, a l'honneur de faire rapport comme suit :

Que rien de plus, à l'appui des accusations faites par le Dr Martel, n'a été prouvé devant la commission d'une manière digne de foi, que ce qui est contenu, en substance, dans la déclaration de l'Honorable M. Mercier, faite de son siège, dans l'Assemblée Législative, le 7 juin dernier.

W. J. WATTS.

Assemblée Législative, 12 mars 1885.





# INDEX

DU

## DIXNEUVIÈME VOLUME.

48 VICTORIA, 1885.

**A** BATTOIRS, Union des,—de Montréal; incorporée. Voir *Montréal-Abattoirs*.

ACTES PUBLICS, ABROGÉS :—

- S. R. B. C., chap. 98,—vente des poisons. Voir *Association pharmaceutique*.
- 38 Vict., chap. 37,—Pharmacie. Voir *Association pharmaceutique*.
- 47 Vict., chap. 20,—Aliénés. Voir *Asiles d'aliénés*.

ACTES PUBLICS, AMENDÉS :—

- S. R. B. C., chap. 55. Voir *Sociétés*.
- S. R. B. C., chap. 75. Voir *Montréal, Division Ouest*.
- 22 Vict., chap. 3. Voir *Indépendance de la Législature*.
- 32 Vict., chap. 15. Voir *Agriculture et Travaux Publics*.
- 32 Vict., chap. 23. Voir *Magistrats de district*.
- 33 Vict., chap. 4. Voir *Indemnité des Membres*.
- 38 Vict., chap. 7. Voir *Election des Membres*.
- 38 Vict., chap. 15. Voir *Cadastrés*.
- 38 Vict., chap. 34. Voir *Inhumations*.
- 40 Vict., chap. 29. Voir *Corporations de Ville*.
- 41 Vict., chap. 3. Voir *Licences*.
- 41 Vict., chap. 6. Voir *Instruction Publique*.
- 43-44 Vict., chap. 22. Voir *Fonds de retraite des instituteurs*.
- 45 Vict., chap. 26. Voir *Palais de Justice de Québec*.
- 46 Vict., chap. 16. Voir *Jurés et Jurys*.

---

**ACTES AMENDÉS :—*Suite.***

- 46 Vict., chap. 32. Voir *Notariat.*
- 47 Vict., chap. 8. Voir *Cours Supérieure et de Circuit et Code de procédure civile.*
- 47 Vict., chap. 13. Voir *Enregistrements Validés.*
- 47 Vict., chap. 14. Voir *Protêts, etc.*

**Adresses :**
**A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—**

1. *Chemin de fer de la Rive Nord* :—Demandant à Son Honneur de vouloir bien transmettre au Gouverneur-Général copie d'une résolution concourant dans la demande du Gouvernement Provincial, d'augmenter de \$6,000 par mille l'octroi fait au chemin, entre Québec et Montréal, 56.
2. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au Discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 10. Adoptée, 12. Renvoyée à un Comité spécial, 12. Adresse rapportée, 12. Adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les Membres du Conseil Exécutif, 14. Réponse, 38.
3. *Troubles du Nord-Ouest* :—Motion de l'Honorable M. Turcotte pour une adresse concernant les—, 123. Débats ajournés, 124, 130, 132. Débats repris, 129, 131, 161. Amendement de M. Gauthier ; Sous-amendement de M. Poupore, adopté ; Sous-amendement de l'Honorable M. Mercier ; Objecté ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 125. Sous-amendement négatif, 162. Amendement de M. Gauthier, tel qu'amendé, adopté, 163. Motion principale remplacée par l'amendement, 163.

**AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—**

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité général sur certaines résolutions concernant le Département de l'— ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 271. Le Comité délibère ; Résolutions rapportées et adoptées, 272. Renvoyées au Bill. (Voir *Infra*, 2), 273.
2. Bill pour amender les lois concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, (Du Conseil Législatif), 181. Renvoyé à un Comité général, 271. Résolutions renvoyées à ce Comité, 273. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 273. Lu la 3ème fois sur division et passé avec amendements, 284. Amendements adoptés par le Conseil, 300. S. R., 319. (48 Vict., c. 7).

**AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—**1. Comité Permanent nommé 7, 35. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum*. *Quorum* réduit à sept membres, 61. Second rapport, 195. Troisième rapport recommandant de l'aide en faveur d'une manufacture d'empois et de glucose à Carleton, Bonaventure, 247.

**AIDE à certains colons sur les terres de la Couronne :—**Voir *Terres de la Couronne.*

**AIDE à l'Hôpital protestant des Aliénés :—**Voir *Hôpital protestant.*

**ALAIN, JACQUES :—**Voir 1 *des Documents.*

ALIÉNÉS, asiles des— de la Province de Québec. Voir *Asiles d'Aliénés*.

ALIÉNÉS :—

1. Hôpital protestant des—. Aide à l'—. Voir *Hôpital protestant*.
2. Voir 2 des *Documents*.

ARTHABASKA :—Pétition demandant un acte incorporant " La ligue de Tempérance du comté d'Arthabaska " ; Reçue et lue, 98. Avis, 100. Bill (M. Watts), 100. 58ème règle suspendue ; lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 109. Rapporté, 155. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 166. Par le Conseil, 213. Honoraire remis, 181. S. R., 321. (48 Vict., chap. 54).

ARTHABASKAVILLE :—Pétition demandant un acte incorporant les religieuses sœurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville, 75. Avis, 85. Bill (l'Hon. Taillon), 86. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 94. Rapporté amendé, 95. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 102. Par le Conseil, 136. Honoraire remis, 160. S. R., 320. (48 Vic., c. 45.)

ASILES D'ALIÉNÉS :—

1. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer certaines résolutions concernant les—, subventionnés par la Province de Québec ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 133. Le Comité délibère. Résolution rapportée et adoptée, 134.
2. Bill relatif aux asiles d'aliénés dans la Province de Québec. (L'Hon. M. Blanchet), 134. Motion pour 2ème lecture ; débats ajournés, 178. Débats repris et ajournés de nouveau, 181. Repris ; bill lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un Comité général, 183. Considéré ; Rapporté progrès, 185. Amendé ; Passé, 221. Par le Conseil avec amendements, 285. Considérés, 285. Adoptés sur division, 289. S. R., 319. (48 Vic., c. 34.)

Voir *Votes* 1.

ASILE DE BEAUPORT :—Voir 3 des *Documents*.

## Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur ; A la barre du Conseil, à l'ouverture de la Session, 1. Pour la sanction des Bills à la clôture de la Session, 319.

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 7.

3. Recettes et déboursés de l'—, 8 :—Voir 4 des *Documents*.

4. Etat comparé des dépenses depuis la confédération, 8 :—Voir 4 des *Documents*.

5. Rapport de l'Auditeur des Comptes de l'—, 10.

---

**ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.***

6. Acte concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative :—Voir *Elections.*

7. Représentation dans l'Assemblée Législative,—division électorale de Montréal-Ouest,—amendée—. Voir *Montréal.*

*Réunions et ajournements de la Chambre :*

8. Continue à siéger après minuit, 78, 88, 106, 113, 116, 124, 139 : En Comité, 78, 88, 106.

9. Siègle le samedi, 299.

10. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 279.

11. Ajourne faute de *Quorum*, 94.

12. Motion pour ajourner la Chambre, négative, 211.

13. Ajourne du 1er au 7 Avril, à 8 heures P. M., 94.

14. Suspend ses délibérations, 281, 317.

**ASSOCIATION PHARMACEUTIQUE :—**

1. Pétition demandant un Acte pour amender et refondre les lois relatives à l'Association pharmaceutique de la Province de Québec et la vente des drogues et des poisons, 39. Bill (L'Honorable M. Lynch,) 40. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 60. Rapport, 79. Déclaration de M. l'Orateur au sujet de ce Bill, 81. Bill retiré, 81.

2. Autre Bill sur le même sujet, (L'Honorable M. Lynch,) 86. Renvoyé à un Comité général, 81. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 192. Honoraire remis, 193. Par le Conseil, avec un amendement, 281. Considéré et adopté, 281. S. R., 320. (48 Vict., c. 36.)

ASSOCIATION Agricole des Cantons de l'Est,—incorporée. Voir *Cantons de l'Est.*

ASSOCIATION du Jardin Botanique de Montréal,—incorporée. Voir *Montréal.*

ASSOCIATION,—YOUNG MEN'S CHRISTIAN, Montréal,—acte d'incorporation, amendé. Voir *Montréal.*

AUDITEUR DES COMPTES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. Voir *5 des Documents.*

AUDITION DES COMPTES. Voir *Comptes publics*, page 279. Voir aussi *6 des Documents.*

AUTEURS CANADIENS :—Liste des ouvrages des— achetés, etc. Voir *93 des Documents.*

**B**BABY, W. Voir *7 des Documents.*

BALANCE D'APPROPRIATION :—Voir *8 des Documents.*

**BARBEAU, T. R. :—**Pétition demandant un acte autorisant Tancrède Rodolphe Barbeau à vendre un certain immeuble substitué, 57. Avis, 62. Bill (l'Hon. M. *Beaubien*), 62. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 72. Rapporté, 88. Considéré en Comité général, 178. Amendé ; Rapporté ; Passé, 183. Par le Conseil avec amendements, 265. Considérés, 266. Adoptés, 299. S. R., 320. (48 Vict., c. 84).

**BARREAU :—**Bill pour amender l'acte concernant le Barreau de la Province de Québec, 44-45 Vict., chap. 27, (l'Honorable M. *Taillon*), 195. Renvoyé à un Comité général, 254.

**BATISSES DU PARLEMENT :—**

1. Motion pour copie de l'enquête faite au sujet de l'explosion qui eut lieu, l'an dernier, aux—, 111. Déclaration de l'Honorable M. *Taillon* (devant être entrée dans les journaux de la Chambre) que, dans l'intérêt public, les documents demandés ne soient pas publiés ; Motion retirée, 111. Voir 32 *des Documents*
2. Rapport de la Commission chargée de s'enquérir de certaines accusations relatives à l'octroi du contrat pour la construction des—, 14. Rapport de la minorité, 89 et 90. Appendice No 2, 327.

**BEAUHARNOIS :—**

1. Cour criminelle :—Voir 9 *des Documents*.
2. Hospice St-Joseph :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

**BÉLAIR, LUDGER PLESSIS ET AL :—**Pétition demandant un acte autorisant la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de demoiselle Catherine Poitras en faveur des enfants de Ludger Plessis Bélaire et al, 79. Avis, 95. Bill (M. *Robidoux*), 96. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 103. Rapporté amendé, 176. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 184. Par le Conseil, 300. S. R., 320. (48 Vict., c. 81).

**BELLECHASSE :—**Argents de colonisation, dépensés dans—. Voir 10 *des Documents*.

**BIBLIOTHÉCAIRE :—**Rapport annuel du—, 7. Voir 11 *des Documents*.

**BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—***Comité collectif de la—*, Membres nommés par l'Assemblée, 44. Message envoyé au Conseil, 44. Message du Conseil désignant les Membres nommés par lui, 30. Premier rapport, 133. Second rapport, 208.

**BIENS EN DÉSHÉRENCE :—**Bill relatif aux biens en déshérence et aux biens confisqués au profit de la Couronne, (l'Honorable M. *Blanchet*), 45. Renvoyé à un Comité général, 104. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 256. Par le Conseil, 300. S. R., 319. (48 Vict., c. 10).

**BIENS,—cession de :—**Voir *Code de Procédure Civile*, 8.

**BOIVIN, C. A. :—**Voir 12 *des Documents*.

**BOTANIQUE,—Association du Jardin,—de Montréal,—incorporée :—**Voir *Montréal*.

---

BOURGOUIN ET LAMONTAGNE :—Voir 13 *des Documents*.

BRUYÈRE J. B. :—Pétition demandant un acte concernant la substitution créée par le testament de feu Jean-Baptiste Bruyère, 61. Avis, 66. Bill (M. Robidoux), 66. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 80. Rapporté amendé, 99. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 174. Considéré de nouveau ; Rapporté ; Passé, 184. Par le Conseil, 262. S. R., 320. (48 Vict., c. 83).

BUCKINGHAM,—Erection civile de la paroisse de St-Grégoire de Naziance de—.  
Voir *St-Grégoire*.

## Bills :

1. Bills retirés, 81, 207.
2. Renvoyés à des comités spéciaux, 68, 74, 223.
3. Renvoyés à un comité spécial sur un autre Bill, 74.
4. Motion pour seconde lecture d'un Bill, négative, 113.
5. Seconde lecture renvoyée à trois mois, 101.
6. Lus la 2ème fois et renvoyés à un Comité général ; Considérés ; Rapportés ; Passés, 205, 295.
7. Lus la 2ème fois ; Renvoyés à un Comité général ; Considérés ; Amendés Rapportés et Passés à la même séance, 192.
8. Renvoyés de nouveau à un Comité général ; Considérés , Amendés ; Rapportés et Passés à la même séance, 192.
9. Ordre qu'un Bill soit remis sur l'ordre du jour pour Comité général, 213, 261.
10. Présenté ; Lu les trois fois et Passé, 294.
11. Passé sans être renvoyé à un Comité, 294.
12. Passés plus vite qu'à l'ordinaire, 282, 294, urgence déclarée, 317.
13. Honoraires sur Bills remboursés, 128, 160, 176, 177, 192, 193, 197, 213, 264.
14. Motion pour remboursement des honoraires, négative, 181.
15. Rapport concernant la traduction, etc, des Bills, 216.
16. Bills du Conseil Législatif, 175, 181, 195.
17. Bills du Conseil amendés en Comité général, 235.
18. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 290, 300.
19. Amendements du Conseil amendés par la Chambre, 285. Le Conseil adoptait cet amendement, 190.

**BILLS :— Suite.**

20. Passés, par le Conseil, 77, 98, 102, 113, 115, 117, 121, 126, 136, 167, 175, 178, 216, 223, 230, 250, 262, 265 etc.

21. Amendés par le Conseil, 115, 126, 137, 78, 216.

22. Amendements adoptés de suite par la Chambre, 115, 178, 216, 262, 265.

23. Amendements considérés, 216, 263, 266.

24. Amendements adoptés, 254.

25. Sanctionnés, 319, 320, 321.

**Bills Privés :**

1. Comité Permanent des Divers Bills Privés nommé, 7, 35. Premier rapport demandant une réduction du *quorum* 28. *Quorum* réduit à cinq membres, 52. Membres ajoutés à ce Comité, 76. Autres rapports sur Divers Bills, 68, 76, 79, 85, 88, 95, 100, 107, 125, 132, 155, 164, 169, 176, 182.

2. Bills renvoyés à ce Comité, 45, 52, 72, 80, 105, 121, 195, 210.

3. Rapport recommandant que le délai pour la réception des Bills Privés et des rapports sur iceux soit prolongé, 49, 52, 114, 164.

4. Rapport concernant la traduction des Bills Privés, 216.

5. Ordre qu'un Bill soit remis sur l'ordre du jour, 213, 261.

6. Entrée spéciale par rapport à un Bill, 282.

7. Ordre relatif au Bill Privés appelé en vertu de la règle 19, 60, 72, 77, 86, 98, 102, 122, 130, 135, 164 etc.

**CADASTRE :**

Bill pour étendre certaines dispositions de l'acte 38 Vict., chap. 15, concernant le cadastre, (L'Hon. M. Taillon), 45. Renvoyé au Comité de Législation, 65. Rapport, 212. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 222. Par le Conseil, 281. S. R., 319. (48 Vict., ch. 26.)

CANADIEN,—club de raquettes, Le,—de Montréal, incorporé. Voir *Montréal*.

CARIBOUX :—Permis pour tuer des—. Voir 108 *des Documents*.

CANCELLATION ;—Permis d'occupation annulés. Voir 147 *des Documents*.

CANTONS DE L'EST :—Pétition demandant un acte incorporant l'Association agricole des Cantons de l'Est, 58. Avis, 66. Bill (L'Hon. M. Robertson), 66. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 72. Rapporté amendé, 126. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 136. Par le Conseil avec amendements, 230. Considérés et adoptés, 230. Honoraire remis, 264. S. R., 320. (48 Vict., ch. 64.)

CAPITATION :—Voir 14 et 141 *des Documents*.

CARLETON :—Voir *Manufacture d'empois*.

CASERNES DES JÉSUITES :—Voir 15 *des Documents*.

CATHÉDRALE DES TROIS-RIVIÈRES,—Chapitre de la, incorporé. Voir *Trois-Rivières*.

CAUTIONNEMENT :—Voir 16, 17 *des Documents*.

CERCLE national français de Montréal,—incorporé. Voir *Montréal*.

CESSION DE BIENS :—

1. Bill amendant le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la—, (M. *Stephens*), 104.
2. Bill amendant le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la—, (l'Hon. M. *Taillon*). Voir 8, *Code de Procédure*.

Voir *Votes*, 2.

CHAMBLY,—chemin de fer de Stanstead, Shefford et,—Charte amendée. Voir *Stanstead, Shefford, etc.*

CHAMBLY :—

1. *Hospice St Joseph* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
2. *Salle d'Asile* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

CHAPITRE de la cathédrale des Trois-Rivières,—incorporé :—Voir *Trois-Rivières*.

CHARLEBOIS, A. ,— Voir 18 et 19 *des Documents*.

CHARLESBOURG :—Pétition demandant un acte incorporant “ L'Union St-Joseph de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg,” 34. Avis, 46. Bill (L'Hon. M. *Garneau*), 48. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapporté, 79. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 87. Par le Conseil, 117. Honoraire remis, 160. S. R., 320. (48 Vic., c. 50.)

CHARLEVOIX,—chemin de fer de Québec, Montmorency et—, nouveaux pouvoirs accordés :—Voir *Québec, Montmorency et—*

CHASSE :—

1. Pétition demandant des amendements aux lois de la chasse, 61.
2. Bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette Province, (M. *Désaulniers*), 177.
3. Bill pour amender la loi de la chasse de Québec (47 Vic., c. 25) ; (L'Hon. M. *Lynch*), 213. Renvoyé à un Comité général, 254. Considéré ; Amendé, 257.

Voir 20 et 108 *des Documents*.



CHEMINS DE COLONISATION :—Voir 21 *des Documents*.

CHEMINS DE FER :

1. Nomination du Comité des Chemins de Fer, 7, 35. Premier rapport ; *Quorum* réduit à sept membres, 49. Autres rapports sur divers Bills, 58, 85, 114, 118, 132, 164, 254. Bills renvoyés à ce Comité, 72, 80, 94, 250.
2. Rapport du Commissaire des—. Voir 22 *des Documents*.
3. Motion pour une liste des—de la Province qui échappent à l'effet de la section 6 du chap. 24 de la 46ème Victoria, Parlement du Canada. Voir 23 *des Documents*.

Voir *Votes*, 3.

CHEMIN DE FER PROVINCIAL :—Voir 24 *des Documents*.

CHEMIN DE FER DU NORD :—Voir 25 et 25½ *des Documents*.

CHEMIN DE FER DE LA RIVE NORD :—Voir 26 *des Documents*.

CHEMIN TACHÉ :—Voir 142 *des Documents*.

CHICOUTIMI :—Pétition demandant un acte incorporant l'Hôtel-Dieu Saint-Valier à Chicoutimi, 39. Avis, 47. Bill, (M. *St-Hilaire*), 47. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapporté amendé, 76. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 80. Par le Conseil, 121. Honoraire remis, 160. S. R., 319. (48 Vic., c. 43.)

CHICOUTIMI ET SAGUENAY :—Voir 27 *des Documents*.

CLAUSES générales des corporations de ville,—acte des,—amendé :—Voir *Corporations de ville*.

CLERCS SESSIONNELS :—Voir 28 *des Documents*.

CLUBS POUR LA PROTECTION DU POISSON ETC :—Bill pour faciliter la formation, en cette Province, de *clubs* pour la protection du poisson et du gibier, (L'Hon. M. *Lynch*) ; 50. Renvoyé à un Comité général, 60. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 103. Par le Conseil, 136. S. R., 319. (48 Vic., c. 12.)

CLUB DE RAQUETTES, Le Canadien, de Montréal :—Voir *Montréal*.

CLUB Victoria des patineurs de Montréal,—augmentation de capital. Voir *Montréal*.

CODE CIVIL :—

1. Bill pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil, (M. *Gagnon*), 79. Renvoyé au Comité des Lois Expirantes, 229. Pétitions en faveur de ce Bill, 261.
2. Bill pour amender l'article 299 du Code Civil et l'article 925 du Code de Procédure Civile, (M. *Gagnon*), 79. Renvoyé au Comité de Législation, 229. Pétitions en faveur de ce Bill, 261.

CODE CIVIL :—*Suite.*

3. Bill pour amender l'article 1218 du Code Civil, (M. Gagnon), 35. Renvoyé au Comité de Législation, 60. Rapport contre le Bill, 212. Pétition en faveur de ce Bill, 266. Ordonné que ce Bill soit replacé sur les ordres du jour pour Comité général, 261.
4. Bill pour amender l'acte 47 Vict., chap. 13, intitulé : " Acte pour valider certains enrégistresments et pour amender certains articles du Code Civil " ; voir *Enrégistresments*.
5. Bill pour amender les articles 1323 à 1337 inclusivement du Code Civil, aux fins d'abolir la continuation de communauté. Voir *Communauté*.
6. Bill pour amender l'article 1543 du Code Civil (M. Stephens), 104. Pétitions en faveur de ce Bill, 104, 117.
7. Bill pour amender le code civil et le code de procédure civile, (l'Hon. M. Taillon), 195. Renvoyé à un Comité Spécial, 223. Premier rapport, 223. Permis au Comité de siéger, 228. Second rapport, 232. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté, 270. Ordre pour 3ème lecture déchargé ; Bill renvoyé à un Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 284. Par le Conseil, 300. S. R., 321. (48 Vict., ch. 20.)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill pour amender l'acte 45 Vict., ch. 33, intitulé : " Acte pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile, " (M. Gagnon), 32.
2. Bill pour amender l'article 573 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada (l'Hon. M. Turcotte), 96. Renvoyé à un Comité général, 129. Considéré ; Rapporté ; Passé, 197.
3. Pétition demandant un acte pour amender l'article 1061 du Code de Procédure Civile du Bas Canada, 32. Bill (M. Sawyer), Règles suspendues ; bill présenté, 66. Renvoyé au Comité de Législation, 103. Rapport contre ce Bill, 208. Autres pétitions en faveur de ce Bill, 61, 195, 212.
4. Bill pour amender l'article 494 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, (L'Honorable M. Blanchet), 50. Renvoyé à un Comité général, 65. Ordre déchargé ; bill renvoyé au Comité de Législation, 103. Rapport, 212. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 223. Par le Conseil, 281. S. R., 320. (48 Vict., chap. 24).
5. Bill pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile, tel qu'amendé par la section 9 de l'acte 34 Victoria, chapitre 4, et la section 31 de l'acte 35 Victoria, chapitre 6, et la section 9 de l'acte 47 Victoria, chapitre 8 ainsi que l'article 68 du Code de Procédure Civile, (l'Hon. M. Mercier), 177. Renvoyé à un Comité général, 240. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 260. Passé, 260. Par le Conseil, 300. S. R., 321. (48 Vict., chap. 23.)
6. Bill pour amender l'article 1323 du Code de Procédure Civile, (M. Gagnon) 118. Renvoyé au Comité de Législation, 192. Rapport, 212. Considéré en Comité général, 219, 229. Rapporté ; Passé, 229. Par le Conseil, 300 S. R., 321. (48 Vict., chap. 24).

Pétitions en faveur de ce Bill, 261.

---



---

**CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.***

7. Bill amendant le Code de Procédure Civile, en ce qui concerne la cession de biens, [M. *Stephens*], 104.
8. Bill pour amender le Code de Procédure Civile, en ce qui concerne la cession de biens, [L'Hon. M. *Taillon*], 104. Présenté ; lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division et renvoyé à un Comité général, 232. Considéré ; Amendé ; Motion pour renvoyer la 3<sup>ème</sup> lecture à 6 mois ; débats, 263. Débats repris ; Sous-amendement proposé et rejeté ; Amendement négatif ; Motion pour renvoyer le Bill à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 267. Passé, 269. Par le Conseil, 300. S. R., 321. [48 Vict., ch. 22]

**CODE MUNICIPAL :—**

1. Bill pour amender le Code Municipal, (L'Hon. M. *Taillon*), 45. Renvoyé au Comité Spécial, 104. Voir *Infra*, 7.
2. Bill pour amender de nouveau le Code Municipal (M. *Nantel*), 278.
3. Bill pour amender l'article 793 du Code Municipal, (M. *Trudel*), 55. Renvoyé au Comité Spécial, 68. Voir *Infra*, 7.
4. Bill pour amender certains articles du Code Municipal, (M. *Gagnon*), 40. Renvoyé au Comité Spécial, 74. Voir *Infra*, 7.
5. Bill amendant le Code Municipal de la Province de Québec, (M. *Cameron*), 126.
6. Bill pour amender certains articles du Code Municipal, (M. *Marion*), 182. Lu la 2<sup>ème</sup> fois ; Renvoyé à un Comité sur division ; Considéré ; Rapporté progrès ; 241, 250. Amendé, 259. Motion pour renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général, adoptée ; Considéré ; Amendé ; 264. Amendement adopté et autre amendement retrauché ; Bill lu la 3<sup>ème</sup> fois et Passé, 295. Par le Conseil, 317. S. R., 321. (48 Vict., c. 28.)
7. Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, 67. Bills renvoyés à ce Comité, 68. 74-104. *Quorum* réduit, 76. Second rapport ; projet de Bill 182.

Voir 29 *des Documents*, voir aussi *Votes*, 4.

**CODIFICATION :—**Comité conjoint nommé pour examiner les divers rapports de la Commission chargée de la refonte et de la codification des Statuts, 34. Message envoyé au Conseil, 31. Nom substitué sur la liste des membres et membres ajoutés à ce Comité, 38. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 38. Premier rapport ; *Quorum* devant être réduit à cinq membres, 44. Adopté, 45. Message du Conseil, 86. Message au Conseil, 87. Second rapport, 261. Voir 136 *des Documents*.

**COLLECTION DE MANUSCRITS :—**Voir 30 et 31 *des Documents*.

**COLONS sur les terres de la Couronne, aide à certains.—** Voir *Terres de la Couronne*.

## Comités :

1. Résolutions pour la nomination de neuf Comités Permanents, 7. Motion pour la formation d'un Comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer ; Adoptée, 14, Premier Rapport, 30. Second Rapport, 35. Voir *Privilèges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc, Bills Privés, Législation, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industries*. Voir aussi *Bibliothèque*.
2. Comités spéciaux, 24, 67, 97. Voir *Code Municipal*, 8 ; *Codification, Gardes-Chasse, Règles et Règlements*.
3. Comités généraux, 52, 59, 67, 78, 83, 105, 116, 132, 133, 185, 207, 211, 226, 242, 255, 272, 282, 291, 293.
4. Partie du rapport d'un Comité adoptée, 232.

COMMISSIONS :—La Chambre décide de se former en Comité pour considérer certaines résolutions concernant l'indemnité des Commissaires nommés en vertu de l'acte 47 Victoria, chap. 3 ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 290. Le Comité délibère ; Résolutions rapportées et adoptées sur division, 291.

### COMMISSIONS D'ENQUÊTES :—

1. Palais Législatif et élection contestée de Jacques Cartier, 1882. Voir 32, 77, 78 *des Documents*.
2. Sur le Chemin de Fer Q. M. O. et O. Voir *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

COMMUNAUTÉ :—Bill pour amender les articles 1323 à 1337 inclusivement du Code Civil aux fins d'abolir la continuation de Communauté ; [L'Honorable M. Marchand], 33. Renvoyé au Comité de Législation, 47.

COMMUNAUTÉ des sœurs des SS. noms de Jésus et Marie, Hochélaga,—incorporée. Voir *Hochelaga*.

COMMUNAUTÉ des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal,—pouvoirs définis. Voir *Montréal*.

COMPAGNIE de Filature de coton d'Hochélaga. Voir *Hudon*, V.

COMPAGNIE de l' "Union des abattoirs de Montréal,"—incorporée. Voir *Montréal*.

COMPAGNIE des mines d'or de Léry,—incorporée. Voir *Mines d'or*.

COMPAGNIE du ch. de fer Stanstead Shefford et Chambly,—charte amendée. Voir *Stanstead*.

COMPAGNIE du chemin de fer de la vallée de Missisquoi,—amendée. Voir *Missisquoi*.

COMPAGNIE du chemin de fer du Parc et de l'Isle de Montréal,—incorporée. Voir *Montréal*.

COMPAGNIE du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix,—nouveaux pouvoirs accordés. Voir *Québec*.

COMPAGNIE du chemin de fer St-Jean et Sorel,—charte amendée. Voir *St-Jean et Sorel*.

COMPAGNIE du chemin de fer urbain St. Jean (Québec),—acte d'inc. amendé. Voir *Québec*.

COMPAGNIES des moulins à coton de V. Hudon et de filature de Ste. Anne d'Hochélaga,—fusion des—. Voir *Hudon, V.*

COMPANY, *Magog Textile and print*,—emprunt autorisé. Voir *Magog*.

COMPANY, *New England Paper*,—incorporée. Voir *New England*.

COMPAGNIE de Sucre de Betteraves de Farnham. Voir 33 *des Documents*.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 7, 35. Premier rapport ; recommandant une réduction du *quorum* ; *quorum* devant être de sept membres, 54. Membre substitué à un autre, 104. Second rapport nommant un nouveau président, 107. Troisième rapport demandant qu'un message soit envoyé au Conseil Législatif, 246. Quatrième rapport, 279. Adopté, 299.

Voir 34 *des Documents*.

CONFÉRENCE :—Désirant une conférence avec le Conseil dans le but de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans l'amendement fait à la 11ème clause du Bill pour amender la charte de la cité de Montréal ; Membres nommés, 267. La Chambre suspend ses délibérations, 281. Le Comité rapporte que le Conseil enverra la réponse par message, 281. Accepte la conférence, 284. La Chambre suspend ses procédés ; Raison retirée et remplacée ; amendement amendé, 285.

CONGRÉGATION de Notre-Dame de Montréal,—Sœurs de la—, pouvoirs définis. Voir *Montréal*.

CONGRÉGATION DU TRÈS SAINT RÉDEMPTEUR :—Pétition demandant un acte incorporant La Congrégation du Très Saint Rédempteur, 61. Rapport de l'avis, 66. Bill (M. *Marion*), 67. Renvoyé au Comité des Bills privés, 72. Rapporté ; Amendé, 79. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 87. Par le Conseil avec un amendement, 126. Considéré et adopté, 126. Honoraire remis, 160. S. R., 319. (48 Vict., c. 44.)

## Conseil Législatif :

### *Messages envoyés au Conseil :*

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du Comité collectif au sujet de la Bibliothèque, 44. Au sujet des Impressions, 44. Au sujet de la codification des Statuts, 34.
2. Demandant qu'il soit permis à un membre du Conseil de rendre témoignage devant un Comité, 246.

---

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

*Messages du Conseil :*

3. Désignant ceux de ses Membres devant faire partie du Comité collectif de la Bibliothèque, 30.
4. Désignant ceux de ses Membres devant faire partie du Comité collectif des impressions, 57. *Quorum* réduit, 83.
5. Désignant ceux de ses Membres devant faire partie du Comité collectif pour examiner la refonte des Statuts, 38. *Quorum* réduit, 86.
6. Communiquant leurs Bills, et demandant le concours de la Chambre, 175, 181, 195.
7. Adoptant les Bills de la Chambre, 77, 98, 102, 113, 115, etc. Voir *Bills*.
8. Adoptant les amendements faits par l'Assemblée, 290.

CONSEIL LÉGISLATIF :—Acte 47 Vict., c. 2 (indépendance de la Législature) étendu au—. Voir *Indépendance de la Législature*.

CONSEIL LÉGISLATIF :—Acte 33 Vict., c. 4 concernant l'indemnité des membres du—. Voir *Indemnité des Membres*.

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir 35 *des Documents*.

CONSTRUCTION du palais de justice de Québec,—acte relatif à la—, amendé. Voir *Québec*.

CORNELLIER ET LeBLANC :—Voir 36 *des Documents*.

CORPORATIONS DE VILLE :—Bill amendant le statut 40 Victoria, chapitre 29, intitulé : “ Acte des clauses générales des corporations de ville. ” (M. *Spencer*) 108. Renvoyé à un Comité général, 240. Considéré ; Rapporté, 596, 316. Par le Conseil, 317. S. R., 32i. (48 Vict., c. 92).

CÔTEAU DU LAC :—Providence St-Ignace—. Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

CÔTE ST-ANTOINE :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 42-43 Victoria, chapitre 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la Corporation du village de la Côte Saint-Antoine, 44. Avis, 47. Bill [l'Hon. M. *Beaubien*], 48. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapporté amendé, 169. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 178. Par le Conseil avec amendements, 262. Considérés et adoptés, 263. S. R., 320. [48 Vict., chap. 73].

COTON :—Compagnie de filature de— d'Hochelaga. Voir *Hudon*, V.

COUR DE CIRCUIT :—Voir 37 *des Documents*.

COUR DES COMMISSAIRES :—

1. Bill pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la—, [M. *Spencer*], 50. Renvoyé au Comité de Législation, 65. Rapport contre ce Bill, 75.

COUR DES COMMISSAIRES :—*Suite.*

2. Bill pour amender le chapitre 94 des S. R. B. C., concernant la— pour la décision sommaire des petites causes, [M. Marion], 170. Renvoyé au Comité de Législation, 241. Rapporté amendé, 261. Considéré en Comité général ; Rapporté, 296. Motion pour 3ème lecture retirée, 317.

COUR DU BANC DE LA REINE :—Voir 38 *des Documents*.

COURONNE :—Aide à certains colons sur les terres de la—. Voir *Terres de la Couronne*.

COURONNE :—Biens confisqués au profit de la—. Voir *Terres de la Couronne*.

COURONNE :—Officiers en loi de la—. Voir *Officiers en loi*.

## COUR SUPÉRIEURE :—

1. Bill pour amender les lois concernant la tenue de la—, [l'Hon. M. Taillon], 195. Renvoyé à un Comité général, 254. Considéré, 284. Passé, 295. Par le Conseil, 300. S. R., 321. [48 Vict., chap. 13].
2. Voir 39 *des Documents*.

COURS SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT :—Bill pour amender l'acte 47 Victoria, chap. 8, concernant la tenue des Cours Supérieure et de Circuit et le Code de Procédure Civile, [l'Hon. M. Blanchet], 170. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 253. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 256. Par le Conseil avec amendements, 290. Considérés et adoptés, 290. S. R., 321. [48 Vict., chap. 14].

**D**AQUAM :—Voir 40 *des Documents*.

DANJOU, AUG. ET AL :—Voir 188 *des Documents*.

DANSERAEU, C. A. :—Voir 41 *des Documents*.

DEBELLEFEUILLE, C. L. :—Voir 42 *des Documents*.

DELÉRY :—Compagnie des Mines d'Or—, incorporée. Voir *Mines d'or*.

DÉPARTEMENT DE L'Agriculture et des Travaux Publics :—Lois amendées. Voir *Agriculture*.

DÉPÔTS JUDICIAIRES :—Voir 43 *des Documents*.

DEPUYJALON :—Voir 44 *des Documents*.

**Députés :**

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 3, 4.
2. Prêtent serment et prennent leur siège, 5.
3. Résolutions relatives : 1. à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2. à la corruption et aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3. à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 7.

DÉPUTÉS :—*Suite.*

4. Un député se lève de son siège et dit que l'Honorable membre pour Bellechasse (M. *Faucher de Saint-Maurice*) a été diffamé par un article du *Nouvelliste*, 214. Article lu par le greffier, 214. Ordonné que le propriétaire-éditeur, J. G. Gingras, comparaisse à la Barre de la Chambre ; Rapport du sergent d'arme qu'il n'est pas dans le Palais Législatif ; Mandat au sergent d'armes assignant le dit Gingras à la Barre de la Chambre le lendemain à 3 h. P. M., 215. Rapport du sergent d'armes qu'il l'a assigné, mais non personnellement, 216. M. Nantel propose qu'un nouveau mandat soit émané ; Objection qu'il n'y a pas matière à procéder ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 218. Motion adoptée, 219. Mandat émis, 219-225. Rapport du sergent d'armes, 224, 233. M. Gingras sous sa garde, 234. Son examen, 234. Deux amendements proposés à une question ; Objection, M. l'Orateur maintient l'objection, 235. Examiné de nouveau ; Deux membres s'étant levés en même temps pour adresser la parole,—M. l'Orateur donne la parole au député pour Terrebonne ; Motion pour que le député pour Terrebonne ait la parole. M. l'Orateur déclare que la motion n'est pas dans l'ordre, 235. Motion pour que le député pour Ottawa ait la parole ; Objection ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 236. Motion négative, 237. Motion pour que M. Gingras soit déchargé, deux amendements proposés ; dernier amendement rejeté et premier adopté, 237. Motion principale amendée et rejetée, 239 ; M. Gingras devant attendre le plaisir de la Chambre, 239. Motion que M. Gingras soit libéré ; Objecté qu'aucun avis n'a été donné de cette motion, 248. M. l'Orateur renvoie l'objection, 248. Amendement proposé et négatif, 249. Motion principale adoptée, 249.
5. L'Honorable M. Mercier ayant demandé que certaines paroles prononcées par le Député pour Chambly (M. *Martel*) soient insérées dans les journaux de la Chambre ; Paroles inscrites, 139. Motion pour que ces paroles soient déclarées non parlementaires ; motion négative, 139.

DÉSHÉRENCE :—Biens en—. Voir *Biens en déshérence*.

DETTES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU CANADA :—Voir 45 des *Documents*.

DITTON, CHESHAM, ETC :—Voir 46 des *Documents*.

## Documents :

MIS DEVANT LA CHAMBRE.—Relatifs à—

No des  
Doc.

1. *Alain, Jacques* :—Correspondance au sujet de certaines réclamations de—, contre le département des chemins de fer.....
- (73) 2. *Aliénés* :—Liste des municipalités tenues au paiement de l'entretien des—, en 1883-84.  
(Document No 73.)

ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
Par ordre 197	
Par ordre 74	209



		ORDONNÉS	PRÉSENTÉS.
DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>			
(28)	3. <i>Asile de Beauport</i> :—Rapport de MM. Walton Smith et A. L. Martigny)... <i>Document No 28.</i> )	Par ordre 82	100
(10½)	4. <i>Assemblée Législative</i> :—Etat comparé des dépenses depuis la Confédération jusqu'au 30 juin 1884.....( <i>Document No 10½.</i> )		8
	Etat des recettes et des dépenses pour l'année expirée le 30 juin 1884, avec un rapport de l'auditeur.....		8, 9
	5. <i>Auditeur</i> :—Rapport de l'Auditeur des comptes de l'Assemblée Législative.....		10
(58)	6. <i>Audition des comptes</i> :—Etat faisant connaître s'il y a un système régulier et effectif d'— dans les départements publics. <i>Impression ordonnée</i> , 318.....( <i>Document No 58.</i> )	Par ordre 173	174
(70)	7. <i>Baby, W.</i> :—Motion pour une adresse demandant copie de la réclamation de— pour services rendus par lui à la Cie. du chemin de fer du Lac St-Jean ; amendement proposé ; débats ajournés, 160. Débats repris ; amendement adopté, 197. Motion amendée et adoptée. ( <i>Document No 70.</i> )	Adresse 160	198
	8. <i>Balances d'appropriation</i> :—Etat de toutes les—, pour 1883-84, restées, le 30 juin 1884, entre les mains des employés du Gouvernement ou déposées en banque.....	Par ordre 101	
(14)	9. <i>Beauharnois</i> :—Concernant la Cour Criminelle pour le District de Beauharnois en 1884. ( <i>Document No 14.</i> )	Ordre du 24 Mai 1884	24
(83)	10. <i>Bellechasse</i> :—Argents de colonisation dépensés dans le Comté de Bellechasse depuis le 2 Déc. 1881.....( <i>Document No 83.</i> )	Adresse 25	278
	11. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport du Bibliothécaire de l'Assemblée Législative.....	111 Règle	7
(30)	12. <i>Boivin, C. A.</i> :—Copie des instructions promises à,—percepteur du revenu à St-Hyacinthe, au sujet des licences.....( <i>Document No 30.</i> )	Adresse 82	100
(46)	13. <i>Bourgouin et Lamontagne</i> :—Documents concernant le paiement de \$16,000 à MM.—pour droits de passage en 1881. ( <i>Documents No 46.</i> )	Par ordre 51	132
<i>Cancellation</i> :—Voir 147 des Documents, Terres de la Couronne.			

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS.
<p>14. <i>Capitation</i> :—Motion pour un état comparatif des sommes payées annuellement, par le Gouvernement de la Puissance, à <i>Québec</i> ou <i>Ontario</i>, pour capitation, octrois spécifiques, fonds des écoles etc ; Retirée, 318.....</p> <p>Voir <i>Subside Fédéral</i>.</p>		
<p>(29) 15. <i>Casernes des Jésuites</i> :—Correspondance se rapportant à la disposition de l'emplacement des,— <i>Impression ordonnée</i>, 283..... (<i>Document No 29.</i>)</p>	<p>Adresse 82</p>	<p>100</p>
<p>(50) 16. <i>Cautionnements</i> :—Liste de tous les—, hypothécaires donnés par les fonctionnaires publics depuis la dernière session...(<i>Document No 50.</i>)</p>	<p>Adresse 82</p>	<p>156</p>
<p>17. Etat des cautionnements donnés par les officiers publics, du 27 Mars 1884 au 14 Mars 1885. ...</p>	<p>Par acte</p>	<p>41</p>
<p>(69) 18. <i>Charlebois, A.</i> :—Copie des mandats autorisant les paiements de certaines sommes à—, pour ameublement.....(<i>Document No 69.</i>)</p>	<p>Par ordre 158</p>	<p>194</p>
<p>19. Copie de la Pétition de,— demandant a être remboursé des pertes que lui a causées l'explosion du Palais Législatif, le 11 octobre 1884.....</p>	<p>Adresse 299</p>	
<p>(42) 20. <i>Chasse</i> :—Copie des rapports des gardes-chasse concernant le fonctionnement de la loi de chasse de 1884. Renvoyés à un Comité spécial, 175.....(<i>Document No 42.</i>)</p>	<p>Par ordre 93</p>	<p>119</p>
<p>Voir <i>Infra</i>, 103.</p>		
<p>(35) 21. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Etat détaillé de l'emploi des \$70,000 entrées à la page 72 des comptes publics pour 1883-84 pour—, <i>Impression ordonnée</i>, 317.....(<i>Document No 35</i>)</p>	<p>Par ordre 98</p>	<p>108</p>
<p>(24) 22. <i>Chemins de Fer</i> :—Rapport du Commissaire pour la période du 1er Juillet 1883 au 1er Mars 1884.....(<i>Document No 24.</i>)</p>		<p>Par ordre de S. H. 84</p>
<p>23. Motion pour une liste des—, de la Province qui échappent à l'effet de la section 6 du chapitre 24 de la 46e Victoria, passé par le Parlement Fédéral en 1883 ; Débats, 71, Débats repris, motion négative, 72.....</p>		
<p>24. <i>Chemin de fer Provincial</i> :—Correspondance au sujet de la demande de \$6,000 par mille au Gouvernement Fédéral pour—depuis Saint-Martin à Québec.....</p>	<p>Adresse 180</p>	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS.
(22) 25. <i>Chemin de fer du Nord</i> :—Correspondance se rapportant à l'exécution des conditions de l'acte de vente de la section Est. (Document No 22.)	Par ordre 60	60
(66) 25½. Correspondance avec le syndicat. (Document No 66.)	65	194
26. <i>Chemin de fer de la rive Nord</i> :—Correspondance concernant la demande de \$12,000 par mille pour cette partie du—, entre Québec et Montréal.....		Par Message 27
<i>Chemin Taché</i> :—Voir <i>infra</i> 142, <i>Taché, chemin.</i>		
27. <i>Chicoutimi et Saguenay</i> :—Motion pour un état des revenns de toutes sources pour le District de,—depuis 1867—, motion retirée, 46.....		
28. <i>Clercs Sessionnels</i> :—Motion pour une liste des—, et des messagers sessionnels depuis le 2 Déc. 1881—; motion retirée, 128.....		
29. <i>Code Municipal</i> :—Correspondance concernant la distribution, à qui de droit, en anglais et en français, d'un certain nombre d'exemplaires du,—.....	Par ordre 73	
<i>Codification</i> :—Rapport de la—, Voir 136 des Documents .....		
(7) 30. <i>Collection de Manuscrits</i> :—Deuxième et troisième volumes de la,—relatif à la Nouvelle France. (Document No 76.)		24
(33) 31. Correspondance et Documents relatifs à la composition et publication de la—, (Document de la Session, No 33.)	Ordre du 26 Mai 1884	101
32. <i>Commissions d'enquêtes</i> :—Motion pour un état détaillé des sommes d'argent payées à compte des Commissions d'enquêtes : contrat des édifices du Parlement et élection contestée de Jacques-Cartier, 1882—, amendement proposé et adopté ; adresse adoptée.....	Adresse 71	
33. <i>Compagnie de Sucre de Betteraves de Farnham</i> :—Correspondance se rattachant à l'hypothèque du Gouvernement contre la—.....	Adresse 259	
(3) 34. <i>Comptes publics</i> :—Etat des comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1884. (Document No 3.)	Par ordre du Lieut. Gov.	48

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
(52) 35. <i>Conseil de l'Instruction Publique</i> :—Copie des réponses des membres du—, à la lettre de l'Hon. J. A. Mousseau.....( <i>Document No 52.</i> )	Adresse 123	164
(81) 36. <i>Cornellier &amp; LeBlanc</i> :—Correspondance se rapportant à l'accusation portée contre MM.—. ( <i>Document No 81.</i> )	Adresse 215	255
(56) 37. <i>Cour de Circuit</i> :—Etat indiquant les termes de la—, pour chaque district, etc. <i>Impression ordonnée</i> , 317. ( <i>Document No 56.</i> )	Par ordre 83	170
(57) 38. <i>Cour du Banc de la Reine</i> :—Etat indiquant les termes de la—, etc pour chaque district, etc. <i>Impression ordonnée</i> , 317. ( <i>Document No 57.</i> )	Par ordre 83	170
(55) 39. <i>Cour Supérieure</i> :—Etat indiquant les termes de la—, pour chaque district, etc. <i>Impression ordonnée</i> , 317. ( <i>Document No 55.</i> )	Par ordre 83	170
40. <i>Daaquam</i> :—Copie de la requête des colons des Cantons de—, Bellechasse, Rioux et Buckland, demandant l'ouverture d'une route du chemin Taché allant jusqu'au pont de la 4ème concession de St-Raphaël.....	Adresse 214	
(45) 41. <i>Dansereau, C. A.</i> :—Documents se rapportant aux livres achetés par—, pour la Bibliothèque de la Législature.....( <i>Document No 45.</i> )	Adresse 50	127
(23) 42. <i>DeBellefeuille, C. L.</i> :—Etat des montants payés par—, à divers personnes, en 1881, pour expropriations pour le chemin de fer Q. M. O. et O. ( <i>Document No 23.</i> )	Par ordre 51	84
43. <i>Dépôts Judiciaires</i> :—Liste des—, au 30 juin 1884.	Par ordre 74	
(85) 44. <i>De Puyjalon</i> :—Copie du rapport adressé le 27 Août 1885 à l'Honorable Commissaire des Terres par le Comte Henri—, sur le Labrador Canadien. <i>Impression ordonnée</i> , 283.....( <i>Document No 85.</i> )	Par ordre 240	278
45. <i>Dettes de l'ancienne Province du Canada</i> :—Etat détaillé des—, qui forment la somme de \$73,006,088.84.....	Par ordre 219	
(38) 46. <i>Ditton, Chesham etc.</i> :—Correspondance au sujet du remboursement des sommes prêtées aux colons des Cantons de—. Renvoyée au Comité d'Agriculture, 128. ( <i>Document No 38.</i> )	Par ordre 61	114
(77) 47. <i>Droits de pêche</i> :—Etat montrant les prix réalisés par la vente des—, dans les rivières de la Province. <i>Impression ordonnée</i> , 283. ( <i>Document No 77.</i> )	Par ordre 175	223

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
48. <i>Dugas, Léon</i> :—Voir <i>Infra</i> , 137. <i>St-François de Sales</i> .		
(26) 49. <i>Ecole de Navigation</i> :—Liste des élèves qui ont suivi les cours de l'—, depuis sa création etc. <i>Impression ordonnée</i> , 283. ( <i>Document No 25</i> .)	Par ordre 73	85
50. <i>Ecoles de Réforme</i> :—Etat indiquant la répartition de certaines sommes déboursées pour les—, en 1884.....	Par ordre 128	
51. <i>Ecoles Normales</i> :—Motion pour un état indiquant le nombre des élèves des—, qui ont terminé leurs cours depuis 3 ans et se sont livrés à l'enseignement; Amendement; Objection; M. l'Orateur devant donner sa décision plus tard, 111. M. l'Orateur décide que la motion doit être modifiée, 190. Motion amendée et adoptée.....	Par ordre 111, 192	
(75) 52. <i>Embranchements de Berthier</i> :—Montant payé par les—, et de Joliette.....	Par ordre 51	209
Comptes des rails et traverses fournis ou prêtés pour la construction des—. ( <i>Document No 75</i> .)	51	
(13) 53. <i>Emigration et colonisation française</i> :—Correspondance entre le Baron de Verez, etc, au sujet de certain projet d'—.....( <i>Document No 13</i> .)	Ordre du 6 juin 1884	24
(1) 54. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1886. Renvoyés au Comité des Subsidés, 67. ( <i>Voir Subsidés</i> ). ( <i>Document No 1</i> .)	Message	67
(1) 55. Autres estimés supplémentaires pour 1885, et estimés supplémentaires pour 1886. Renvoyés, 270. ( <i>Voir Subsidés</i> ).....	Message	270
56. <i>Explosion</i> :—Motion pour copie de l'enquête faite au sujet de l'explosion, l'an dernier, aux bâtisses destinées au Palais Législatif. Déclaration de l'Honorable M. Taillon; Motion retirée, 111.....		
57. <i>Farnham</i> :—Copie des documents relatifs à la ligne de division entre le canton de— et la Seigneurie de St-Hyacinthe.....	Par ordre 175	
58. <i>Fonds de Batisses et des Jurés</i> :—Motion pour un état faisant voir les noms des municipalités arriérées, depuis 5 ans, au—, débats, 121. Débats repris; Motion amendée et adoptée, 122.....	Adresse 121, 122	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
59. Liste des municipalités qui sont arriérées au—.	Par ordre 158	
60. <i>Fonds d'Emprunt Municipal</i> :—Etat indiquant le nom des municipalités endettées au—, et le montant dû par ces municipalités.....	Par ordre 93	
(49) 61. Motion pour un état de toutes les sommes reçues des municipalités endettées au—, salaire du Commissaire, etc ; débats ajournés, 93. Débats repris ; Motion adoptée.....( <i>Document No 49.</i> )	Par ordre 93, 103	156
62. Etat de toutes les sommes reçues des municipalités endettées au—, et montant payé au Commissaire pour salaire, etc.....	Par ordre 93, 103	
Voir <i>infra</i> , <i>Sherbrooke</i> , <i>Ste-Hélène de Kamouraska</i> , <i>Trois-Rivières</i> .		
(61) 63. <i>Fonds de Pension</i> :—Liste des officiers publics qui ont contribué au— ; Montant payé, arrérages, etc, etc.....( <i>Document No 61.</i> )	Par ordre 82	183
(40) 64. <i>Fonds de pension des Instituteurs</i> :—Rapport indiquant l'état du—.....( <i>Document No 40.</i> )	Par ordre 74	118
(51) 65. <i>Fortier, Félix</i> :—Correspondance et documents au sujet de la mise à la retraite de—, etc. ( <i>Document No 51.</i> )	Adresse 112	156
66. <i>Fortin, L. A</i> :—Etat de toutes les sommes payées à,—comme surintendant des travaux de colonisation, depuis sa nomination.....	Par ordre 159	
<i>Gardes-Chasse</i> :—Voir <i>Supra</i> 20, <i>Chasse</i> ; <i>Infra</i> 108, <i>Permis de Chasse</i> .....		
(82) 67. <i>Gardiens des bâtisses du Parlement</i> :—Etat indiquant le nombre des—, nommés depuis l'explosion en Octobre dernier. ( <i>Document No 82.</i> )	Par ordre 160	255
(30) 68. <i>Griffith, John</i> :—Copie des instructions promises à—percepteur du revenu, à <i>Sherbrooke</i> , au sujet des licences.....( <i>Document No 30.</i> )	Adresse 82	100
(43) 69. <i>Howland, George</i> :—Correspondance au sujet de l'accusation de parjure portée contre—, ( <i>Document No 43.</i> )	Par ordre 99	119
(87) 70. <i>Impressions</i> :—Etat détaillé des sommes d'argent dépensées pour les—, dans chaque département depuis 1882.....( <i>Document No 87.</i> )	Par ordre 38	278

DOCUMENTS :—*Suite.*

		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
(20) 71. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, le nombre de ceux qui lui restent en mains, avec le compte détaillé des frais encourus pour l'impression et distribution des dits statuts.....	(Document No 20.)	Par Message	49
(19) 72. <i>Inspecteur des Assurances</i> :—Second rapport de l'— pour l'année 1884.....	(Document No 19.)	Par acte	48
(9) 73. <i>Institutions Littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc, des Institutions Littéraires, de charité, et des hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :			
Hospice St-Joseph,	Beauharnois.	Par acte.	25
Hospice St-Joseph,	Chambly.	.....	32
Salle d'asile,	do	.....	32
Providence St-Ignace,	Côteau du Lac.	.....	25
Hospice de la Providence,	Joliette.	.....	14
Distributing Home,	Knowlton.	.....	8
Union St-Joseph,	Lachine.	.....	84
Providence St-Joseph,	Lanoraie.	.....	34
Hospice de la Providence,	L'Assomption.	.....	25
Hospice de la Délivrance,	Lévis.	.....	25
Union St-Joseph,	do	.....	181
Asile Bethléem,	Montréal.	.....	25
Asile Nazareth,	do	.....	25
Church Home,	do	.....	77
Institution des sourds muets,	do	.....	25
Hôpital Général,	do	.....	25
Hospice de la Maternité,	do	.....	25
N.-D. de Charité du Bon Pasteur,	do	.....	8
St-Joseph du Bon Pasteur,	do	.....	8
Hôpital St-Patrice,	do	.....	8
Asile St-Patrice pour les Orphelins,	do	.....	8
Refuge de la Passion de Jésus,	do	.....	25
Women's Hospital,	do	.....	25
Salle d'Asile de St-Vincent de Paul,	do	.....	25
Association de charité des Dames de	Québec.	.....	\$2,107
Hôpital du Sacré Cœur,	do	.....	25
Cercle Catholique,	do	.....	25
Asile des Dames protestantes,	do	.....	54
Dispensaire,	do	.....	34
Asile Finlay,	do	.....	8
Club de Garrison,	do	.....	8
Asile des Orphelins,	do	.....	8
Union St-Joseph de St-Roch,	do	.....	84
Sœurs de la Charité,	do	.....	107
Sœurs de la Charité,	Rimouski.	.....	8
Hospice du Sacré Cœur,	Sherbrooke.	.....	25
Hôpital général,	do	.....	8
Hôpital général,	Sorel.	.....	39
Asile St Joseph,	Ste-Anne de la Pocatière.	.....	8

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
Hospice St-Louis,	St-Denis.	.....	25
Asile de la Providence,	St-Elizabeth.	.....	8
Asile des aliénés,	St-Ferdinand d'Halifax.	.....	25
Hospice,	do	.....	25
Hopital,	St-François du Lac.	.....	25
Hotel-Dieu,	St-Hyacinthe.	.....	25
Ouvroir Ste-Geneviève,	do	.....	25
Asile de la Providence,	St-Henri de Mascouche.	.....	39
Hopital,	St-Jean d'Iberville.	.....	25
Salle d'asile,	do	.....	25
Asile de la Providence,	St-Vincent de Paul.	.....	8
Union St-Joseph,	St-Sauveur.	.....	107
Providence St-Joseph,	Trois-Rivières.	.....	8
Hôpital des Ursulines,	do	.....	8
Hospice Lajemmerais,	Varennes.	.....	39
Hospice Ste-Elizabeth,	West Farnham.	.....	25
(Document No 9.)		.....	
(5) 74. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du surintendant de l'Instruction Publique, pour l'année 1883-1884.....	Par ordre du Lieut. Gov.	(Document No 5.)	45
(5) 75. <i>Etat financier</i> du surintendant, donnant un état des mandats de paiements reçus et des dépenses faites pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1884 .....	Par ordre du Lieut. Gov.	(Document No 5.)	48
66. <i>Ireland</i> :—Correspondance, mémoire etc., au sujet du lot No 17 du 1er rang du canton d'—.....	Adresse 258		
77. <i>Jacques-Cartier</i> :—Rapport de la Commission d'enquête relativement à la Pétition d'élection faite en 1882, contre l'élection d'un député pour le District Electoral de Jacques-Cartier.....			17
78. <i>Mémoire</i> concernant les vues de M. Watts, l'un des Commissaires.....		(Appendice No 3.)	91
(47) 79. <i>Jardin Botanique</i> :—Correspondance relativement à l'établissement d'un—, à Montréal. ....	Adresse 112	(Document No 47.)	137
80. <i>Juges de Paix</i> :—Correspondance au sujet de la distribution aux—, d'un Code ou Manuel du Juge de Paix.....	Par ordre 73		
(54) 81. <i>Kamouraska</i> :—Copie du tableau transmis par le percepteur du revenu pour—, au sujet des licences.....	Adresse 82	(Document No 54.)	164
(79) 82. <i>Correspondance</i> etc., au sujet de la construction d'une Cour de circuit dans le comté de—, ....	Adresse 180	(Document No 79.)	254



DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
(8) 83. <i>LeMay, Pamphile</i> :—Correspondance au sujet de la perte de 1600 volumes, éprouvée par M. Lemay, lors de l'incendie du Parlement. ( <i>Document No 8.</i> )	Ordre du 24 Mai 1884	24
(31) 84. Copie de la correspondance et documents se rapportant à la réclamation de—, pour perte de livres lors de l'incendie des batisses du Parlement en Avril 1883...( <i>Document No 31.</i> )	Adresse 93	101
<i>LaBelle Léandre</i> :—Voir <i>Infra</i> ,—, <i>St-François de Sales</i> .....		
(53) 85. <i>Lachine</i> :—Correspondance et documents au sujet de la construction de maisons d'école dans la ville de—,.....( <i>Document No 53.</i> )	Par ordre 127	164
(37) 86. <i>Lac St-Jean</i> :—Etat indiquant le montant du subside en terre et en argent promis à la Cie du chemin de fer de Québec et du—, ( <i>Document No 37.</i> )	Par ordre 71	108
<i>Lamb William</i> :— Voir <i>Infra</i> , 101.		
87. <i>Larocque, Monseigneur Joseph</i> :—Télégramme de félicitations envoyé à— au sujet du 50ème anniversaire de sa prêtrise ; et réponse. ( <i>Appendice No 1.</i> )		76
88. <i>Laurentides</i> :—Correspondance au sujet de la reconstruction du pont du chemin de fer des— sur la rivière St-Lin.....	Par ordre 258	
89. <i>Licences</i> :—Documents se rapportant à la constitutionnalité de l'acte fédéral des licences de 1883.....	Adresse 46	
90. Lettres adressées à M. M. C. A. Boivin, St-Hyacinthe, John Griffith, Sherbrooke et J. B. Mercier, St-Joseph, Beauce. ( <i>Document No 39.</i> )	Adresse 82	100
91 Tableau transmis par le percepteur du revenu pour le district de Kamouraska.....	82	
Voir <i>Supra</i> , 12, 68, 81 et <i>Infra</i> , 96 et 107.		
92. <i>Limites à bois</i> :—Correspondance qui a induit le Gouvernement à offrir en vente toutes— depuis le 1er janvier 1884— etc. ( <i>Document No 86.</i> )	Adresse 213	278

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
93. <i>Livres</i> :—Liste des ouvrages d'auteurs Canadiens français et anglais, qui, depuis la Confédération, ont été achetés par le Département de l'Instruction Publique pour être donnés dans les écoles .....	Par ordre 111	
94. Liste ou catalogue de tous les— et brochures publiés ou achetés par les départements publics depuis le 1er novembre 1879.....	Par ordre 160	
<i>Mandats spéciaux</i> :—Voir <i>Rapports en Conseil</i> ....		
(62) 95. <i>Marien</i> :—Copie du rapport des auditeurs chargés d'examiner les comptes de—, secrétaire trésorier des écoles du village de St-Jean-Baptiste.....( <i>Document No 62.</i> )	Par ordre 176	193
(32) 96. <i>Mercier J. B.</i> —Copie de la circulaire du 28 mars 1884, mentionnée dans la lettre du 2 avril 1884, à— au sujet des licences. ( <i>Document No 32.</i> )	Adresse 82	101
97. <i>Montpetit, A. N.</i> :—Copie du rapport. “ <i>Nos poissons et les pêcheries du Canada</i> ” transmis par l'auteur—au Commissaire des Terres de la Couronne .....	Par ordre 259	
(10) 98. <i>Montréal, District de</i> :—Baptêmes, Mariages et Sépulture dans le—, pour 1883. ( <i>Document No 10.</i> )	Par acte	8
99. <i>Montréal, Prison de</i> :—Motion pour un état indiquant le montant pour pierre à être cassée par les détenus de la—, depuis 1875; retirée, 51.....		
(74) 100. <i>Montréal et Ouest</i> :—Motion pour copie d'une requête demandant de l'aide pour la construction du chemin de fer de—, se dirigeant de St-Jérôme à Notre Dame du Désert : Débats, 174. Débats repris; motion adoptée, 175. ( <i>Impression ordonnée</i> , 283. ( <i>Documents No 74.</i> )	Par ordre 174, 175	209
(65) 101. <i>Ottawa et Vallée de la Gatineau</i> :—Correspondances et documents touchant la concession des terres faite aux Compagnies des chemins de fer d'—, et de colonisation d'Ottawa. ( <i>Document No 65.</i> )	Adresse 122	194
(80) 102. <i>Pacifique Canadien</i> :—Correspondance concernant la perception de deux versements par le—, sur le prix d'achat de la partie Ouest du chemin de fer Q. M. O. & O. <i>Impression ordonnée</i> , 318.....( <i>Document No 80.</i> )	Adresse 176	254

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
103. <i>Palais de Justice, de Québec</i> :—Correspondance, mémoire etc., entre les Juges de la Cour Supérieure et le Barreau de Québec au sujet de la construction du nouveau—,.....	Adresse 240	278
104. <i>Palais Législatif</i> :—Rapport de la Commission d'enquête au sujet du contrat pour la construction du—,.....		14
105. <i>Memoire contenant les vues de M. M. Joly et Robidoux au sujet de cette enquête.</i> ( <i>Appendice No 2.</i> )		90
(36) 106. <i>Papeterie</i> :—Echantillon de la—, distribuée à la Législature et dans chaque département etc. ( <i>Document No 36.</i> )	Par ordre 83	108
(21) 107. <i>Peloquin, J. B.</i> :—Copie de la requête de—, au sujet des poursuites prises par W. Lamb pour vente de boisson sans licence. ( <i>Document No 21.</i> )	Adresse 41	55
(41) 108. <i>Permis de chasse</i> :—Liste des personnes qui ont obtenu un permis de tuer plus de deux cariboux ou trois chevreuils—Renvoyée à un Comité spécial, 175.....( <i>Document No 41.</i> )	Par ordre 92	119
(15) 109. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Quinzième rapport des Inspecteurs de—, de la Province de Québec, pour l'année 1884.....( <i>Document No 15.</i> )	Par ordre du Lieut. Gov.	55
110. <i>Propriétés vendues par le Shérif</i> :—Motion pour un état pour 1884, dans chaque district, du nombre de—, prix de chaque lot etc., etc. Motion retirée, 258.....		
(63) 111. <i>Protonotaires</i> :—Liste des— de la Cour Supérieure, depuis 5 ans. <i>Impression ordonnée</i> , 317. ( <i>Document No 63.</i> )	Par ordre 73	193
(18) 112. <i>Québec Central</i> :—Rapports etc. concernant le paiement de \$30,960 au— fait le 4 Déc. 1884. ( <i>Document No 18.</i> )	Adresse du 10 juin 1884	45
(27) 113. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Commission chargée de faire une enquête sur la vente et l'administration du chemin de fer de Q. M. O. et O. <i>Impression ordonnée</i> , 316..... ( <i>Document No 27.</i> )	Adresse 50	100
(39) 114. <i>Etat indiquant les réclamations qui ont été payées depuis le 1 janvier 1884, relativement à la construction et à l'administration du—</i> ( <i>Document No 39.</i> )	Par ordre 110	115

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
(76) 115. Correspondance au sujet d'un cours d'eau dans la Paroisse de St-François de Sales Laval, barré par la construction du Q. M. O. et O. (Document No 76.)	Adresse 176	209
(80) 116. Correspondance concernant la perception de deux versements par le Pacifique Canadien sur le prix d'achat de la partie Ouest du— <i>Impression ordonnée</i> , 818. (Document No 80.)	Adresse 176	254
117. <i>Rapports en Conseil, etc</i> :—Etat des rapports de Conseil et Mandats Spéciaux préparés en vertu de la clause 47, chap. 9, 31 Vict.,.....	Par ordre de S. H.	30
(11) 118. <i>Rapports municipaux</i> de la Province de Québec, pour l'année 1884.....(Document No 11.)	Par acte	14
(11) 119. <i>Rapports municipaux</i> , pour l'année 1883. (Document No 11.)	Par acte	55, 70
(22½) 120. <i>Recettes et dépenses</i> de la Province du 1er juillet 1884 au 28 février 1885..... (Document No 22½.)		69
(68) 121. <i>Régistrateurs</i> :—Liste de tous les— de la Province ; revenu de chaque bureau, etc. <i>Impression ordonnée</i> , 317... (Document No 68)	Par ordre 65	194
122. <i>Régistratre</i> :—Copie du catalogue des documents, livres, etc, déposés au Département du—....	Par ordre 65	
(60) 123. <i>Remises d'amendes</i> :—Etat des—, confiscations, taxes, etc, du 30 mars 1884 au 13 avril 1885. (Document No 60.)	Par ordre 159	183
124. Droits, péages, confiscations, pénalités, remis par le Lieutenant-Gouverneur depuis le 18 février 1884.....		36
(67) 127. <i>Revenu</i> :—Etat du— provenant de toutes sources perçu par la Province, des cités de Montréal, Québec, etc, durant l'année finissant le 30 juin 1884..... (Document No 67.)	Par ordre 70	194
(16) 126. <i>Robitaille, L. A.</i> :—Etat de toutes les sommes d'argent payées à—, depuis le 1er juillet 1882. (Document No 16.)	Ordre du 10 juin 1884	33
(44) 127. Documents se rapportant à la mise à la retraite de—, sa pension, etc <i>Impression ordonnée</i> , 317. (Document No 44.)	Adresse 97	119
128. <i>Sénécal, L. A.</i> :—Etat des sommes payées par—, à compte de la construction du Q. M. O. et O.	Par ordre 51	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	PRÉSENTÉS.	ORDONNÉS.
(59) 129. <i>Sherbrooke</i> :—Correspondance au sujet de la dette due par la Cité de—, au fonds d'emprunt municipal.....( <i>Document No 59.</i> )	Adresse 99	178
(64) 130. <i>Sherifs</i> :—Liste des—, de la Province depuis les cinq dernières années. <i>Impression ordonnée</i> , 317.....( <i>Document No 64.</i> )	Par ordre 73	194
Propriétés vendues par le— Voir <i>Supra</i> , 110.		
131. <i>Shoolbred Seigneurie</i> :—Lettres patentes, documents etc., concernant la concession et les bornes de la Seigneurie—.....	Adresse 193	
(28) 132. <i>Smith, Walton</i> :—Rapports de—, et de A. L. de Martigny au sujet de l'asile de Beauport. ( <i>Document No 28.</i> )	Par ordre 82	100
(34) 133. <i>Sociétés de Colonisation</i> :—Liste des—, qui ont reçu les \$5,000 entrées en dépenses à la page 73 des comptes publics pour 1883-84. ( <i>Document No 34.</i> )	Par ordre 98	108
(17) 134. <i>Spencer Wood</i> :—Etat des dépenses d'entretien et de réparation de—, indiquées à la page 67 des comptes publics de 1882-83. ( <i>Document No 17.</i> )	Ordre du 10 juin 1884	33
(12) 135. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extraits des rapports des—,.....( <i>Document No 12.</i> )	.....	14
(6) 136. <i>Statuts généraux</i> :—Rapport de la Commission de refonte des—, avec la 3eme partie du projet de refonte.....( <i>Document No 6.</i> )	.....	24
(76) 137. <i>St-François de Sales</i> :—Correspondance au sujet d'un cours d'eau dans—, barré par la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O. ( <i>Document No 76.</i> )	Adresse 176	209
138. <i>St-Frédéric, Beauce</i> :—Copie de la requête se plaignant des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de—,.....	Adresse 127	
(71) 139. <i>St Germain de Grantham</i> :—Correspondance ayant rapport à la nomination des juges de paix dans—.....( <i>Document No 71.</i> )	Adresse 181	209
(78) 140. <i>Ste-Hélène de Kamouraska</i> :—Correspondance au sujet de la dette due par—, au Fonds d'Emprunt Municipal. ....( <i>Document No 78.</i> )	Adresse 99	224

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		PRÉSENTÉS.	ORDONNÉS.
141. <i>Subside Fédéral</i> :—Correspondance concernant le—, par tête, de la population.....	Par Message	25	
(40) 142. <i>Taché, (chemin)</i> :—Correspondance au sujet de la continuation des travaux sur le chemin— ( <i>Document No 40.</i> )	Adresse 258		
(72) 143. <i>Tassé, Joseph</i> :—Copie de la plainte, etc, <i>in re Regina vs—</i> , Montréal, terme de Mars 1885. ( <i>Document No 72.</i> )	Adresse 41	209	
144. <i>Taxe sur compagnies</i> :—Documents se rapportant à la— imposée par la 45 Vict. ch. 22, parlement de Québec.....	Par ordre 47		
145. <i>Taxe sur les exhibits produits devant les Cours</i> :—Documents se rapportant à la—.....	Adresse 46		
(4) 146. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin, 1884.....( <i>Document No 4.</i> )	Par ordre du Lieut. Gov.	45	
(26) 147. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport indiquant le nombre de permis d'occupation cancelés depuis la Confédération....( <i>Document No 26.</i> )	Par ordre 38	85	
(48) 148. <i>Timbres d'Assurance</i> :—Sommes perçues par— et montant remboursé— ...( <i>Document No 48.</i> )	Par ordre 98	137	
(28) 149. <i>Thouin, F. X.</i> :—Copie du rapport de Walton Smith du 5 janvier 1884 au sujet du meurtre de— à l'asile de Beauport..( <i>Document No 28.</i> )	Par ordre 82	100	
150. <i>Trois-Rivières</i> :—Correspondance au sujet de la dette due au fonds d'emprunt municipal par la Cité des— .....	Adresse 240		

DROITS DE PÊCHE :—Voir 47 *des Documents.*

DROITS, péages, confiscations etc., remises de— Voir 124 *des Documents.*

DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Bill pour diviser le District Electoral de—, en deux Districts électoraux, (*M. Watts*), 62. Seconde lecture renvoyée sur division, 112.

Voir *Votes*, 2.

DUGAS LÉON :—Voir 137 *des Documents.*

**ECOLE DE NAVIGATION** :—Voir 49 *des Documents*.

**ECOLES DE REFORME** :—L'Honorable M. Beaubien propose que les—, soient à l'avenir établies dans les campagnes, 258. Préambule et premières résolutions adoptés ; Seconde et troisième résolutions retirées, 259.

**ECOLE DE REFORME** :—Voir 50 *des Documents*.

**ECOLES NORMALES** :—Voir 51 *des Documents*.

**EGLISE D'ANGLETERRE** :—Pétition demandant un acte incorporant le synode de l'Eglise d'Angleterre dans le diocèse de Québec, et pour d'autres fins en rapport avec les biens temporels de cette église, 32. Avis, 39. Bill, (L'Hon. M. Joly), 40. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 60. Rapporté amendé, 114. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 122. Par le Conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 217. Honoraire remis, 176. S. R., 320. (48 Vict., c. 40.)

**EGLISE ST-JEAN L'EVANGELISTE** :—Pétition demandant un acte amendant les statuts relatifs à l'Eglise de Saint-Jean l'Evangeliste, Montréal ; Reçue et lue, 68. Avis, 75. Bill, (M. Stephens), 76. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 80. Rapporté, 100. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 105. Par le Conseil, 136. Honoraire remis, 128. S. R., 320. (48 Vict., c. 39.)

**EGLISE ST-ETIENNE** :—Pétition demandant un acte autorisant le Recteur de l'Eglise de Saint-Etienne, dans la paroisse de Saint-Etienne et le Diocèse de Montréal, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances, 79. Avis, 85. Bill [M. MaShane], 86. Renvoyé au Comité des Bills Privée, 94. Rapporté amendé, 125. Honoraire remis 180 ; Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 136. Par le Conseil, 230. S. R., 320. [48 Vict., chap. 41].

**ELECTION DES MEMBRES** :—Bill pour amender l'acte 38 Victoria, chap. 7, intitulé : "Acte concernant l'élection des Membres de l'Assemblée Législative de la Province de Québec," [M. Martin], 96. Renvoyé à un Comité général, 129. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 190. Par le Conseil, 232. S. R., 320. [48 Vict., chap. 2].

**ELECTION JACQUES-CARTIER** :—Voir *Jacques-Cartier* et 31 *des Documents*.

**EMBRANCHEMENTS de Berthier et de Joliette**. Voir 52 *des Documents*.

**EMIGRATION ET COLONISATION FRANÇAISE** :—Voir 53 *des Documents*.

**EMMAGASINAGE DE LA POUDRE** :—Bill amendant la Loi des licences de Québec de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasiner de la poudre et des autres matières explosives, [l'Hon. M. Robertson], 232. Renvoyé à un Comité général, 254. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé sur division, 257. Par le Conseil, 300. S. R., 321. [48 Vict., chap. 9].

## EMPLOYÉS :—

1. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la nomination de certains officiers chargés de veiller à la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le comité délibère, 59. Résolutions rapportées ; Adoptées ; Renvoyées au Bill, 59. Voir *infra*, 2.
2. Bill pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures, [l'Hon. M. Taillon], 47. Renvoyé à un Comité général, 59. Résolutions renvoyées à ce Comité, 59. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté, 253. Ordre pour 3ème lecture rescindé ; Bill renvoyé de nouveau à un Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 294. Par le Conseil, 317. S. R., 319. [48 Vict., chap. 32].

ENQUÊTE, commission d'— :—Voir 32, 77 et 104 *des Documents* ; Voir aussi *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

ENREGISTREMENTS :—Bill pour amender l'acte 47 Vict., chap. 13, intitulé : " Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du code civil," (M. Gagnon), 32. Renvoyé au Comité de Législation, 65. Rapport, 212. Motion pour que le Bill soit remis sur les Ordres du Jour pour Comité général, 213. Considéré ; Amendé, 265. Amendements adoptés, 296. Passé, 296. Par le Conseil, 317. S. R., 319. (48 Vict., c. 19.)  
Pétitions en faveur de ce Bill, 260.

ENREGISTREMENT DES SOCIÉTÉS :—S. R. B. C., amendé :—Voir *Sociétés*.

ETAT CIVIL :—Copies délivrées des registres incendiés de l'—. Voir *Régistres de l'Etat Civil*.

ESTIMÉS :—Voir 54 et 55 *des Documents* ; *Subsides*.

EXPLOSION DES BATISSES DU PARLEMENT :—Voir 19 et 56 *des Documents*.

## FARNHAM :

1. Ligne de division du Canton de,—Voir 57 *des Documents*.
2. Cie. du Sucre de Betteraves de,—Voir 33 *des Documents*.
3. Pétition demandant un acte incorporant " L'Orphélinat de Farnham ". Reçue et lue, 88. Avis, 95. Bill (M. Poulin), 96. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 103. Rapporté amendé, 133. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 157. Par le conseil, 230. Honoraire remis, 197. S. R., 319. (48 Vict., C. 48.)
4. Pétition demandant un Acte incorporant " La Société St-Jean-Baptiste de Farnham," 49. Avis, 54. Bill [M. Spencer], 54. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 60. Rapporté amendé, 76. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 80. Par le Conseil avec amendements, 115. Considérés et adoptés, 115. Honoraire remis, 160. S. R., 319. [48 Vict., chap. 53]

FAUCHER DE SAINT-AURICE :—Ecrit du *Nouvelliste* contre M.—. Voir *Députés* 95.



FILATURE DE STE-ANNE, Hochélagu, et moulins à coton de V. Hudon,—fusion des Compagnies. Voir *Hudon, V.*

FONDS DE BATISSES ET DES JURÉS. Voir 58 et 59 *des Documents.*

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL. Voir 60, 61, 62, 129, 140 et 150 *des Documents.*

FONDS DE PENSION :—Voir 63 *des Documents.*

FONDS DE RETRAITE DES INSTITUTEURS :—Bill pour amender l'acte de cette Province 43-44 Vict., chap. 22, intitulé : "Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire." Bill [l'Hon. M. Robertson], 232. Renvoyé à un Comité, général, 254. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 257. Par le Conseil, 300. S. R., 321 [48 Vict., chap. 31].

FONDS DE PENSION DES INSTITUTEURS :—Voir 64 *des Documents.*

FÉLIX FORTIER :—Pétition demandant que la question du montant de sa pension soit renvoyée à un Comité spécial, 182. Voir 65 *des Documents.*

FORTIN, L. N. :—Voir 66 *des Documents.*

FROTHINGHAM, G. H. :—Pétition demandant un acte définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu George H. Frothingham, et pour autres fins en rapport avec ce testament, 34. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. Stephens), 40. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 45. Rapporté amendé, 100. Ordre rescindé ; Bill renvoyé de nouveau au Comité des Bills Privés, 105. Rapporté amendé, 155. Considéré en Comité général ; Amendé, Rapporté ; Passé, 166. Par le Conseil avec amendements, 265. Considérés et adoptés, 266. S. R., 319. (48 Vic., c. 8.)

GARDES-CHASSE :—Copie des rapports des— mis devant la Chambre, 119. Voir 20 et 108 *des Documents.* Renvoyés à un Comité spécial, 175. Premier rapport, 212.

GARDIENS DES BATISSES DU PARLEMENT :—Voir 67 *des Documents.*

GERMAIN, H. A. :—Pétition demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Henri-Arsène Germain au nombre de ses membres, 39. Bill (M. Robidoux), 48. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapporté, 85. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 93. Par le Conseil, 136. S. R., 319 (48 Vic., c. 86.)

GIBIER,—Clubs pour la protection du poisson et du— Voir *Clubs.*

GINGRAS, JOSEPH, G. :—Affaire du *Nouvelliste.* Voir *Députés*, 5 et *Votes* 6 et 7.

GRIFFITH, JOHN :—Voir 68 *des Documents.*

## GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—

Son certificat de l'élection des Membres pour les Districts électoraux suivants :

Pages du journal.	Districts Electoraux	Membres
3	Laval.....	Pierre Evariste LeBlanc, Ecuier,
4	Vaudreuil.....	Alfred Lapointe, Ecuier,
4	Mégantic.....	John Whyte, Ecuier,

**HOCHELAGA** :—Motion pour que l'honoraire payé à la dernière session sur le Bill concernant les Commissaires d'école d'— soit remis ; M. l'Orateur décide contre, 159.

**HOCHELAGA** : Couvent Jésus-Marie :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de " La communauté des sœurs des saints noms de Jésus et de Marie," et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent, à Hochélaga, 79. Avis, 85. Bill (*Du Conseil Législatif*), Renvoyé au Comité des ordres permanents, 196. Ordre déchargé ; Bill lu la 2eme fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 210. Rapporté, 216. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 227. S. R., 319. (48 Vict., c. 46.)

**HOPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS** :—La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant un prêt à l'— ; Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Résolution rapportée, 226. Adoptée, 227.

**HÔTEL-DIEU D'ARTHABASKAVILLE**, St. Joseph de l'—Religieuses hospitalières,—incorporées.—Voir *Arthabaskaville*.

**HÔTEL-DIEU DE ST. VALIER**, à Chicoutimi,—incorporation de l'—Voir *Chicoutimi*.

**HOWLAND, GEORGE**.—Voir 69 des *Documents*.

**HUDON, V.** :—Pétition demandant un acte fusionnant la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochélaga, et la compagnie de filature Ste-Anne, Hochélaga, sous le nom de : " La compagnie de filature de coton d'Hochélaga," 58. Avis, 62. Bill (*M. Stephens*), 62. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 72. Rapporté amendé, 118. Considéré en Comité général ; Rapporté, Passé, 130. Par le conseil avec amendements, 262. Considérés et adoptés, 262. S. R., 320, (48 Vic., c. 62.)

**HULL** :—Pétition demandant un acte amendant l'acte pour incorporer la cité de Hull, 38 Victoria, chapitre 79. Avis, 107. Bill (*M. Duhamel*), 107. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 121. Rapporté amendé, 182. Règles suspendues ; Bill considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 184. Par le Conseil, 250. S. R., 321, (48 Vic., c. 70.)

## IMPRESSIONS:—

1. Comité Permanent des— nommé, 7, 35. Comité collectif des— ; Membres nommés par l'Assemblée, 44. Message envoyé au Conseil, 44. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 57. Premier rapport ; Recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 75. Message au Conseil, 75. Message du Conseil, 82. Second rapport, 283. Adopté, 284. Troisième rapport ; Adopté, 316.

2. Documents dont l'impression est ordonnée par le Comité, 283, 317.

3. Liste des documents dont l'impression est ordonnée. Voir à la fin de cet *Index*.

Voir 70 des *Documents*.

IMPRIMEUR DE LA REINE. Voir 71 des *Documents*.

INDEMNITÉ DES MEMBRES:—La Chambre décide de se former en Comité général pour considérer l'indemnité sessionnelle des Membres du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 281. Le Comité délibère, 282. Résolution rapportée sur division et adoptée sur division, 282. Voir *Votes*, 8.

INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE:—Bill pour amender l'Acte 32 Vict., chap. 3, concernant l'indépendance de la Législature, et étendre au Conseil Législatif les dispositions de l'Acte 47 Vict., chap. 2. [L'Hon. M. *Taillon*], 195. Présenté et lu la 1ère fois sur division, 195. Lu la 2ème fois sur division ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté sur division et Passé sur division, 288. Par le Conseil, 300. S. R., 321. [48 Vict., chap. 3]. Voir *Votes* 9.

INDUSTRIES:—Comité permanent des—, nommé, 7, 35. Premier rapport ; *Quorum* réduit à cinq membres, 58. Adopté, 58.

INHUMATIONS:—Bill pour amender l'acte 38 Victoria, chapitre 34, pour mieux régulariser les inhumations, [M. *Nantel*], 261. Lu la 2ème fois ; Urgence déclarée pour les autres phases de ce Bill ; Renvoyé à un Comité général ; Amendé ; Rapporté sur division et passé, 298. Par le Conseil, 316. S. R., 321. [48 Vict., chap. 27].

INSPECTEURS DES ASSURANCES:—Voir 72 des *Documents*.

INSTITUTEURS:—Fonds de retraite des—, 43-44 Vict., chap. 22, amendé. Voir *Fonds de retraite* ; et 64 des *Documents*.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, de charité, hôpitaux, etc:—Rapport annuel des—. Voir 73 des *Documents*.

## INSTRUCTION PUBLIQUE:—

1. Bill pour amender les lois concernant l'Instruction publique en cette Province, [l'Hon. M. *Blanchet*], 107. Motion pour 2ème lecture ; débats ; ajournés, 206. Débats repris ; motion pour renvoyer la 2ème lecture à 3 mois négative ; Bill lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 270. Considéré ; Amendé, 284. Amendements considérés et adoptés ; Lu la 3ème fois et passé, 289. Par le Conseil, 300. S. R., 321. [48 Vict., ch. 30].

INSTRUCTION PUBLIQUE :—*Suite.*

2. Bill amendant de nouveau la loi concernant l'Instruction Publique dans cette Province. (M. Stephens), 137. Renvoyé à un Comité général, 242.

Voir 74 et 75 des Documents ; Voir aussi Votes 10.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Asselin, 193.  
 Audet, 264.  
 Beaubien, 96.  
 Bernard, 70.  
 Bernatchez, 110, 172.  
 Cameron, 70.  
 Carbray, 196.  
 Desjardins, 24.  
 Faucher de St-Maurice, 33, 41, 46, 61, 63, 91, 158, 228.  
 Gagnon, 63, 64, 69, 91, 97, 127, 158, 172, 228, 239, 299.  
 Lapointe, 91.  
 Marchand, 97, 228.  
 McShane, 109, 172.  
 Mercier, 110, 119, 126, 172.  
 Nantel, 173.  
 Picard, 197.  
 Rinfret dit Malouin, 158.  
 Robideux, 70, 222.  
 St-Hilaire, 33, 69.  
 Stephens, 69.  
 Watts, 158.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :—

Amyot, Chemins à Barrières, 196.  
 Autonomie de la Province, 126.  
 Accoustique de la Salle des Séances, 97.  
 Agents des Terres de la Couronne, 64.  
 Asile de Beauport, administration de l—, 70.  
 Association Mutuelle de Prévoyance, 46, 63, 158.  
  
 Belœil, Ecole du Village de—, 70.  
 Budget Supplémentaire, 127.  
 Bureau, Joseph—, 110.  
  
 Cadastre de Huntingdon, 70.  
 Cartes régionales, désignation des propriétés sur les—, 41.  
 Cartes régionales, publication des—, 61.  
 Chambly, bureau d'enregistrement du Comté de—, 64.  
 Chemins à Barrières de Québec, 196.  
 Chemin de Fer du Nord, terminus du—, 96.  
 Chemin Taché, 193.  
 Chicoutimi, licences pour maison de pension, 33.  
 Commission des Chemins à Barrières, 196.  
 Commission du Service Civil, 63, 69, 110.  
 Commissaires nommés en vertu de la 47 Vict., chap. 4, 109.  
 Code Municipal, 91.

---

**INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.***

Compagnie des Terres et de Colonisation de la Puissance, 197.

Cornellier et LeBlanc, 120.

Crédits votés par la Législature, 64.

Daaquam, relevé du Canton—, 63.

Dansereau, C. A.—, 109.

Drolet, Gaspard—, 63.

Employés s'occupant d'élection dans Lévis, 70.

Exposition d'Anvers, 158.

Exposition des Colonies et des Indes, 1886, 228.

Explosions au Parlement, dommages causés par les—, 97.

Explosions au Parlement, causes des—, 110.

Faribault, G. B.—63.

Fête des arbres, 91.

Fonds d'emprunt municipal, projet de loi, 24.

Fonds de retraite des instituteurs, 70.

Frais de Justice, 91.

Guilbault, Edouard, réclamation de— 110.

Hamelin, succession de feu Dame Vve— 228.

Huntingdon, cadastre du Comté de—, 70.

Indemnité des députés et des conseillers, 120, 170.

Immigration canadienne aux Etats-Unis, 91.

Instituteurs, fonds de retraite des— 172.

Juges de Paix de St-Germain de Grantham, 172.

Kamouraska, Cour de Circuit, 91, 213, 239, 299.

Langevin, Sir Hector, 173.

Laurentides, seconde ligne au pied des— 173.

Livres de comptes tenus par les secrétaires des municip.— 264.

Lac St-Jean, *rails* sur le chemin du— 70.

Limites Nord de la Province 33.

Liqueurs enivrantes, 70.

Lévis, employés s'occupant d'élection dans— 70.

Manuscrits, publication de certains—, 63.

Montmagny, chemins de colonisation 100.

Norton Creek, 222.

Pagnuelo, S. 120.

Palais de justice, 158.

Pont sur la rivière Yamaska, 172.

Québec, Palais de justice, 155.

Q. M. O. et O., à compte sur prix de vente, 120.

Rapports des Commissaires d'enquêtes, 173.

Robitaille, L. A. Pension de— 119.

---



---

**INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.***

Salle destinée à l'Assemblée Législative, 97.  
 Secrétaires trésoriers des munic. livres de compte des— 264.  
 Société littéraire et historique de Québec, 63.  
 St-Albert de Warwick, 158.  
 St-Germain de Grantham, Juges de Paix, 172.  
 Stevenson A. A, 63.

Taxe sur *exhibits*, remboursement de la— 91.  
 Tellier, Louis, 63.  
 Terrain de l'ancien palais Législatif, 69.  
 Tracé du Pacifique, 126.  
 Talbot, Godfroi, 172.

Whelan, M. dépôt de garantie, 120.

Yamaska, Pont sur la rivière— 172.

IRELAND, CANTON :—Voir 76 *des Documents*.

**JACQUES-CARTIER** :—Rapport de la Commission d'enquête sur l'élection contestée de 1882, 17. Rapport de la minorité, 89. Voir *Appendice No 3*. Voir 32, 77 et 78 *des Documents*.

JARDIN BOTANIQUE de Montréal :—Association du—, incorporée. Voir *Montréal* ; voir aussi 79 *des Documents*.

JÉSUS-MARIE :—Sœurs des SS. Noms de—, Hochelaga, incorporées. Voir *Hochelaga*.

JOURNAUX :—

1. Certains documents entrés dans les journaux de cette Chambre, 90, 91.
2. Certaines paroles entrées dans les journaux ; Motion pour que ces paroles soient retirées, négative, 139.
3. Déclaration, concernant l'explosion dans les bâtisses du Parlement le 11 octobre 1884, entrée dans les journaux de la Chambre, 112.

JUGES DE PAIX :—Voir 80 *des Documents*.

JURÉS ET JURYS :—Acte pour amender la loi des jurés et jurys. (L'Hon. M. *Blanchet*), 213. Renvoyé à un Comité général, 254. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Lu la 3<sup>ème</sup> fois sur division et Passé, 257. Par le Conseil, 300. S. R., 319. (48 Vict., c. 17.)

KAMOURASKA :—Voir 81 et 82 *des Documents*.

KNOWLTON :—

*Distributing Home* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

LABELLE, LÉANDRE :—Voir 137 *des Documents*.

## LACHINE :—

1. Pétition demandant un acte pour amender les divers statuts relatif à la ville de Lachine et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville, 79. Avis, 85. Bill (M. Boyer), 86. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 94 ; Rapporté amendé, 133. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 166. Par le Conseil, 262. S. R., 320. (48 Vic., c. 71.)
2. Ecoles de Lachine : Voir 85 des Documents.
3. Union St-Joseph : Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

LACHUTE :—Pétition demandant un acte incorporant la ville de Lachute, 49. Avis, 54. Bill (M. Owens), 55. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 72 ; Rapporté amendé, 114. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 122. Ordre déchargé ; Bill renvoyé de nouveau au Comité des Bills Privés, 122. Rapporté amendé, 133. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 126. Par le Conseil avec un amendement, 262. Considéré et adopté, 262. S. R., 319. (48 Vic., c. 72.)

LAC ST-JEAN :—Voir 86 des Documents.

## LANORAIE :—

*Providence St-Joseph* : Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

LAPOINTE, ALFRED :—Son certificat d'élection, 4. Prête serment et prend son siège, 7.

LAROCQUE, MONSEIGNEUR :—Télégramme de félicitations envoyé par tous les députés à,—à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa prêtrise et réponse de Sa Grandeur, 76. Appendice No 1. Page 327. Voir 87 des Documents.

## L'ASSOMPTION :

*Hospice de la Providence* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

LAURENTIDES :—Voir 88 des Documents.

LAVAL :—Pétition demandant le rappel quant au Comité de—, de la section 3 de la 47 Vict., chap. 83, 132.

LEBLANC, PIERRE EVARISTE :—Certificat de son élection, 3. Prête serment et prend son siège, 33.

LE CANADIEN, Club de Raquettes :—Voir *Montréal*.

LÉGISLATURE,—indemnité des membres de la,—

Bill pour amender le statut 33 Victoria, chapitre 4, et le statut qui l'amende. (L'Hon. M. Taillon), 282. Lu la 2eme fois sur division ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 294. Par le Conseil, 317. S. R., 321. (48 Vict., c. 4.)

LEMAY, PAMPHILE :—Voir 83 et 84 des Documents.

**LÉVIS :—**

1. Hospice de la Délivrance :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.
2. Union St-Joseph :—Etat d'affaires, Voir 73 *des Documents*.

**LICENCES :—**Bill pour amender la section 96 de la Loi des licences de Québec de 1878, (M. Gagnon), 69. Renvoyé à un Comité général, 92. Considéré ; Amendé, 99. Amendements adoptés ; Passé, 101. Par le Conseil, 175. S. R., 320. (48 Vict., ch. 8).

Voir 68, 81, 86, 89, 90, 91, 96, 107, *des Documents*.

**Lieutenant-Gouverneur :**

1. Son discours à l'ouverture de la Session, 5. Jour fixé pour la prise en considération, 7. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc, 10, 12. Voir *Adresses*.
2. Donne son assentiment, par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 40, 59, 133, 222, 242, 255, 270, 271, 281, 290.
3. Son discours à la clôture de la Session, 323.
4. Il proroge le Parlement, 323.
5. Sanctionne les Bills, 320.

**Messages de Son Honneur :**

6. Invitant la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 319.
7. En réponse à l'adresse du discours du Trône, 38.
8. Transmettant les estimés, 67. Les estimés supplémentaires, 270.
9. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 49. Voir 71 *des Documents*.
10. Transmettant copie de la correspondance concernant le subside fédéral par tête de la population, 25. Voir 141 *des Documents*.
11. Transmettant copie de la correspondance concernant la demande de porter à \$12,000 par mille l'octroi pour le Chemin du Nord, de Québec à Montréal, 27. Voir 26 *des Documents*.

**LIGUE de tempérance du comté d'Arthabaska,—incorporée :—**Voir *Arthabaska*.

**LIMITES A BOIS :—**Voir 92 *des Documents*.

**LIVRES :—**Voir 93 et 94 *des Documents*.

**LOIS EXPIRANTES ET LÉGISLATION :—**Comité des,—nommé, 7, Bills renvoyés à ce Comité, 65, 88, 103, 192, 197, 212, 229, 241. Premier rapport, 54. Autres rapports sur Bills, 75, 208, 212, 261, 208, 261.



---

**LOIS EXPIRANTES ET LÉGISLATION :—*Suite.***

Bills rejetés par ce Comité ne devant pas être inscrits sur les Ordres du Jour, 213.

LOI DE CORVÉE :—Pétition demandant le rappel de la,—79.

**MAGISTRATS DE DISTRICTS :—**

1. Bill pour modifier la loi 32 Vict., chap. 23, concernant les Magistrats de Districts en cette Province, (M. *Saint Hilaire*), 33. Renvoyé au Comité de Législation, 83. Rapport contre le Bill, 208.
2. Bill pour amender l'Acte concernant les Magistrats de District dans cette Province, (L'Hon. M. *Flynn*), 89. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 205. Par le Conseil, 262. S. R., 320. (48 Vict., chap. 15).

MAGOG TEXTILE & PRINT CO :—Pétition demandant un Acte autorisant *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations, 34. Avis, 39. Bill (M. *Thornton*), 39. Renvoyé au Comité des Industries, 45. Rapporté amendé, 58. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 62. Par le Conseil, 102. S. R., 320. (48 Vict., chap. 61).

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir 117 *des Documents*.

MANUFACTURES,—protection de la vie et de la santé des employés dans les—. Voir *Employés*.

MANUFACTURE D'EMPOIS ET DE GLUCOSE :—Troisième rapport du Comité d'agriculture recommandant l'établissement d'une— à Carleton, 247 :—Voir *Votes*, 17.

MARIEN :—Voir 95 *des Documents*.

MARTEL, DR :—Paroles prononcées par le,—entrées dans les journaux de la Chambre, 139 :—Voir *Députés*, 5. Voir aussi *Votes*, 11.

MASSON, DAMASE :—Pétition demandant un acte à l'effet de substituer la licitation volontaire à la licitation forcée quant à certains biens dépendant des successions de feu Damase Masson et son épouse ; Reçue et lue ; Avis, 75. Bill, (L'Hon. M. *Taillon*), 76. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 80. Rapporté ; Amendé, 93. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 103. Par le Conseil, 175. S. R., 320. (48 Vict., c. 80.)

MÉDECINE :—Bill pour amender la loi concernant la profession médicale et la chirurgie dans la Province de Québec, (M. *Casavant*), 232.

MEMBRES de l'Assemblée Législative, acte concernant l'élection des,—amendé. Voir *Election des membres*.

MEMBRES de la Législature,—indemnité des—. Voir *Indemnité des membres* ; Voir *Députés*.

MERCIER, J. B. :—Voir 96 *des Documents*.

**MINES D'OR DE DELÉRY** :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie des mines d'or de DeLéry, Bill (*M. Rinfret dit Malouin*), 67. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 80. Rapporté amendé, 114. Considéré en Comité général, Rapporté, Passé, 121. Par le Conseil, 250. S. R., 320. (48 Vic., c. 65.)

**MISSISQUOI** :—Pétition demandant un acte amendant les statuts concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi; Reçue et lue, 88. Avis, 96. Bill (*M. Frégeau*), 96. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 109. Rapporté, 133. Considéré en Comité général, Rapporté; Passé, 157. Par le Conseil avec amendements, 246. Considérés et adoptés, 247. S. R., 320. (48 Vic., c. 77.)

**MONTMORENCY ET CHARLEVOIX** :—Chemin de fer de Québec,—nouveaux pouvoirs accordés. Voir *Québec*.

**MONTPETIT, A. N.**— Voir 97 *des Documents*.

## Montréal :

1. **Abattoirs** : Pétition demandant un acte incorporant la compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal, 44. Avis, 54. Bill (*L'Hon. M. Mercier*), 55. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 80. Rapporté, 125. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 185. Par le Conseil, 250. S. R., 320. (48 Vic., c. 60.)
2. **Asile Bethléem** :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.
3. **Asile Nazareth** :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.
4. **Asile St-Patrice pour les Orphelins** :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.
5. **Church Home** : Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.
6. **Cercle National Français** :—Pétition demandant un acte pour incorporer le "Cercle National Français de Montréal"; Reçue et lue, 279. Bill présenté sur motion spéciale (*L'Hon. M. Taillon*); lu les 3 fois et passé, 282. Par le Conseil, 300. S. R., 321. (48 Vic., c. 55.)
7. **Cité de Montréal** :—Pétition demandant un acte amendant la charte de la Cité de Montréal; Reçue et lue, 95. Avis, 99. Bill (*M. Stephens*), 100. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 121. Rapporté amendé, 169. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 178. Par le Conseil avec amendements, 262. Considérés, 263. Lus la 2ème fois et Comité spécial pour conférer avec le Conseil, 266. La Chambre suspend ses délibérations, 281. Rapport au sujet de la conférence, 281. Message du Conseil, 284. Résolution adoptée et renvoyée au Conseil, 285. Message au Conseil avec un amendement à leur amendement, 285. Message du Conseil acceptant cet amendement, 290. S. R., 320. (48 Vict., ch. 67.)
8. **Club de Raquettes Le Canadien** :—Pétition demandant un acte incorporant l'Association connue sous le nom de : "Le Club de Raquettes Le Canadien de Montréal," 54. Avis, 58. Bill (*L'Hon. M. Mercier*), 58. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 72. Rapporté amendé, 79. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 87. Par le Conseil avec un amendement, 126. Considéré et adopté, 126. Honoraire remis, 128. S. R., 319. (48 Vict. ch. 57.)

---

---

MONTRÉAL :—*Suite.*

9. *Club Victoria* :—Pétition demandant un acte autorisant le Club Victoria des Patineurs de Montréal à augmenter son capital-actions, 44. Avis, 75. Bill (M. McShane), 76. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 80. Rapporté amendé, 95. Renvoyé à un Comité général ; Rapporté ; Passé, 102. Par le Conseil, 167. Motion pour remise de l'honoraire, négative, 181. S. R., 320. (48 Vict., chap. 58).
10. *Congrégation de Notre-Dame* :—Pétition demandant un acte pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la Communauté des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal, 79. Avis, 85. Bill (Du Conseil Législatif) ; Renvoyé au Comité des Ordres permanents, 175. Rapporté, 182. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 195. Rapporté, 216. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 227. S. R., 319. (48 Vict., chap. 47).
11. *Divisions Ouest et Centre* :—Bill pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada relativement aux Divisions Ouest et Centre de la Cité de Montréal, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative, (l'Hon. M. Taillon) ; Présenté et lu la 1ère fois sur division, 40. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un Comité général, 54. Considéré sur division ; Rapporté, 57. Lu la 3ème fois sur division et passé sur division, 58. Par le Conseil, 98. S. R., 319. (48 Vict., ch. 5).
12. *Hôpital Général* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
13. *Hôpital St Patrice* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
14. *Hospice de la Maternité* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
15. *Institution des Sours Muets* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
16. *Jardin Botanique* :—Pétition demandant un acte incorporant l'Association du jardin botanique de Montréal ; Reçue et lue, 125. Avis, 155. Règles suspendues ; Bill (L'Hon. M. Beaubien), présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé en Comité, Bills Privés, 156. Rapporté ; Amendé, 169. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 184. Par le Conseil avec amendements, 265. Considérés et adoptés, 266. Honoraire remis, 192. S. R., 321. (48 Vict., c. 63).
17. *Montreal Young Men's Christian Association* :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé : " Acte pour incorporer " *The Montreal Young Men's Christian Association*," 23. Avis, 35. Bill (M. Stephens), 36. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 45. Rapporté ; Amendé, 66. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 72. Par le Conseil, 102. Honoraire remis, 128. S. R., 319. (48 Vict., c. 49).
18. *Notre Dame de Charité du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
19. *Parc et Isle de—Cie du Chemin de Fer* :—Pétition demandant un Acte incorporant La Compagnie du Chemin de Fer du Parc et de l'Isle de Montréal, 68. Avis, 85. Bill (L'Hon. M. Beaubien), 86. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 94. Rapporté amendé, 114. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 121. Par le Conseil, 230. S. R., 320. (48 Vict. chap. 74).

**MONTRÉAL :—Suite.**

20. *Prison de—*. Voir 99 des Documents.

21. *Refuge de la Passion de Jésus :—*Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

22. *St-Joseph du Bon Pasteur :—*Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

23. *Salle d'Asile de St-Vincent de Paul :—*Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

24. *Women's Hospital :—*Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

MONTRÉAL, District de—, baptêmes, mariages etc. Voir 98 des Documents.

MONTRÉAL ET OUEST :—Voir 100 des Documents.

MOUNT ROYAL AND ISLAND RAILWAY Co :—49ème et 87 Règles suspendues ; Pétition demandant un acte incorporant The— ; Reçue et lue, 175. Rapport que les avis sont suffisants, mais que le dépôt n'a pas été fait, 216.

MOULINS à coton de V. Hudon et filature de Ste-Anne Hochélaga,—fusion des compagnies. Voir *Hudon V.*

**N**EW ENGLAND PAPER, Co :—Pétition demandant un acte incorporant le " *New England Paper Company*," 32. Rapport de l'avis, 35. Bill (M. Brousseau), 39. Renvoyé au Comité des Industries, 45. Rapporté amendé, 86. Considéré en Comité général ; Amendé ; Passé, 98. Par le Conseil avec un amendement, 178. Considéré et adopté, 178. S. R., 319. (48 Vic., c. 59.)

NORD-OUEST :—Motion pour une adresse concernant les troubles du Nord-Ouest, 123. Amendement et sous amendements proposés. Sous amendement adopté, 124. Autre sous amendement proposé ; Objecté ; M. l'Orateur décide contre l'objection ; débats ajournés, 125, 130, 132. Débats repris 129, 131, 161. Sous amendement négativé. Amendement et motion principale amendés, adoptés sur division, 163. Voir *Adresse*, 3 ; *Votes*, 18.

**NOTARIAT :—**

1. Bill pour rendre valides certains actes de vente notariés, (M. Trudel), 36. Renvoyé au Comité de Législation, 74. Rapport contre ce Bill, 212.

2. Bill déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de Notaire (M. Trudel), 69. Motion pour la seconde lecture négativée.

Pétitions en faveur de ce Bill, 261.

3. Bill pour amender les articles 25 et 231 du chapitre 32, 46 Victoria, concernant—, (M. Marion), 69. Motion pour la seconde lecture négativée, 113.

4. Bill pour amender le Code du Notariat (46 Vict., chap. 32), (M. Poulin), 101), Motion pour 2ème lecture ; Débats ajournés, 209. Débats repris ; lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 240. Considéré ; Amendé, 265. Bill renvoyé de nouveau à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; 296.

NOTARIAT :—*Suite.*

5. Bill pour amender l'article 116 du Code du Notariat (46 Vict., chap. 32), (M. Gagnon), 118. Renvoyé à un Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 192. Par le Conseil, 223. S. R., 320. (48 Vict., ch. 35).

NOTIFICATIONS :—Bill pour amender l'acte 47 Vict., chap. 14, intitulé : "Acte relatif aux notifications, protêts et significations," (M. Gagnon), 32. Renvoyé à un Comité général, 48. Considéré; Rapporté; Passé, 52. Par le Conseil, 77. S. R., 319. (48 Vic., c. 18.) Pétitions en faveur de ce Bill, 260.

NOTRE-DAME DE MONTRÉAL, pouvoirs de la Communauté des Sœurs de la Congrégation de,—définis.—Voir 10 *Montréal*.

OFFICIERS EN LOI DE LA COURONNE :—Bill concernant les officiers en loi de la Couronne, (L'Hon M. Taillon); Lu la 1ère fois sur division, 213. Lu la 2ème fois sur division; Considéré; Rapporté; Passé, 288. Par le Conseil, 300. S. R., 321. (48 Vic., c. 6.)

## ORATEUR :—

1. Fait rapport du discours du Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la session, 5.
2. Informe la Chambre qu'il a reçu copie du jugement dans l'élection contestée de Jacques-Cartier, 1.
3. Informe la Chambre que le Greffier a reçu des certificats d'élection de députés, 3, 4, 5.
4. Communique le rapport du bibliothécaire, 7.
5. Met devant la Chambre divers états et rapports, 7, 8, 14, 25, 32, etc.
6. Charge un député de la remplacer temporairement au Fauteuil, 286.
7. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 56, 81, 135, 191, 159, 172, 179, 180, 206, 219, 241, 220, 235, 236, 248, 297, 298. Voir *Questions* 8 à 26.
8. Remet sa décision à plus tard, 111, 120, 174, 177, 197.
9. Met devant la Chambre le rapport des Comités conjoints de la Bibliothèque, 208,— des Règles de la Chambre, 300.
10. Ajourne la Chambre sans que la question soit mise aux voix, 286.
11. Décline de mettre une question aux voix, 159.
12. Devant émaner son mandat pour la comparution de J. G. Gingras à la Barre de la Chambre, 215, etc. Voir *Députés*, 5.
13. Attire l'attention de la Chambre sur un Bill qui a été introduit irrégulièrement; suggère que le Bill soit retiré et présenté de nouveau, 81.

---

**ORATEUR :—*Suite.***

14. Informe la Chambre qu'il a été requis de mettre devant la Chambre un rapport de la minorité exprimant les vues d'un des membres de la Commission d'enquête au sujet de la Pétition d'élection présentée en 1882, contre l'élection d'un Député pour Jacques-Cartier ; et aussi un rapport de la minorité exprimant les vues de deux des Commissaires nommés au sujet de la concession du contrat pour la construction des Bâtisses du Parlement, 89. Il est autorisé à mettre ces documents devant la Chambre, 90.

**ORDRES DU JOUR :—**

1. Ordres rescindés, 104, 105, 210, 284, 294.
2. Ordres relatifs aux Bills Privés appelés à certaine heure en vertu de la 19ème Règle, 19, 60, 72, 77, 86, 98, 102, 122, 130, 135, 164, etc.
3. Ordres du Gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 169, 242.
4. Bills rejetés par le Comité de Législation ne devant pas être inscrits sur les Ordres du Jour, 213.

**ORDRES PERMANENTS :—**

1. Nomination du Comité des Ordres Permanents, 7, 35.
2. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de cinq membres, 30.
3. Rapport sur différentes pétitions, 39, 47, 54, 58, 62, 75, 95, 99, 107, 182, 216
4. Que les avis sont suffisants, 39, 47.
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 85. Ne sont pas suffisants, 169.
6. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 155.
7. Recommande la suspension de la 51ème Règle, 75, 85, 114.
8. Que le dépôt de \$100 n'a pas été fait, 216.
9. Pétitions renvoyées à ce Comité, 155, 163. Bill renvoyé à ce Comité, 196. Ordre rescindé, 210.

**ORDRES SESSIONNELS :—**

1. Que les Votes et Délibérations soient imprimés chaque jour, 7.
2. Relatifs à l'élection des Députés en certains cas, 7.
3. Prolongation du temps fixé pour la réception des Rapports, etc, sur les Bills Privés, 9, 52, 114, 164.
4. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 279.

---

**ORDRES SESSIONNELS :—*Suite.***

5. Ordonnant que certains Documents soient mis devant la Chambre ; Voir *Documents.*
6. Permettant à un Comité de siéger durant l'ajournement, 228.
7. Bills rejetés par le Comité des lois expirantes ne devant pas être inscrits sur les Ordres du Jour, 213.

OTTAWA ET VALLÉE DE LA GATINEAU :—Voir 101 *des Documents.*

**P**ACAUD, CHARLES :—Voir 76 *des Documents.*

PACIFIQUE CANADIEN :—Voir 102 *des Documents.*

PALAIS LÉGISLATIF :—Voir 104 et 105 *des Documents*, voir aussi *Commission d'enquête.*

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :—Acte relatif à la construction du—, amendé. Voir *Québec, Palais de Justice.*

PAPETERIE :—Voir 106 *des Documents.*

PARC DE MONTRÉAL :—Compagnie de chemin de fer du—, incorporée. Voir *Montréal.*

PATINEURS VICTORIA :—Club des—, de Montréal, augmentation de capital. Voir *Montréal.*

PELOQUIN, J. B. :—Voir 107 *des Documents.*

PERMIS DE CHASSE :—Voir 108 *des Documents.*

**PÉTITIONS :—**

1. Lues et reçues de suite, 68, 88, 95, 125, 163, 279. Après deux jours, 88. Après neuf jours, 95.
2. Renvoyées à un Comité, 155, 163.
3. Rapport recommandant que le délai pour la présentation des Pétitions pour Bills Privés soit étendu, 49.

PÉTITION DE DROIT :—Bill pour amender l'acte de la 46<sup>ème</sup> Victoria, chap. 27, intitulé : " Acte concernant la "—[M. Deschênes], 96. Motion, pour 2<sup>ème</sup> lecture ; Objection ; M. l'Orateur renvoie l'objection ; Seconde lecture négative, 219. Voir *Votes*, 13.

PHARMACIE :—loi de—, amendée.—Voir *Association pharmaceutique.*

PHILIPSBURG MARBLE Co :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 61.

PLESSIS DIT BÉLAIR,—biens substitués en sa faveur. Voir *Bélair.*

POITRAS,—biens substitués de Catherine—. Voir *Bélair.*

POISSON ET GIBIER,—clubs pour leur protection. Voir *Clubs*.

POUDRE,—emmagasinement de la—. Voir *Emmagasinement*.

PRÊT À L'HOPITAL Protestant des aliénés. Résolution rapportée et adoptée, 227.  
Voir *Hôpital protestant*.

PREUVE EN MATIÈRE CIVILE :—Bill amendant la loi concernant la— [M. Watts], 62.  
Renvoyé au Comité de Législation, 83. Rapport contre ce Bill, 208.

PRISONS, ASILES ETC :—Voir 109 *des Documents*.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité Permanent des,—nommé, 7, 85. Premier rapport, 50.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant le Parlement, p. V à IX.

PROPRIÉTÉS VENDUES PAR LE SHÉRIF. Voir 110 *des Documents*.

PROTÈTS ET SIGNIFICATIONS,—Acte relatif aux notifications, amendé. Voir *Notifications*.

PROTECTION DE LA VIE ET DE LA SANTÉ DES EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES. Voir *Employés*.

PROTECTION DU POISSON ET DU GIBIER, *Clubs* pour la,—Voir *Clubs*, etc.

PROTONOTAIRE :—Bill concernant les charges de shérif, protonotaire de la Cour Supérieure et registrateur en cette Province, (M. Gagnon), 62. Ordre pour seconde lecture déchargé, 296. Pétitions en faveur de ce Bill, 260.

PROTONOTAIRES. Voir 111 *des Documents*.

PROTONOTAIRES, chargés de distribuer des copies des registres incendies de l'état civil. Voir *Registres de l'état civil*.

## QUÉBEC :—

1. *Asile des Orphelins* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
2. *Asile des Dames Protestantes* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
3. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
4. *Association de Charité des Dames de Québec* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
5. *Cercle Catholique* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
6. *Club de la Garnison* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
7. *Dispensaire* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
8. *Hôpital du Sacré Cœur* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.



QUÉBEC :—*Suite.*

9. *Palais de Justice de* :—1. La Chambre décide de se former en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le— ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère, 255. Résolutions rapportées, 255. Adoptées sur division, 256. Bill basé sur ces résolutions :—Voir *Infra* 2.
2. Bill pour amender l'acte concernant la construction du palais de justice de Québec, (45 Vict., c. 26.) Présenté et lu la 1<sup>ère</sup> fois sur division. (L'Hon. M. Robertson), 256. Lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division et renvoyé à un Comité général ; 286. Considéré en Comité général ; Rapporté sur division et Passé sur division, 286. Par le Conseil, 300. S. R., 320. (48 Vict., c. 16.)

Voir 56, 67 et 103 *des Documents*.

10. *Union St-Joseph* :—Pétition demandant un acte incorporant l'Union St-Joseph de St-Jean-Baptiste, Québec, 34. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 48. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapporté amendé, 79. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 87. Par le Conseil, 122. Honoraire remis, 193. S. R., 319. (48 Vict., ch. 51).

11. *Union St-Joseph de St-Roch* :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

QUÉBEC CENTRAL :—Voir 112 *des Documents*.

QUÉBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX :—Pétition demandant un acte conférant certains pouvoirs à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 39. Avis, 75. Bill (M. Gauthier), 76. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 80. Rapporté amendé, 118. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 130. Par le Conseil avec amendements, 246. Considérés, 247. Ordre déchargé ; 60<sup>ème</sup> règle suspendue ; Bill renvoyé au Comité des Bills Privés, 250. Rapporté, 254. Amendements du Conseil adoptés, 254. S. R., 320. (48 Vict., chap. 78).

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—

1. La Chambre devant se former en Comité pour considérer certaines résolutions concernant le paiement des dépenses de la Commission chargée de faire une enquête sur l'administration et la vente du Chemin de fer de—. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 40. Le Comité délibère, 52. Résolutions rapportées et adoptées sur division, 53.
2. Bill relatif aux dépenses de la Commission chargée de faire une enquête concernant le Chemin de fer de—, (l'Hon. M. Taillon) ; Présenté sur division, 53. Motion pour 2<sup>ème</sup> lecture ; débats, 54. Débats repris ; Bill lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un Comité général, 60. Considéré en Comité ; Motion pour 3<sup>ème</sup> lecture, 134. Débats, 136. Dix-sept amendements et sous-amendements proposés et négatifs, 134, 137 à 154. Bill lu la 3<sup>ème</sup> fois sur division et passé, 155. Par le Conseil, 213. S. R., 319. (48 Vict., chap. 11).

Voir 113, 114, 115 et 116 *des Documents*. Voir aussi *Votes*, 14.

---

**QUESTIONS :—**

1. Débats sur une question ajournés, 93, 125, 132, 159, 131, 178, 181, 206, 209, etc. Débats repris, 71, 103, 121, 129, 137, 160, 167, 175, 181, etc.
2. Ajournés parce que M. l'Orateur quitte le Fauteuil à 6 h., 60, 71, 115, 121, 130, 131, 135, 166, 174, 178, etc.
3. Motions amendées, 71, 111, 122, 124, 138, 163, 183, 198.
4. Motions retirées, 46, 51, 111, 128, 170, 183, 258, 259, 317, 319.
5. Sous-amendements, 124, 138, 140 à 151, 161, 235, 237.
6. Motions adoptées *Nemine contradicente* 163, 184.
7. Question d'urgence, 184, 297, 298.
8. Divisions sur des questions, 73, 102, 116, 139, 140 etc. (Voir Votes).
9. Après qu'une motion a été déclarée adoptée par M. l'Orateur, un député demande qu'elle soit inscrite au journal comme adoptée sur division ; et objection étant faite, M. l'Orateur déclare que la demande d'inscription a été faite trop tard, 56.
10. M. l'Orateur attire l'attention de la Chambre sur le Bill pour amender les actes concernant l'Association Pharmaceutique et déclare que ce Bill, qui a été introduit comme Bill Privé, doit être considéré comme Bill Public, 81.
11. A une motion pour qu'il soit mis devant la Chambre un état concernant les élèves des Ecoles Normales, un amendement est proposé pour que certains documents relatifs au conseil de l'Instruction Publique soit produits en même temps ; et objection est faite que telle demande doit être faite en vertu d'une adresse et non d'un ordre de la Chambre, 111. M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 111. Décide que l'objection est bien fondée, 191.
12. Objection est faite à un sous-amendement parce qu'il répète sous une autre forme l'idée de la motion principale. M. l'Orateur renvoie l'objection, 125.
13. Objection est faite à un amendement, parce que la motion n'est pas toute contenue dans le papier remis à M. l'Orateur. M. l'Orateur décide en faveur de l'objection, 135.
14. M. l'Orateur décline de mettre aux voix, la motion pour faire remise de l'honoraire payé sur un Bill à la dernière session, 159.
15. Objection est faite (à une interpellation concernant l'indemnité des Membres et des Conseillers Législatifs) qu'elle est contraire à la règle 29. M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 120. Décide que, dans sa forme actuelle, la question est contraire aux règles comme à la pratique parlementaires, 172.
16. Objection est faite (à la demande d'un député que son nom soit substitué à celui d'un autre comme promoteur d'un Bill) qu'aucun avis n'a été donné ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 174. Renvoie l'objection, 177. Même motion ; Objection faite ; décision remise à plus tard, 177. M. l'Orateur renvoie l'objection, 179.

---



---

QUESTIONS :—*Suite.*

17. Objection est faite (pour renvoyer le Bill définissant les limites de la paroisse de Ste-Barbe au Comité des Bills Privés), que maintenant n'est pas le temps pour faire cette motion ; M. l'Orateur maintient l'objection, 180.
18. A l'Ordre pour la seconde lecture du Bill concernant les voitures pour chemins d'hiver, objection est faite que ce Bill étant un Bill Privé, il aurait dû être présenté comme tel ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 197. Décide qu'on ne peut procéder à ce Bill comme Bill public, 241.
19. M. l'Orateur déclare que le Bill pour annexer certaines parties du canton de Tring à la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, Broughton, lequel a été présenté comme Bill public, doit être considéré Bill privé, 206.
20. A une motion pour que M. l'Orateur émette son mandat enjoignant à M. J. G. Gingras de comparaître à la barre de la Chambre ; Objection est faite qu'il n'y a pas à procéder, 218. M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas fondée, 219.
21. Objection est faite (à la seconde lecture du Bill pour amender l'acte concernant la Pétition de Droit) qu'il faut le consentement de la Couronne pour continuer à délibérer sur ce Bill, 219. M. l'Orateur renvoie l'objection, 220.
22. Objection est faite à deux amendements proposés lors de l'examen à M. Gingras, à la barre de la Chambre ; M. l'Orateur déclare que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 235.
23. Motion étant faite qu'un député ait la parole ; M. l'Orateur décide qu'ayant déclaré que ce député avait la parole, la motion n'est pas dans l'ordre, 236. Autre motion qu'un député ait la parole ; Objection que la motion n'est pas dans l'ordre parce que M. l'Orateur a accordé la parole au député pour Terrebonne ; M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, 286.
24. Motion étant faite que M. Gingras soit libéré, etc. Objection est faite que cette motion requérant deux jours d'avis, elle ne peut être entretenue par la Chambre. M. l'Orateur écarte le point soulevé, 248.
25. Lors de la seconde lecture du Bill concernant les Sociétés, l'urgence est demandée pour les autres phases de ce Bill et objection étant faite, M. l'Orateur renvoie l'objection, 297.
26. Lors de la seconde lecture du Bill concernant les inhumations, l'urgence est demandée pour les autres phases de ce Bill ; Objecté ; M. l'Orateur renvoi l'objection, 298.

**R**APPORTS EN CONSEIL ET MANDATS SPÉCIAUX :—Voir 117 des Documents.

RAPPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE :—Voir 118 et 119 des Documents.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir 120 des Documents.

RÉDEMPTEUR,—incorporation de la Congrégation du Très Saint.— Voir *Congrégation du Très Saint etc.*

RÉGISTRAIRE :—Voir 122 *des Documents*.

RÉGISTRATEURS :—Bill pour empêcher les—, leurs députés leurs commis et employés de passer et exécuter aucun acte sous seing privé moyennant considération, qui doit être enregistré dans leurs bureaux (*M. Gagnon*), 107. Motion pour 2eme lecture ; débats ; ajournés, 229. Débats repris ; motion négative, 297 :—Voir 121 *des Documents*, *Sherifs*.

RÉGISTRES DE L'ETAT CIVIL :—Bill pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possessions quand l'autre double a été détruit par incendie ou autrement, (*M. Marion*), 177. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 241. Amendé ; Rapporté ; Passé, 250. Par le Conseil, 300. S. R., 321. (48 Vict., c. 25.)

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser et corriger les—, 24. Premier rapport ; Projet des règles et formes de procédure de la Chambre, 300. La Chambre en Comité sur ce projet ; Rapporté, 301. Adopté, 316.

2. 49ème règle suspendue, 88, 95, 125, 163, 175, 279.

3. 59ème “ “ 183.

4. 60ème “ “ 210, 250.

5. 66ème “ “ 183, 184.

6. 68ème “ “ 183.

7. 70ème “ “ 133.

8. 87ème “ “ 163, 175, 279.

RELIGIEUSES HOSPITALIÈRES de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville, incorporées. Voir *Arthabaskaville*.

REMISES D'AMENDES, CONFISCATIONS, ETC :—Voir 123 et 124 *des Documents*.

RENTES CONSTITUÉES :—Bill pourvoyant au recouvrement, par voie sommaire, des—, (*M. Gauthier*), 156. Renvoyé au Comité de Législation, 197.

REPRÉSENTATION DANS L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Division électorale de Montréal-Ouest, amendée. Voir 11 *Montréal, Divisions Ouest et Centre*.

REVENU :—Voir 125 *des Documents*.

RIMOUSKI :—Sœurs de la Charité—. Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

RIVE NORD :—Copie de la correspondance concernant la demande de porter à \$12,000 par mille l'octroi accordé au chemin de fer du Nord, depuis Québec à Montréal, 27. Résolutions concernant cet octroi, 55. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre au Gouverneur-Général copie des résolutions précédentes, 56.. Voir 26 *des Documents*. 1 *des Adresses*.

ROBERT, LÉON :—Pétition demandant un acte autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu Léon Robert, 34. Avis, 39. Bill (L'Hon. M. Taillon), 40. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 54. Rapporté amendé, 69. Considéré en Comité général ; Amendé, 77. Passé, 174. Par le Conseil avec amendements 262. Considérés, 262. Adoptés, 316. S. R., 319. (48 Vic., c. 82.)

ROBITAILLE, L. A. :—Voir 126 et 127 *des Documents*.

SANTÉ PUBLIQUE :—Motion pour qu'il soit permis à M. Duhamel de présenter un Bill pour protéger la— dans la Province de Québec ; Motion retirée, 170.

STE-ANNE DE LA POCATIÈRE :—*Asile St Joseph*,—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

ST-ANTOINE,—pouvoirs donnés à la corporation du village de la Côte.— Voir *Côte St-Antoine*.

STE-BARBE :—Pétition demandant un acte définissant les bornes de la paroisse Ste-Barbe et pour d'autres fins, 57. Avis, 114. Bill (M. Cameron) 114. Renvoyé au Comité des Bills privés, 121. Rapporté, 155. Autre rapport, 169. Motion pour substituer le nom de M. LeBlanc à celui de M. Cameron comme promoteur du Bill ; Objection ; M. l'Orateur devant donner sa décision plus tard, 174. Décide contre l'objection, 177. Autre motion ; Objection, M. l'Orateur remet sa décision, 177. Décide contre 179. Motion pour renvoyer le Bill au Comité des Bills Privés ; Objection ; M. l'Orateur décide en faveur de l'objection, 180. Motion, pour renvoyer le Bill au Comité des Bills Privés ; retirée, 183. Bill retiré, 183. Honoraire remis, 183.

Pétitions contre ce Bill ; renvoyées au Comité des ordres permanents, 155, 163.

ST-CHARLES-BORROMÉE DE CHARLESBOURG,—Union St-Joseph de—, incorporée. Voir *Charlesbourg*.

ST-CÉSaire :—Pétition demandant un acte incorporant "La Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Césaire," 57. Rapport de l'avis, 62. Bill, (M. Poulin), 62. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 80. Rapporté amendé, 95. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 103. Par le Conseil, 136. Honoraire remis, 197. S. R., 320. (48 Vict., chap. 52).

ST-DAMASE :—Pétition demandant un acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la Paroisse de Saint-Damase, dans le Comté de Saint-Hyacinthe, à la municipalité de la Paroisse de Saint-Jean-Baptiste, dans le Comté de Rouville, 39. Bill, (M. Poulin), 58. Renvoyé à un Comité général, 74. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 83. Par le Conseil, 113. S. R., 320. (48 Vict., chap. 37).

ST-DENIS :—*Hospice St-Louis*. Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

STE-ELIZABETH :—*Asile de la Providence*. Etat d'affaires. Voir *des Documents*.

ST ETIENNE :—Eglise—, Diocèse de Montréal,—vente de propriétés. Voir *Eglise St-Etienne*.

---

**ST-FERDINAND D'HALIFAX :—**

1. *Asile des aliénés* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

2. *Hospice* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**ST-FRANÇOIS DU LAC :—Hôpital.** Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**ST-FRANÇOIS DE SALES :—**Voir 137 des Documents.

**ST-FREDERIC, BEAUCE :—**Voir 138 des Documents.

**ST-GERMAIN DE GRANTHAM :—**Voir 139 des Documents.

**ST-GRÉGOIRE DE NAZIANZE :—**Pétition, demandant un acte érigeant civilement la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, 32. Avis, 35. Bill (M. Duhamel), 36. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapporté amendé, 66. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 72. Par le Conseil, 102. Honoraire remis, 128. S. R., 320. (48 Vict., c. 38.)

**STE-HÉLÈNE DE KAMOURASKA :—**Voir 140 des Documents.

**ST-HENRI DE MASCOCHE :—Asile de la Providence :—**Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**ST-HYACINTHE :—**

1. *Hôtel-Dieu* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

2. *Ouvroir Ste-Geneviève* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**ST-JEAN-BTE DE FARNHAM :—Société—,** incorporée. Voir *Farnham*.

**ST-JEAN-BTE DE QUÉBEC :—Union St-Joseph de—,** incorporée. Voir *Québec*.

**ST-JEAN-BTE DE ST-CÉSaire :—Société—,** incorporée. Voir *St-Césaire*.

**ST-JEAN-BTE :—**paroisse de St-Damase, annexée à—, pour toutes fins. Voir *St-Damase*.

**ST-JEAN :—**Chemin de fer urbain—. Pétition demandant un acte amendant le statut 40 Victoria, chapitre 34, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer urbain St-Jean." 79. Avis 88. Bill (L'Hon. M. Flynn), 89. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 109. Rapporté, 133. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 156. Par le Conseil avec amendements, 230. Considérés, 230. Adoptés, 239. S. R., 321. (48 Vic., c. 79.)

**ST-JEAN ET SOREL :—**Pétition demandant un acte amendant les statuts concernant l'incorporation de la compagnie du chemin de fer de St-Jean et Sorel; Reçue et lue, 95. Avis, 107. Bill (L'Hon. M. Marchand), 107. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 115. Rapporté, 133. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 157. Par le Conseil, 230. S. R., 321. (48 Vic., c. 76.)

**ST-JEAN L'EVANGÉLISTE :—Eglise—,** de Montréal,—actes amendés. Voir *Eglise St-Jean l'Evangeliste*.

---

**ST-JEAN D'IBERVILLE :—**

1. *Hôpital*—: Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
2. *Salle d'Asile*—: Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**ST-JOSEPH de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville**,—incorporation des religieuses hospitalières de—. Voir *Arthabaskaville*.

**ST-JOSEPH de St-Charles-Borromée, Charlesbourg**,—Union—, incorporée. Voir *Charlesbourg*.

**ST-JOSEPH de St-Jean-Baptiste de Québec**:—Union—, incorporée. Voir *Québec*.

**ST-MARTIN A QUÉBEC**:—Chemin de Fer Provincial s'étendant de—. Voir Documents ; *Chemin de Fer Provincial*.

**ST-RAPHAEL, BELLECHASSE**:—Adresse demandant copie d'une requête des Colons de Daaguay etc., demandant l'ouverture d'une route du chemin Taché à la 4ème concession de St-Raphaël, 214. Voir 40 des Documents.

**ST-RÉDEMPTEUR**:—incorporation du Très—. Voir *Congrégation du Très Saint Rédempteur*.

**ST-VALIER, A CHICOUTIMI**:—Incorporation de l'Hôtel-Dieu de—. Voir *Chicoutimi*.

**ST-SAUVEUR**:—Union St-Joseph—. Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**ST-TITE DES CAPS**:—Pétition demandant un acte pour ériger—, en Municipalité, 79. Rapport contre, 85.

**SERMENT**:—Bill relatif au— et à l'administration du serment (M. Lemieux), 156. Motion pour 2ème lecture négative, 241.

**SERMENT D'OFFICE**:—Bill concernant la prestation des serments d'office, (L'Hon. M. Taillon,) 5.

**SÉNÉGAL, L. A.**:—Voir 128 des Documents.

**SHEFFORD ET CHAMBLY**,—chemin de fer de Stanstead,—, charte amendée. Voir *Stanstead, Shefford Chambly etc.*

**SHÉRIFS :—**

1. Liste des—. Voir 67 des Documents.
2. Propriétés vendues par les—. Voir 119 des Documents.
3. Bill concernant les charges de Shérif, protonotaire de la Cour Supérieure et régistrateur en cette Province (M. Gagnon), 62. Ordre pour seconde lecture négative, 296.

Pétitions en faveur de ce Bill, 261.

**SCHOOLBRED, SEIGNEURIE**:—Voir 131 des Documents.

---

**SHERBROOKE :—**

1. *Hospice du Sacré-Cœur* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
2. *Hopital Général* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
3. Pétition demandant un acte amendant les statuts relatifs à l'incorporation de la cité de Sherbrooke ; Reçue et lue, 95. Avis, 99. Bill (L'Hon. M. Robertson,) 101. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 105. Rapporté amendé, 126. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 136. Par le Conseil avec amendements, 246. Considérés et adoptés, 247. S. R., 320. (48 Vic., c. 69.)

Voir 129 des Documents.

**SIGNIFICATIONS** :—Acte relatif aux notifications, protêts et—, amendé. Voir *Notifications*.

**SMITH, WALTON, ETC** :—Voir 132 des Documents.

**SOCIÉTÉS** :—Bill pour ajouter certaines dispositions à l'acte concernant les sociétés, étant le chapitre 65 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (l'Honorable M. Mercier), 177. Lu la 2ème fois ; l'urgence est déclarée pour les autres phases de ce Bill ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 297. Par le Conseil, 317. S. R., 321. (48 Vict., chap. 29). Voir *Votes*, 15.

**SOCIÉTÉS DE COLONISATION** :—Voir 133 des Documents.

**SOCIÉTÉS DES MARCHANDS DÉTAILLEURS DE NOUVEAUTÉS** :—Pétition demandant un acte incorporant la Société des marchands détailliers de nouveautés de la Province de Québec, 39. Avis, 47. Bill (l'Hon. M. Taillon), 48. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 52. Rapport, 85. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 93. Par le Conseil, 121. S. R., 319. (48 Vict., ch. 56).

**SOLLICITEUR-GÉNÉRAL** :—Voir *Votes*, 16.

**SOREL :—**

1. Pétition demandant un acte amendant les divers actes qui pourvoient à l'incorporation de la ville de Sorel, 23. Avis, 35. Bill (M. Leduc), 36. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 57. Rapporté amendé, 69. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 77. Par le Conseil avec un amendement, 115. Considéré et adoptée, 115. S. R., 319. (48 Vict., chap. 68).

2. *Hôpital Général* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**SPENCER-WOOD** :—Voir 134 des Documents.

**STANSTEAD, SHEFFORD ET CHAMBLY** :—Pétition demandant un acte amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly, 44. Avis, 66. Bill (L'Hon. M. Lynch), 66. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 72. Rapporté amendé, 86. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 94. Par le Conseil, 250. S. R., 319. (48 Vict., c. 75.)

**STATUTS**,—Codification et refonte des—. Voir *Codification* ; et 136 des Documents.

**STATUTS GÉNÉRAUX** :—Voir 136 des Documents.



---

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir 135 *des Documents*.

SUBSIDES :—

1. Estimés pour l'année courante, supplémentaires, et l'année financière finissant le 30 juin 1885, 67. Renvoyés au Comité, 67.  
Estimés supplémentaires ; Renvoyés à ce comité, 270.

Voir 66 et 67 *des Documents*.

2. La Chambre devant se former en Comité des Subsidés, 14.
3. La Chambre en Comité, 67, 78, 83, 88, 105, 117, 168, 185, 207, 211, 250, 244, 273, 292.
4. Comité rapporte progrès, 86.
5. Motion pour que la Chambre se forme en Comité des,—Débats ajournés, 77, 115. Débats repris, 77, 116.
6. Divers amendements proposés et négatifs (à la motion pour que la Chambre se forme en Comité des Subsidés) : M. Shehyn, (déficits annuels et politique d'expédient), 116. L'Hon. M. Mercier, (déficits, etc.), 168. M. Stephens, (sommes payées à Lacoste, LaBruyère,) etc., 211. Voir *Votes*, 17.
7. Résolutions rapportées et adoptées, 198, 199, 200, 250, 252, 276, 289, 293.
8. Considération des résolutions ajournée, 210, 252.
9. Motion de M. Gagnon (immigration européenne), en amendement à la réception des résolutions, négative, 289.
10. *Voies et moyens* :—La Chambre devant se former en Comité des Voies et Moyens, 14.
11. Motion pour Comité des—, 293. Adoptées, 294.
12. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1885 et le 30 Juin 1886 et pour d'autres fins du service public, (L'Hon. M. Robertson), 294. Lu les 2ème et 3ème fois et passé, 294. Par le Conseil, 200. S. R., 321. (48 Vic., c. 1.)

SUBSIDE FÉDÉRAL :—Voir 141 *des Documents*.

SYNODE de l'Eglise d'Angleterre, diocèse de Québec,—incorporé. Voir *Eglise d'Angleterre*.

TACHÉ, CHEMIN :—Voir 142 *des Documents*.

TASSÉ, JOSEPH :—Voir 143 *des Documents*.

TAXE SUR COMPAGNIES :—Voir 144 *des Documents*.

TAXE SUR EXHIBITS PRODUITS DEVANT LES COURS :—Voir 145 *des Documents*.

TEMPÉRANCE, ligue de,—du comté d'Arthabaska,—incorporée. Voir *Arthabaska*.

TENUE de la Cour Supérieure et de Circuit. Voir *Cour Supérieure*.

TENUE de la Cour Supérieure—lois amendées. Voir *Cour Supérieure*.

TERRES DE LA COURONNE :—

1. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer certaines résolutions pour venir en aide aux personnes établies sur les terres de la Couronne ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Résolution rapportée ; Adoptée, 242. Bill basé sur cette résolution. Voir *Infra*, 2.
2. Bill pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne. (L'Hon. M. Lynch), 242. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un Comité général, 254. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 270. Par le Conseil, 300. S. R., 321. (48 Vict., c. 33.)

Voir 146 et 147 *des Documents*.

TEXTILE MAGOG, AND PRINT COMPANY,—emprunt, autorisé. Voir *Magog etc.*

THOUIN, F. X. :—Voir 149 *des Documents*.

TIMBRES D'ASSURANCE :—Voir 148 *des Documents*.

TRAVAUX PUBLICS :—Lois concernant le Département de l'Agriculture et des—, amendées. Voir *Agriculture*.

TRING :—Bill pour annexer certaine partie du Canton de—, dans le comté et district de Beauce, à la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Broughton dans le même comté (l'Hon. M. Blanchet), 118. Motion pour 2<sup>ème</sup> lecture ; Décision de M. l'Orateur ; Bill retiré, 207.

TROIS-RIVIÈRES :

1. *Hôpital des Ursulines* :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.
2. *Providence St-Joseph* :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.
3. Correspondance au sujet de la dette due au Fonds d'Emprunt Municipal, 240. Voir 150 *des Documents*.
4. Pétition demandant un acte incorporant le Chapitre de la Cathédrale des Trois-Rivières, 23. Rapport de l'avis, 35. Bill (l'Hon. M. Turcotte), 36. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 45. Rapporté amendé, 66. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 80. Par le Conseil avec amendements, 136. Considérés et adoptés, 137. Honoraire remis, 172, S. R., 319. (48 Vict., 42).

TROUBLES DU NORD OUEST :—Voir *Votes*, 18.

UNION des Abattoirs de Montréal, incorporée. Voir *Montréal*.

UNION St Joseph de St-Charles Borromée de Charlesbourg, incorporée. Voir *Charlesbourg*.

UNION St-Joseph de St Jean-Baptiste de Québec, incorporée. Voir *Québec*.

URBAIN :—Chemin de fer—, Québec, acte d'incorporation, amendé. Voir *Québec*.

**V**ALIDATION de certains enregistrements. Voir *Enregistrements*.

VALLÉE DE MISSISQUOI :—Charte de la Compagnie du chemin de fer de la—, amendée. Voir *Missisquoi*.

VARENNES :—*Hospice Lajemmerais* :—Etat d'affaires. Voir 73 des *Documents*.

VICTORIA,—club des patineurs de Montréal,—augmentation de capital. Voir *Montréal, Club Victoria*.

VICTORIA 33, CHAP. 4 :—Voir *Indemnité des Membres*.

VICTORIA 32, CHAP. 23 :—Bill pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 23, section 16 paragraphe 1, tel qu'amendé par l'acte 32 Victoria, chap. Section 1. (L'Hon. M. Flynn), 89. Lu la 2eme fois ; renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté, Passé, 205.

VICTORIA 38 :—Bill pour abroger l'acte 38 Victoria, chapitre 12. (M. Gauthier), 261.

VICTORIA 47 :—Pétition demandant le rappel, quant au Comté de Laval de la section 3 du chap. 83 de la 47ème Vict., 132.

VIE ET SANTÉ des employés dans les manufactures. Voir *Employés*.

VILLAGE de la Côte St-Antoine,—pouvoirs donnés à sa corporation. Voir *Côte St-Antoine*.

VILLE,—Acte des clauses générales des corporations de,—amendé. Voir *Corporation de Ville*.

VOITURES D'HIVER :—Bill amendant l'acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés, (M. Leblanc), 55. Seconde lecture renvoyée à trois mois, 101.

VOITURES POUR CHEMINS D'HIVER :—Bill concernant les voitures pour chemins d'hiver, (M. LeBlanc), 118. Motion pour 2ème lecture ; Objection ; M. l'Orateur devant donner sa décision plus tard, 197. Décide contre le Bill, 240.

## Votes :

1 *Asiles des Aliénés* :—A la motion pour la 3ème lecture du Bill relatif aux,— M. Gagnon propose un amendement exemptant les municipalités de l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés ; Négativé, 221.

2. *Drummond et Arthabaska* :—Motion de M. Watts pour que le Bill pour diviser les comtés de—, soit lu la seconde fois, 112. Négativée, 113.

---

---

VOTES :—*Suite.*

3. *Cession de biens* :—Motions pour 3ème lecture du Bill amendant le Code Civil et le Code de Procédure Civile, quant à ce qui concerne la cession de biens, 263. Amendement de M. Gagnon (projet de loi de faillite déguisé sous forme d'amendements au Code), et renvoi de la troisième lecture à 6 mois ; débats, 264. Débats repris, sous amendement de M. Asselin (Que le Bill ne soit lu pour la 3ème fois que dans trois mois afin de permettre aux membres de l'examiner) ; sous-amendement et amendement négatifs, 268.
4. *Chemins de fer* :—Motion de M. Cameron pour une liste des chemins de fer qui échappent à l'effet de la section 6 du chap. 24, de la 46 Victoria du Parlement Fédéral ; débats, 71. Débats repris, 72. Motion négative, 73.
5. *Code Municipal* :—Motion de M. Martel pour renvoyer le Bill pour amender certains articles du—, à un Comité général pour y être amendé ; adoptée, 263.
6. *Gingras* :—M. Nantel propose que J. G. Gingras soit déchargé de la garde du Sergent d'armes, 237. Amendement de M. Duhamel aussi ordonnant la mis en liberté du dit Gingras, 237. Sous amendement de l'Honorable M. Mercier que le dit Gingras soit censuré à la barre de la Chambre et mise en liberté ; sous amendement négatif, 238. Amendement adopté, 238. Motion amendée, rejetée, 239. Motion de l'Honorable M. Taillon, que M. Gingras soit libéré et que la Chambre procède à la dépêche des affaires, 248. Amendement de l'Honorable M. Turcotte que M. Gingras soit ramené à la barre de la Chambre, censuré et mis en liberté ; amendement rejeté et motion principale adoptée, 248.
7. Lors de l'examen de M. Gingras à la barre de la Chambre, deux députés s'étant levés en même temps et M. l'Orateur ayant accordé la parole au député pour Terrebonne, motion est faite que le député pour le Comité d'Ottawa ait la parole ; négative, 237.
8. *Indépendance de la Législature* :—Seconde lecture adoptée sur division, 288.
9. *Indemnité des Membres* :—Bill concernant l'—lu la seconde fois sur division, 294.
10. *Instruction Publique* :—Motion pour la seconde lecture du Bill pour amender les lois concernant l'— en cette Province ; débats ; ajournés, 206. Débats repris, 270. Amendement de M. Robidoux pour renvoyer la seconde lecture à trois mois (cause Alexis Moquin *et al*, commissaires d'école de Laprairie), amendement négatif, 271.
11. *M. Martel* :—L'Hon. M. Mercier ayant demandé que certaines paroles prononcées par le député pour Chambly fussent insérées dans les journaux de cette Chambre ; L'Hon. M. Mercier propose qu'il soit résolu que ces mots ne sont pas parlementaires etc. Motion négative, 139.
12. *Officiers en loi de la Couronne* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill concernant les— Amendement est proposé par M. Demers que cette Chambre ne croit pas devoir rétablir la charge de solliciteur général, négatif, 287.
13. *Petition de droit* :—Motion pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte concernant la— négative, 221.

VOTES :—*Suite.*

14. *Québec, M. O. et O.* :—A l'ordre pour la 3<sup>ème</sup> lecture du Bill relatif aux dépenses de la Commission d'enquête sur la vente et l'administration du chemin de fer de,—M. Bernard propose que le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité général pour y être amendé, 134; amendement de M. Martel; Objecté; M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 135. Débats, 135, 137, 138, 140, 152. Amendement de M. Nantel;

Sous-amendement de M. Boyer, 138; négativé, 139

“ “ L'Hon. M. Marchand, 141; “ 142

“ “ L'Hon. M. Joly, 142; “ 143

“ “ Bernatchez, 143; “ 144

“ “ Whyte, 144; “ 145

“ “ Shehyn, 145; “ 146

“ “ Cameron, 146; “ 147

“ “ Demers, 147; “ 148

“ “ McShane, 148; “ 149

“ “ Stephens, 149; “ 150

“ “ Robidoux, 150; “ 151

“ “ Rinfret dit Malouin, 151; “ 152

Amendement de M. Nantel adopté, 152. Motion, ainsi amendée, adoptée, 152.

Sur le même sujet. Motions de M. Gagnon, 154, et de l'Hon. M. Mercier, négativées, 154.

15. *Sociétés* :—Un membre ayant proposé l'urgence pour le Bill concernant les Sociétés et Objection y étant faite, M. l'Orateur déclare qu'il met la question d'urgence aux voix; Adoptée, 297.

16. *Solliciteur Général* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill concernant les officiers en loi de la Couronne; M. Demers propose en amendement (que cette Chambre ne croit pas devoir rétablir l'office de Solliciteur Général, aboli en 1882); amendement négativé, 287.

17. *Subsides* :—A la motion pour que la Chambre se forme en Comité des—, Amendement de M. Shehyn (déficits annuels et politique d'expédient); Négativé, 116.

Amendement de l'Hon. M. Mercier (déficits, etc.,) 165. Débats, 166. Débats repris, 167. Amendement négativé, 168.

Amendement de M. Stephens (sommes payées à MM. Lacoste, Bisailon, Globensky et LaBruyère); négativé, 211.

---

---

**VOTES :—*Suite.***

Amendement de M. McShane (Fonds d'emprunt municipal payable par la cité de Sherbrooke) ; négativé, 243.

Amendement de M. Gagnon (immigration européenne) ; négativé, 289.

Amendement de l'Hon. M. Mercier (Féculerie et Glucoserie à Carleton), négativé, 291.

18. *Troubles du Nord-Ouest* :—Motion de l'Hon. M. Turcotte pour une adresse au sujet des— 124. débats ajournés, 124, 130, 132 débats repris, 129, 131, 161. Amendé, 124, 163. Motion adoptée, 163. Amendement de M. Gauthier, 124. Sous amendement de M. Poupore, adopté, 124. Sous amendement de l'Hon. M. Mercier ; Objecté ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 125. Sous amendement négativé, 162. Amendement de M. Gauthier, tel qu'amendé, adopté, 163.

19. *Voitures d'hiver* :—Motion de M. Demers pour renvoyer à trois mois la seconde lecture du Bill concernant les— 101. Adoptée, 102.

**W**EST-FARNHAM.—*Hospice Ste-Elizabeth*.—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

WHYTE, JOHN :—Son certificat d'élection, 4. Prête serment et prend son siège, 5.

**Y**OUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION, Montréal,—acte d'incorporation, amendé. Voir *Montréal, Young Men, etc.*

## ERRATA

---

Page 84, ligne 5. Lisez " quatre mille " au lieu de " trois mille ".

Page 181, 3ème ligne du bas de la page, après le mot " Publics " ajoutez " auquel il demande le concours de cette Chambre ".

Page 209, au milieu de la page, lisez " Documents etc, No 74 " au lieu de " No 73 ".

Page 235, ligne 17. Lisez " sous-amendement " au lieu de " amendement."





# DOCUMENTS DE LA SESSION.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION A ÉTÉ RECOMMANDÉE PAR LE COMITÉ CONJOINT DES IMPRESSIONS.

No 25. Liste des élèves qui ont suivi les cours de l'école de navigation de Québec, depuis sa création, et combien ont obtenu des certificats de compétence comme capitaines au long cours ou comme seconds de marine. Aussi, état des dépenses de l'école de navigation de Québec, 283.

No 27.—Etat indiquant : 1. La date de la nomination de la commission nommée pour faire une enquête sur la vente et l'administration du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;  
2. Le nom du Commissaire ;  
3. Le nom du Secrétaire ;  
4. La date de leur nomination ;  
5. Copie des instructions données au Commissaire ;  
6. Montant du salaire du Commissaire et du secrétaire ;  
7. Etat détaillé des sommes payées jusqu'à ce jour, pour dépenses de la Commission, 316.

No 29.—Correspondances et informations se rapportant à la disposition du terrain connu sous le nom de "l'emplacement des casernes des Jésuites," situé dans la cité de Québec, 283.

No 35.—Etat détaillé de l'emploi des \$70,000 entrées à la page 72 des comptes publics, pour 1883-84, pour chemins de colonisation ; le dit état indiquant ce qui a été payé pour les travaux proprement dits, de ce qui a été payé aux inspecteurs et au surintendant général, et ce qui a été payé à chacun d'eux, pour frais et dépenses de voyage, 317.

No 44.—Copie de l'ordre en conseil No 87, du 10 mars 1872, accordant une gratification à M. L. A. Robitaille, résignataire, en novembre 1873, de l'emploi de surintendant des bois et forêts, avec indication des membres du Comité sur la recommandation desquels le dit ordre en conseil a été arrêté.

Copie officielle de l'ordre en conseil No 242, du 15 juin 1881, accordant un salaire de deux mille piastres à L. A. Robitaille, comme payeur sur la ligne du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, etc., etc., 317.

- No 48.—Etat de toutes les sommes perçues par le Gouvernement, au moyen des timbres d'assurance, et le montant remboursé jusqu'ici, avec un état détaillé de toutes les sommes payées par la Province, pour voir l'acte imposant cette taxe déclaré inconstitutionnel par le Conseil Privé ; distinguant ce qui a été payé à chaque avocat ou société d'avocats, avec en outre, les frais de gravure et d'impression des timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la Province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et les frais judiciaires résultant de l'inconstitutionnalité du statut la décrétant, 317.
- No 55.—Etat, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour Supérieure ; en donnant, pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés, 317.
- No 56.—Etat, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour de Circuit ; en donnant, par chaque district, les lieux où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés, 317.
- No 57.—Etat, par ordre alphabétique des districts, des termes de la Cour du Banc de la Reine, en donnant, pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés, 317.
- No 58.—Etat faisant connaître, en sus du contrôle exercé en vertu de la 46 *Victoria*, chap. 4, par l'auditeur de la Province sur les crédits votés par la Législature, s'il y a un système régulier et effectif d'audition des comptes :
- Du comptable du Conseil Législatif ;
  - Du comptable de l'Assemblée Législative ;
  - Des dépenses de chaque département ;
  - Du comptable de chaque département ;
- Si, oui, quel est le système et quelles sont les personnes qui font l'audition des comptes ci-dessus énumérés, 318.
- No 63.—Liste des Protonotaires de la Cour Supérieure, par ordre alphabétique des districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu permanent ou fixe de leur office, pour chacune des cinq dernières années, 318.
- No 64.—Liste des Shérifs de la Province, par ordre alphabétique des districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu fixe ou permanent de leur office, pour chacune des cinq dernières années, 318.
- No 68.—Liste de tous les Régistrateurs de la Province, par ordre alphabétique des comtés ou divisions d'enregistrement, leur profession, la date de leur nomination et le revenu brut de chaque bureau, pendant chacune des cinq dernières années, donnant cette partie seulement : les noms, les dates de la nomination et les noms des districts ou comtés, 318.
- No 74.—Copie de toute requête adressée au Gouvernement de cette Province ou à aucun de ses Membres, demandant une aide pour la construction du chemin de fer de Montréal et Ouest, se dirigeant de St-Jérôme à Notre-Dame du Désert, 283.

---

No 77.—Etat montrant les prix réalisés l'année dernière, par la vente des droits de pêche dans les rivières de la Province. comparés aux mises à prix fixées par le Gouvernement, et les noms de ceux qui les ont achetés. Aussi un état des prix obtenus, par le louage des droits de pêche sur les lacs de la Province, et les noms des locataires, avec toutes les correspondances, papiers, etc, concernant cette affaire, 283.

No 80.—Copie de toutes correspondances, mémoires, entre le Gouvernement de la Province et la Compagnie du Pacifique Canadien, relativement à la perception de deux versements de cent mille piastres chacun, dus sur le prix d'achat de la partie Ouest du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, le premier, le 1er Mars 1884, le second, le 1er Mars, 1885. Ainsi que copie de tout ordre en conseil ou autre document au sujet des procédés pris par le Gouvernement pour le recouvrement de ces deux versements.

No 85.—Copie du rapport adressé le 27 avril 1885 par le Comte Henry de Puyjalon, à l'Honorable M. Lynch, Commissaire des Terres de la Couronne, contenant une étude condensée sur la culture, les fourrages naturels, l'élevage, les lacs, les rivières et leurs poissons, la chasse, les duvets, les plumes et les œufs, les pelleteries, les matières fertilisantes, les algues du Labrador Canadien, et le choix de l'archipel Mingan comme réserve de chasse, 283.

Etat détaillé des \$73,000,000 assumées par la Puissance sur la dette de la ci-devant Province du Canada, 318.

